



This electronic version (PDF) was scanned by the International Telecommunication Union (ITU) Library & Archives Service from an original paper document in the ITU Library & Archives collections.

La présente version électronique (PDF) a été numérisée par le Service de la bibliothèque et des archives de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à partir d'un document papier original des collections de ce service.

Esta versión electrónica (PDF) ha sido escaneada por el Servicio de Biblioteca y Archivos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (UIT) a partir de un documento impreso original de las colecciones del Servicio de Biblioteca y Archivos de la UIT.

هذه النسخة الإلكترونية (PDF) نتاج تصوير بالمسح الضوئي أجراه قسم المكتبة والمحفوظات في الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU) نقلاً من وثيقة ورقية أصلية ضمن الوثائق المتوفرة في قسم المكتبة والمحفوظات في الاتحاد.

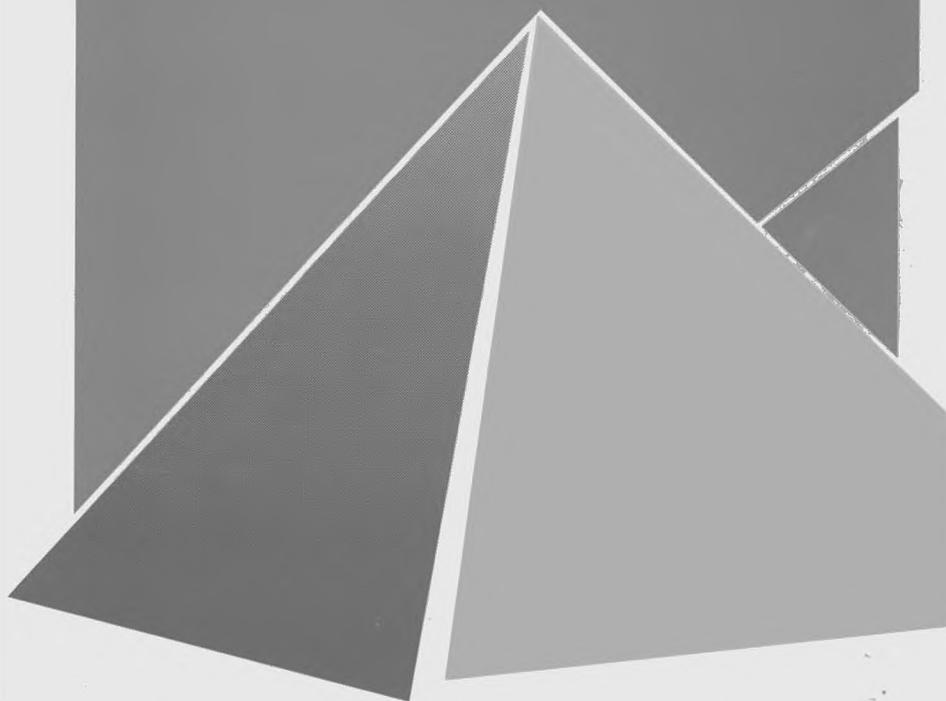
此电子版（PDF 版本）由国际电信联盟（ITU）图书馆和档案室利用存于该处的纸质文件扫描提供。

Настоящий электронный вариант (PDF) был подготовлен в библиотечно-архивной службе Международного союза электросвязи путем сканирования исходного документа в бумажной форме из библиотечно-архивной службы МСЭ.



RAPPORT FINAL

LE CAIRE 25-29 OCTOBRE 1992



CONFERENCE
REGIONALE DE
DEVELOPPEMENT DES
TELECOMMUNICATIONS
POUR LES
ETATS ARABES



UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS



**Conférence régionale de développement des télécommunications
pour les Etats arabes (AR-RDC)**

Le Caire, 25 - 29 octobre 1992

VOLUME I

RAPPORT FINAL

Genève, décembre 1992

Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes (AR-RDC)

Le Caire, 25 - 29 octobre 1992

RAPPORT FINAL

TABLE DES MATIERES

Résumé.....	1
1. Introduction.....	5
2. Participation	5
3. Travaux	5
3.1 Désignation des Présidents.....	5
3.2 Ordre du jour et programme de la Conférence.....	6
3.3 Cérémonie de clôture	6

ANNEXES

Annexe I	Objectifs, organisation et programme de travail.....	7
Annexe II	Ordre du jour annoté	13
Annexe III	Discours d'ouverture et de clôture.....	21
Annexe IV	Liste des participants.....	27
Annexe V	Programme de la Conférence.....	53
Annexe VI	Déclaration du Caire.....	57
Annexe VII	Résolutions et Recommandations.....	61
Annexe VIII	Liste des documents soumis à la Conférence.....	131
Annexe IX	Liste des abréviations.....	135

Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes (AR-RDC)

Le Caire, 25 - 29 octobre 1992

RAPPORT FINAL

Résumé

La première Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes (AR-RDC), convoquée par l'Union internationale des télécommunications, s'est tenue au Caire du 25 au 29 octobre 1992. Quelque 150 personnes, notamment des représentants de haut niveau des gouvernements, des organisations internationales et régionales ainsi que des institutions de financement internationales et du secteur privé y ont assisté.

La Conférence a été présidée par M. Mahmoud Mohamed El-Soury (Arento), Président du Comité de direction. Elle a constitué trois Commissions chargées des différents aspects du développement des télécommunications. Ces Commissions ont examiné un certain nombre de propositions en vue d'améliorer et d'harmoniser le développement des télécommunications dans la région. La Conférence a adopté 14 résolutions et deux recommandations invitant les gouvernements intéressés, l'UIT¹ et d'autres organisations internationales et régionales concernées à agir.

La Conférence a décidé en outre d'établir un **mécanisme régional de coordination** de la coopération pour le développement des télécommunications dans la région et, en particulier, de coordonner et de surveiller la mise en oeuvre des résolutions adoptées. Cette Commission de coordination devrait être composée de représentants de haut niveau des ministères des télécommunications, des Administrations des télécommunications, des sociétés d'exploitation des télécommunications, des organisations internationales, régionales et sous-régionales, telles que de Commission permanente des télécommunications, la Ligue des Etats arabes, ARABSAT, l'ASBU, la BISD, le CCG, la CEA, la CESA, le FADES, l'UMA et l'UIT/BDT. L'UIT/BDT, et en particulier son Bureau régional au Caire, devraient fournir le secrétariat exécutif et apporter leur concours à cette Commission de coordination.

L'AR-RDC, consciente du rôle essentiel que jouent les télécommunications en tant que **moteur de la croissance économique et nationale** et de l'intégration régionale et reconnaissant qu'il convient d'élaborer des politiques des télécommunications dans le cadre d'une stratégie globale, a par ailleurs décidé de constituer un Groupe de travail régional sur **les politiques et les stratégies** des télécommunications. Ce Groupe devrait aider les Etats arabes à adopter des politiques propres à favoriser le développement harmonieux de leurs systèmes de télécommunication et à renforcer le processus d'intégration régionale. Aux termes des différentes résolutions, les Administrations sont invitées à examiner **la séparation entre la fonction d'exploitation des entités des télécommunications et les responsabilités de prise de décisions et de réglementation**, à mettre en place une **fonction de réglementation** qui garantirait la **transparence du processus décisionnel et permettrait une concurrence loyale** et à encourager les exploitations à adopter **des tarifs plus étroitement alignés sur les coûts réels** afin de générer un volume de trafic plus important et d'attirer des investissements nationaux et étrangers. Ce Groupe de travail devrait en outre examiner les questions touchant aux stratégies de financement.

1

Voir l'Annexe IX - Liste des abréviations.

La Conférence a également examiné la nécessité d'améliorer **les indicateurs de développement des télécommunications**. Ces indicateurs, qui sous-tendent le processus décisionnel, sont également des outils précieux pour analyser l'impact socio-économique du développement des télécommunications. La Conférence a décidé de poursuivre le développement de la base de données régionales sur les indicateurs des télécommunications dans le cadre du projet MODARABTEL² (UIT/PNUD), en coopération avec la Commission permanente des télécommunications de la Ligue des Etats arabes. Elle a décidé en outre qu'une fois le projet MODARABTEL achevé, un Groupe de travail sur les indicateurs de développement des télécommunications pour les Etats arabes poursuivrait ces travaux avec le concours du BDT.

La Conférence a par ailleurs examiné **les perspectives de coopération en matière de recherche et de développement** et dans le domaine de **l'enseignement scientifique supérieur et de la fabrication locale de matériel de télécommunication**. Elle a demandé au BDT d'entreprendre une étude de faisabilité approfondie à ce sujet.

Compte tenu de l'importance de la gestion nationale des fréquences, elle a prié l'UIT/BDT de mettre en oeuvre, en collaboration avec les Etats arabes, **un plan d'action visant à améliorer la gestion nationale des fréquences** dans les Etats arabes.

Une autre résolution prie l'UIT/BDT de mettre en place un projet régional **de développement des télécommunications en faveur des zones rurales et des populations à faible revenu de la région**.

La Conférence invite à **poursuivre le projet MODARABTEL** pour trois nouvelles années en utilisant les réseaux de coopération existants pour les communications de données, les nouveaux services, la recherche appliquée, les systèmes intégrés de gestion de la formation professionnelle et la base de données statistiques sur les télécommunications. Elle a décidé de constituer un nouveau réseau de coopération chargé des terminaux bilingues. Ces réseaux se sont révélés être des moyens efficaces de coopération régionale pour **le développement harmonieux de réseaux et de nouveaux services** dans la région. Ils faciliteront également la mise en oeuvre d'autres résolutions adoptées par la Conférence.

Il est demandé à l'UIT de **dégager sur son budget ordinaire plus de fonds pour les pays les moins avancés (PMA)**. La Conférence a entériné deux propositions de projets en faveur des PMA de la région; le premier instituerait **une coopération dans le domaine de la formation professionnelle** et le second viserait à **développer les communications maritimes** des pays en bordure de la Mer rouge et des pays de la corne de l'Afrique. Compte tenu des liens historiques qui se sont noués entre les pays européens et les Etats arabes en bordure de la Méditerranée et de la priorité accordée à la mise en place rapide de l'échange électronique de données en raison du "coup de fouet" que cet échange produit sur les affaires et le commerce, la Conférence a également adopté une proposition de projet **visant à améliorer les communications portuaires en Méditerranée**.

La Conférence a examiné en particulier **la situation critique du Liban, de la Somalie et du Soudan et les besoins de ces pays concernant le développement des télécommunications**. Elle a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte un soutien à ces pays.

Les participants ont reconnu qu'il fallait **adapter l'organisation et la gestion** des entreprises de télécommunication à l'évolution de l'environnement et, en particulier, mettre en place d'urgence des cours de formation de plus en plus spécialisés pour les questions techniques et la gestion compte tenu de l'évolution rapide des technologies. Ils ont reconnu en outre qu'il fallait que les organisations de télécommunication accroissent leur efficacité et leur productivité dans un environnement de plus en plus compétitif. Dans ce contexte, la Conférence a décidé de créer **un réseau de coopération pour le développement de l'organisation et pour tous les aspects de la gestion et du développement des ressources humaines**. Elle a par ailleurs défini les tâches prioritaires de ce réseau.

2

MODARABTEL = Projet régional de mise en place de télécommunications modernes pour les pays arabes.

Afin d'améliorer la coopération entre les Etats arabes, la Conférence a décidé **d'accélérer les travaux de mise à jour et d'enrichissement de la base de données terminologiques en arabe sur les télécommunications.**

La Conférence a par ailleurs recommandé d'optimiser **l'utilisation du "réseau spatial arabe pour les besoins dans le domaine de l'information, de la culture et du développement"** et **d'appliquer des normes mondialement reconnues** pour faciliter l'interconnectivité et l'interopérabilité des réseaux publics. Dans ce contexte, les administrations sont priées de souscrire aux recommandations de la C.H.N.³ qui invitent *"l'UIT à jouer un rôle de catalyseur plus important pour stimuler et coordonner la coopération entre les organismes de plus en plus nombreux qui s'occupent de télécommunications"*.

La Conférence a noté le coût de mise en oeuvre des résolutions qui, selon les estimations, se chiffrait à environ 13,3 millions de dollars E.U., pour la prochaine période de cinq ans. Le BDT devrait contribuer à ces dépenses pour le montant d'environ 5,5 millions de dollars E.U. (en nature et en espèces) qu'il prélèverait sur son budget ordinaire. Il est donc clair que le degré de mise en oeuvre dépendra de la mesure dans laquelle les 7,8 millions de dollars E.U. restants seront fournis par les autres partenaires de développement et les autres sources de financement.

Enfin et surtout, la Conférence a adopté la **Déclaration du Caire** qui reflète un large consensus sur les **objectifs à long terme** à poursuivre pour garantir l'accès de tous les citoyens des Etats arabes aux services de télécommunication de base.

3

C.H.N. = Commission de Haut Niveau, instituée par l'UIT.

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes (AR-RDC)

RAPPORT FINAL

1. Introduction

La première Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats Arabes (AR-RDC), organisée par le Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'UIT, s'est tenue au Caire du 25 au 29 octobre 1992. Les objectifs, les méthodes et le programme de travail de la conférence sont exposés dans l'Annexe I. L'ordre du jour annoté est reproduit dans l'Annexe II. M. Soliman Metwally Soliman, Ministre des communications et des transports, et M. Pekka Tarjanne, Secrétaire général de l'UIT, ont ouvert la Conférence (voir l'Annexe III).

2. Participation

Quelque cent cinquante personnes, notamment des délégués et des observateurs de 23 pays de la région et des observateurs de pays d'autres régions, représentant les gouvernements et le secteur privé, ont assisté à la Conférence. Un certain nombre de représentants d'organisations nationales et internationales¹ (ARABSAT, ASBU, Banque mondiale, CE, CESA, FADES, FSD, INTELSAT, Ligue des Etats arabes, ONUDI, PNUD, UNESCO) ainsi que des représentants de la Palestine étaient aussi présents. Dans la liste des participants (voir l'Annexe IV) figure un certain nombre de hauts fonctionnaires des administrations des télécommunications ainsi que de nombreux dirigeants d'exploitations, des fabricants de matériel de télécommunication et d'autres entreprises privées.

3. Travaux

3.1 Désignation des Présidents

M. Mahmoud Mohammed El-Soury, président du comité de direction, ARENTO (Egypte) a été élu Président de la Conférence et MM. Mohammed Abbad (Algérie), Ziad Azzouz (Syrie) et Abdullah Al-Mannai (Qatar) ont été élus Vice-présidents. La Conférence a constitué trois commissions chargées d'examiner différents aspects du développement des télécommunications. Un Président et un Rapporteur ont été désignés pour chacune de ces commissions, comme l'indique le tableau suivant :

Commission	Présidents et Rapporteurs
A. Politiques, stratégies, plans de développement, incidences socio-économiques, culturelles, etc.. Considérations financières.	Président : M. Sami S. Al-Basheer, Arabie saoudite Rapporteur : M. Abdulrahim Abdulla Al-Maimani, Oman
B. Réseaux et services, développement des télécommunications rurales.	Président : M. Monge Baccar, Tunisie Rapporteur : M. Omar Ahmed Shihab, Yémen
C. Organisation et gestion. Gestion et développement des ressources humaines.	Président : M. Ahmed Barahioui, Maroc Rapporteur : M. Mohamed Khasawneh, Jordanie

¹ Voir l'Annexe IX - Liste des abréviations

3.2 Ordre du jour et programme de la Conférence

L'ordre du jour provisoire, élaboré conjointement avec les Membres de l'UIT et approuvé par le Conseil d'administration en juin 1992, a été adopté (voir l'Annexe I, Appendice 1).

Comme l'indique le programme joint en annexe (Annexe V), onze documents traitant de divers aspects du développement des télécommunications et des plans d'organisations régionales ont été brièvement présentés le 25 octobre 1992, pendant la première séance plénière, par des représentants d'organisations internationales et régionales. Ces documents ainsi que d'autres documents de référence soumis à la Conférence et reproduits dans un Volume² séparé, ont été examinés plus en détail au sein des trois commissions sus-mentionnées.

Un certain nombre de propositions de projets et de mesures, qui seront examinées par les commissions, ont également été présentées pendant le premier jour de la Conférence. Ces propositions ont été élaborées par un Groupe spécial constitué par l'UIT et composé de représentants de pays et d'organisations de la région.

Les trois commissions se sont réunies conjointement du lundi au mercredi matin. Chacune d'elles a examiné les documents relevant de sa compétence et a élaboré un projet de déclaration ainsi qu'un certain nombre de projets de résolutions et de recommandations, à partir des propositions présentées pendant le premier jour de la Conférence.

Le projet de *Déclaration du Caire*, ainsi que les résolutions et recommandations élaborées par les commissions ont été examinés en séance plénière le mercredi 28 octobre dans l'après-midi et il a été pris note de propositions de modifications.

Une base de données régionale et les indicateurs sur les télécommunications des Etats arabes ont été présentés le lundi après-midi. Cette présentation a été suivie d'une démonstration afin d'expliquer comment on peut accéder aux bases de données de l'UIT et à d'autres informations en utilisant les services d'échange d'information sur les télécommunications (TIES) de l'UIT. Le mercredi après-midi, l'UIT a présenté des spécimens de programmes de formation professionnelle assistée par ordinateur (CBT) et des logiciels d'auteur. Un représentant de DATECON, cabinet de consultants, a présenté un progiciel de gestion des fréquences mis au point par le cabinet.

Le dernier jour, la Conférence a adopté la *Déclaration du Caire* (Annexe VI), 14 résolutions et 2 recommandations (Annexe VII). L'UIT a été chargée de les éditer. La Déclaration du Caire ainsi que les résolutions et recommandations en arabe sont reproduites à la fin du présent document.

3.3 Cérémonie de clôture

Dans son discours de clôture, M. Jean Jipguep, Vice-Secrétaire général de l'UIT, a remercié le Gouvernement égyptien qui a accueilli la Conférence ainsi que toutes les personnes qui ont contribué à sa réussite. Se référant en particulier à la *Déclaration du Caire*, il s'est dit satisfait des résultats de la Conférence. Il a souligné en outre qu'il était important de prendre d'urgence des mesures en vue de l'application et du suivi des résolutions (Voir l'Annexe III). Les représentants de la France, de l'Italie, du Japon et des Etats-Unis ont eux aussi pris la parole pendant la cérémonie de clôture et le représentant du Liban, au nom de tous les participants, a adressé des remerciements.

M. Mahmoud Mohamed El-Soury, Président de la Conférence a officiellement prononcé la clôture de la Conférence.

2

Volume II (voir la Liste des Documents / Annexe VIII)

Annexe I

**OBJECTIFS, ORGANISATION
ET PROGRAMME DE TRAVAIL**

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

OBJECTIFS, ORGANISATION ET PROGRAMME DE TRAVAIL

Objectifs des conférences de développement des télécommunications

Les conférences régionales et mondiales périodiques de développement des télécommunications ont un double rôle:

1. servir de point de rencontre pour la discussion et l'examen des problèmes, programmes et projets intéressant le développement des télécommunications, en vue de coordonner ce développement à l'échelle régionale et à l'échelle mondiale;
2. donner des directives au Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'UIT.

Les conférences examinent l'état des réseaux et des services dans une région donnée et dans le monde entier, décident d'orientations concertées et élaborent des programmes en vue d'améliorer ou de développer ces réseaux et services. Elles sont en outre censées définir les besoins de coopération technique, y compris ceux pour lesquels on envisage une collaboration avec le Bureau de développement des télécommunications de l'UIT (BDT), pour une période déterminée. Les conférences examineront également les rapports du BDT et donneront leur appréciation sur leur réalisation. Les décisions des conférences prennent la forme de résolutions et de recommandations ayant une orientation pratique. Celles-ci, qui constituent aussi des directives pour les travaux du BDT, s'adresseront aux pays mêmes, aux institutions bilatérales et multilatérales de financement, aux exploitations publiques et privées reconnues, aux fournisseurs, etc., pour suite à donner.

Le succès des efforts déployés actuellement en vue de favoriser le développement socio-économique ainsi que l'intégration régionale et mondiale dépend beaucoup de l'harmonisation et de l'amélioration de l'infrastructure des télécommunications. Les pays avancés ont donc tout intérêt eux aussi à ce qu'il y ait une évolution dans ce sens, et les participants aux conférences souhaiteront peut-être faire des déclarations témoignant de l'existence d'une communauté de vues et d'objectifs en matière de développement des télécommunications.

Périodicité

Les conférences régionales doivent être organisées tous les cinq ans environ pour chaque région (une conférence régionale de développement dans chaque région et une conférence mondiale de développement entre deux Conférences de plénipotentiaires de l'UIT). Toutefois, les conférences peuvent décider de créer des "Commissions d'études du développement" ou des "Groupes de travail sur le développement", mécanismes chargés d'aider à l'application et à la surveillance des programmes et projets visés dans les différentes résolutions adoptées. Ces Commissions d'études et Groupes de travail pourraient aussi être associés à la préparation de la Conférence suivante.

Participants

Les conférences sont ouvertes à toutes les parties concernées, y compris au secteur privé, dans un souci de transparence et de complémentarité. C'est ainsi que les conférences doivent réunir des représentants de haut niveau des gouvernements, des organisations régionales concernées, du secteur privé, ainsi que des institutions multilatérales et bilatérales de financement et de développement.

Une participation financière sera demandée aux représentants du secteur privé, afin de couvrir les frais liés aux installations et aux services, à la documentation et aux services administratifs.

- sociétés exploitantes de télécommunications : 800 francs suisses par personne
- bureaux d'ingénieurs-conseils : 200 francs suisses par personne
- instituts de recherche et établissements universitaires : 100 francs suisses par personne

Organisation des travaux, ordre du jour et programme de l'AR-RDC

L'ordre du jour et le programme provisoires de l'AR-RDC sont reproduits respectivement dans les appendices 1 et 2.

Les participants à la conférence souhaitent peut-être élire un Président (du pays hôte) et deux ou trois Vice-Présidents. Les débats se dérouleront en arabe, en anglais et en français. Les participants souhaitent peut-être aussi créer trois Commissions chargées de traiter les aspects suivants du développement des télécommunications:

- Commission A** - Rôle des télécommunications, politiques, stratégies de développement; investissements et stratégies financières; coopération internationale (points 1 à 4 et 8 de l'ordre du jour).
- Commission B** - Réseaux et services, développement des télécommunications dans les zones rurales (points 6 et 8 de l'ordre du jour).
- Commission C** - Organisation et gestion, gestion et développement des ressources humaines; coopération internationale (points 5, 7 et 8 de l'ordre du jour).

La Conférence pourra, si elle le juge utile, créer des Groupes de travail supplémentaires sur des sujets spécifiques.

Chaque participant peut choisir de participer aux travaux de n'importe quelle Commission, selon ses intérêts et ses fonctions. Comme les Commissions travailleront en parallèle, **les pays doivent constituer leur délégation de manière que leur participation soit bien assurée au sein de chaque Commission.**

Un Groupe spécial (Task Force) composé de représentants de la région concernée a été établi pour aider à la préparation de la Conférence. Des propositions de résolutions et de plans d'action établies par ce Groupe, d'autres propositions et des documents présentés en séance plénière serviront de base aux débats; les Commissions sont censées proposer des objectifs, cibles et stratégies portant sur les questions discutées et formuler des plans d'action et des recommandations dont on peut espérer des résultats concrets et qui seront soumis à la Conférence réunie en séance plénière. La Conférence offre une occasion unique de recenser les problèmes qui doivent faire l'objet d'actions *conjointes et/ou harmonisées*, et par conséquent les Commissions souhaitent peut-être centrer leurs propositions sur les possibilités de coopération (sous-)régionale et interrégionale et sur les modalités de suivi des actions proposées (point 7 de l'ordre du jour).

Les Commissions présenteront un rapport sur leurs conclusions en séance plénière, afin de permettre à tous les participants de commenter les propositions de résolutions et d'action. Suite à cette discussion plénière, un Groupe de rédaction constitué par les participants sera chargé de mettre au point la version finale des résolutions et recommandations de la Conférence. Celles-ci seront examinées et adoptées au cours de la dernière séance plénière.

Pour gagner du temps et structurer les travaux des Commissions, un ordre du jour provisoire pour les Commissions a été dressé par le Groupe spécial (Task Force) mentionné ci-dessus. Il convient de souligner que cet ordre du jour a un caractère provisoire et que chaque Commission est invitée à établir son propre ordre du jour.

**CONFERENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS
POUR LES ETATS ARABES (AR-RDC/92)
Le Caire, 25-29 octobre 1992**

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Situation actuelle et plans de développement des télécommunications dans la Région.
2. Rôle des télécommunications dans le développement socio-économique et culturel; priorités pour le développement des télécommunications dans la Région.
3. Politiques et stratégies de développement des télécommunications pour la Région.
4. Investissements et stratégies de financement.
5. Organisation et gestion.
6. Harmonisation des réseaux et nouveaux services.
7. Gestion et développement des ressources humaines.
8. Coopération internationale et politiques de coopération régionale, y compris la coopération technique entre pays en développement.
9. Modalités de suivi, d'évaluation et d'examen des progrès.
10. Autres questions.

**CONFERENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS
POUR LES ETATS ARABES (AR-RDC/92)
Le Caire, 25-29 octobre 1992**

Programme provisoire

Heures de travail: 9 h - 15 h avec deux pauses sauf indication contraire dans le programme

Dimanche 25.10	Lundi 26.10	Mardi 27.10	Mercredi 28.10	Jeudi 29.10
10 heures Cérémonie d'ouverture - Allocutions d'ouverture - Adoption de l'ordre du jour - Election du Président et des Vice-Présidents	Travail des Commissions	Travail des Commissions	Travail des Commissions	10 heures Séance plénière Présentation et adoption des résolutions et recommandations
Pause	Pause	Pause	Pause	Pause
Séance plénière - Rapport de la C.H.N.* - Présentation des documents de référence et propositions	Travail des Commissions	Travail des Commissions	Travail des Commissions	Présentation et adoption des résolutions et recommandations (suite)
Pause	Pause	Pause	Pause	Pause
Présentation des documents de référence et propositions (suite)	Travail des Commissions	Séance plénière Rapports et examen des travaux des Commissions Après 15 heures Démonstration de TBT (y compris EAO)**	Séance plénière*** - Rapports et examen des travaux des Commissions - Surveillance et suivi (point 9 de l'ordre du jour) Après 15 heures Groupe de rédaction	Présentation et adoption des résolutions et recommandations (suite) Cérémonie de clôture
	Après 15 heures Démonstration des bases de données de l'UIT			

Le temps alloué à la présentation des documents en séance plénière sera de 10 à 15 minutes par document. Après 15 heures, des salles de conférence seront disponibles pour les Groupes de travail ad hoc sans interprétation simultanée.

* C.H.N. = Commission de Haut Niveau

** TBT = Technology Based Training

*** Participation des Ministres envisagée

EAO = Enseignement assisté par ordinateur

Annexe II

ORDRE DU JOUR ANNOTE

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

ORDRE DU JOUR ANNOTE

Point 1 de l'ordre du jour

Etat actuel et plans de développement des télécommunications dans la région

Malgré les progrès exceptionnels réalisés par beaucoup de pays arabes, il est largement admis que l'infrastructure de télécommunications est insuffisante dans certains de ces pays, où elle reste encore basée principalement sur des techniques anciennes et sur des réseaux incapables de répondre aux besoins de nouveaux services et même quelquefois de services de base dans certains pays. Mais quel est exactement le retard de ces pays par rapport aux plus avancés de la région et quels sont les plans actuels de développement? Ce point de l'ordre du jour tente de donner une réponse aux questions qu'il faut garder à l'esprit lorsqu'on évoque les divers aspects proposés au titre d'autres points de l'ordre du jour. L'objectif général de la conférence consiste à analyser les causes et les conséquences du retard évoqué plus haut et de proposer des objectifs, des stratégies et des mesures qui permettent d'améliorer la situation et de faire avancer les choses dans la région.

Des statistiques sur l'état actuel des télécommunications ainsi que sur les tendances et les plans de développement dans le monde arabe établies sur la base des informations recueillies pour le "Yearbook of Common Carrier Telecommunication Statistics" (Annuaire statistique des exploitants de réseaux de télécommunication) et les informations qui seront recueillies par les administrations participant au Projet PNUD/UIT, MODARABTEL RAB/89/001, serviront de base aux débats sur ce point de l'ordre du jour.

La conférence voudra peut-être examiner les documents présentés au titre de ce point de l'ordre du jour afin de faire une analyse préliminaire de la situation et des causes d'inéquation et de définir les grandes questions à étudier au cours de la conférence.

La conférence pourra également, si elle le souhaite, examiner la proposition de l'Equipe spéciale AR-RDC concernant le développement et la maintenance de banques de données régionales contenant des indicateurs du développement des télécommunications (chiffres clés).*

Point 2 de l'ordre du jour

Rôle des télécommunications dans le développement socio économique et culturel Priorités pour le développement des télécommunications

Les décideurs au plus haut niveau doivent bien comprendre le rôle fondamental des télécommunications dans le développement socio-économique et, en particulier, dans le processus en cours d'intégration régionale et mondiale, afin d'accorder aux investissements dans ce secteur le rang de priorité qui leur revient.

Les débats au titre de ce point de l'ordre du jour s'appuieront sur un résumé des conclusions tirées des études effectuées dans ce domaine par l'UIT.

Des études complémentaires seront cependant nécessaires, concernant en particulier les zones rurales, pour établir dans quelle mesure le développement des télécommunications et les changements consécutifs au niveau de l'organisation et des procédés de travail influent sur le développement socio-économique, notamment sur les relations humaines.

Les participants à la conférence souhaiteront peut-être examiner les conclusions des études existantes afin de proposer des priorités pour le développement des télécommunications et de déterminer les secteurs dans lesquels des études complémentaires pourraient s'avérer nécessaires. Les propositions de l'Equipe spéciale concernant des programmes spéciaux de développement des télécommunications rurales et concernant les pays les moins avancés devraient être examinées dans cette optique.

* L'Equipe spéciale AR-RDC, créée par l'UIT pour participer à la préparation de la Conférence, est composée de représentants des Membres de l'UIT de la région et des organisations régionales compétentes.

Point 3 de l'ordre du jour **Politiques et stratégies de développement des télécommunications**

Les politiques, les règlements et la législation en matière de télécommunication font actuellement l'objet d'un remaniement dans de nombreux pays du monde. Beaucoup d'administrations se transforment en sociétés commerciales autonomes, avec ou sans la participation du secteur privé, et on voit apparaître sur le marché de nouveaux fournisseurs de services.

Les délégués sont invités à prendre connaissance à l'avance de la Résolution N° 14 - "Evolution de l'environnement des télécommunications" (Nice, 1989) et à s'entretenir avec les décideurs au plus haut niveau, de façon à être en mesure de faire connaître la position de leur gouvernement en ce qui concerne* :

- l'autorité responsable,
- les relations entre les exploitants et les pouvoirs publics,
- les fonctions de réglementation,
- les relations entre les organismes de réglementation et les pouvoirs publics,
- les relations avec l'appareil législatif.

Des informations sur la restructuration du secteur des télécommunications dans certains pays Membres de l'UIT et une étude de cas fourniront une documentation supplémentaire pour les débats au titre de ce point de l'ordre du jour. A cet égard, il convient également d'examiner les conséquences de l'élaboration par le GATT d'un cadre de réglementation du commerce des services et d'envisager la participation de groupes d'utilisateurs à l'élaboration des politiques. On pourra aussi examiner les moyens du transfert de technologie, notamment la coopération dans la recherche-développement, ainsi que les possibilités de coopération dans l'industrie de transformation locale.

La conférence voudra peut-être examiner les différentes options disponibles, en tenant compte des conséquences de l'évolution de l'environnement et des conditions propres aux pays les moins avancés de la région. De plus, la conférence est appelée à examiner les propositions de l'Equipe spéciale AR-RDC, en vue d'élaborer des Résolutions et Recommandations concernant une ligne d'action, compte tenu du rôle de l'UIT en matière de conseils sur les grandes options de principe, etc. (ainsi qu'il est prévu à l'article 14 de la Constitution de l'UIT), afin de formuler des directives à l'intention du BDT.

Point 4 de l'ordre du jour **Considérations relatives aux investissements et stratégies de financement**

L'information recueillie par l'UIT sur l'investissement consacré aux télécommunications dans la région, aux sources de financement, aux procédures et aux mécanismes de financement appropriés constituera une documentation de fond pour les délibérations. Des représentants des banques de développement seront invités à faire connaître leurs priorités, leurs politiques et leurs méthodes.

L'aperçu d'ensemble des conclusions des études entreprises sur les aspects économiques des télécommunications, dont il est fait mention au point 3 de l'ordre du jour ci-dessus, est également destiné à alimenter les débats sous ce point de l'ordre du jour.

* Il est fait référence ici aux options exposées au point E du Tableau 1, à la page 38 du document établi par le Groupe consultatif sur la politique à suivre en matière de télécommunication, intitulé "L'évolution de l'environnement des télécommunications". D'autres passages de ce document présentent également un intérêt dans ce contexte. Il s'agit notamment du paragraphe 6, "Définition des politiques et de la réglementation des télécommunications" (page 14) et du paragraphe 2.2, "Législation, politique générale et réglementation du secteur" (page 36).

La conférence voudra peut-être analyser les besoins d'investissement dans le secteur des télécommunications, identifier les sources et les mécanismes de financement et fixer les cibles et objectifs par niveau d'investissement. Elle peut en outre examiner les possibilités de coopération régionale et de création de co-entreprises susceptibles de procurer des moyens de financement supplémentaires; à ce sujet, elle pourrait examiner la proposition de l'Equipe spéciale en vue d'élaborer des Résolutions et Recommandations concernant cette coopération.

Enfin, la conférence est invitée à examiner les besoins de coordination régionale et internationale des investissements dans le secteur des télécommunications, et à définir les rôles que doivent jouer à cet égard l'UIT, les pays participants et d'autres partenaires du développement.

Point 5 de l'ordre du jour **Questions relatives à l'organisation et à la gestion**

Il se peut que l'adaptation des politiques, des règlements et de la législation à l'évolution de l'environnement des télécommunications soit une condition indispensable à une amélioration réelle de la gestion. De tels changements exigent naturellement que la gestion des entreprises de télécommunication soit davantage orientée vers le marché.

Un représentant d'un pays Membre de l'UIT sera invité à présenter un document de travail décrivant les efforts déployés pour changer l'organisation et améliorer la gestion dans son organisation. L'UIT, quant à elle, s'efforcera de recueillir et de présenter des informations sur les activités de coopération technique en cours et prévues dans ce domaine.

La conférence voudra peut être définir les problèmes communs de gestion en vue d'élaborer des Recommandations concernant des mesures concrètes susceptibles de conduire à une amélioration de la gestion des entreprises de télécommunication. Elle pourra notamment s'interroger sur ce qui pourrait être entrepris à l'échelon régional pour améliorer la gestion, et élaborer des Recommandations concernant des programmes à mettre en oeuvre. Elle est en outre invitée à examiner le rôle que doit jouer l'UIT à cet égard, afin de fournir des directives au BDT.

Les Recommandations formulées sous ce point de l'ordre du jour pourront, par exemple, porter sur une coopération régionale ou internationale pour l'élaboration de:

- modèles pour le développement de l'organisation;
- directives pour l'amélioration de la gestion;
- systèmes intégrés de gestion et autres instruments de gestion.

La gestion englobe évidemment la *gestion des ressources humaines*. En outre, le développement de la gestion est manifestement une des formes d'assistance dont la région a le besoin le plus urgent. D'ailleurs, étant donné l'importance des ressources humaines dans le processus de changement, la gestion et le développement de ces ressources font l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour (point 7).

Point 6 de l'ordre du jour **Harmonisation des réseaux et nouveaux services**

Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants souhaiteront peut-être étudier la nécessité de normaliser et de coordonner le développement des réseaux, passer en revue les buts et les objectifs définis par les diverses instances internationales et régionales, comme par les pays eux-mêmes, ainsi que les prévisions portant sur les besoins et les ressources nécessaires pour y répondre. Ils pourront débattre, en particulier, des activités et des plans du Projet MODARABTEL, de même que des moyens d'améliorer cette coopération. Les questions liées à l'harmonisation interrégionale seront également examinées.

L'UIT fournira un résumé de ses activités et de ses plans dans le domaine de la normalisation et des radiocommunications.

Il est proposé que l'une des tâches de la conférence au titre de ce point de l'ordre du jour consiste à examiner les objectifs proposés par diverses organisations régionales et par d'autres instances, en ce qui concerne l'harmonisation et l'introduction des nouveaux services, afin d'élaborer des Recommandations sur l'interconnexion à assurer et la définition d'objectifs et de cibles en fonction des nouveaux services à fournir, etc., à l'échelle de groupes de pays ou de sous-régions se trouvant à un stade de développement et ayant des réseaux de dimension comparables. Il conviendra d'accorder une attention particulière au développement des télécommunications rurales.

Par ailleurs, la conférence voudra peut-être examiner des propositions concrètes pour atteindre ces objectifs ainsi que les options concernant leur mise en oeuvre, en vue de formuler des Recommandations visant à améliorer les réseaux et les services.

Point 7 de l'ordre du jour Gestion et développement des ressources humaines

Une meilleure gestion et un meilleur développement des ressources humaines sont des conditions essentielles du développement des structures auquel on assiste actuellement dans le monde arabe, du fait de l'introduction de nouvelles techniques, de la restructuration du secteur, d'une concurrence accrue et des efforts d'intégration. Pour un partage de l'expérience et du savoir-faire acquis, et une réduction des coûts élevés de la formation professionnelle et des autres moyens permettant d'améliorer les résultats, il faudra que s'instaure une coopération aux niveaux international, régional et bilatéral.

L'UIT soumettra un document de travail résumant les activités entreprises dans ce domaine, y compris une analyse critique de leurs résultats, ainsi que des propositions concernant les mesures à prendre. L'Equipe AR-RDC va formuler une proposition visant à améliorer la coopération dans ce domaine.

La conférence souhaitera sans doute analyser les problèmes types de rendement et examiner les solutions proposées, en vue de formuler des Recommandations sur les mesures à prendre pour améliorer la situation et réduire les coûts de la formation professionnelle. Elle est également invitée à discuter des possibilités d'améliorer le transfert du savoir-faire des pays industrialisés vers les pays en développement ainsi qu'entre pays en développement de la région.

La conférence voudra peut-être aussi examiner l'efficacité des mécanismes de coopération internationale existant dans ce domaine, tels que le Système d'échange international (SEI) de l'UIT, étudier les propositions de l'Equipe AR-RDC et élaborer des Recommandations sur la manière de perfectionner de tels systèmes et d'en faire un meilleur usage. Elle voudra peut-être aussi examiner les indicateurs de performance, chiffres clés et autres normes proposées par l'UIT/SEI.

Les Recommandations relatives à ce point de l'ordre du jour peuvent porter sur des mesures à prendre au niveau national (politiques de recrutement et de sélection, organisation des carrières, salaires et incitations, etc.). La conférence pourra également, si elle le souhaite, déterminer les valeurs clés à appliquer dans le domaine de la gestion des ressources humaines et faire des propositions concernant une coopération régionale et internationale pour le développement des systèmes d'information et autres instruments de planification de la main-d'oeuvre et de gestion des ressources humaines. Ces propositions pourront également porter sur le développement des centres de formation multinationaux et sur l'utilisation d'institutions qui touchent à d'autres secteurs que les télécommunications (par exemple, pour la formation à la gestion, à l'administration, au commerce, à la commercialisation, à l'informatique, etc.).

Point 8 de l'ordre du jour Coopération internationale

L'UIT fournira un résumé de ses activités de coopération technique dans la région au cours de la dernière décennie et indiquera ses projets en matière de programmes futurs.

La Conférence voudra peut-être examiner les programmes et projets de coopération internationale proposés par l'Equipe AR-RDC ou élaborés par les Commissions.

La conférence voudra peut-être examiner les propositions de l'Equipe AR-RDC afin de déterminer quelles sont les mesures qui nécessitent une coopération technique et d'identifier les partenaires possibles d'une telle coopération. Elle est aussi invitée à discuter, si elle le souhaite, des possibilités de renforcer la coordination régionale ainsi que la coopération avec les régions adjacentes.

De plus, la conférence est appelée à identifier les actions nécessaires pour promouvoir davantage la coopération entre les pays de la région et la coordination avec d'autres partenaires du développement et des donateurs, et à définir les rôles des organisations (sous-)régionales et de l'UIT dans ce contexte. La conférence est également invitée à examiner d'autres modalités de coopération afin d'élaborer des Recommandations concernant l'application de méthodes et de stratégies novatrices.

Les Résolutions relatives à ce point de l'ordre du jour devraient comprendre des directives destinées au BDT et aux autres partenaires du développement, par exemple en ce qui concerne le rôle de l'UIT en tant que centre d'information sur les besoins et les activités de coopération technique dans le secteur des télécommunications, ainsi que des Résolutions et Recommandations ayant trait à la mise en oeuvre de programmes et de projets pour lesquels on sollicite leur assistance.

Point 9 de l'ordre du jour Modalités de surveillance, d'évaluation et d'examen de la situation

De nombreuses Résolutions et Recommandations adoptées par des conférences internationales ne vont jamais au-delà de la simple déclaration d'intention. De telles déclarations ou de tels objectifs sont nécessaires, mais ne sauraient constituer des conditions suffisantes pour que les changements puissent s'opérer.

Si l'on veut que les Résolutions et autres textes de cette nature soient mis en pratique, il faut également que les délégués des conférences prennent des engagements. On espère que la structure de la Conférence AR-RDC permettra à tous les délégués de participer activement à la décision et de se sentir ainsi liés par les Résolutions et les Recommandations qu'ils adopteront.

Cependant, afin de s'assurer que les Résolutions, Recommandations et programmes d'action adoptés soient réellement mis en oeuvre, des examens périodiques de leur application sont nécessaires; il sera par conséquent demandé à chaque Commission de soumettre des propositions sur la manière de suivre l'application des mesures dont l'examen est proposé sous ce point de l'ordre du jour.

Il serait en outre éminemment souhaitable d'associer les représentants de la région aux travaux préparatoires de la prochaine conférence, par le biais du mécanisme de suivi qui sera institué.

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

Annexe III

**DISCOURS D'OUVERTURE
ET DE CLOTURE**

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

Discours d'ouverture de M. Pekka Tarjanne, Secrétaire général de l'UIT/Directeur du BDT

Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je suis très reconnaissant aux autorités de la République arabe d'Egypte d'avoir offert d'accueillir la première Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes, conférence qui commence aujourd'hui dans ce splendide Centre des congrès, à proximité des vestiges d'une grande civilisation qui a profondément marqué l'histoire de toute l'humanité.

Récemment, la ville du Caire a été frappée par les forces de la nature et l'ensemble de la communauté internationale a immédiatement pris connaissance de cette tragédie et des souffrances d'une multitude d'individus et de familles. La solidarité nationale et internationale s'est mobilisée et des vies humaines ont pu être sauvées. Je suis convaincu que nul ici n'a mis en doute le rôle vital qu'ont joué les télécommunications pendant ces jours critiques.

Cet événement donne un poids supplémentaire à notre Conférence du simple fait qu'il rappelle la dimension capitale, s'il en est, des télécommunications en tant qu'instrument efficace et indispensable de sauvetage et de secours en cas de catastrophe. Dans les délibérations que vous tiendrez au cours de ces prochains jours, il vous faudra toujours garder cette dimension présente à l'esprit, sans oublier de surcroît toutes les autres caractéristiques importantes des télécommunications, en tant que facteur fondamental du développement de la société.

La Conférence qui débute aujourd'hui est, dans l'ordre chronologique, la quatrième du cycle de Conférences régionales qui traitent des grands problèmes liés au développement des réseaux et des services. L'expérience acquise nous a montré que les aspirations, les problèmes et les besoins ne sont pas très différents d'une région à l'autre, peut-être en raison de la nature mondiale des télécommunications. Après tout, pour construire le "village mondial", il appartient à chacun de déployer les mêmes efforts car des problèmes analogues se poseront partout dans le monde.

Toutefois, l'identité culturelle et sociale ainsi que la structure économique de chaque région doivent être prises en considération. La présente Conférence offre donc une occasion unique d'établir un plan d'action adapté expressément aux Etats arabes. En fait, le Groupe spécial chargé de préparer cette réunion a élaboré un certain nombre de propositions concrètes sur des questions qui revêtent un intérêt particulier pour cette région. Ces propositions, qui vous seront soumises, ne manqueront pas, j'en suis convaincu, de susciter des échanges de vues constructifs, de sorte que la Conférence pourra adopter des décisions d'une portée considérable.

Il ne fait guère de doute que la mise en oeuvre de ces décisions incombera au premier chef aux Etats arabes, mais il faut souligner aussi que la coopération intrarégionale et internationale ainsi qu'une coordination efficace contribueront au lancement d'actions viables et fructueuses. Pour atteindre les objectifs voulus, il faut mettre en place un partenariat tripartite entre:

- les pays de la région;
- la communauté internationale, dont le secteur privé, les instituts de développement et de financement; et
- l'UIT/BDT en collaboration avec les organisations régionales.

C'est en parfaite connaissance de cause que l'on s'est efforcé de quantifier les ressources initiales et les efforts que doivent fournir tous les partenaires pour mettre en oeuvre les Résolutions que la Conférence adoptera en se fondant sur les propositions du Groupe spécial. Pourquoi? Parce que le succès de toute entreprise dépend des objectifs réalistes qui auront été fixés et des approches pragmatiques qui auront été adoptées.

Au pays des Pharaons, on pourrait croire, en contemplant les temples splendides que nos ancêtres ont pu construire sans recourir à aucune de nos techniques modernes, qu'il n'existe aucune limite aux ambitions et aux capacités de l'homme. La société a changé radicalement depuis cette époque et des termes comme *intérêt social*, *niveau de vie moyen*, *rendement de l'investissement* sont devenus les éléments moteurs des entreprises humaines à notre époque.

De nos jours, les dirigeants doivent se soucier des aspects économiques, de l'efficacité et des retombées sur le plan social de tout projet ou initiative. C'est la raison pour laquelle la structure de la Conférence et ses méthodes de travail ont été conçues de manière à utiliser au mieux le temps limité qui était imparti et à obtenir des résultats concrets.

Les séances plénières et les longs exposés ont été réduits au minimum en vue de privilégier les travaux des Commissions fondés sur les propositions du Groupe spécial, les conférences précédentes nous ayant montré l'efficacité de cette approche.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Avant que vous n'entamiez vos délibérations, permettez-moi de lancer un appel pour vous inviter à porter une attention particulière à la situation critique que traversent certains pays de cette région (notamment la Somalie, le Soudan ainsi que le Liban) du fait que leurs réseaux se trouvent, pour des raisons diverses, dans un état déplorable. Par cet appel, je sollicite aussi bien la communauté internationale que la solidarité arabe.

C'est un grand pas en avant qui serait fait et ce serait aussi un énorme succès pour cette Conférence si nous parvenions, à tout le moins, à atténuer les disparités considérables qui existent entre les pays arabes, au niveau de l'infrastructure et de la fourniture des services.

Je vous adresse tous nos vœux de succès dans vos travaux.

Merci.

Discours de clôture
de M. Jean Jipuep, Vice-Secrétaire général de l'UIT

ASSALAMU ALAYKUM

Excellences,
Messieurs les délégués,
Chers amis,

L'adoption de la Déclaration du Caire montre clairement que nous sommes sur le point de conclure la Conférence régionale de développement pour les Etats arabes qui, à mon sens, a obtenu des résultats remarquables en un laps de temps très court. Il est réconfortant de constater que vous êtes parvenus à un consensus sur un certain nombre de questions d'intérêt régional, en dépit des disparités marquées qui existent entre les pays de cette région. Votre travail a été grandement facilité par la volonté de coopération qui a prévalu pendant toute la durée de la Conférence et, bien entendu, par la qualité des travaux préparatoires réalisés par toutes les parties concernées.

Comme vous vous en souvenez certainement, le Secrétaire général de l'UIT, M. Pekka Tarjanne, dans son discours d'ouverture, avait plaidé pour que la situation critique de certains pays de la région fasse l'objet d'une attention particulière; cet appel a été entendu et a été dûment pris en compte dans les Résolutions. Il est encourageant de constater que la solidarité de la communauté internationale et des Etats arabes a joué et que les gouvernements et les organisations régionales concernés ont montré qu'ils voulaient parvenir à un accord sur les actions à entreprendre et contribuer au développement des télécommunications dans la région toute entière. Je suis particulièrement heureux que la Conférence ait décidé de mettre en place un organisme de coopération et de coordination des activités en faveur du développement des télécommunications dans la région. Ce Comité de coordination s'est vu confier le rôle important de veiller au suivi et à la mise en oeuvre des Résolutions adoptées par la Conférence.

Il faut savoir que la Conférence ne marque pas une fin en soi, mais plutôt la conclusion de la première étape d'un long processus. De toute évidence, les efforts consacrés aux préparatifs et à l'organisation de cette Conférence ainsi que toutes les activités déployées ces jours-ci seront vains, à moins que les Résolutions adoptées ne soient mises en oeuvre.

Le fait que ces Résolutions soient tournées vers l'action et assez concrètes contribuera, je l'espère, à produire les résultats souhaités. Cette Conférence a approuvé vis-à-vis de la communauté internationale un ensemble d'objectifs, repris dans la Déclaration du Caire, qui doivent nous inspirer pour nos actions futures. Nous avons toutes les raisons d'être fiers de la Déclaration du Caire. Elle sera désormais le joyau de toutes les futures Résolutions de conférence. Vous pouvez assurer la valeur de ce joyau en ne ménageant aucun effort dans l'esprit de la Déclaration du Caire, pour mettre en oeuvre ces Résolutions.

Comme le stipulent ces Résolutions, les ressources requises doivent provenir de vos gouvernements et de vos organisations ainsi que d'autres partenaires du développement. On ne saurait trop insister sur le fait que la mise en oeuvre de ces Résolutions dépend de tous. Vous pouvez être assurés que l'UIT, dans les limites des ressources dont elle dispose, est prête à assumer ses responsabilités. Le Bureau régional qui vient d'être créé au Caire est à votre disposition pour vous fournir la coordination et l'appui requis pour mettre en oeuvre ces Résolutions. Toutefois, en dernière analyse, la mise en pratique de celles-ci dépend de vous et le rôle du Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'Union consiste essentiellement à servir de catalyseur et à veiller à ce que la coordination soit effectuée aux niveaux régional et international. Il faut aussi compter avec la participation active et les contributions des instituts de financement et d'autres partenaires du développement, dont le secteur privé, qui profitent aussi de l'amélioration des télécommunications, pour atteindre les objectifs ambitieux énumérés dans la Déclaration du Caire.

Pour achever ce cycle, la prochaine Conférence régionale concernera les pays de la Région Asie-Pacifique, puis nous nous réunirons à nouveau pour une Conférence mondiale de développement dans le cadre de laquelle nous pourrions synchroniser les activités lancées par les Conférences régionales précédentes et examiner les progrès réalisés par chaque Région. Vous aurez donc un peu plus d'un an pour faire la preuve que cette Conférence a contribué de manière significative au développement des télécommunications dans les Etats arabes.

Mesdames et Messieurs,

Les installations excellentes qu'ont mis à notre disposition le Gouvernement égyptien et en particulier ARENTO n'ont pas été étrangères, loin de là, au succès de la Conférence et je souhaiterais saisir cette occasion pour remercier son Excellence Monsieur Soliman Metwally Soliman, Ministre des communications et des transports, pour l'appui considérable qu'il nous a apporté et Monsieur Mahmoud El-Soury pour le brio de sa présidence. L'efficacité de l'organisation ainsi que les services qui nous ont été offerts dans ce centre témoignent du haut degré de professionnalisme qui peut être obtenu lorsqu'on le veut, ce qui nous donne des raisons d'être optimistes pour l'avenir de cette région.

Vous n'ignorez pas que le succès de cette Conférence est dû en grande partie aux efforts de ceux qui travaillent en coulisses. Nous remercions tous ceux, y compris bien entendu les interprètes, qui ont facilité la communication entre nous.

Nous avons tous apprécié au plus haut point l'hospitalité qui nous a été offerte, la soirée inoubliable sur le Nil ainsi que les monuments fascinants et les réminiscences de l'Egypte ancienne. Nos hôtes n'ont rien négligé pour rendre notre séjour extrêmement agréable et mémorable. Nous adressons tous nos remerciements au peuple égyptien.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je me réjouis de vous voir bientôt pour la prochaine Conférence de plénipotentiaires additionnelle qui, comme vous le savez, se tiendra à Genève du 7 au 22 décembre de cette année.

Bon voyage et bon retour dans vos pays.

WA - ASSALUMU ALAYKUM

Annexe IV

LISTE DES PARTICIPANTS

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

I. ADMINISTRATIONS

Algeria (People's Democratic - Republic of)
Algérie (République algérienne - démocratique et populaire)

ABBAD Mohamed
Ministre Plénipotentiaire Ambassade Algérie
CAIRO
Algeria
Tel: 341 8527
Fax:

Germany (Federal Republic of)
Allemagne (République fédérale)

LAMPE Günter
Director, Int. Relations DBP Telekom
Deutsche Bundespost Telekom
P.O.B 2000
D-5300 BONN 1
Germany
Tel: +49 228 181-93 40
Fax: +49 228 181-93 97

Saudi Arabia (Kingdom of)
Arabie saoudite (Royaume d')

AL-BASHEER Sami S.
Director General International Relations
Ministry PTT
RIYADH 11112
Saudi Arabia
Tel: 463 7100
Fax: 966 1 403 2048

AL-FEHAID Abdelrahman A.
Director General Microwave
Ministry PTT
RIYADH 11112
Saudi Arabia
Tel: +966 1 463 7888
Fax: +966 1 403 2048

AL-HEMAIDAN Msaad Abdullah
Chief Transport Sector Ministry of Planning
RIYADH
Saudi Arabia
Tel: 966 1 404 9404
Fax:

Bahrain (State of)
Bahrein (Etat de)

AL-SATEEH Abdul Shaheed
Head of Telecommunications Eng Ministry of Transportation
Telecoms. Office
P.O.Box 11170
MANAMA
Bahrain
Tel: +973 523 444
Fax: +973 533 544

ABDULLA Rashid
Commercial Manager Marketing & Tariff
Ministry of Transportation
P.O.Box 11170
MANAMA
Bahrain
Tel: 0973 523444
Fax: 0973 533544

AL THAWADI Abdulla Saleh
President, Bureau Wireless Licensing & Monitoring
Ministry of Information
P.O.Box 26627
MANAMA
Bahrain
Tel: 715111
Fax: 715030

Djibouti (Republic of)
Djibouti (République de)

ABANEH Abdourazack Ali
Chef de Service Etude et Planification
OPT
Bd. de la République
DJIBOUTI
Djibouti
Tel: +253 35 06 69
Fax: +253 35 57 57

ALI Mohamed Kamil
Coordonnateur national du projet Modarabtel
Inspect. Exploit. Telecoms
OPT Bd. de la République
DJIBOUTI
Djibouti
Tel: +253 35 06 69
Fax: +253 35 57 57

GUELLEH Moumin Abdi
Chef du Service téléphonique OPT
Boulevard de la République
DJIBOUTI
Djibouti
Tel: +253 35 06 69
Fax: +253 35 57 57

RAGUEH Areh Houssein
Directeur adjoint de la RTD Radio-Television de Djibouti
B.P. No. 97
DJIBOUTI
Djibouti
Tel: 350484
Fax:

Egypt (Arab Republic of)
Egypte (République arabe d')

EL-SOURY Mahmoud
Chairman ARENTO
Ramsis Street
P.O. Box 795
CAIRO
Egypt
Tel: 777551
Fax: 771306

ABDEL-HAFEZ Mohamed
Vice-Chairman ARENTO
Ramsis Street
P.O. Box 795
CAIRO
Egypt
Tel: 743222
Fax: 771306

SELIM Mohamed
Vice-Chairman ARENTO
Ramsis Street
P.O. Box 795
CAIRO
Egypt
Tel: 750222
Fax: 771306

ABOUL ELA Raga
General Manager ARENTO
International Sector
P.O. Box 795
CAIRO
Egypt
Tel: 765211
Fax: 771306

AHMED Shawki Abdelmoniem
Chief, Training Central Dept. ARENTO
P.O.Box 2271
CAIRO 11511
Egypt
Tel: 2610080
Fax: 2613504

ALLAM Fikrya
Sector Chief for New Services Ramses Exchange Building
Ramses street
CAIRO
Egypt
Tel: 777917/779111
Fax: 770070

BILAL Abd El Moneim Youssif
Professor & Chairman Elect.Dpt Cairo University/Director
National Telecom Institute
Ministry of Telecom
CAIRO
Egypt
Tel: 603825
Fax:

EL-NEMR Mahmoud
Central Department Chief, International Telecom
ARENTO
International Telecom. Sector P.O. Box 795
CAIRO
Egypt
Tel:
Fax:

ISMAIL Aida
Chief, Sector for Plan and Follow-up
ARENTO
53, Ramses street
CAIRO
Egypt
Tel:
Fax:

LOFTY EL-SAYED Osman
Professor Deputy Director NTI
National Telecom Institute
P.O. Box 7070
CAIRO
Egypt
Tel: +202 603855
Fax: +202 2636082

United Arab Emirates
Emirats arabes unis

ISKANDER Samir
TV Transmission Engineer Ministry of Information
and Culture
P.O. Box 17
ABU DHABI
United Arab Emirates
Tel: 453000
Fax: 452504

United States of America
Etats-Unis d'Amérique

HOLMES Bradley
Ambassador, U.S. Coordinator & Director, International
Comm. & Information Policy
U.S. Dept. of State, CIP Rm. 6317, 2201 C Street, N.W.
WASHINGTON D.C. 20520
United States
Tel: (202) 647-5727
Fax: (202) 647-5957

BOGDAN Doreen
Telecom Policy Specialist National Telecommunication
Information Administration/
International Office 14 Constitution Ave. N.W.
Room 4701
WASHINGTON D.C. 20230
United States
Tel: (202) 377-1866
Fax: (202) 0377-1865

MANGER Walter
International Relations Officer, Bureau of Int.
Comm. & Information Policy
U.S. Dept. of State, CIP Rm 6317, 2201 C Street, N.W.
WASHINGTON D.C. 20520
United States
Tel: (202) 647-9340
Fax: (202) 647-0158

MURRAY Marie
Deputy Economic Counsellor American Embassy
CAIRO
United States
Tel: 355 7371
Fax:

PREWITT Jean
Associate Administrator National Telecommunications
Information Administration/
International Office - OIA 14 Constitution Ave. N.W.
Room 4701
WASHINGTON D.C. 20230
United States
Tel: (202) 377 - 1866
Fax: (202) 377 - 1865

France
France

DENIAUD Jean-Claude
Inspecteur Général Ministère PTT
20 Ave. de Ségur
75700 PARIS
France
Tel: +33 1 49856031
Fax: +33 1 49851398

GARNIER Dominique
Administrateur, Rel. Ext. Ministère des Postes et
Télécommunications DRG/PAI
20, avenue de Ségur
75700 PARIS
France
Tel: +33 1 45 64 18 69
Fax: +33 1 40 65 09 77

POLLONI Alain
Conseiller Moyen-Orient FRANCE TELECOM/DI
Immeuble Perisud
7 Bd. Romain Rolland
92128 MONTROUGE
France
Tel: 33 1 44 44 59 46
Fax: 33 1 46 54 58 04

VOISIN Joel
Conseiller industriel et international Afrique Maghreb
Ministère des PT
Direction du Service public 28 Avenue de Ségur
75700 PARIS
France
Tel: +33 1 45641547
Fax: +33 1 42730002

India (Republic of)
Inde (République de l')

IYENGAR Badri Nath
Ministry of Communications Telecom Commission
Govt of India
Room 1208, Sanchar Bhavan 20 Ashok Road-Parliament str.
NEW DELHI 110001
India
Tel:
Fax: 91 11 3 746111

Italy
Italie

NALIN Giorgio
Engineer Ministry of PT
Inspectorate General
Viale Europa 190
00144 ROME
Italy
Tel:
Fax:

PILERI Alessandra
Fonctionnaire-Directeur Section TLC
Ministere PT
Bureau Relations Int. Viale America, 201
00144 ROME
Italy
Tel: +39 6 595 84313
Fax: +39 6 540 5890

RUDILOSSO Carmelo
Engineer Ministry of PT
Viale America 201
00144 ROME
Italy
Tel: +39 6 59584313
Fax: +39 6 5405890

Japan
Japon

MUTOH Shigeru
Ministry of Posts and Telecommunications
3-2, Kasumigaseki, 1-Chome,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-90
Japan
Tel: +81-3-3504-4791
Fax: +81-3-3509-5077

OBU Shuji
Project Manager International Affairs Division
Ministry Posts & Telecoms.
3-2 Kasumigaseki 1-chome Chiyoda-ku
100-90 TOKYO
Japan
Tel: 81-3-3504-4791
Fax: 81-3-3509-5077

SATO Kenji
Chief, Asia-Pacific Section International Cooperation Div.
Ministry of P&T
3-2, Kasumigaseki 1-chome, Chiyoda-ku
TOKYO 100-90
Japan
Tel: +81 3 3504 4791
Fax: +81 3 3509 5077

SHINO Norio
Ministry of Posts and Telecommunications
3-2, Kasumigaseki, 1-Chome,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-90
Japan
Tel: +81-3-3504-4791
Fax: +81-3-3509-5077

SUZUKI Noboru
Ministry of Posts & Telecom. 3-2 Kasumigaseki 1-chome
Chiyoda-ku
100-90 TOKYO
Japan
Tel: 81-3-3504-4791
Fax: 81-3-3509-5077

TOMITA Katsuaki
Ministry of Posts and Telecommunications
3-2, Kasumigaseki 1-Chome,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-90
Japan
Tel: +81-3-3504-4791
Fax: +81-3-3509-5077

Jordan (Hashemite Kingdom of)
Jordanie (Royaume hachémite de)

DENIAN Afram Jamil Jamal
Assistant Director General for Development
Posts and Telecommunications
P.O.Box 1689
AMMAN
Jordan
Tel: +962 6 638301/634551
Fax: +962 6 627776/659666

BORGAN Munther Zaal
Chief Engineer Frequency Office
Engineering Dept.
P.O.Box 1041
AMMAN
Jordan
Tel: 773111 Ext 119
Fax: 788 115

KHASAWNEH Mohamed
Assistant Director General for Investment & Commercial Aff.
Posts & Telecommunications
P.O.Box 1689
AMMAN
Jordan
Tel: +962 6 643 535
Fax: +962 6 627776/659666

TAIFOUR Walid Abdalla
Manager of Planning Dept. Posts & Telecommunications
P.O.Box 1689
AMMAN
Jordan
Tel: +962 6 638301/648331
Fax: 649 882

Kuwait (State of)
Koweït (Etat du)

AL-AMER Sami
Director Monitoring Frequency and Licence Dept
Ministry of Communications
P.O. Box 318 SAFAT
SAFAT 11111
Kuwait
Tel: +965 4830869
Fax: +965 4830837

AL KAZEMI Reyadh
PCM Engineer Ministry of Communications
P.O. Box 3444
SAFAT 13035
Kuwait
Tel: +965 256 4100
Fax: +965 252 1845

AL-KATTAN Hameed H.
Director Technical Services Ministry of Communications
P.O. Box 318 SAFAT
11111 SAFAT
Kuwait
Tel: 4816602/4844319
Fax:

AL-NOUK Ebrahim
Radio Kuwait Ministry of Information
P.O. Box 397
KUWAIT 13004
Kuwait
Tel: 2442781
Fax:

AL-YAQOUB Ahmed
Radio Kuwait Ministry of Information
P.O. Box 397
KUWAIT 13004
Kuwait
Tel: 2419653
Fax:

Lebanon
Liban

GHAZAL Maurice Habib
Représ. Perm. Instances Int. des télécommunications
Président des GAS
Ministère des Postes et téléc. Central Nahr, rue du Fleuve
BEYROUTH
Lebanon
Tel: +33 1 47052242(France)
Fax:

Morocco (Kingdom of)
Maroc (Royaume du)

BARAHIOUI Ahmed
Chef de Division Formation du Personnel
Office National PTT
6, Avenue Oqba Agdal
RABAT
Morocco
Tel: (212) 7776024
Fax: (212) 7770811

MEZYAOUI El Ghazouani
Conseiller auprès Ministre Postes et Télécom.
Avenue Moulay Al Hassane
RABAT
Morocco
Tel: 700845
Fax: 706227

Mauritania (Islamic Republic of)
Mauritanie (République - islamique de)

OULD EL MOUSTAPHA Aly
Ingénieur chef SBRH SBRH/DPT/DT/OPT
NOUAKCHOTT
Mauritania
Tel: 51647
Fax:

Oman (Sultanate of)
Oman (Sultanat d')

AL-MAIMANI Abdulrahim A.
Director Projects Management & Construction
General Telecom. Organization
Ministry of PTT P.O.Box 3789
Ruwi, MUSCAT
Oman
Tel: (968) 696720
Fax: (968) 697052

AL-RAISI Abdulhakim
Staff, Management Serv. & Public Relations Dept.
Ministry of PTT
P.O.Box 3789
Ruwi, MUSCAT
Oman
Tel: (698) 609373
Fax: (698) 697417

Portugal
Portugal

RODRIGUES G.
Embassy of Portugal 15 A, Mansour Mohamed
CAIRO
Portugal
Tel:
Fax:

Qatar (State of)
Qatar (Etat du)

AL-MANNAI Abdulla
Assist. General Manager Admin. Qatar Public Telecom Corp.
P.O.Box 217
DOHA
Qatar
Tel: +974 400 688
Fax: +974 413 904

AL DERBESTI Ahmed

Eng. Manager Proj. & Support Qatar Public Telecom Corp.
P.O.Box 217
DOHA
Qatar
Tel: +974 400 214
Fax: +974 413 904

FAKHROO Abdulwahed

Manager Freq. Mang. Int'l & Public Relations
Qatar Public Telecom Corp.
P.O.Box 217
DOHA
Qatar
Tel: +974 400 678
Fax: +974 414 514

**Sudan (Republic of the)
Soudan (République du)**

IBRAHIM MOHAMMED Mustafa

Head Administ. Council & Director General
Sudan Telecom. Public Corp.
STPC
KHARTOUM
Sudan
Tel: +249 11 79493/71899
Fax: +249 11 75599

GAMAL Abdelwahab

Senior Advisor Sudan Telecommunications
Public Corporation
KHARTOUM
Sudan
Tel: 249 11 78878
Fax: 249 11 75599

MOHAMED Ahmed Dafalla

Head Eng. & Techn. Affairs Sudan TV National Corporation
STNC, P.O.Box 1094
OMDURMAN
Sudan
Tel: 70978 - 53538 - 53130
Fax:

Syrian Arab Republic
République arabe syrienne

ATTASI Siba

Directorate General of the Syrian Telecommunications
Establishment
Saadallah Jabiri Street
DAMASCUS
Syria
Tel: +963 11 240300
Fax: +963 11 242000

AZZOUZ Ziad

Vice Director General Directorate General of the
Syrian Telecommunications
Establishment Saadallah Aljabri Str.
DAMASCUS
Syria
Tel: +963 11 240300
Fax: +963 11 242000

MOUSLI Talal

Director of Planning Directorate General of the
Syrian Telecommunications
Establishment Saadallah Jabiri Street
DAMASCUS
Syria
Tel: +963 11 240208
Fax: +963 11 242000

SHAAL Ismail

Director of Technical Studies Directorate General of the
Syrian Telecom. Establishm.
Saadallah Aljabri str.
DAMASCUS
Syria
Tel: +963 11 240307
Fax: +963 11 242000

Tunisia
Tunisie

BACCAR Monge
Secrétaire général PTT
3, rue d'Angleterre
TUNIS
Tunisia
Tel: 355112
Fax:

TOUMI Moncef
Directeur général des télécommunications
Ministère des Communications
Boulevard du 9 avril
TUNIS
Tunisia
Tel: 561 933
Fax: 341 717

Yemen (Republic of)
Yémen (République du)

BABREAK Abdillah N. Salem
Director of Technical Cooperation - D.G.T.
Ministry of Communications
P.O.Box 1686
SANAA
Yemen
Tel: +967 1 251935
Fax: +967 1 251937

SHIHAB Omar Ahmed
Deputy Director General (Technical)
Public Telecom. Corporation
P.O.Box 17045 Algiraff
SANAA
Yemen
Tel: 251249
Fax: 251150

II. INTERNATIONAL/REGIONAL ORGANIZATIONS ORGANISATIONS INTERNATIONALES/REGIONALES

ARAB FUND FOR ECONOMIC & SOCIAL DEVELOPMENT

ABBAS Hikmat
Technical Advisor Arab Fund for Economic and
Social Development
P.O.Box 10915
AFESD
MANAMA/BAHRAIN
Tel: (973)536300 (965)2451580
Fax: +973 536583

ARABSAT

AL-BIDNAH Saad A.
Director General ARABSAT
P.O.Box 1038
ARABSAT
RIYADH
Tel: +966 1 4646666
Fax: +966 1 4656983

ARAB LEAGUE

ABDEL NABI Mohamed
Expert en télécommunications
ARAB LEAGUE
CAIRO
Tel:
Fax:

SOLEIMAN Gamel Eddine
Directeur du Département du Transport et Télécom.
ARAB LEAGUE
CAIRO
Tel:
Fax:

ARAB STATES BROADCASTING UNION

SULEIMAN AHMAD Abdulrahim
Director of Engineering Arab States Broadcasting
Union (ASBU)
17, rue El Mansourah - El Menzah 4
ARAB STATES BROADCASTING UNION
TUNIS 1014
Tel: (216 1) 238 044
Fax: (216 1) 766 551

CE - EC

SOUPIZET Jean-Francois
Administrateur principal Commission des Communautés
européennes
200, rue de la Loi
CE - EC
1049 BRUXELLES
Tel:
Fax:

ECONOMIC & SOCIAL COMMISSION FOR WESTERN ASIA

ABBAS Sulieman
Economic Affairs Officer ESCWA
P.O.Box 927115
ESCWA
AMMAN
Tel: (9626) 606847 Ext.164
Fax: (9626) 694981/2

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATIONS SATELLITE ORGANIZATION

PRASANNA Srinivasa
Manager, IADP & Training INTELSAT
3400 International Drive
INTELSAT
WASHINGTON, D.C. 20008-3098
Tel: +202 944 7514
Fax: +202 944 8214

PALESTINE

AL-LAHAM Zuheir
PAL
Tel:
Fax:

KARZON Abdul Elah
Palestinian Embassy
PAL
CAIRO
Tel:
Fax: 430888 - 430555

MUSA Ibrahim
PAL
Tel:
Fax:

WABEH Mohammad
PAL
Tel:
Fax:

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME

BEN AMARA Taoufik
Deputy Resident Representative UNDP
Corniche Nil 1191
UNDP
CAIRO
Tel: 768581
Fax:

SOCIAL FUND FOR DEVELOPMENT

ABOU-ZEID Amani
Senior Officer Marketing & Evaluation
Social Fund for Development
(UNDP Project)
SFD
CAIRO
Tel: 3548339
Fax: 3550628

UNITED NATIONS EDUCATIONAL SCIENTIFIC & CULTURAL ORG.

ROSE John
Division de la Communication UNESCO
7, Place de Fontenoy
UNESCO
75015 PARIS
Tel: 33 1 45681000
Fax: 33 1 45674358

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

MARIKI Geoffrey
Indust. Develop. Officer Technology Dev. & Prom. Div.
UNIDO
P.O.Box 300
UNIDO
A-1400 VIENNA
Tel: 21131 Ext. 3359
Fax: 232156

WORLD BANK

MUSTAFA Mohammad
The World Bank Telecommunications Unit
The World Bank
1818 H. Street N.W.
WORLD BANK
WASHINGTON, DC 20433
Tel: +202 473-4296
Fax: +202 477-2978

III. OTHERS/AUTRES

Germany (Federal Republic of) Allemagne (République fédérale)

KAHMANN Karlheinz
Rohde & Schwarz GmbH & Co. KG Muhldorfstrasse 15
8000 MUNICH 80
Germany
Tel: 089/4129 2947
Fax: 4129-2224

TSCHEULIN Hans Jurgen
Dipl. Ing. DETECON (Deutsche Telepost
Consulting)
Langergrabenweg 35
5300 BONN
Germany
Tel:
Fax:

Saudi Arabia (Kingdom of) Arabie saoudite (Royaume d')

ELWY Bahig
Expert Frequency Management P.O. Box 22135
RIYADH 11495
Saudi Arabia
Tel: 4637491
Fax: 4020938

MEYER Ronald
Project Manager DETECON AL SAUDIA
P.O. Box 22135
RIYADH 11495
Saudi Arabia
Tel: 241-1961 (ext. 3179)
Fax: 456-4667

Egypt (Arab Republic of) Egypte (République arabe d')

MALASH Tarek
Regional Advisor Ericsson Telecom AB
2 Street El Malek el Afdal
ZAMALEK
Egypt
Tel: +20 2 340 9048/4088
Fax: +20 2 340 4080

United States of America Etats-Unis d'Amérique

AMMARI Samir
Vice President International Relations
MCI International, Inc.
2 International Drive
RYE BROOK, NEW YORK 10573
United States
Tel: 914 - 934 - 6972
Fax: 914 - 933 - 7186

CODACOV I Lawrence

Vice President, Int. Services MCI International, Inc.
2 International Drive
RYE BROOK, NEW YORK 10573
United States
Tel: 914 - 934 - 6591
Fax: 914 - 934 - 6004

FARR Munther

Manager MCI
2400 N Glenville Road
RICHARDSON TX 250 82
United States
Tel: 214 918 50 50
Fax: 214 918 60 27

LESSNER Henry

Executive Staff Member MCI Communications Corporation
2400 North Glenville Drive
RICHARDSON TX, 75082
United States
Tel: 214 - 918 - 5442
Fax: 214 - 918 - 6027

MENCIA Manuel

Director of Intern. Network Planning & Provisioning
MCI
2400 N. Glenville Drive
RICHARDSON, Texas 75082
United States
Tel:
Fax:

SHALABY I.N.

Managing Director Mediterranean/North Africa
AT&T
412, MT Kemble Ave. RM C120-E37
MORRISTOWN, NJ 07962-1995
United States
Tel: +202 348 1222
Fax: +202 349 3444

TAGLIALATELA JR. Carmine

Executive Director Intern. Regulatory Affairs
MCI Telecommunications
1801 Pennsylvania Ave.
WASHINGTON, DC 20006
United States
Tel:
Fax:

WESTLAKE Joseph

Director - Market Planning General Telephone and
Electronics (GTE)
Suite 1200, 1850 M Street, NW.
WASHINGTON D.C. 20036
United States
Tel: 202 - 463 - 5233
Fax: 202 - 463 - 5298

Finland
Finlande

JYVASJARVI Harri
Marketing Manager Nokia Telecommunications Oy,
Transmission Systems
P.O. Box 12
SF-02611 ESPOO
Finland
Tel:
Fax:

France
France

MOREAU Jean-Pierre
Regional Director Arab Maghreb Union
ALCATEL Trade International
33, rue Emeriau
75015 PARIS
France
Tel: 33 1 40585649
Fax:

Italy
Italie

MARTORANO Stefano
Engineer SIP, Italian Telecom Company
Via Flaminia 189
00196 ROME
Italy
Tel: +39 6 3688 3132
Fax: +39 6 3688 3155

Japan
Japon

ALI ZAHY Nagwa
Assistant to Mr. Tanaka MAKOTO
JTEC
c/o Cairo Office 7th fl. World Trade Center
CAIRO
Japan
Tel: 5741111
Fax: 756966

MIYAMOTO Hiraku
Senior Manager NEC
NEC Abiko Plant
131 Hinode Abiko Chiba
270-11 TOKYO
Japan
Tel: 81-471-857215
Fax: 81-471-857912

TANAKA Makoto
General Director ITEC Cairo Office
c/o JETRO Office
7th fl. World Trade Centre Corniche El Nil
1191 CAIRO
Japan
Tel: +20-2-5741111
Fax: +20-2-756966

IV. PERSONNEL ARENTO - ARENTO STAFF

ORGANIZERS

Ms Aida EL SHINNAWI
Ms Sherif MAHMOUD
Ms Soad H. TOBIA

Tech. Operator

Ms Salwa M.M. TAWFIK
Ms Amal A. ABDALLAH
Ms Nadira H. ABDALLAH
Ms Samia ABDEL MAGUID

Reproduction Services

Mr. Tarek B. YEHIA
Ms Elham EL SAYED
Ms Samia G. GUINDY
Ms Manal A. ALY
Ms. Moushira MAHGOUB
Mr. Mohamed YASSIN
Ms. Nabila EL NOKRASHY
Mr. Said ABDEL LATIF

Distribution of documents

Ms Amal FAWZI
Ms Samia OSMAN
Ms Mervat MINA
Ms Abla J. MOHAMED
Ms Aida M. LABIB
Ms Hanan A. EL SAFTY

Drivers

Mr. Ahmed ABDEL FATAH
Mr. Samir ABDEL MAGUID
Mr. Kamel EL ZAABALAMY
Mr. Adel F. HASSAN
Mr. Mohamed ABDEL LATIF
Mr. Jehia ABDEL SHAFY
Mr. Mamdouh ABDEL HAFEIZ

Ushers & Messengers

Mr. Sobhy A.A. EL SHAYESH
Mr. Fathy S. METWALLY
Mr. El Sayed J. SEYAM
Mr. Abdel Fattah MOAMAR
Mr. Badawy E. MOHAMED
Mr. Saad ABDEL FADEEL
Mr. Mohsen H. MOHAMED
Mr. Ahmed M. MANSOUR

Operators/Telephone

Ms. Laila H. MOSTAFA
Ms. Isis S. MIKHAIL
Mr. A. KASHMIR
Mr. R. ABDEL MESEH
Mr. N. EL-SHORBAGY

Mr. H. ABDEL AZIZ
Mr. H. MARZOUK
Mr. M. EMAM
Mr. M. SAYED

Video Camera

Mr. H. ELKMMAH
Mr. H. BADR

Others

Ms. Olfat OLAMA
Mr. Saheh EL ASHRY
Mr. Takrek EL NADOURY
Ms. Anwar RASHAD
Mr. Ahmed LAMLOUM
Ms. Samia ABDEL AZIZ
Ms. Fawzi GHAZAL
Mr. Ashraf Badie EL ZAMAN
Mr. Atef EL NAWAWY
Mr. Moussa BARSOUM
Mr. Hassan M. HASSANEIN

V. ITU STAFF/PERSONNEL UIT

Dr. P. TARJANNE Secretary-General	32
Mr. J. JIPGUEP Deputy Secretary-General	236
Mr. M. HARBI IFRB	237
Mr. T. IRMER CCITT	34
Mr. R.C. KIRBY CCIR	33
Mr. K. ABURIZIK Cairo Regional Office	81
Mr. P. ALLINGER SG	
Ms. F. AZODOGBEHOU BDT	239
Mr. A.K. BAIRI Cairo Regional Office	250
Mr. A. BENKIRANE BDT	240
Mr. H. CHAABOUNI Cairo Regional Office	249
Mr. M. CISSE Addis Ababa Regional Office	103
Mr. R. DAVIDSON BDT	39 254
Mr. S. ENNAIFER MODARABTEL Project	
Mr. Johan ERNBERG BDT	37
Mr. J. ESCUDERO SG	242
Mr. Y. JOUBEILY Cairo Regional Office	82
Mr. N. KISRAWI BDT	38
Mr. P. KURAKOV BDT	35
Mr. A. LAOUYANE BDT	238

Mr. M. MINGES BDT	41
Mr. R. ODEH BDT	40
Mr. A.C. PAPAIOANNOU Cairo Regional Office	83
Mr. P. PRASAD SG	115
Mr. T. RAS-WORK SG	80
Mr. C. SANCHEZ BDT	241
Mr. I. SYED SG	
Mr. D. STAGLIANO BDT	36

Ms. M. AEID
Ms. D. BOCCARD
Ms. L. CHOUTKO
Mr. F. JEMAA
Mr. R. GACHET
Ms. R. GANOSE
Ms. I. GORDON
Ms. C. KLEKR
Ms. M.D. MARTIN
Ms. N. OBUOBI

Interpreters

Ms. S. ABDEL-SAYED
Mr. M. AMIN
Ms. L. EL HAKIM
Ms. G. ELIAS
Ms. H. FAHMY
Ms. A. FARAG
Mr. A. FARID
Ms. H. GAMAL
Ms. A.M. GREIS
Ms. N. HASSAN
Mr. A. IBRAHIM
Ms. S. KHALLAF
Mr. H. KILANY
Ms. A. KORRA
Ms. N. NAGUIB
Mr. R. SHALTOUT
Ms. S. SHARAWI
Ms. N. SIRRY
Ms. J. STEPHAN
Ms. A. YOUAKIM

Translators

Mr. M. EL-ELAIMY
Mr. O. SABRY

Annexe V

PROGRAMME DE LA CONFERENCE

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

**CONFERENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS
POUR LES ETATS ARABES (AR-RDC/92)
Le Caire, 25-29 octobre 1992**

PROGRAMME

Dimanche 25 Octobre

9 h 00 - 10 h 00 Enregistrement des participants et distribution des documents

10 h 00 - 10 h 30 - Cérémonie d'ouverture

- M. Pekka Tarjanne, Secrétaire général de l'UIT
- M. Soliman Metwaly Soliman, Ministre des communications et des transports d'Egypte

10 h 30 - 11 h 00 - Pause

11 h 00 - 12 h 30 - Séance plénière

- Election des Présidents
- Intervenants - Représentants des organismes suivants :
 - Ligue des Etats arabes
 - FADES
 - Banque mondiale
 - ARABSAT
 - ASBU
 - PNUD

12 h 30 - 13 h 00 - Pause

13 h 00 - 15 h 00 - Séance d'information (plénière)

- Recommandations de la C.H.N. (M. A. Laouyane)
- Résumé des activités du CCIR (M. R. Kirby)
- Résumé des activités du CCITT (M. T. Irmer)
- Résumé des activités des GAS (M. M. Ghazal)
- Résumé des activités de l'IFRB (M. M. Harbi)
- Présentation des propositions du Groupe spécial AR-RDC (par le personnel de l'UIT et les membres du Groupe spécial)

Lundi 26 octobre et mardi 27 octobre

09 h 00 - 15 h 00 Commissions A, B et C (avec pauses comme indiqué ci-dessus)

Mercredi 28 octobre

09 h 00 - 12 h 30 Commissions A, B et C

13 h 00 - 15 h 00 Séance plénière (rapports des commissions)

Jeudi 29 octobre

11 h 00 - 12 h 30 Séance plénière
(adoption des résolutions et recommandations)

12 h 30 Cérémonie de clôture

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

Annexe VI

DECLARATION DU CAIRE

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

**CONFERENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS
POUR LES ETATS ARABES
Le Caire, 25 - 29 octobre 1992**

DECLARATION DU CAIRE

Les Etats participant à la Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes (AR-RDC), convoquée par l'Union internationale des télécommunications au Caire (Egypte) du 25 au 29 octobre 1992,

considérant

l'objectif d'un service téléphonique universellement accessible au début du prochain millénaire;

la densité téléphonique relativement faible de quelque 3,5 lignes principales pour 100 habitants dans la région ainsi que les investissements considérables requis pour atteindre au moins une densité moyenne d'environ 10 lignes principales pour 100 habitants;

les écarts très importants entre les services de télécommunication actuellement exploités dans les pays de la Région et entre les moyens financiers nécessaires pour assurer le développement des télécommunications dans ces pays;

la pénurie de services de télécommunication efficaces dans les régions rurales et pour les groupes à faible revenu de plusieurs pays de la Région;

la tendance générale à la libéralisation débouchant *ipso facto* sur la concurrence et l'investissement privé dans le secteur des télécommunications;

l'urgence d'un développement de l'infrastructure, d'une réforme du secteur ainsi que d'un renouvellement de l'organisation et de la gestion des entités publiques et privées de télécommunication;

les renseignements sur le développement des télécommunications dans la Région spécifiquement réunis en vue de la Conférence, et résumés dans le document relatif aux indicateurs des télécommunications des Etats arabes et dans le document relatif au développement des pays arabes: situation actuelle et scénarios d'évolution;

le rôle vital que les télécommunications jouent en situation d'urgence ainsi que dans les opérations de sauvetage et de secours,

rappelant

1. le Rapport de la Commission indépendante pour le développement mondial des télécommunications (Genève, 1984);
2. les décisions de la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989),

déclarent

que les télécommunications sont une condition et un instrument nécessaires au développement socio-économique et au progrès technologique, qu'elles favorisent la compétitivité, génèrent des emplois productifs et contribuent à l'intégration économique et culturelle ainsi qu'à la compréhension entre les peuples et à l'amélioration globale de la qualité de la vie,

décident

que les Etats arabes et les organismes régionaux concernés doivent se fixer comme objectifs:

1. d'oeuvrer pour l'accès de toute la population des Etats arabes aux services de télécommunication de base, en particulier celle des pays les moins avancés;
2. d'accélérer le développement des réseaux de télécommunication pour obtenir une densité téléphonique moyenne de 10 lignes principales pour 100 habitants au début du XXI^e siècle, ce qui implique un investissement compris entre 40 et 50 milliards de dollars;
3. de faire en sorte que toutes les communautés rurales et les groupes urbains à faible revenu accèdent au service téléphonique en mettant en oeuvre des programmes spéciaux qui tirent parti des possibilités offertes par les techniques nouvelles;
4. de moderniser le cadre juridique et économique ainsi que la réglementation, et de poursuivre la restructuration du secteur des télécommunications afin de tirer profit d'une concurrence loyale favorable à l'investissement public et privé dans le développement des télécommunications;
5. d'accélérer l'intégration, l'harmonisation et la croissance des services de télécommunication dans la Région et dans les pays voisins;
6. de renforcer les services de radiodiffusion sonore et télévisuelle compte tenu de la technologie nouvelle et d'étendre la couverture de ces services pour mieux en exploiter le potentiel en matière de diffusion d'informations et de programmes éducatifs et culturels;
7. de coordonner l'utilisation du spectre des fréquences en tenant compte des réglementations adoptées par l'UIT en renforçant les services nationaux de gestion des fréquences dans les Etats arabes;
8. de développer les ressources humaines et le cadre institutionnel pour assurer un développement durable des infrastructures de télécommunication ainsi qu'une exploitation efficace et une qualité de service satisfaisante.

Annexe VII

RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 1

<p style="text-align: center;">MECANISME REGIONAL DE COORDINATION ET DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'AR-RDC</p>
--

La Conférence Régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 Octobre 1992,

ayant pris note de

1. la création en 1990 du Conseil des Ministres arabes des télécommunications et du Comité arabe permanent des télécommunications (CAPT) dotés de leurs mandats;
2. la Résolution ATDC/90/RES1 (Politique et stratégie de l'information et des télécommunications en Afrique) de la Conférence africaine de développement des télécommunications (Harare, 1990) qui, entre autres, portait création "dans le cadre du BDT d'un Groupe d'études permanent africain de la politique de l'information et des télécommunications (GEPAIT)";
3. la Résolution EU-RDC/91 N° 1 (Politiques, stratégies et mécanismes de coopération pour le développement des télécommunications) de la Conférence régionale européenne de développement des télécommunications (Prague, 1991);
4. la nécessité de coordonner le développement des télécommunications entre les Etats arabes ainsi qu'entre les Etats arabes et les régions adjacentes;
5. la nécessité de mettre en place un mécanisme de suivi et de contrôle des progrès de l'AR-RDC entre deux conférences de développement et d'associer pleinement à cette tâche des représentants des Etats arabes, des organisations régionales et internationales intéressées et d'autres partenaires de développement;
6. la coopération de tout temps excellente entre l'UIT et d'autres organisations intéressées du monde arabe et les nombreuses initiatives communes prises et couronnées de succès dans le passé;
7. l'objet de l'Union ainsi que le rôle de catalyseur que l'UIT et le BDT sont appelés à jouer (Résolution N° 14 de la Conférence de plénipotentiaires de Nice "Evolution de l'environnement des télécommunications"),

décide

1. de créer une Commission de coordination (qui sera appelée Commission de coordination AR-RDC ou CC AR-RDC) chargée de la coopération et de la coordination du développement des télécommunications de la région et de la mise en oeuvre et du suivi des Résolutions connexes adoptées lors de conférences de développement;
2. que la CC AR-RDC sera composée de représentants de haut niveau des ministères des Etats arabes responsables des télécommunications, des Administrations des télécommunications et des sociétés d'exploitation des télécommunications, des organisations internationales, régionales et sous-régionales intéressées, telles que la Ligue des Etats arabes, le CPT, le CCG, l'UMA, l'UREA, ARABSAT, le FADES, la BIRD, l'OCI, la CESAO, la CEA¹ et l'UIT/BDT,

¹ Conseil de coopération du Golfe pour les Etats arabes (CCG), Union maghrébine arabe (UMA), Union de radiodiffusion des Etats arabes (UREA), Organisation arabe des liaisons spatiales (ARABSAT), Fonds arabe pour le Développement économique et social (FADES), Banque islamique de Développement (BISD), Organisation de la Conférence islamique (OCI), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Commission économique pour l'Afrique (CEA).

décide en outre

1. que le mandat de la CC AR-RDC sera le suivant:
 - a) coordonner la coopération internationale pour le développement des télécommunications aux niveaux intrarégional, régional et sous-régional et contrôler l'état d'avancement des programmes de développement approuvés par les conférences;
 - b) encourager un échange d'informations et des consultations permanentes entre d'une part les pays de la région et d'autre part les organisations internationales, régionales et nationales intéressées ainsi que d'autres partenaires de développement;
 - c) contribuer à la coordination régionale du développement des télécommunications et au processus d'intégration régionale dans les Etats arabes;
 - d) aider l'UIT à préparer les futures AR-RDC, en particulier à élaborer un rapport de synthèse rendant compte de l'application des résolutions adoptées par les précédentes conférences et des propositions d'action futures aux niveaux international, régional et sous-régional;

2. que l'organisation et les méthodes de travail seront comme indiqué ci-dessous:
 - a) La CC AR-RDC devra se réunir périodiquement, par exemple une fois par an; elle devrait toutefois pouvoir convoquer des réunions extraordinaires si le besoin s'en fait sentir. Les organisations participantes seraient invitées tout à tour à accueillir ces réunions et à fournir toutes les installations nécessaires;
 - b) Le BDT/UIT, y compris son Bureau régional du Caire, fournira, si nécessaire, le secrétariat exécutif et l'appui que nécessitent les réunions périodiques de la Commission de coordination AR-RDC ainsi que l'appui nécessaire pour le contrôle et suivi des Résolutions de l'AR-RDC;
 - c) Le BDT assurera la coordination des activités de la CC AR-RDC et celles du même genre qui résultent de conférences de développement d'autres régions afin d'éviter un chevauchement des travaux et d'utiliser au mieux les ressources disponibles.

Les exemples donnés ci-après servent à illustrer le type de programmes que la CC AR-RDC sera appelée à contrôler pendant la prochaine période de 5 ans (si on part du principe que les Propositions d'action soumises à l'AR-RDC/92 seront adoptées):

- a) modèles et principes directeurs de politiques régionales et nationales et de structures institutionnelles définis à partir d'études de cas des incidences socio-économiques de divers scénarios et analyse comparative des lois, règlements, contrats et accords de service, en tenant dûment compte des négociations de l'Uruguay Round du GATT sur les services de télécommunication. Ces principes directeurs devraient être complétés par une bibliographie annotée sur la politique des télécommunications qui aiderait les chercheurs et les autorités concernées (voir, par exemple, la Résolution AR-RDC N° 2);
- b) base de données régionale regroupant des indicateurs sur les télécommunications et donnant notamment des précisions sur les programmes de développement en cours et en projet, les structures du secteur, les lois et les règlements pertinents, etc. (voir, par exemple, la Résolution AR-RDC N° 3);
- c) propositions d'action et de politiques régionales sur la mise en place de nouveaux services de télécommunication et sur la gestion des fréquences (voir, par exemple, les Résolutions AR-RDC N° 7 et 10);
- d) propositions de coopération régionale dans les domaines de la gestion et du développement des ressources humaines (HRM/HRD) (renvoie aux Résolutions AR-RDC N° 10, 11 et 12);
- e) base de données sur les projets de recherche en cours précisant les personnes concernées et propositions de coopération régionale dans le domaine de la recherche appliquée et de la production locale, y compris les modalités du transfert de technologie (renvoie, par exemple, à la Résolution AR-RDC N° 6);
- f) propositions de coopération régionale par d'autres activités liées au développement des télécommunications.

ADDENDUM

MECANISME REGIONAL DE COORDINATION ET DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'AR-RDC

ESTIMATION DES COÛTS ET SOURCES ÉVENTUELLES DE FINANCEMENT

Le coût de mise en oeuvre de la présente proposition se décompose comme suit:

A. Organisations participantes (à l'exception de l'UIT - voir ci-dessous)

A.1 Coût de la participation aux réunions de la Commission de coordination de l'AR-RDC
(en moyenne deux réunions par an)

Ce coût dépend du nombre de participants et du lieu des réunions. On peut l'estimer en moyenne à 2.000 dollars EU pour les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance par participant et par réunion; il serait, en principe, pris en charge par chaque organisation participante. Toutefois, pour assurer la participation d'au moins un représentant de chaque pays de la région, il faudra trouver des fonds extérieurs pour financer le voyage et l'indemnité journalière de subsistance d'un participant de chaque Etat arabe, à l'exclusion des sept pays dont le PNB par habitant est supérieur à 3.000 dollars EU. Le coût des réunions et des autres activités des participants en rapport avec les travaux de l'AR-RDC effectués entre les réunions (traitements, etc.), qui pourrait être considéré comme une contribution en nature, n'est pas pris en considération étant donné qu'il varie d'un pays à l'autre. Toutefois, on estime, en moyenne à quatre mois-homme les effectifs affectés par an et par organisation participante, pour chacune des deux catégories de personnel (professionnels et personnel de secrétariat), pour les travaux de la **Commission de coordination de l'AR-RDC**.

A.2 Coûts afférents aux communications, à la traduction, à la reproduction et aux envois postaux (documents)

La Commission de coordination, qui effectuera la plupart de ses travaux entre les réunions, fera souvent usage des moyens de télécommunications et des services postaux. Le coût annuel des communications et des envois postaux est estimé pour chaque organisation participante à 3.000 dollars EU. En outre, peut-être devra-t-on imputer certains frais de traduction et de reproduction aux organisations participantes du fait que la Commission devra travailler en trois langues (arabe, anglais et français). Les coûts annuels de traduction et de reproduction des documents sont estimés à 1.000 dollars EU par organisation participante.

B. Coût d'organisation de la réunion
(à la charge des organisations participantes, par rotation)

- Locaux et soutien logistique pendant la réunion
- Coût de l'interprétation simultanée (le cas échéant) 5.000 dollars EU par réunion
(en cas de recrutement d'interprètes locaux)

C. Coûts à la charge de l'UIT

Préparation et suivi des réunions

Relèvent de cette rubrique les coûts afférents à l'élaboration, la traduction, la reproduction et la diffusion des documents et des rapports de réunion ainsi qu'à la formulation de propositions de projet en consultation avec les membres de la **Commission de coordination de l'AR-RDC** et d'autres partenaires de développement, dans le cadre de missions ou d'échanges de vues par les moyens de télécommunication ou par correspondance. On estime que ces coûts se décomposent comme suit:

Besoins de personnel:	Professionnels:	12 mois-homme	144.000 dollars EU
	Secrétariat:	6 mois-homme	30.000 dollars EU
			3.000 dollars EU
			10.000 dollars EU

D. Autres sources

(y compris, le cas échéant, les crédits alloués dans le cadre du budget UIT/BDT pour des besoins particuliers)

Coût d'accueil de 12 participants de pays dont le PNB par habitant est inférieur à 3.000 dollars EU

Coût annuel: 12 x 2.000 x 2 (deux réunions par an) 48.000 dollars EU

Les coûts afférents à la mise en oeuvre des projets proposés par la Commission de coordination de l'AR-RDC ne sont pas pris en compte dans cette estimation.

Un résumé des coûts annuels de la Commission de coordination de l'AR-RDC est donné ci-après.

**Estimation des coûts annuels de fonctionnement et d'appui
de la Commission de coordination de l'AR-RDC
(sur la base de deux réunions de trois jours par an en moyenne)
(en dollars EU)**

Rubrique	Pays participants/ organisations participantes	Organisation hôte (par rotation)	BDT (budget ordinaire)	Autres sources ¹
Participation des membres de la Commission aux réunions (voyage+ indemnité journalière de subsistance)	Moyenne par participant ² 2 x 2.000 = 4 000			2 x 12 x 2.000 = 48.000 ²
Locaux des réunions et appui local		Locaux et soutien logistique		
Interprétation simultanée ³		(2x5.000)		
Personnel national travaillant dans sa propre organisation	Professionnels: 4 mois-homme Personnel de secrétariat: 4 mois-homme			
Personnel du BDT y compris les coûts des missions et la participation aux réunions			Personnel professionnel: 3 + 9 ⁴ = 12 mois-homme = 144.000 Secrétariat: 6 mois-homme = 30.000	
Traduction et reproduction des documents et des rapports	1.000		10.000	
Communication et envois postaux	3.000		5.000	
Total			189.000	48.000

¹ Les "autres sources" peuvent, dans certains cas et dans une mesure limitée, inclure les crédits alloués dans le cadre du budget UIT/BDT pour des besoins particuliers.

² Il s'agit d'un coût moyen estimatif par participant. Le coût réel dépendra de la distance qui sépare l'organisation du participant du lieu de la réunion. On part du principe qu'il faut en outre faire appel à d'autres sources pour assurer la présence d'au moins un participant de tous les pays de la région (à l'exclusion des pays dont le PNB par habitant est supérieur à 3.000 dollars EU, qui sont censés financer eux-mêmes leur participation).

³ Les estimations du coût de l'interprétation simultanée (le cas échéant) s'appliquent au cas du recrutement d'interprètes locaux.

⁴ 3 mois-homme, personnel du siège + 9 mois-homme, personnel du Bureau régional.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 2

RESTRUCTURATION DU SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS DANS LA REGION DES PAYS ARABES

La Conférence Régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 Octobre 1992,

notant

1. la Recommandation de la Commission indépendante pour le développement mondial des télécommunications (1984) selon laquelle les gouvernements devraient établir des politiques nationales et fixer des objectifs précis pour le développement des télécommunications;
2. les Recommandations de politique générale adressées en 1989 aux Membres de l'UIT par le Groupe consultatif sur la politique à suivre en matière de télécommunications;
3. la décision de la XIIIème Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nice, 1989), selon laquelle chaque pays a le droit de choisir, et la responsabilité de définir, la politique de télécommunication qui répond le mieux aux besoins de son peuple;
4. la Résolution ATDC/90/RES1 (Politique et stratégie de l'information et des télécommunications en Afrique), par laquelle la Conférence africaine de développement des télécommunications (Harare, 1990) a décidé, entre autres choses, "de créer dans le cadre du BDT un Groupe d'études permanent africain de la politique de l'information et des télécommunications (GEPAIT)";
5. la Résolution EU-RDC/91 N° 1 (Politiques, stratégies et mécanismes de coopération pour le développement des télécommunications) de la Conférence régionale européenne de développement des télécommunications (Prague, 1991) qui, entre autre choses, demande "au BDT d'organiser un Groupe de travail sur les modèles de développement des télécommunications ..." dans la région concernée;
6. la Résolution AM-RDC/92 N° 1 (Mécanisme régional de politique des télécommunications), par laquelle la Conférence régionale américaine de développement des télécommunications (Acapulco, 1992) a décidé "... de créer un Groupe de travail sur les politiques des télécommunications, dont la coordination sera assurée par le BDT et qui travaillera en collaboration avec des entités de télécommunications gouvernementales, régionales et sous-régionales ...";
7. l'objet de l'Union ainsi que le rôle de catalyseur joué par l'UIT/le BDT et tel qu'il est envisagé dans la Résolution N° 14 de Nice (Evolution de l'environnement des télécommunications),

considérant

1. le rôle déterminant que jouent les télécommunications en tant que moteur de la croissance économique nationale et de l'intégration régionale;
2. le fait que les politiques de télécommunications devraient être élaborées dans le contexte d'une stratégie globale visant à stimuler la croissance économique;
3. les extraordinaires progrès de la technologie et l'incompatibilité qui en résulte entre la structure actuelle du secteur des télécommunications et les nouvelles techniques mises en oeuvre;
4. l'augmentation rapide de la demande de nouveaux services (à valeur ajoutée) de la part des hommes d'affaires;

5. la nécessité d'assurer la rentabilité des opérations de télécommunication et d'examiner toutes les sources possibles d'investissement, y compris l'autofinancement et les investissements en provenance du secteur public et du secteur privé, pour la modernisation et l'expansion des réseaux et des services;
6. la nécessité de tenir dûment compte des besoins et des exigences des usagers en ce qui concerne la qualité de service, les tarifs, etc.;
7. la nécessité de promouvoir l'entreprise privée dans les marchés des services et des matériels de télécommunication;
8. la nécessité de promouvoir la liberté d'accès, c'est-à-dire permettre lorsque cela est réalisable, la présence de multiples fournisseurs sur les marchés des matériels et des services, et, si possible, n'imposer aucune limite au nombre de fournisseurs, afin de recueillir les fruits de la concurrence;
9. la nécessité de laisser agir les forces commerciales et technologiques, lorsque cela est faisable, pour atteindre les objectifs d'intérêt public du pays;
10. la nécessité d'établir des politiques réglementaires transparentes qui:
 - assurent à tous les partenaires/exploitants un accès équitable au marché des services;
 - évitent d'éventuels désordres (encombrement du spectre, etc. par exemple);
 - érigent des garde-fous contre les abus de pouvoir sur le marché dont pourraient se rendre coupables les prestataires de services de télécommunication;
 - adaptent le niveau de réglementation gouvernementale à chaque segment du marché;
 - appliquent les principes économiques reconnus pour fixer en fonction des coûts le prix des services offerts par les entreprises de télécommunication;
 - encourager la liberté et la transparence des achats par les fournisseurs de télécommunications appartenant au secteur public ou contrôlés par lui;
11. que la réglementation devrait être organisée comme suit:
 - a) les fonctions de télécommunication devraient être totalement séparées d'autres activités du secteur public (l'administration postale par exemple) et les fonctions de réglementation devraient être totalement séparées des fonctions d'exploitation des télécommunications;
 - b) une entité administrative de réglementation devrait être établie et, sous réserve de la structure du gouvernement du pays considéré, devrait permettre aux décideurs en matière de réglementation de rester le plus possible à l'écart des réorientations politiques arbitraires;
 - c) dans la structure, l'exploitation et le financement de l'entité réglementaire, des contrôles devraient être créés visant à garantir la cohérence entre la prise de décision et la responsabilité, conformément à des objectifs fixés;
 - d) des procédures réglementaires qui soient efficaces devraient être établis tout en favorisant l'ouverture et l'équité;
12. le fait que la restructuration du secteur passe par la définition et l'application d'une politique claire, ce qui suppose, à son tour, que l'on comprenne bien le rôle que jouent les télécommunications dans le développement socio-économique et culturel aux niveaux national, régional et mondial;
13. le fait qu'au niveau régional, les pays proches par leurs racines culturelles feraient bien d'unir leurs efforts pour élaborer des politiques et des stratégies communes ainsi que des modèles de développement qui, mutatis mutandis, pourraient être appliqués avec succès à divers pays dans le respect de la souveraineté nationale et des règles juridiques;

14. le fait que l'adoption de politiques et de structures institutionnelles coordonnées au niveau régional se traduira par une meilleure compréhension mutuelle et une coopération régionale accrue qui, à terme, par des effets de synergie, permettront de résoudre les problèmes communs,

prie instamment

les pays de la région d'établir, s'il n'existe pas, un Comité national de coordination de haut niveau, chargé d'étudier et de proposer au gouvernement de grandes orientations appropriées en matière d'information et de télécommunication, qui porteront sur la réglementation et le fonctionnement du secteur;

recommande

que ce Comité national de coordination devrait au moins compter, parmi ses membres, des représentants de haut niveau des secteurs suivants:

- télécommunications
- information
- finance
- planification
- agriculture
- commerce/industrie

et des représentants des usagers;

décide

1. de créer un Groupe de travail régional sur les politiques et les stratégies en matière de télécommunications comprenant des représentants des Comités de coordination nationaux visés au **prie instamment** ci-dessus. Ce Groupe, dont la coordination sera assurée par le BDT, travaillera en collaboration avec des entités de télécommunications gouvernementales, régionales et sous-régionales et aura le mandat suivant:
 - a) aider les pays arabes à adopter des orientations politiques qui serviront de lignes directrices pour le développement harmonieux de leurs systèmes de télécommunication dans le cadre général de leurs stratégies nationales de développement économique, social et culturel;
 - b) contribuer à la coordination régionale des politiques suivies en matière de télécommunication en vue de renforcer le processus d'intégration régionale des pays arabes;
2. que les tâches et les fonctions du Groupe de travail sur les politiques et les stratégies en matière de télécommunication soient les suivantes:
 - a) élaborer des modèles et arrêter les grandes lignes de politiques nationales et de structures institutionnelles, suggérer les méthodes et les entités nécessaires pour arriver à des réglementations et à une réforme du secteur coordonnées à l'échelle régionale et procéder à des études de cas visant à évaluer les répercussions sociales et économiques des réformes structurelles;
 - b) procéder à une analyse comparative des lois, réglementations, contrats et accords de service en utilisant des exemples existants; établir et tenir à jour une bibliographie annotée sur la politique des télécommunications à l'usage des chercheurs et des autorités compétentes;
 - c) promouvoir l'échange de renseignements ainsi que des consultations permanentes entre les pays de la région en matière de questions internationales se référant aux télécommunications telles que les négociations actuellement menées dans le cadre de l'Uruguay Round du GATT et ;

- d) effectuer et coordonner des recherches sur les tendances techniques des télécommunications, les conséquences stratégiques de la révolution informatique et son impact sur le développement économique, social, éducatif et culturel ainsi que sur l'intégration régionale;
3. que le BDT devra assurer la coordination avec les autres Groupes de travail de ce type établis par les Conférences de développement d'autres régions en vue d'éviter un double travail et d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles;
 4. que les méthodes de travail de ce Groupe soient les suivantes:
 - a) le Groupe de travail aurait l'appui d'équipes d'experts ad hoc qui s'occuperaient des questions suivantes
 - réglementation;
 - exploitation/qualité des services;
 - relations internationales/accords/tarifs/partage des recettes, etc.
 - restructuration et stratégies de financement;
 - b) le Groupe de travail pourrait travailler par correspondance, se réunirait au moins une fois par an et soumettrait ses conclusions à la Commission de coordination AR-RDC;
 - c) le Groupe de travail devrait se réunir avant le Conseil des Ministres pour faire en sorte que des propositions d'innovation structurelle consolidées et coordonnées au niveau régional atteignent les niveaux politiques et de prise de décision les mieux appropriés par le biais de la Commission de coordination AR-RDC;
 - d) la présidence du Groupe de travail serait assurée pour un an par rotation et la réunion annuelle du Groupe se tiendrait dans le pays de son Président, conformément aux procédures normales de l'UIT.

ADDENDUM

RESTRUCTURATION DU SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS DANS LA REGION DES ETATS ARABES

ESTIMATION DES COÛTS DES SOURCES ÉVENTUELLES DE FINANCEMENT

Les estimations ci-dessous ont été établies sur la base de deux réunions du Groupe de travail par an. Elles n'incluent pas le coût de fonctionnement des Commissions de coordination nationales (on estime, en moyenne, à 4 mois/homme par an et par pays participant, pour chacune des deux catégories de personnel (professionnels et personnel de secrétariat), le coût des travaux relevant directement de la **Commission de coordination de l'AR-RDC**).

Estimation des coûts annuels de fonctionnement et d'appui du Groupe de travail (sur la base de deux réunions de trois jours par an) (en dollars EU)

Sources de financement

Rubrique	Pays participants/ organisations participantes	Pays hôte (par rotation)	BDT (budget ordinaire)	Autres sources ¹
Participation des membres du Groupe de travail aux réunions (voyage + indemnité journalière de subsistance)	Moyenne par participant ² 2 x 2.000 = 4.000			2 x 12 x 2.000 = 48.000 ²
Locaux des réunions et appui local		Locaux et soutien logistique		
Interprétation simultanée ³		(2 x 5.000)		
Personnel national travaillant dans sa propre organisation	Professionnels: 4 mois/homme Secrétariat: 4 mois/homme			
Personnel du BDT, coût des missions et participation aux réunions compris			Personnel professionnel: 3 + 3 ⁴ = 6 mois/homme = 72.000 Secrétariat: 4 mois/homme = 20.000	
Traduction et reproduction des documents et des rapports	1.000		10.000	
Communications et envois postaux	3.000		5.000	
Consultants				3 mois/homme = 45.000 ⁵
Total			107.000	93.000

¹ Les "autres sources" peuvent, dans certains cas et dans une mesure limitée, inclure les crédits alloués dans le cadre du budget UIT/BDT pour des besoins particuliers.

² Il s'agit d'un coût moyen estimatif par participant. Le coût réel dépendra de la distance qui sépare l'organisation du participant du lieu de la réunion. On part du principe qu'il faut en outre faire appel à d'autres sources pour assurer la présence d'au moins un participant de tous les pays de la région (à l'exclusion des pays dont le PNB par habitant est supérieur à 3.000 dollars EU, qui sont censés financer eux-mêmes leur participation).

³ Les estimations du coût de l'interprétation simultanée (le cas échéant) s'appliquent au cas du recrutement d'interprètes locaux.

⁴ Trois mois/homme, personnel du siège + 3 mois/homme, personnel du Bureau régional.

⁵ En nature ou en espèces.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 3

BASE DE DONNEES DES TELECOMMUNICATIONS DES ETATS ARABES

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes, Le Caire, 25-29 Octobre 1992,

considérant

1. la nécessité d'établir une base de données des télécommunications des Etats arabes en tant que fonds de renseignements sur les télécommunications, y compris les objectifs et les politiques, les plans de développement, les projets, les indicateurs, les configurations des centres de commutation, les liaisons et le trafic internationaux, les systèmes de transmission, les ressources humaines et les données relatives à la formation professionnelle. Ces renseignements devraient servir à un groupe d'utilisateurs diversifiés: analystes, planificateurs, responsables des politiques, chercheurs et autres. La base de données devrait, par exemple, assurer les prestations suivantes:
 - extraction rapide d'informations concernant la totalité de la région;
 - coordination des réseaux de télécommunication (par exemple, pour permettre aux administrations d'analyser et de choisir les points de transit pour leur trafic régional);
 - comparaisons permettant aux administrations de bénéficier de l'expérience des autres;
 - renseignements concernant des activités de coopération telles que la formation professionnelle ou l'achat conjoint d'équipement;
 - gestion technique et administrative des réseaux;
 - référence pour les études et la planification;
2. que les échanges avec les pays nécessaires pour obtenir des données, répondre aux besoins de traduction, de vérification et d'harmonisation des renseignements sont organisés plus efficacement par une entité dotée d'un mandat régional;
3. que si une base de données régionale est utile à la coopération et à l'analyse au niveau interrégional, elle ne fournit cependant pas les précisions nécessaires à la gestion de toutes les données requises au niveau national (par exemple, gestion de renseignements sur les centraux au niveau de la province, de la ville, ou du village; renseignements détaillés sur la transmission au niveau national, etc.) et qu' une base de données des télécommunications établie à l'échelon national pour la gestion des données de chaque pays serait d'une grande utilité pour les administrations participantes et leur permettrait de fournir plus facilement les renseignements à la base de données régionale,

rappelant

1. que des efforts ont déjà été faits en vue d'établir une base de données arabe pour les télécommunications; que pendant la période 1974-1987, le Projet régional PNUD/UIT MEDARABTEL a rassemblé des statistiques sur les télécommunications au profit des 21 Etats arabes qui étaient alors membres du projet; que a la fin du projet, les données ont été transférées à l'Union arabe des télécommunications (ATU) et que lorsque l'ATU a été dissoute, la base de données a cessé d'exister;

2. que en 1992, le Comité permanent des télécommunications a décidé que la région avait besoin d'une base de données sur les télécommunications pour renforcer la coopération et l'analyse, et que l'UIT a accepté d'inscrire ce projet dans le cadre d'un nouveau réseau du Projet PNUD/UIT MODARABTEL (RAB/89/001) en cours, la Syrie ayant été désignée comme "Pays chef de file" pour le réseau;
3. que a la première réunion d'experts consacrée à la base de données (Damas, mai 1992) à laquelle ont participé des représentants de l'Égypte, de la Jordanie, de la Tunisie, de la Syrie, de MODARABTEL et du Bureau de développement de télécommunications (BDT), un questionnaire (Enquête sur le secteur des télécommunications des États arabes) a été mis au point et envoyé à tous les États arabes.;
4. que le BDT a conçu un système prototype fondé sur le questionnaire mentionné ci-dessus et que les données se référant à dix pays ont été déjà saisies;
5. que pour renforcer l'utilité du système, il convient de prévoir les améliorations suivantes:
 - ajouter l'arabe et le français;
 - mettre au point un module pour compléter les renseignements sur les télécommunications par des renseignements géographiques;
 - développer une interface plus facilement utilisable pour l'interrogation et l'extraction;
 - prévoir l'intégration avec d'autres applications telles que les feuilles de calcul électronique, les traitements de textes et les ensembles de statistiques;
 - ajouter un élément base de données nationale;
 - rédiger la documentation nécessaire et renforcer la formation professionnelle;
6. que le réseau concerné du Projet MODARABTEL prendra les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre des caractéristiques requises et des améliorations ainsi qu'à l'élargissement du système de manière que celui-ci comprenne un élément base de données sur les télécommunications nationales, établira la documentation et organisera la formation professionnelle initiale et que ces activités seront terminées à la date prévue pour l'achèvement du projet MODARABTEL,

décide

1. que la base de données régionale devra continuer à être développée par le Projet MODARABTEL ET À être mise en oeuvre en coordination avec la Commission Permanente des télécommunications de la Ligue des États arabes, l'Unité du système d'information du BDT et le Bureau régional pour les États arabes au Caire;
2. que les activités du Groupe d'experts MODARABTEL pour le réseau de bases de données soient assurées à la conclusion du projet par un Groupe de travail sur les indicateurs du développement des télécommunications pour les États arabes, qui se chargera, avec l'aide de personnel du BDT et d'autres spécialistes, selon le besoin, des fonctions suivantes:
 - a) coordonner le développement ultérieur des bases de données nationales, y compris les renseignements de gestion nécessaires au niveau national, ainsi que les indicateurs et les autres renseignements nécessaires aux niveaux régional et international, et assurer la formation du personnel national appelé à utiliser la base de données;
 - b) surveiller de manière permanente les activités de la base de données aux niveaux régional et national;
 - c) examiner le choix des indicateurs et des autres renseignements;

- d) donner des directives, au plan administratif, pour les questions relatives aux indicateurs et aux statistiques, et assurer la coordination nécessaire avec d'autres initiatives régionales prises dans ce domaine (par exemple, échange de renseignements sur les télécommunications pour l'Europe centrale et orientale, Groupe de travail du BDT sur les indicateurs du développement des télécommunications pour la Région des Amériques). On établira ainsi la continuité et la compatibilité voulues avec les bases de données et les indicateurs utilisés dans d'autres régions,

demande

au BDT de mobiliser des ressources en faveur de la maintenance et du renforcement des bases de données régionales et nationales pour les Etats arabes lorsque le projet MODARABTEL sera terminé.

ADDENDUM

BASE DE DONNEES DES TELECOMMUNICATIONS DES ETATS ARABES

ESTIMATION DES COÛTS ET SOURCES DE FINANCEMENT POSSIBLES

Les estimations ci-dessous s'appliquent au cas de figure de pays disposant tous du matériel (HW) et du logiciel (SW) nécessaires à la mise en oeuvre de la base de données nationale. Toutefois, le matériel comme le logiciel demandant à être entretenus, les applications seront continuellement mises au point et améliorées, ce qui risque de rendre obligatoires les licences pour les nouveaux logiciels.

Estimation des coûts annuels de fonctionnement et d'appui du Groupe de travail (sur la base de deux réunions de trois jours par an) (en dollars US)

Sources de financement

Rubrique	Organisations participantes	Organisation hôte (par rotation)	BDT (budget ordinaire)	Autres sources ¹
Modernisation et maintenance du matériel (HW) et du logiciel (SW)	3.000 par organisation		3.000 (plus développement du SW - voir personnel du BDT ci-après)	
Participation des membres du Groupe de travail aux réunions	Moyenne par participant ² : 2 x 2.000 = 4.000 (voyage + indemnité journalière de subsistance)			2 x 12 x 2.000 = 48.000 ²
Locaux des réunions et appui local		Locaux et soutien logistique		
Interprétation simultanée ³		(2 x 5.000)		
Personnel national travaillant dans sa propre organisation	Professionnels: 4 mois-homme Secrétariat: 4 mois-homme			
Personnel du BDT, pour le développement de la base de données et la fourniture de conseils (y compris les coûts des missions)			Personnel professionnel: 3 + 3 ⁴ = 6 mois-homme = 72.000 Secrétariat: 4 mois-homme = 20.000	
Traduction et reproduction des documents et des rapports	1.000		10.000	
Communications et envois postaux	3.000		5.000	
Consultants				3 mois-homme = 45.000 ⁵
Total			110.000	93.000

¹ Les "autres sources" peuvent, dans certains cas et dans une mesure limitée, inclure les crédits alloués dans le cadre du budget UIT/BDT pour des besoins particuliers.

² Il s'agit d'un coût moyen estimatif par participant. Le coût réel dépendra de la distance entre le siège de l'organisation du participant et le lieu de la réunion. On part du principe qu'il faut en outre faire appel à d'autres sources pour assurer la présence d'au moins un participant de tous les pays de la région (à l'exclusion des pays dont le PNB par habitant est supérieur à 3.000 dollars EU, qui sont censés financer eux-mêmes leur participation).

³ Les estimations du coût de l'interprétation simultanée (le cas échéant) s'appliquent au cas du recrutement d'interprètes locaux.

⁴ Trois mois-homme, personnel du siège + 3 mois-homme, personnel du Bureau régional.

⁵ En nature ou en espèces.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 4

**STRATEGIES DE FINANCEMENT, CONSIDERATIONS RELATIVES
AUX INVESTISSEMENTS ET COOPERATION INTERNATIONALE
DANS LE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS**

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes, Le Caire, 1992,

considérant

1. le rôle critique que jouent les télécommunications en tant que moteur de la croissance économique et de la coopération régionale;
2. que des politiques des télécommunications devraient être élaborées dans le cadre d'une stratégie globale de promotion de la croissance économique;
3. le lien important entre l'accès au financement pour le développement des infrastructures et les processus réglementaire et institutionnel;
4. l'importance qu'il y a à explorer toutes les possibilités d'attirer les investissements, y compris les nouvelles techniques de financement, auprès du secteur privé comme du secteur public;
5. que, quelle que soit la structure du principal fournisseur de services, il est largement admis que l'octroi de licences à plus d'une exploitation, présente des avantages considérables,

reconnaisant

1. que le stade de développement de l'infrastructure des télécommunications varie beaucoup selon les pays de la Région;
2. que chaque Administration adoptera des stratégies de développement adaptées aux conditions nationales,

invite les Administrations

à étudier les éléments suivants pour encourager l'investissement et le financement des télécommunications dans la Région:

A. Structure des secteurs

- A.1 La séparation entre la fonction d'exploitation des télécommunications et les responsabilités gouvernementales, en accord avec les plans nationaux, en matière de prise de décisions et de réglementation peut créer un climat plus favorable aux investissements;

B. Organe de réglementation

- B.1 La fonction de réglementation du pays devrait garantir la transparence de la prise de décisions, de manière à donner confiance aux exploitants, aux investisseurs et aux abonnés, et, partant, encourager les investissements dans ce secteur;

C. Cadre réglementaire

- C.1 Un cadre réglementaire permettant une concurrence loyale et le recours aux forces du marché, en fonction de la situation de chaque pays, est susceptible d'attirer les investissements nationaux et étrangers ainsi que de nouvelles sources de compétence;

- C.2 La restructuration du secteur des télécommunications devrait être guidée par les objectifs d'amélioration de l'efficacité, interconnexion, meilleure accessibilité et qualité des services;
- C.3 L'adoption d'une structure appropriée du marché de la fourniture de services à valeur ajoutée, d'équipements terminaux et d'autres services basés sur de nouvelles techniques est de nature à attirer davantage les investissements;
- C.4 Le ré-investissement des recettes des télécommunications dans l'infrastructure stimule la modernisation des réseaux et améliorer le climat pour les investisseurs;

D. Politiques de fixation des prix

- D.1 Les exploitations devraient être encouragées à fixer les prix d'une manière susceptible d'attirer les investissements dans le secteur;
- D.2 La réforme des prix, notamment l'adoption de tarifs plus étroitement alignés sur les coûts réels, peut entraîner une augmentation du trafic et engendrer des recettes supplémentaires tout en préparant l'industrie à un environnement plus compétitif, aux niveaux national comme international;
- D.3 La priorité devrait être donnée au réajustement des tarifs locaux sur les tarifs internationaux et à la correction du déséquilibre entre tarifs locaux et tarifs à grande distance;
- D.4 Chaque fois que nécessaire, des mécanismes devraient être mis au point pour subventionner les abonnés à faible revenu et les zones de centraux à coûts élevés, de manière à réduire le niveau global des subventions nécessaires et à promouvoir l'efficacité;
- D.5 Les quotes-parts de répartition pour les services internationaux devraient être orientées sur les coûts et prendre en compte les tendances pertinentes des coûts. Chaque Administration devrait appliquer ces principes à toutes les relations sans discrimination, c'est-à-dire que la même quote-part devrait être disponible à chaque exploitant aux mêmes conditions;
- D.6 Les Administrations devraient essayer d'arriver à des quotes-parts de répartition orientées sur les coûts assez rapidement, étant entendu que les pays les moins développés, qui ont besoin de réduire sensiblement les quotes-parts de répartition, pourraient avoir besoin de le faire sur une période de temps indéfini;

E. Autres mesures visant à attirer les investissements et le financement

- E.1 La libéralisation des politiques en matière d'investissements étrangers, comme la suppression des restrictions sur la propriété étrangère, l'élimination des restrictions sur le rapatriement des bénéficiaires et la suppression des contrôles de change, est un élément clé de la promotion du développement de l'infrastructure des télécommunications;

F. Sources et stratégies de financement

- F.1 Outre la grande diversité des sources bilatérales et multilatérales du financement, telles que les institutions donatrices des pays développés, la BIRD, le PNUD et autres, les entités d'exploitation et la recherche de financement devraient aussi considérer des nouvelles sources et stratégies de financement, comprenant, par exemple, des projets conjoints ou des fonds provenant du secteur privé,

décide

de charger le Groupe de Travail sur les politiques et stratégies des télécommunications, créée par la Résolution AR-RDC N° 2 avec la tâche supplémentaire de considérer les questions énumérées ci-dessus ainsi que d'étudier des stratégies de financement, des considérations d'investissement et de coopération internationale concernant le développement des télécommunications.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 5

APPEL D'AIDE POUR LE LIBAN

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes, Le Caire, 25-29 octobre 1992,

ayant pris note de

1. la Résolution N° 74 de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nairobi, 1982) intitulée: "Aide à apporter au Liban";
2. les conclusions du Rapport interinstitutions des Nations Unies sur "L'Assistance économique spéciale et les secours en cas de catastrophe au Liban" auquel l'UIT a contribué et qui a abouti à l'examen par l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) à sa 46e session (novembre 1991) d'un rapport du Secrétaire général intitulé "Aide à la reconstruction et au développement du Liban";
3. Liban, Réunion de coordination de l'aide, Rapport des débats établi par le Président (Paris, 12 décembre 1991);
4. République du Liban: Reconstruction - Profils des projets dans le domaine des télécommunications, préparés par le Gouvernement du Liban (CDR) (Beyrouth, 1991);
5. Le Programme volontaire spécial de l'UIT: Aide à apporter au Liban - Rétablissement du réseau de télécommunication (19 mars 1992);
6. la mission de l'UIT au Liban (29 mars - 12 avril 1992), Radio et radiodiffusion sonore;
7. rétablissement du réseau de télécommunication libanais, mission de l'UIT (3 - 16 décembre 1991);
8. le rapport de la Banque mondiale intitulé "Evolution économique récente et plan de redressement d'urgence ... dans certains secteurs prioritaires au Liban";
9. le Document AR-RDC n° 21(Rev.1) - Rapport de Synthèse: Assistance requise pour la remise en état et/ou pour la reconstruction & le développement des réseaux et services de télécommunication du Liban;
10. les recommandations N°s 29 et 30 de la Commission de Haut Niveau (CHN) de l'UIT appelant le Bureau de développement des télécommunications (BDT) à jouer un rôle catalyseur dans la mobilisation des ressources en faveur du développement des télécommunications,

rappelant

que le Liban se trouve confronté à une tâche importante de reconstruction afin de compenser les lourdes pertes qu'il a subies pendant 16 ans de guerre civile qui ont désorganisé les services publics essentiels, détruit des installations, causé d'immenses souffrances humaines et infligé de lourdes pertes à l'économie,

considérant

que le peuple libanais reste confiant et sait qu'il peut reconstruire son pays mais qu'un investissement extérieur initial est nécessaire pour lancer le processus de reconstruction,

gardant en mémoire

la dernière Résolution des Nations Unies (45/225, 1990) qui prie le Secrétaire général de cette organisation de poursuivre et d'intensifier ses efforts afin de s'assurer toute l'aide possible pour aider le Liban à reconstruire son économie et le gouvernement libanais à trouver l'aide internationale et les fonds nécessaires pour mener à bien les plans de redressement et les projets de reconstruction urgents,

considérant

que le réseau de télécommunications a été gravement endommagé et que, dans certains cas, il a été complètement détruit, ce qui nécessite une assistance technique immédiate (1,5 million de dollars EU) et des capitaux importants, notamment 174,56 millions de dollars EU pour la réhabilitation du réseau et 850 millions de dollars EU pour combler le retard accumulé dans l'exploitation du réseau selon un programme qui sera mis en oeuvre pour une durée de cinq ans,

lance un appel

à la communauté mondiale - pays membres de la région, autres pays, institutions de financement du développement bilatérales et multilatérales - pour qu'elle apporte un soutien immédiat,

charge

le Secrétaire Général de l'UIT et le Président de l'AR-RDC de porter immédiatement la présente Résolution à la connaissance de la communauté mondiale.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 6

**PERSPECTIVES DE COOPERATION EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT
ET DANS DES DOMAINES CONNEXES DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE SUPERIEUR ET DE LA FABRICATION LOCALE
DE MATERIEL DE TELECOMMUNICATION**

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 octobre 1992,

considérant

1. que la plupart des pays arabes (mis à part ceux d'entre eux qui sont confrontés à de graves difficultés dues aux conséquences de la guerre ou qui font partie des pays les moins avancés) ont entrepris d'importants programmes de développement de l'infrastructure des télécommunications;
2. que les perspectives de développement des réseaux et d'investissement dans la région sont très bonnes;
3. que la haute technologie, de plus en plus largement utilisée dans le monde, a élargi la portée et la complexité des télécommunications modernes;
4. que, en ce qui concerne le développement des services, la téléphonie garde le premier rang dans la région arabe. Outre les services de base que sont la téléphonie, le télex, la télégraphie et la transmission de données (surtout via le réseau téléphonique et via le réseau de données à commutation par paquets dans certains pays), d'autres services comme la téléphonie cellulaire mobile et la télécopie (ainsi qu'é, dans une moindre mesure, l'appel unilatéral sans transmission de parole) ont été mis en place dans certains pays arabes;
5. qu'il reste beaucoup à faire en ce qui concerne d'autres nouveaux services, et notamment la mise en place, dans quelques pays arabes, du RNIS (et ultérieurement du RNIS-LB) à titre d'essai et par étapes à l'intention des abonnés professionnels;
6. que les pays arabes ont besoin de mobiliser rapidement les ressources nécessaires pour édifier et/ou renforcer leurs compétences humaines propres et leur capacité en matière de recherche et développement (R & D) ainsi qu'en matière d'enseignement scientifique et technique supérieur et de fabrication locale de matériel de télécommunication (LMTE), dans le but de maîtriser les hautes technologies et l'évolution des services et, partant, de combler le fossé des connaissances et de créer des possibilités d'emploi;
7. les recommandations de la Commission indépendante pour le développement mondial des télécommunications à propos de la R & D et de la LMTE (chapitre 7 du Chaînon manquant, décembre 1984), ainsi que des recommandations de la South Commission in Science and Technology (Overview and Summary of the South Commission Report, Genève, 1990);
8. la Recommandation ATDC-90/REC1 "Développement des industries de fabrication d'équipements de télécommunication en Afrique" de la Conférence africaine de développement des télécommunications (Harare, 1990),

note

le travail accompli par les organisations internationales et régionales à ce sujet, en particulier dans le cadre du projet MODARABTEL,

décide

de demander à l'UIT/au BDT d'entreprendre une étude de faisabilité approfondie, avec la participation active d'équipes pluridisciplinaires arabes constituées de scientifiques, d'ingénieurs et d'économistes et en coopération étroite avec les organisations internationales et régionales concernées ainsi que les institutions nationales, avec les objectifs suivants:

- a) définir les domaines de la recherche, de l'enseignement scientifique et technique supérieur et de l'industrialisation où la réalisation appelle la pleine coopération entre les Etats arabes pour des raisons d'efficacité et d'économies d'échelle. On trouvera dans les Appendices une liste provisoire de domaines dans lesquels la coopération aux niveaux sous-régional et régional peut être un atout;
- b) élaborer des accords sous-régionaux et régionaux de coopération dans ces domaines;
- c) évaluer et analyser l'état actuel de la recherche, de l'enseignement scientifique et technique supérieur et de la fabrication locale dans le domaine des télécommunications;
- d) évaluer et analyser les résultats des centres et instituts de formation en télécommunication existants et formuler des recommandations visant à les améliorer;
- e) élaborer, sur la base de cette évaluation et de cette analyse, une proposition de Plan d'action à l'échelle nationale, à l'échelle sous-régionale et à l'échelle régionale dans les domaines de l'enseignement scientifique et technique supérieur, de la R & D et de l'industrialisation;
- f) identifier les conditions préalables à la création et/ou au renforcement des centres nationaux, sous-régionaux et régionaux de R & D;
- g) formuler des projets et des programmes sous-régionaux et régionaux de R & D susceptibles d'être examinés et approuvés par les parties intéressées et/ou le Comité de coordination de l'AR-RDC,

demande

à l'ONUDI, à l'UNESCO et à d'autres groupes de développement intéressés d'aider l'UIT dans cette entreprise,

décide

que les activités suivantes soient entreprises:

- a) rassembler l'information sur la R & D en cours;
- b) identifier les domaines de R&D potentiels et de coopération au niveau de l'enseignement supérieur;
- c) transférer le savoir-faire en faisant appel aux spécialistes et chercheurs présents dans la région (CTPD);
- d) demander l'aide des pays industrialisés pour aider à faire les études de faisabilité, et
- e) donner, de temps à autre, des cours dans les centres de R & D existants et dans l'(les) université(s),

prie

l'UIT/le BDT de:

- a) **fournir une assistance pour la coordination du réseau et de faire le nécessaire pour le transfert d'expériences similaires depuis d'autres régions en participant aux réunions, en facilitant la mise en réseau et en organisant des échanges avec des institutions des pays industrialisés;**
- b) **d'administrer le recrutement des consultants extérieurs selon les besoins;**
- c) **fournir une aide dans les études de faisabilité, dans la préparation des propositions de coopération en matière de R & D et dans la mobilisation des ressources nécessaires aux projets de coopération viables identifiés.**

**TELECOMMUNICATIONS : DOMAINES POSSIBLES DE COOPERATION ARABE
EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE RECHERCHE**

1. Composants, dispositifs et circuits électroniques

- composants et dispositifs électroniques;
- conception assistée par ordinateur des systèmes électroniques;
- systèmes analogiques et numériques;
- architecture, conception et technologie des circuits VLSI.

2. Communications

- composants et dispositifs de télécommunication;
- communications analogiques et numériques;
- systèmes de commutation;
- systèmes de transmission;
- télécommunications par satellite;
- dispositifs optoélectriques et télécommunications optiques;
- dispositifs et systèmes hyperfréquences;
- théorie de l'information et correction d'erreurs:

3. Traitement des signaux

Modélisation et architectures pour le traitement du signal, l'acoustique, la reconnaissance des formes et le traitement de la parole.

4. Traitement des images

- techniques vidéofréquences analogiques et numériques;
- traitement optique de l'information;
- traitement numérique et synthèse des images;
- la télévision à haute définition.

5. Réseaux et services

- architecture des réseaux, réseaux locaux;
- les techniques téléinformatiques, les réseaux de transmission de données, la sécurité et les réseaux de transmission de données, la commutation par paquets, les communications de données et les réseaux d'ordinateurs, le réseau numérique à intégration de services (RNIS), les réseaux d'entreprise, PABX et RNIS, les services télématiques, l'archivage électronique, la messagerie électronique, l'ingénierie et la planification des réseaux.

6. Informatique

- composants informatiques: logique câblée et microprogrammée, microprocesseurs 8-16 bits et 32 bits, cartes à mémoires, applications;
- informatique et langages;
- intelligence artificielle, systèmes experts et bases de données;
- micrologiciels et temps réel;
- logiciels des grands systèmes (avec orientation commutation).

7. Economie et gestion des télécommunications

TELECOMMUNICATIONS : DOMAINES POSSIBLES DE COOPERATION ARABE
EN MATIERE D'INDUSTRIALISATION

1. Appareils téléphoniques et terminaux.
2. Dispositifs, matériels et outillages pour réseaux locaux.
3. Autocommutateurs privés (PABX) numériques.
4. Concentrateurs et centraux numériques de petite et moyenne capacité.
5. Faisceaux hertziens numériques de petite et moyenne capacité.
6. Dispositifs de maintenance et de supervision du trafic et de la qualité de service.
7. - Composants, dispositifs et circuits électroniques.
- Circuits VLSI, conception assistée par ordinateur (CAO).
- Composants et dispositifs optoélectroniques.
8. Développement de logiciels.
9. Outils et logiciels pour: la planification, l'ingénierie, l'exploitation et la gestion des réseaux et services de télécommunications, la prévision de la demande et du trafic, la planification assistée par ordinateur, les études de marché, les bases de données des systèmes d'abonnés, la gestion informatisée et la sécurité des réseaux.

ADDENDUM

PERSPECTIVES DE COOPERATION EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT ET DANS DES DOMAINES CONNEXES DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE SUPERIEUR ET DE LA FABRICATION LOCALE DE MATERIEL DE TELECOMMUNICATION

ESTIMATION DES COÛTS ET SOURCES DE FINANCEMENT POSSIBLES

L'estimation ci-dessous n'inclut pas les salaires et autres coûts du personnel national (qui n'est astreint à effectuer aucune tâche en dehors de son travail normal). Elle inclut en revanche les fonds nécessaires au détachement de certains membres du personnel pour participer à des réunions ou à des manifestations importantes dans d'autres pays ou pour la CTPD (10 experts nationaux par année).

Estimation des coûts annuels d'exploitation et de maintenance du réseau de R&D (sur la base de deux réunions de trois jours par an) (en dollars E.U.)

Sources de financement

Rubrique	Pays participants/ organisations participantes	Pays hôte (par rotation)	BDT (budget ordinaire)	Autres sources ¹
Participation des membres du réseau aux réunions	Moyenne par participant: ² 2 x 2 000 = 4 000 (voyage + indemnité journalière de subsistance)			2 x 12 x 2 000 = 48 000 ²
Locaux des réunions et appui local		Locaux et soutien logistique		
Interprétation simultanée ³		(2 x 2 x 5.000)		
Missions du personnel de R&D dans des pays industrialisés ou pour la CTPD				10 x 4 000 = 40 000 ⁴ (voyage + indemnité journalière de subsistance)
Personnel du BDT, pour le développement de la base de données et la fourniture de conseils (y compris coûts des missions)			Personnel professionnel: 1 + 1 ⁵ = 2 mois-homme = 24 000 Secrétariat: 1 mois-homme = 5 000	
Traduction et reproduction des documents et des rapports	1 000		5 000	
Communications et envois postaux	1 000		2 000	
Consultants				3 mois-homme = 45 000 ⁶
Total			36 000	133 000

¹ Les "autres sources" peuvent, dans certains cas et dans une mesure limitée, inclure les crédits alloués dans le cadre du budget UIT/BDT pour des besoins particuliers.

² Il s'agit d'un coût moyen estimatif par participant. Le coût réel dépendra de la distance entre le siège de l'organisation du participant et le lieu de la réunion. On part du principe qu'il faut en outre faire appel à d'autres sources pour assurer la présence d'au moins un participant de tous les pays de la région (à l'exclusion des pays dont le PNB par habitant est supérieur à 3 000 dollars EU, qui sont censés financer eux-mêmes leur participation).

³ Les estimations du coût de l'interprétation simultanée (le cas échéant) s'appliquent au cas du recrutement d'interprètes locaux.

⁴ Pour 10 fonctionnaires nationaux de R&D effectuant chacun chaque année une mission d'une durée moyenne d'un mois.

⁵ 1 mois-homme, personnel du siège + 1 mois-homme, personnel du Bureau régional, par réseau.

⁶ En nature ou en espèces.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 7

AMELIORATION DE LA GESTION NATIONALE DES FREQUENCES DANS LES ETATS ARABES

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 octobre 1992,

considérant

1. que le spectre des fréquences radioélectriques, ressource naturelle limitée, présente désormais un caractère stratégique pour le monde en général et pour chaque nation en particulier;
2. que les questions de coordination et de réglementation internationales ont toujours fait partie intégrante de la gestion du spectre radioélectrique sous les auspices de l'UIT, mais on reconnaît désormais qu'une gestion efficace au niveau national est une condition sine qua non pour le développement d'infrastructures nationales de radiocommunication adéquates;
3. que les Administrations sont de plus en plus conscientes de l'importance de la gestion nationale des fréquences et notamment de l'informatisation de ce secteur;
4. que le BDT, par l'intermédiaire d'un Groupe de travail inter-organes de l'UIT, a commencé à élaborer un système national informatisé de gestion des fréquences adapté aux pays en développement,

décide

de charger le BDT, en collaboration avec les Etats arabes, de mettre en oeuvre un plan d'action annexé à la présente Résolution visant à améliorer la gestion nationale des fréquences;

Ce plan d'action doit assurer:

- a) l'élaboration de modèles d'unités de gestion des fréquences permettant aux Etats arabes de se conformer aux obligations découlant du Règlement des radiocommunications et de traiter tous les aspects afférents à la gestion nationale des fréquences tels que décrits dans le Manuel de l'IFRB/CCIR (1988);
- b) l'utilisation des applications informatiques dans le domaine de la gestion des fréquences;
- c) l'élaboration ou la modification des logiciels appropriés (systèmes de gestion de base de données utilisables sur ordinateur personnel) de gestion nationale des fréquences, compte tenu des besoins spécifiques de la région;
- d) l'élaboration et l'exécution d'un programme de formation permettant de se familiariser avec le fonctionnement d'un tel système informatisé de gestion des fréquences,

prie

1. les pays disposant d'une expérience approfondie en la matière de coopérer par une mise à disposition de leurs installations (par exemple, centres de formation existants);
2. toutes les Administrations des Etats arabes de fournir des informations sur leur situation actuelle dans le domaine de la gestion des fréquences;

3. toutes les Administrations des Etats arabes de désigner un expert investi d'une mission d'appui et de supervision dans le cadre de l'exécution du programme régional;
4. le BDT d'établir un Rapport annuel sur l'avancement du programme régional et les résultats obtenus à l'intention des administrations concernées et de la Commission de coordination de la Conférence AR-RDC.

PLAN D'ACTION

1. **Organisation d'une réunion de spécialistes en gestion des fréquences des pays arabes**

Une réunion de 5 jours sera convoquée en avril/mai 1993 visant un double objectif:

- 1.1 permettre aux participants de mieux comprendre les décisions de la Conférence AR-RDC à travers un séminaire de deux jours qui serait organisé par l'IFRB et qui porterait sur les aspects internationaux (droits et obligations des Membres) et nationaux de la gestion du spectre des fréquences.
- 1.2 commencer de mettre en application au cours des trois derniers jours de la réunion certaines dispositions découlant de la présente Résolution, à savoir:
 - définition des objectifs de la gestion nationale des fréquences dans les pays arabes;
 - analyse des structures existantes;
 - développement des modèles possibles d'unités de gestion nationale des fréquences, en tenant compte des structures nationales des organismes de télécommunications qui existent dans les pays arabes. Ce travail sera grandement facilité par une brochure qui a été publiée par l'IFRB et le CCIR en 1988;
 - analyse d'un rapport qui serait demandé au Groupe inter-organes de l'UIT (BDT/IFRB/CCIR) sur le développement d'un système informatisé de gestion nationale des fréquences - cette analyse permettra à la réunion de contribuer aux travaux de ce groupe en faisant des demandes spécifiques.

2. **Création d'un Groupe d'experts**

La réunion envisagée ci-dessus est chargée de créer un groupe d'experts qui travaillerait essentiellement par correspondance avec l'appui de l'UIT (BDT/IFRB/CCIR) dans les domaines suivants:

- recensement des applications informatiques (logiciels) développés par d'autres pays;
- adaptation éventuelle de ces logiciels aux besoins spécifiques des pays arabes;
- identification et recensement des possibilités de formation;
- élaboration d'un programme de formation;
- suivi en collaboration avec le BDT et l'IFRB, de l'application de la présente Résolution.

3. **Actions à prendre**

- 3.1 Le BDT est chargé d'organiser la réunion prévue au printemps de 1993.

Délai: fin janvier 1993

- 3.2 L'IFRB est chargé de préparer le programme de cette réunion.

Délai: mi-janvier 1993.

- 3.3 L'Egypte a proposé d'être le pays hôte de la réunion.

Délai: mi-décembre 1992.

- 3.4 Le Groupe inter-organes de l'UIT (BDT/IFRB/CCIR) est invité à soumettre à la réunion précitée un rapport intérimaire sur l'état d'avancement de ses travaux avant la mi-mars 1993.

- 3.5 Les invitations à la réunion devront être envoyées aux Administrations avant la mi-février 1993.

ADDENDUM

AMELIORATION DE LA GESTION NATIONALE DES FREQUENCES DANS LES ETATS ARABES

ESTIMATION DES COÛTS ET SOURCES DE FINANCEMENT POSSIBLES

Estimation des coûts annuels de fonctionnement et d'appui du réseau qui participera à l'élaboration d'unités de gestion des fréquences au sein de chaque administration concernée et à la mise au point et à l'adaptation des logiciels pour la gestion nationale des fréquences (sur la base de deux réunions de 3 jours par an, y compris la formation des utilisateurs finals). **Le cas de figure considéré ici suppose en outre l'organisation chaque année de cours de formation monolingues (un régional et deux sous-régionaux) sur les questions liées à la gestion des fréquences (voir la Résolution AR-RDC/92 N° 11 pour le détail de l'estimation des coûts).**

(en dollars EU)

Sources de financement

Rubrique	Pays participants/ organisations participantes	Pays hôte (par rotation)	BDT (budget ordinaire)	Autres sources ¹
Participation des membres du Groupe de travail aux réunions (voyage + indemnité journalière de subsistance)	Coût moyen par participant ² 2 x 2.000 = 4.000			2 x 12 x 2.000 = 48.000 ²
Locaux des réunions et appui local		Locaux et soutien logistique		
Interprétation simultanée ³		(2 x 5.000)		
Personnel national travaillant dans sa propre organisation	Professionnels: 4 mois/homme Secrétariat: 4 mois/homme			
Personnel du BDT, y compris les coûts des missions et la participation aux réunions			Personnel professionnel: 3 + 3 ⁴ = 6 mois/homme = 72.000 Secrétariat: 4 mois/homme = 20.000	
Traduction et reproduction des documents et des rapports	1.000		10.000	
Communications et envois postaux	3.000		5.000	
Consultants				3 mois/homme = 45.000 ⁵
Cours de formation			56.500	67.200 (24 bourses)
Total			163.500	160.200

¹ Les "autres sources" peuvent, dans certains cas et dans une mesure limitée, inclure les crédits alloués dans le cadre du budget UIT/BDT pour des besoins particuliers.

² Il s'agit d'un coût moyen estimatif par participant. Le coût réel dépendra de la distance entre le siège de l'organisation du participant et le lieu de la réunion. On part du principe qu'il faut en outre faire appel à d'autres sources pour assurer la présence d'au moins un participant de tous les pays de la région (à l'exception des pays dont le PNB par habitant est supérieur à 3.000 dollars EU, qui sont censés financer eux-mêmes leur participation).

³ Les estimations du coût de l'interprétation simultanée (le cas échéant) s'appliquent au cas du recrutement d'interprètes locaux.

⁴ Trois mois/homme, personnel du siège + 3 mois/homme, personnel du Bureau régional.

⁵ Le financement pourrait se faire en espèces ou en nature.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 8

<p>PROJET REGIONAL DES TELECOMMUNICATIONS EN FAVEUR DES ZONES RURALES ET DES POPULATIONS A FAIBLE REVENU</p>

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 octobre 1992,

considérant

1. le grand nombre de personnes qui n'ont aucun accès aux services téléphoniques de base dans les zones rurales et les zones urbaines à faible revenu des Etats arabes;
2. que les techniques d'information et de télécommunication - radio, télévision et micro-informatique notamment - permettent de disposer d'outils puissants pour répandre les connaissances, assurer la formation à distance et relier les communautés rurales aux centres de recherche agricole et d'élevage, aux universités, aux centres d'approvisionnement et de commercialisation, aux services administratifs et aux hôpitaux centraux et donc pour accroître la productivité et améliorer les conditions de vie de larges populations rurales;
3. que la mise à disposition de techniques d'information et de télécommunication en milieu rural et dans les zones urbaines à faible revenu permettra:
 - a) d'accroître l'accès à l'information en vue de la commercialisation et de la distribution de la production des zones rurales et des zones urbaines à faible revenu;
 - b) de rendre plus facile aux petites entreprises rurales et urbaines l'accès aux informations disponibles sur les prêts assortis de conditions spéciales et sur la coopération technique d'une part, et d'autre part aux partenaires du développement pour mieux évaluer les besoins d'investissement et d'assistance dans ce secteur, contribuant ainsi à canaliser les crédits vers les petites entreprises rurales et urbaines;
 - c) d'améliorer l'efficacité des programmes de coopération technique pour le développement rural dans d'autres branches d'activité que les télécommunications;
 - d) mis à part le choix rationnel des sites des entreprises, d'utiliser de façon plus efficace les différentes infrastructures - transports, énergie, etc. - contribuant donc d'une façon générale à l'amélioration de la compétitivité des entreprises et à la réduction des niveaux de pollution;
4. que le concept de Centres communautaires de téléservice permettrait de disposer de solutions économiques pour apporter aux communautés rurales et aux zones urbaines non desservies les nouveaux moyens d'information et services de télécommunication - micro-informatique, télécopie, communication de données, installations de "télétravail", etc. - et pour assurer la formation et l'appui initial requis pour l'exploitation de telles installations;
5. que la stratégie universelle du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sous l'appellation "Développement des ressources humaines" traite les communications comme un besoin personnel vital, toute lacune en la matière étant considérée comme un facteur d'exclusion économique et sociale;
6. que les Administrations du téléphone ont la possibilité d'accroître leurs revenus en proposant également les nouveaux services dans les zones rurales et les régions à faible revenu, étant entendu que les tarifs devront être établis en fonction des coûts et faciliter les investissements dans ces services;

7. que dans le domaine des télécommunications rurales, et s'agissant des techniques, de la structure des réseaux et des questions d'organisation, on dispose certes d'une vaste expérience, et de nombreuses recherches sont en cours, mais une bonne partie des connaissances ainsi rassemblées n'est pas disponible sous une forme convenant au développement des télécommunications rurales dans la région;
8. que le risque de voir le développement des télécommunications rurales négligé à la suite de la restructuration du secteur des télécommunications à moins que des mesures ne soient prises pour sauvegarder le principe de l'universalité des services;
9. qu'enfin, la Conférence régionale américaine de développement des télécommunications (Acapulco, 1992) a adopté la Résolution AM-RDC/92, relative au Programme régional des télécommunications du BDT en faveur des zones rurales et des populations à faible revenu,

décide

1. de prier le BDT, en collaboration avec les organismes gouvernementaux, régionaux et sous-régionaux des télécommunications, d'élaborer dans un délai d'un an un projet régional de développement des télécommunications en faveur des zones rurales et des populations à faible revenu des Etats arabes¹. Ce projet devrait:
 - a) définir des modèles de réseau et d'organisation de services de télécommunication pour les zones rurales et les populations à faible revenu, pouvant être adaptés et appliqués aux pays de la Région et répondre ainsi aux besoins fondamentaux de communication des individus et des communautés;
 - b) permettre d'organiser et de diffuser les informations existantes sur les techniques, les réseaux et les structures de télécommunication en milieu rural, pour renforcer les efforts que l'on déploie dans la région en vue de développer les télécommunications dans les zones rurales et les régions non desservies;
 - c) donner la possibilité d'évaluer les techniques qui conviendraient pour introduire les services de télécommunication dans les zones rurales et définir notamment les spécifications techniques et les coûts des équipements de base, les caractéristiques des systèmes téléphoniques cellulaires pour utilisation fixe en milieu rural et les besoins connexes sur le plan des fréquences radioélectriques et des sources d'énergie non conventionnelles telles que les cellules solaires;
 - d) assurer la coordination des études économiques sur le coût et l'impact des programmes de télécommunication en milieu rural et la formulation des systèmes de subventionnement transparents en faveur des populations à faible revenu et des régions où les coûts sont élevés, l'objectif étant d'améliorer l'accès aux services de télécommunication dans ces régions et de favoriser le fonctionnement efficace de ces réseaux;
 - e) permettre de promouvoir l'introduction, à titre expérimental, de Centres communautaires de téléservice ou de structures analogues aussi bien en milieu rural que dans les zones urbaines à faible revenu, et d'évaluer leur utilisation ainsi que leur impact social, économique et culturel;
 - f) permettre également d'analyser et d'étudier la possibilité d'adapter au contexte des Etats arabes qui en ont besoin certaines initiatives et modalités particulières de financement du développement des télécommunications en milieu rural qui ont remporté un succès dans des pays ou régions industrialisés afin de faciliter l'accès aux crédits préférentiels pour la modernisation des réseaux;

¹ La structure du/des programme(s)/projet(s) de développement des télécommunications rurales - objectifs clairement définis, apports nécessaires, plans de travail, etc. - relève du/des document(s) de projet/programme à établir. A ce stade, on ne peut qu'estimer les ressources nécessaires à la conception du/des programme(s)/projet(s) : elles sont de l'ordre de 3 mois/homme (BDT).

- g) coordonner un programme de formation dans le domaine des télécommunications en milieu rural, visant à définir les modalités d'une autosuffisance financière, l'accent étant mis en particulier sur les aspects techniques et commerciaux, et à élaborer un manuel des télécommunications rurales reposant sur la documentation et les manuels existants, établis par l'UIT pour d'autres régions, qui pourrait être utilisé dans les cycles d'études;
2. d'inviter les pays disposant d'une expérience considérable en la matière de coopérer à la formation des ressources humaines pour ce type de services;
 3. d'inviter toutes les Administrations des Etats arabes de désigner un expert qui serait investi d'une mission d'appui et de supervision dans le cadre de l'exécution de ce Programme régional;
 4. de prier également l'UIT d'inclure les Etats arabes dans les recherches et études de cas sur l'impact social, économique et culturel des programmes nationaux de télécommunications rurales qu'elle pourra amorcer en réponse aux Résolutions adoptées par les précédentes conférences de développement pour les autres régions;
 5. de prier le BDT d'établir un rapport annuel sur l'avancement et les résultats du projet régional pour le développement des télécommunications rurales exposant notamment les résultats des recherches effectuées sur son impact social, économique et culturel. Ce rapport serait soumis à l'attention de la Commission de coordination de la conférence AR-RDC,

et fait appel

aux Administrations et organisations nationales des télécommunications, ainsi qu'au PNUD, la Banque Mondiale, le FADES, la BISD, la Commission permanente des télécommunications de la ligue des Etats arabes, l'ASBU, l'URTNA¹, ARABSAT, INTELSAT, les autres organisations de communication spatiale concernées, le CCG, l'UMA, la CESAO, la CEA, la LOAESC², l'UNESCO et la FAO à appuyer le programme régional et à y participer dans le cadre de leurs propres activités d'institutions spécialisées.

¹ Union of National Radio and Television Organizations of Africa.

² La Ligue arabe des organisations pour l'éducation, la science et la culture.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 9

"INMARTEL"
**PROJET INTERREGIONAL DES GOUVERNEMENTS DES PAYS ARABES
ET EUROPEENS EN BORDURE DE LA MEDITERRANEE**

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes
Le Caire, 25-29 octobre 1992,

considérant

1. le rôle crucial que joueront les moyens modernes de télécommunication, dans chaque port de la Méditerranée, dans le bon fonctionnement de ces ports;
2. l'importance de l'échange rapide et efficace de messages entre les ports de la Méditerranée afin d'accélérer les opérations de chargement et de déchargement, ce qui rentabiliserait celles-ci;
3. les liens historiques étroits noués entre les Etats arabes et l'Europe dans un grand nombre de domaines, y compris les télécommunications, qui ont été mutuellement profitables, et la nécessité d'étendre la collaboration à un nouveau domaine lié à l'amélioration des communications maritimes portuaires en Méditerranée;
4. la priorité élevée accordée par les autorités européennes à la mise en place rapide de l'échange électronique de données sur le continent européen en raison du "coup de fouet" que cet échange produit sur les affaires et le commerce, et les résultats acquis dans ce domaine avec le projet MEDITEL de la Communauté économique européenne (CEE) et d'autres organisations concernées;
5. La possibilité d'étendre le projet MEDITEL pour couvrir les ports des Etats arabes en Méditerranée,

décide

1. d'approuver le projet interrégional figurant en appendice;
2. de demander à l'UIT/BDT de rechercher l'appui voulu des Gouvernements des pays européens en bordure de la Méditerranée ainsi que celui de la CEE;
3. de demander une aide financière aux parties concernées pour la mise en oeuvre de ce projet interrégional.

APPENDICE

**INMARTEL: PROJET INTERREGIONAL DES GOUVERNEMENTS DES PAYS
ARABES ET EUROPEENS EN BORDURE DE LA MEDITERRANEE**

Numéro et titre: INT(RBAS)90/000/A/01/20
Amélioration des communications maritimes portuaires ("INMARTEL")

Durée: 2 ans

Secteur et sous-secteur
CAC/PNUD: Transport et communications (06)
Télécommunications (0660)

Secteur et sous-secteur
publics: Administration des
télécommunications et autorités
maritimes portuaires

Institution gouvernementale
chargée de la mise en
oeuvre: Ministère des transports et/ou des
communications

Agence chargée de
l'exécution: Nations Unies/Union internationale
des télécommunications (UIT)

Date prévue de démarrage
du projet: Janvier 1993

Apport du gouvernement: (en nature)
(en espèces)

<u>PNUD et participation aux coûts</u>	
Financement	
PNUD	
CIP	
Autres (à spécifier)	
Tiers:	
Participation aux coûts	
(y compris les frais d'appui de l'Agence)	
PNUD et participation aux coûts	
Total	\$ 994.000

Brève description: Le projet est conçu pour aider les autorités des Etats arabes en bordure de la Méditerranée à améliorer les télécommunications maritimes portuaires entre eux et avec les ports européens de la Méditerranée. Le projet sera axé sur l'appui direct.

Pour:	Signature	Date	Nom/Titre
Le Gouvernement	_____	_____	_____
L'Agence d'exécution	_____	_____	_____
Tiers	_____	_____	_____

Contexte

Ce projet vise à améliorer les télécommunications maritimes portuaires entre les ports arabes et européens en bordure de la Méditerranée par la mise en place de moyens modernes de télécommunication et le renforcement des liens existants.

L'assistance passée ou actuelle dont a bénéficié le secteur des télécommunications des pays concernés, aussi bien au niveau national que régional, n'a pas tenu compte de la nécessité d'un réseau de télécommunication spécifique pour les ports maritimes.

Justificatif du projet

Le volume des échanges entre le monde arabe et les pays européens ne cesse de croître et cette tendance devrait se poursuivre à l'avenir; c'est pourquoi il faut absolument mettre en place des télécommunications modernes qui facilitent ces échanges.

Au terme du projet, un plan d'action pour interrelier tous les ports arabes méditerranéens et les ports européens en bordure de la Méditerranée, devrait aboutir à l'utilisation de moyens modernes de télécommunication, et plus spécifiquement à celle d'un service d'échange électronique de données pour ces ports.

La méthode à suivre consistera à organiser des visites d'experts/consultants dans les pays concernés, à évaluer la situation et les besoins existants, à préparer une étude de faisabilité qui servira de base à un plan d'action, lequel sera examiné avec les pays intéressés avant d'être approuvé, arrêté définitivement puis mis en oeuvre.

Facteurs particuliers

Les résultats du projet et la mise en oeuvre du plan devraient:

- avoir une incidence positive considérable sur l'écologie et la sécurité de la Méditerranée,
- renforcer les liens entre les Etats arabes et européens,
- créer un potentiel d'investissement.

Objectif

Améliorer les moyens de télécommunication entre les ports maritimes arabes et européens en bordure de la Méditerranée.

Résultat

Définition d'un plan d'action pour améliorer les moyens de télécommunication, ce qui comprend la mise en oeuvre de nouveaux services, en particulier l'échange électronique de données, entre les ports arabes et européens.

<u>Activités</u>	<u>mois/homme</u>
1. Organisation d'une réunion préparatoire à l'intention des autorités compétentes afin d'arrêter un plan de travail et d'activités détaillé	2
2. Collecte d'informations et évaluation des besoins	6
3. Préparation d'un projet d'étude de faisabilité	4
4. Organisation d'une réunion pour examiner les conclusions et l'étude de faisabilité proposée et décider de la suite à donner	2
5. Préparation d'un plan d'action avec une estimation des coûts finals détaillée	6
6. Organisation d'une réunion finale pour approuver le plan d'action proposé	4

<u>Budget prévu</u>	<u>Dollars EU</u>
Rubrique 11 Consultants 40 m/h (en utilisant les coûts standards du PNUD)	480.000
Rubrique 13 Coûts administratifs	30.000
Rubrique 15 Frais de voyage	70.000
Rubrique 16 Autres coûts	30.000
Rubrique 30 Couvre 3 réunions (préparatoire, moyen-terme et finale pour approuver le plan d'action); englobe aussi une visite de deux installations portuaires modernes de télécommunication en Europe	180.000
Rubrique 51 Divers (englobe également la dactylographie, la reproduction de tous les documents dans les trois langues de travail (arabe, français, anglais))	100.000
TOTAL (à l'exclusion des frais d'appui du PNUD)	890.000

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 10

<p>PROJET REGIONAL DE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS ARABES MODERNES (MODARABTEL - PHASE II - RAB/89/001)</p>
--

La Conférence Régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 Octobre 1992,

Considérant

1. l'importance de réseaux et de services de télécommunication compatibles pour le développement des économies dans le monde arabe;
2. la nécessité d'une base de données statistiques pour le développement des télécommunications et la nécessité de la communication de données et des nouveaux services pour favoriser le développement du secteur des affaires;
3. les avantages potentiels de l'échange électronique de données (EED) en tant qu'un des nouveaux services pour le commerce et les entreprises;
4. l'importance de la standardisation des terminaux bilingues (arabe/latin) pour assurer la transparence totale et l'interfonctionnement entre les usagers;
5. l'importance particulière que revêt la mise en oeuvre harmonieuse de services de télématique et de nouveaux services aux niveaux national et régional pour le monde arabe; cette mise en service doit être conforme aux normes internationales afin que les réseaux puissent interfonctionner et que les fournitures puissent être achetées dans le monde entier, et compatible avec le développement des réseaux et des services dans la région, les régions voisines et dans le monde entier;
6. la nécessité de coordonner les efforts déployés par les Etats arabes en ce qui concerne le développement de l'infrastructure des télécommunications et la mise en oeuvre de services de télématique et de nouveaux services de manière harmonisée afin d'éviter toute initiative redondante et de tirer le meilleur parti possible des ressources financières, matérielles et humaines disponibles pour répondre au mieux aux besoins des utilisateurs aux niveaux national et régional;
7. la nécessité de réaliser des économies d'échelle et d'accroître le volume des échanges régionaux et internationaux,

reconnaisant

1. la volonté de promouvoir l'intégration régionale en tant qu'objectif politique, économique et social pour tous les Etats arabes, notamment dans le secteur des télécommunications, condition préalable au développement régional dans d'autres secteurs pour réaliser des économies d'échelle;
2. la volonté de promouvoir l'intégration régionale au niveau du savoir-faire et de l'expérience acquise dans les différents pays en ce qui concerne l'introduction et le développement des services de télécommunications au bénéfice des Etats les moins avancés de la Région des pays arabes, et donc de l'ensemble du groupe,

rappelant

1. l'existence du projet régional PNUD/UIT/MODARABTEL avec les réseaux de collaboration suivants:
 - la communication des données
 - les nouveaux services
 - la recherche appliquée
 - le MIS en formation
 - la base de données statistiques des télécommunications;
2. les progrès réalisés dans le cadre de chacun de ces réseaux ainsi que l'approche par réseau utilisée avec succès pour atteindre les objectifs du Projet;
3. que la phase actuelle de MODARABTEL se terminera au 30 juin 1994,

décide

1. de demander instamment aux pays responsables et aux autres pays membres du projet MODARABTEL faisant partie de tous les réseaux de tout mettre en oeuvre avant la fin de cette phase du projet pour atteindre les objectifs voulus;
2. de créer un nouveau réseau de coopération pour la normalisation des réseaux bilingues en collaboration avec toutes les parties concernées et en particulier avec l'Association européenne de constructeurs d'ordinateurs (ECMA);
3. d'appeler à continuer la phase II du Projet MODARABTEL, pour une période de 3 ans comprenant quatre réseaux de coopération utilisant la même approche, comme au cours des phases précédentes, pour un coût estimé à environ 1.200.000 \$ EU (à l'exclusion des apports de l'UIT);
4. de confier au Groupe spécial AR-RDC le soin de définir les paramètres fondamentaux de cette nouvelle phase du projet (objectifs, résultats, activités, budget et plan de travail) et d'indiquer les réseaux à retenir ou à ajouter, jusqu'à un maximum de quatre;
5. de demander à toutes les administrations de pays Membres concernés, à la Ligue des Etats arabes, aux organisations internationales et régionales intéressées, aux fonds et aux bandes de développement, en particulier au Fonds arabe de développement économique et social (FADES), au PNUD, à l'UIT et aux organismes, fonds publics de développement et à d'autres parties intéressées, de participer à la nouvelle phase II du Projet MODARABTEL et d'apporter un soutien financier compte tenu du fait que chaque réseau coûtera environ 100.000 \$ EU par an et que le pays chef de file et le pays sous-chef de file devront échelonner les activités sur une période de 3 ans afin d'obtenir des résultats satisfaisants pour chaque réseau. Au total, les apports nécessaires pour cette nouvelle phase se chiffrent à 1.200.000 \$ EU.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 11

<p style="text-align: center;">COOPERATION REGIONALE POUR AMELIORER LA GESTION DES ENTREPRISES DE TELECOMMUNICATION, NOTAMMENT LA GESTION ET LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (GRH/DRH)</p>
--

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 octobre 1992,

notant

1. la nécessité d'adapter l'organisation et la gestion des entreprises de télécommunication à l'évolution de l'environnement des télécommunications;
2. la nécessité de mettre en place des cours de formation de plus en plus spécialisés pour les questions techniques et la gestion, en raison de l'évolution rapide de la technologie et la nécessité, pour les organismes de télécommunication d'améliorer leur efficacité et leur productivité, afin de soutenir la concurrence toujours plus vive (voir les nombreuses propositions d'action soumises à l'AR-RDC);
3. la nécessité de cours de formation dans le domaine des télécommunications et de la gestion et de matériel didactique en arabe mieux conçus y compris un Glossaire des termes de télécommunications mis à jour, adaptés aux besoins réels de la formation professionnelle;
4. les nouvelles possibilités de formation potentiellement très rentables qu'offre l'enseignement assisté par la technologie, y compris les nouveaux supports et le téléenseignement, fondé sur l'informatique et les télécommunications;
5. la nécessité d'une coopération internationale dans le domaine de la conception et de la diffusion d'une formation de grande qualité, en particulier pour ce qui est de l'enseignement assisté par la technologie et du téléenseignement, afin que cette formation soit rentable;
6. dans de nombreux organismes de télécommunication des Etats arabes l'absence de normes applicables à la gestion et au développement des ressources humaines pour les descriptions d'emploi, les programmes de formation, les systèmes informatiques de gestion (MIS) destinés aux centres de formation, y compris des renseignements concernant les programmes de formation, les instructeurs disponibles et d'autres ressources, etc.;
7. dans de nombreux organismes de télécommunication des Etats arabes, l'absence de prévisions exactes en ce qui concerne les besoins en effectifs et en formation professionnelle ainsi que le manque d'une planification des carrières adéquate. Ces lacunes sont imputables:
 - au fait que nombre d'organismes de télécommunication des Etats arabes n'ont pas institué une fonction de gestion et de développement des ressources humaines pleinement intégrée à leur planification administrative;
 - au manque de descriptions d'emploi adéquates;
 - à l'absence d'objectifs en matière d'amélioration de la productivité et de la qualité pouvant servir à prévoir les besoins en effectifs;
 - au manque d'informations de gestion concernant les performances des ressources humaines (productivité et qualité du travail fourni, etc., besoins du personnel en matière de formation professionnelle),

reconnaisant

1. les progrès réalisés par le Projet MODARABTEL en ce qui concerne la mise au point d'un système informatisé pour la gestion de l'information basé sur une étude des installations et ressources existantes;
2. la création récente d'une Commission permanente pour la formation professionnelle à l'intention des Etats arabes;
3. la publication du premier Glossaire des termes de télécommunications en langage arabe de l'UIT (15 000 mots);
4. la coopération avec INTELSAT et d'autres organisations multilatérales et bilatérales dans le domaine du développement des ressources humaines,

considérant

1. que la base de données nationale dont il a été question dans la Résolution n° 3 de l'AR-RDC/92 est destinée à pourvoir les systèmes informatiques de gestion (MIS) nécessaires pour la planification, la réalisation et le contrôle de toutes les activités de l'organisme, y compris la gestion des ressources humaines, la gestion des matériels, la gestion et le contrôle financiers, etc.;
2. que ce processus d'adaptation continue à l'évolution des besoins générera de nouveaux besoins de formation professionnelle;
3. que grâce aux indicateurs de productivité types (que l'on devrait pouvoir extraire du MIS mentionné ci-dessus) et à la classification des tâches de l'UIT, il sera possible de recenser les informations sur les besoins de formation professionnelle et d'identifier les priorités et les besoins communs au niveau régional. Les organismes intéressés auront aussi la possibilité de fixer des objectifs d'amélioration de la productivité et de la qualité plus réaliste par rapport aux pays en développement et aux pays développés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Région des Etats arabes;
4. le besoin de coopération dans le domaine du développement des ressources humaines, y compris la formation professionnelle et, en particulier, les possibilités de répondre avec diligence et efficacité aux besoins de formation professionnelle urgents et communs en instaurant une coopération régionale,

décide

1. élaborer conjointement des modèles, des plans d'action et des outils de gestion, y compris des systèmes informatiques gestion (MIS) et les cours de formation nécessaires pour savoir utiliser ces plans d'action et ces outils adaptés aux besoins et aux contraintes spécifiques des Etats arabes;
2. mettre en oeuvre dans les organismes concernés des modèles et des directives applicables au développement de l'organisme;
3. pour chaque organisation, établir des prévisions à long terme des besoins en effectifs et en formation professionnelle à l'aide du logiciel MANPLAN mis au point par l'UIT;
4. d'appuyer le renforcement des centres existants dans la région et la création de nouveaux centres, selon les besoins, pour l'enseignement, la formation et la recherche en développement des ressources humaines pour les télécommunications, à l'usage d'organes réglementaires comme d'organisations de télécommunications, et d'encourager la coopération entre eux, en vue d'optimiser l'utilisation de leurs ressources au niveau régional. Il est recommandé que ces centres s'attèlent en particulier aux tâches suivantes:
 - la formation du personnel, à l'aide de techniques nouvelles;
 - la production et l'utilisation de matériels adéquats valables de formation professionnelle et de littérature spécialisée;
 - la spécification de profils d'emploi et de mécanismes de sélection du personnel à former;
 - la formation des formateurs;
 - la formation des gestionnaires;

- la formation de promoteurs de cours;
 - le développement de bases de données pour permettre l'échange d'information au sujet des ressources de formation existant dans la région;
 - la coopération avec les universités et autres établissements académiques de la région, et l'établissement de plans d'amélioration de leurs cours, en vue de répondre aux besoins des organes de réglementation et des organisations de télécommunications;
 - la recherche sur les méthodes de mise en valeur des ressources humaines;
5. d'appuyer la continuation du Réseau MODARABTEL existant en ce qui concerne les systèmes informatiques de gestion (MIS) destinés aux centres de formation;
 6. de créer un réseau couvrant tous les aspects de développement d'organisation et de GRH/DRH avec la participation de spécialistes d'entreprises de télécommunications, d'établissements de formation professionnelle, des établissements scolaires, des centres de recherches ainsi que du secteur privé qui pourrait apporter l'enseignement supérieur dont a besoin le personnel des organismes de télécommunication;
 7. que les priorités du futur réseau GRH/DRH pour les prochaines années soient les suivantes:
 - a) poursuivre la mise au point d'un système d'information pour la gestion pour la gestion des centres de formation en se fondant sur les normes de l'UIT, adaptées toutefois aux besoins spécifiques des Etats arabes, et pouvant être utilisées par toutes les administrations concernées;
 - b) continuer à recueillir et à actualiser des renseignements sur les établissements et les ressources - enseignants, programmes et possibilités de formation - disponibles tant au niveau régional qu'interrégional. En permettant à chaque organisme concerné d'accéder à ces informations, on pourra améliorer la coopération régionale dans le domaine de la formation professionnelle et utiliser au mieux les ressources disponibles;
 - c) organiser des cours et des séminaires de formation professionnelle régionaux portant sur les besoins courants urgents recensés (par exemple sur la gestion d'entreprises, la gestion financière et la gestion des projets) ainsi que sur la formation requise pour mettre en oeuvre d'autres programmes approuvés par l'AR-RDC (par exemple, restructuration du secteur, stratégies de financement des investissements, nouveaux services, gestion des fréquences, etc.) en tirant parti des organismes et des compétences existants dans la région et, s'il y a lieu, des compétences de spécialistes mis à la disposition des organismes par l'UIT et par d'autres partenaires du développement, nationaux et internationaux;
 - d) recenser d'autres besoins urgents dans le domaine de la formation au sein de l'organisme concerné afin d'identifier les besoins communs et d'organiser la formation voulue au niveau régional en mettant sur pied des cours régionaux conçus et dispensés dans les installations existantes notamment les organismes extérieurs et en organisant à tour de rôle séminaires et ateliers, comme décrit au point c) ci-dessus;
 - e) collaborer à la mise au point de programmes et de modules normalisés de formation (y compris le matériel didactique) répondant aux besoins communs des Etats arabes et créer une base de données régionale comprenant des informations sur cette formation. Cette base de données devrait être compatible avec celles qui sont tenues à jour par l'UIT afin de faciliter l'échange des ressources dans ce domaine au niveau international;
 - f) rechercher les moyens d'améliorer la gestion et le développement des ressources humaines et de répondre à ces nouveaux besoins de formation au niveau régional (le cas échéant) et préparer des propositions de projet à soumettre par l'intermédiaire de la **Commission de coordination** aux institutions de financement et aux partenaires de développement intéressés,

note que

les tâches précitées pourraient être entreprises par un réseau composé de spécialistes de gestion et de GRH/DRH avec l'active participation et l'appui de la Haute Direction,

demande instamment

aux institutions internationales et régionales de financement et de développement, au PNUD, aux organismes régionaux concernés, aux gouvernements ainsi qu'au secteur privé de fournir des ressources en nature et en espèces pour financer les activités courantes ainsi que les activités prévues du réseau proposé,

invite

l'UIT et d'autres partenaires du développement à aider les pays arabes à atteindre leurs objectifs dans ce domaine.

ADDENDUM

COOPERATION REGIONALE POUR AMELIORER LA GESTION DES ENTREPRISES DE TELECOMMUNICATION, NOTAMMENT LA GESTION ET LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (GRH/DRH)

Dans l'estimation des coûts qui figure dans le tableau ci-après (coûts de fonctionnement et d'appui du Réseau de développement d'organisation et de GRH/DRH) et qui concerne essentiellement les fonctions décrites sous "décide" 1 et 3 et 7 a), 7 b), 7 d) et 7 f), on part du principe que chaque pays sera équipé du matériel (HW) et du logiciel (SW) nécessaires. Cependant, la maintenance du matériel et du logiciel devra être assurée et les applications seront constamment développées et améliorées, ce qui pourrait exiger l'acquisition de licences pour de nouveaux logiciels.

Estimation des coûts annuels de fonctionnement et d'appui du réseau de développement d'organisation et de GRH/DRH

(sur la base de deux réunions de trois jours par an en moyenne)

(en dollars EU)

Sources de financement

Rubrique	Pays participants/organisations participantes	Pays hôte (par rotation)	BDT (budget ordinaire)	Autres sources ² 1
Modernisation et maintenance du matériel (HW) et du logiciel (SW)	3.000 par organisation		3.000 (+ développement du SW - voir le personnel du BDT ci-après)	
Participation des membres du groupe aux réunions	Moyenne par participant ² 2x2.000 = 4.000 (voyage + indemnité journalière de subsistance)			2x12x2.000 = 48.000 ²
Locaux des réunions et appui local		Locaux et soutien logistique		
Interprétation simultanée ³		(2x5.000)		
Personnel national travaillant dans sa propre organisation	Personnel professionnel: 4 mois/homme Secrétariat: 4 mois/homme			
Personnel du BDT, pour le développement de la base de données et les services de conseils (y compris les coûts des missions)			Personnel professionnel: 3+3 ⁴ = 6 mois/homme = 72.000 Secrétariat: 4 mois/homme = 20.000	
Traduction et reproduction des documents et des rapports	1.000		10.000	
Communication et envois postaux	3.000		5.000	
Consultants				3 mois/homme = 45.000 ⁵
Total			110.000	93.000

¹ Peuvent dans certains cas et, dans une certaine mesure, inclure des crédits budgétaires de l'UIT affectés à des fins spéciales.

² Il s'agit d'un coût moyen estimatif par participant. Le coût réel dépendra de la distance entre le siège de l'organisation du participant et le lieu de la réunion. On part du principe qu'il faut en outre faire appel à d'autres sources de financement pour assurer la présence d'au moins un participant de tous les pays de la région (à l'exception des pays ayant un PIB/habitant > 3 000 \$ EU qui sont censés prendre à leur charge le coût de leur propre participation).

³ L'estimation des coûts pour l'interprétation simultanée (le cas échéant) est fondée sur le recrutement d'interprètes locaux.

⁴ 3 mois/homme, personnel du siège + 3 mois/homme, personnel du Bureau régional.

⁵ Pourrait être fourni en nature et en espèces.

Le coût de l'organisation et de tenue des séminaires, ateliers et cours (voir "décide" 7.c)) dépendra bien évidemment de leur durée, des besoins de matériel et de spécialistes/instructeurs, de la disponibilité de programmes et de matériels de formation professionnelle déjà mis au point, etc. L'estimation indicative des coûts repose sur l'hypothèse suivante:

- une durée moyenne de 2 semaines pour un séminaire/atelier/cours de formation;
- deux spécialistes/instructeurs: 1 mois pour la préparation (et suivi) et deux semaines pour faciliter les activités du séminaire/de l'atelier (= 2x1,5 mois/homme). L'un d'eux pourrait être un fonctionnaire de l'UIT;
- les séminaires/ateliers sont dispensés dans une seule langue (la formation professionnelle multilingue est beaucoup moins efficace et l'interprétation simultanée extrêmement coûteuse);
- le matériel nécessaire est disponible dans l'institut qui accueille le séminaire/atelier/cours de formation.

Estimation des coûts pour un séminaire/atelier/cours monolingue⁶

Durée: (deux semaines) avec 2 participants/pays
(dollars EU)

Rubrique	Pays participants/ organisations participantes	Pays hôte (par rotation)	BDT (Budget ordinaire)	Autres sources ⁷
Voyage + indemnité journalière de subsistance (15 jours)	2.800 par participant ⁸			2.800x24 = 67.200 ²
Locaux de formation et appui local		Locaux de formation et appui logistique		
Personnel du BDT, y compris coût des missions et participation au cours ³			Personnel professionnel: 1,5 mois/homme = 18.000 Secrétariat: 1 mois/homme = 5.000	
Traduction et reproduction			10.000	
Communication et envois postaux			1.000	
Consultants			1,5 mois/homme = 22.500 ⁹	
Total			56.500	67.200

Etant donné qu'elle dispose de ressources limitées et qu'il faudra peut-être prévoir de dispenser des cours de formation à la lumière des propositions qu'examinera la Conférence AR-RDC, sans oublier en outre qu'il incombe d'appuyer les activités de formation visées dans les Résolutions adoptées par les Conférences régionales de développement (passées et futures), l'UIT ne pourra probablement organiser qu'un seul cours par an pour les Etats arabes dans le cadre de la présente proposition (qui vient s'ajouter aux autres cours découlant d'autres propositions), même si un certain nombre de cours considérés comme urgents ont déjà été recensés (voir "décide" 7.c)). Au cas où il serait nécessaire de tenir plus d'un séminaire/atelier/cours par an, la plupart des apports en matière de spécialistes devraient être fournis par d'autres sources et la participation de l'UIT s'en trouverait donc réduite. Des propositions de cours pourraient être élaborées dans le cadre du réseau GRH/DRH, sous la forme de projets séparés et il pourrait être demandé à l'UIT de contribuer à la mobilisation des ressources financières ou de l'assistance en nature supplémentaires qui seraient nécessaires à la mise en oeuvre de ces propositions.

⁶ Cela suppose qu'il faudra peut-être que le même séminaire/atelier/cours ait lieu deux fois (anglais/français et/ou arabe). Les cours monolingues sont plus efficaces que les cours avec interprétation simultanée, prestation supplémentaire qui fait, par ailleurs, augmenter considérablement le coût (environ 15.000 dollars EU pour deux semaines).

⁷ Peuvent dans certains cas et, dans une certaine mesure, inclure des crédits budgétaires de l'UIT affectés à des fins spéciales.

⁸ Il s'agit d'un coût moyen estimatif par participant. Le coût réel dépendra de la distance entre le siège de l'organisation du participant et le lieu de la réunion. L'estimation des fonds nécessaires pour les bourses financées sous "Autres sources" repose sur l'attribution de deux bourses par pays ayant un PIB par habitant < 3.000 dollars EU (à l'exception du pays hôte).

⁹ Il faudra peut-être faire appel à d'autres sources, en fonction des fonds dont dispose l'UIT pour des missions de consultants de courte durée.

L'élaboration conjointe de programmes et de cours de formation professionnelle types et la mise à jour d'une base de données régionale, où l'on verserait des informations sur les cours et les possibilités de formation disponibles ("décide" 7.e)), pourraient être coordonnées par le réseau GRH/DRH (voir les coûts estimatifs ci-dessus); l'UIT pourrait se charger de la mise à jour de la base de données régionale. La conception de programmes et de cours de formation est une activité permanente de chaque Administration si bien que toute coopération dans ce domaine n'entraîne pas de dépenses supplémentaires (mais plutôt des économies). Toutefois, lorsqu'on ne dispose pas dans la région des experts nécessaires pour concevoir ces programmes et ces cours, il faut peut-être recourir à un financement extérieur (par exemple, des contributions "en nature"). Le réseau GRH/DRH pourrait formuler des propositions et établir des coûts estimatifs pour ces projets lorsque le besoin s'en ferait sentir ("décide" f)).

Si l'on exclut le coût de ces projets spécifiques et celui du projet d'élaboration de modèles, de plans d'action et d'outils de gestion et de développement de l'organisme (qui ne sont pas encore conçus) le coût total annuel d'exécution des activités proposées est estimé comme suit:

Rubrique	Pays participants/ organisations participantes	Pays hôte (par rotation)	BDT (budget ordinaire)	Autres sources ⁷
Exploitation et maintenance du réseau GRH/DRH	7.000 (mise à jour et maintenance SW et HW, traduction/coûts communs) + 4 mois/homme personnel professionnel + 4 mois/homme secrétariat (+ coût de la participation des pays dont le PIB > 3.000 dollars EU)	Locaux des réunions et soutien logistique (abstraction faite du coût de l'interprétation simultanée)	110.000 6 mois/homme personnel professionnel + 4 mois/homme secrétariat + mise à jour et maintenance SW et HW + traduction, reproduction et coût des communications	93.000 Voyage + indemnité journalière de subsistance pour les membres du réseau + 3 mois/homme consultants
Cours de formation	Coût de la participation des pays dont le PIB > 3.000 dollars EU	Locaux de formation et appui logistique	56.500 1,5 mois/homme personnel professionnel 1 mois/homme secrétariat personnel UIT + 1,5 mois/homme consultants + traduction, reproduction et coût des communications	67.200 Bourses
Total			166.500	160.200

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 12

**PROGRAMME D'ASSISTANCE SPECIALE
POUR LES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA)
DE LA REGION DES ETATS ARABES**

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 octobre 1992,

considérant

1. la politique générale d'assistance aux PMA de l'UIT et en particulier la Résolution N° 26 de la Conférence de plénipotentiaires de Nice (1989) qui:

"charge le Secrétaire général:

1. de continuer à examiner la situation des services de télécommunication dans les pays désignés par les Nations Unies comme étant les moins avancés et dont le développement des moyens de communication requiert des mesures spéciales;
 2. de présenter au Conseil d'administration un rapport exposant ses conclusions;
 3. de proposer des mesures concrètes dont l'application viserait à apporter de réelles améliorations et une assistance efficace aux pays dont il s'agit, en faisant appel au Programme volontaire spécial de coopération technique, aux ressources propres à l'Union et à d'autres sources;
 4. de présenter à ce sujet un rapport annuel au Conseil d'administration,";
2. la décision du système des Nations Unies d'accorder une assistance accrue aux PMA conformément au programme d'action en faveur des PMA adopté par la Conférence des Nations Unies qui s'est tenue à Paris en 1990;
 3. la recommandation 21 de la Commission de Haut Niveau (C.H.N.) qui dispose: "*Nous recommandons* que le BDT (Bureau de développement des télécommunications) s'intéresse spécialement aux besoins des pays les moins avancés",

notant

1. que l'Union a ouvert sur ses propres fonds un crédit d'un montant de 2,2 millions de francs suisses en 1992 et de 2,3 millions de francs suisses en 1993 pour les PMA; que ces sommes, si elles ne sont pas considérables, joueront un rôle de catalyseur; que les PMA devraient aussi bénéficier de crédits provenant du Programme volontaire spécial de coopération technique et d'autres sources; qu'il a été proposé d'affecter environ 60 à 75% des fonds destinés aux PMA à des activités concertées en faveur de plusieurs de ces pays et de garder le reste en réserve pour répondre à des demandes spécifiques et pour faire face aux différentes activités imprévues, y compris les interventions d'urgence;
2. qu'il y a actuellement 48 PMA¹ dans le monde, dont 29 se trouvent en Afrique (au sud du Sahara), 13 dans la Région de l'Asie et du Pacifique, cinq dans la Région des Etats arabes² et un dans la Région des Amériques;

¹ La Namibie, considérée comme un PMA en application de la Résolution 45/198 de l'Assemblée générale des Nations Unies, est comprise dans ce nombre.

3. que la situation actuelle des télécommunications est différente dans chaque PMA de la Région des pays arabes et qu'il n'y a guère de place pour des comparaisons générales, mais que force est de constater que celle de Djibouti et du Yémen est nettement plus favorable que celle des trois autres pays de la Région; qu'en Somalie le réseau a pour ainsi dire été détruit en totalité, essentiellement à la suite de la récente guerre civile; que dans le sud du Soudan le réseau a là aussi été ravagé par la guerre civile, tandis qu'au nord les services sont modestes et se limitent pour l'essentiel aux villes et aux zones urbaines; qu'en Mauritanie la pénétration des services est extrêmement lente et que les réseaux ruraux sont quasiment inexistants; et qu'il conviendrait donc d'axer les efforts sur la Mauritanie, la Somalie et le Soudan;
4. qu'à sa 47e session en juin/juillet 1992 le Conseil d'administration a adopté une approche programmée pour la fourniture de l'assistance de l'UIT aux PMA; que ce programme, qui comprend quatre grands volets (gestion, maintenance, planification et formation), est présenté à l'Annexe 1 du présent document; que les PMA de la Région des pays arabes bénéficieront donc de toutes les activités du programme; et qu'une partie des crédits affectés aux centres de formation régionaux sera utilisée pendant la période de programmation 1992-1994 au bénéfice des activités concertées de formation des PMA de la Région des pays arabes,

décide

1. de demander à l'UIT d'augmenter les crédits destinés aux PMA dans son budget ordinaire afin d'en renforcer l'impact;
2. d'inviter les Etats Membres à fournir une assistance aux PMA pour que ces derniers puissent développer leurs réseaux de télécommunication;
3. d'inviter le BDT à coopérer avec les Etats arabes pour examiner la situation des télécommunications dans les PMA de la Région des pays arabes afin d'adopter des stratégies propres à améliorer réellement les services de télécommunication.
4. d'approuver les deux projets régionaux, mentionnés ci-dessous, qui ont été demandés par quatre pays du groupe des PMA arabes (Djibouti, Somalie, Soudan et Yémen) et pour lesquels un financement est recherché au travers du PNUD et/ou d'autres sources:
 - a) le projet Telecommunication Modern Training (TRAINTEL) pour lequel le Centre de formation de Sana'a sert de siège et de centre d'activités (voir Appendice 1);
 - b) le projet régional de développement des services de télécommunication maritimes dans les pays les moins avancés de la Région des pays arabes situés sur les rives de la Mer rouge et de la Corne d'Afrique, pour lequel Djibouti sert de siège et de centre d'activités (voir Appendice 2),
5. d'étudier la possibilité pour la Mauritanie de se joindre aux projets mentionnés ci-dessus,

² Ce chiffre comprend cinq Etats arabes, quatre en Afrique (Djibouti, Mauritanie, Somalie et Soudan) et un en Asie (Yémen).

demande instamment:

- aux administrations Membres intéressées;
- à la Ligue des Etats arabes et à toutes les organisations régionales intéressées;
- aux fonds et banques de développement, en particulier au Fonds arabe de développement économique et social (FADES);
- au PNUD, à l'UIT et aux organismes et fonds publics de développement ainsi qu'aux autres partenaires intéressés,

de participer aux deux projets mentionnés ci-dessus et d'en aider financièrement la réalisation.

PROJET REGIONAL DE FORMATION AUX NOUVELLES DISCIPLINES
DES TELECOMMUNICATIONS DANS LES PAYS ARABES LES MOINS AVANCES¹

DESCRIPTIF DE PROJET

Code et titre : RAB/92/001/A/01/20
Formation aux nouvelles disciplines des télécommunications
(TRAINTEL)

Durée : 36 mois

Site du projet : Sana'a, République du Yémen

Secteur et sous-secteur : Transport & communications (06)
CAC/PNUD Télécommunications (0660)

Secteur et sous-secteur : Communications
gouvernementaux Télécommunications

Agents gouvernementaux d'exécution:
Administrations des télécommunications des pays
participants (Djibouti, Somalie, Soudan et Yémen)

Agent d'exécution: Union internationale des
télécommunications (UIT)

Date approximative de lancement: 1.01.93

Apports gouvernementaux (en \$ E.U.):
(en nature) : 593 000
(en espèces) :

<u>Contribution du PNUD et participation aux coûts</u>	
PNUD	
CIP	\$ -
Autres	\$ -
Participation aux coûts du gouvernement ou de tiers	\$ -
Total de la contribution du PNUD et de la participation aux coûts	\$ 852 000

Brève description: Aider à satisfaire les besoins de formation dans les nouvelles disciplines des télécommunications et instaurer un mécanisme de collaboration entre les centres professionnels des télécommunications dans les pays participants. Il s'agit principalement d'un projet de formation.

Au nom de	Signatures	Date	Nom/Titre
Gouvernement:	_____	_____	_____
Agent d'exécution:	_____	_____	_____
PNUD:	_____	_____	_____

Taux officiel de change de l'ONU à la date de la signature du descriptif de projet:
1 \$ E.U. =

¹ Cette proposition est en cours d'étude par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

D. OBJECTIF(S) IMMEDIAT(S), RESULTATS ET ACTIVITES*
--

D.1: Objectif immédiat

Organiser des cours de formation dans les nouvelles disciplines des télécommunications selon les besoins communs des administrations participantes.

D.1.1: Résultats

D.1.1.1: Formation de 120 fonctionnaires des administrations participantes dans différentes disciplines des télécommunications.

D.1.1.2: Formation de 12 instructeurs nationaux yéménites par des spécialistes internationaux pendant la préparation des cours et/ou le cours lui-même.

Activités:

Chaque spécialiste international (consultant) assurera la formation d'un instructeur national yéménite, en le faisant participer à la préparation et au déroulement du cours.

D.1.1.1: Des spécialistes internationaux donneront un cours sur l'ingénierie du trafic à l'UIT (durée 4 semaines) 3 m-h

D.1.1.2: Des spécialistes internationaux donneront un cours sur les mesures du trafic à l'UIT (durée 4 semaines) 3 m-h

D.1.1.3: Des spécialistes internationaux donneront un cours d'initiation générale à la gestion des fréquences (durée 8 semaines) 3 m-h

D.1.1.4: Des spécialistes internationaux donneront un cours sur la gestion des fréquences (assisté par ordinateur) (durée 8 semaines) 5 m-h

D.1.1.5: Des spécialistes internationaux donneront un cours sur les systèmes de signalisation (R2, N° 5 et N° 7) (durée 4 semaines) 4 m-h

D.1.1.6: Des spécialistes internationaux donneront un cours sur les applications de l'ordinateur à l'administration du personnel, la comptabilité, la gestion des stocks, les services de renseignements et de consultation d'annuaire et la gestion de projets (durée 8 semaines) 6 m-h

D.1.1.7: Des spécialistes internationaux donneront un cours sur la planification des réseaux (assisté par ordinateur), axé sur les réseaux numériques (durée 4 semaines) 3 m-h

D.1.1.8: Des spécialistes internationaux donneront un cours sur l'utilisation des fibres optiques en télécommunication (durée 8 semaines) 6 m-h

D.1.1.9: Des spécialistes internationaux donneront un cours sur la planification des réseaux ruraux (durée 8 semaines) 6 m-h

D.1.1.10: Quatre autres cours seront donnés par des spécialistes de l'UIT, ce qui évitera de puiser dans le budget du projet pour faire appel à des concours extérieurs 4 m-h

Les quatre cours donnés seront les suivants:

- cours de gestion de la formation 2 semaines

- cours destiné aux instructeurs chargés d'assurer la formation 2 semaines

- cours de conception de cours 4 semaines

(en deux périodes de deux semaines chacune, à 3 mois d'intervalle).

* Note : Toutes les sections du document concernant le Projet de l'UNDP ne sont pas reproduites ci-dessous.

E. APPORTS

E.1: Apports gouvernementaux

E.1.1: Contribution en nature

E.1.1.1: Yémen (pays hôte)

- Nomination d'un Coordinateur de projet à plein temps financé sur un budget autre que celui du projet (dépense équivalant à 36 000 \$ E.U.).
- Liberté pour le personnel de l'UIT et les participants des pays membres du projet de se rendre dans le pays hôte, d'y circuler et d'en repartir lorsqu'ils visitent ce pays pour des raisons en rapport avec les activités du projet.
- Chambres et mobilier convenables, installations de télécommunication, gratuité des services téléphoniques, télégraphiques, télex et télécopieur pour le trafic local, national, régional et international avec l'agent d'exécution et avec les autres pays Membres (dépense équivalant à 36 000 \$ E.U.).
- Mettre à disposition des locaux pour les réunions et organiser sur son territoire au moins une fois par an la réunion annuelle de la Commission de direction, qui équivaut à la réunion d'examen tripartite pour un projet régional (dépense équivalant à 18 000 \$ E.U.).
- Mettre à disposition des moyens appropriés pour la formation ainsi que le personnel national qualifié voulu pour aider à la mise en oeuvre des activités de formation dans le cadre des cours (dépense équivalant à 21 000 \$ E.U.).
- Accueillir en tant que pensionnaires deux stagiaires de chaque pays participant pour chaque cours (dépense équivalant à 292 000 \$ E.U., sur la base d'une indemnité quotidienne de subsistance de 75% à Sana'a).
- Détacher un minimum de 4 stagiaires nationaux pour chaque cours (dépense équivalant à 46 000 \$ E.U.).
- Fournir tous autres apports matériels ou appui administratif nécessaires au bon fonctionnement des activités du projet (dépense équivalant à 18 000 \$ E.U.).

E.1.1.2: Autres pays participants

- Désignation d'homologues nationaux dans le cadre du projet dans les pays participants (dépense équivalant à 18 000 \$ E.U.).
- Détacher deux stagiaires par pays pour chaque cours et payer leurs traitements et leurs cotisations d'assurance maladie pendant leur séjour à l'étranger (dépense équivalant à 24 000 \$ E.U.).

E.2: Apports de l'agent d'exécution (UIT)

- Soutien normal.
- 4 m-h de spécialistes UIT pour diriger les activités mentionnées en D.1.1.10 (dépense équivalant à 48 000 \$ E.U., imputable sur le budget UIT/BDT).
- Possibilité de participation aux coûts dans le budget total du Projet.

E.3: Apports du PNUD

<u>Rubrique budgétaire:</u>		<u>En \$ E.U.</u>
11.99	Personnel international engagé au titre du projet (conférenciers) 42 m-h	504 000 ¹
13.	Dépenses de soutien administratif	36 000
15.	Voyages	6 000
16.	Autres dépenses	30 000
39.	Réunions et formation	166 000 ²
31	Réunions (3)	30 000
32	Formation en groupe (pour 102 m-h, compte tenu du prix des billets d'avion retour et d'une indemnité de 30 \$ E.U. par jour et par stagiaire pendant toute la durée du séjour à Sana'a)	136 000
49.	Equipements	20 000
59.	Divers, y compris traduction de certains ouvrages didactiques, établissement de rapports, etc.	90 000
Total (en \$ E.U.)		<hr/> 852 000

¹ Ce coût pourrait être réduit si le Programme de coopération technique pour les pays en développement (CTPD) met à disposition le personnel international.

² Le budget ordinaire de l'UIT pour les pays les moins avancés pourrait couvrir le coût total ou une partie.

Programme des Nations Unies pour le développement

PROJET REGIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS
MARITIMES DANS LES PAYS ARABES LES MOINS AVANCES BORDANT LA MER ROUGE ET
LA CORNE DE L'AFRIQUE

Descriptif du projet

Numéro et titre: RAB/92/002/A/01/20
Développement des télécommunications maritimes en mer Rouge
et dans la Corne de l'Afrique
(DEVMARTEL)

Durée: 24 mois

Lieu: Djibouti

Secteur CAC/PNUD: Transport et communications (06)
et sous-secteur: Télécommunications (0660)

Secteur public: Communications
et sous-secteur: Télécommunications

**Organismes d'exécution
du Gouvernement:**

Administrations des télécommunications et
Autorités portuaires des pays participants
(Djibouti, Somalie, Soudan, Yémen) avec
l'appui et le soutien de l'Egypte et de l'Arabie
saoudite

<u>Financement du PNUD et participation aux coûts</u>	
CIP	
Divers	-
Gouvernement ou Tiers	
Participation aux coûts	-
PNUD et participation aux coûts	
Total	\$ 284.000

Agent d'exécution: Union internationale
des télécommunications (UIT)

Début (date approximative): 1er janvier 1993

Apports du Gouvernement (en dollars des Etats-Unis d'Amérique):
(en nature): 174.000
(en espèces):

Brève description: Le projet est conçu pour aider les autorités concernées des pays arabes les moins avancés bordant la mer Rouge et la Corne de l'Afrique à améliorer leurs télécommunications portuaires maritimes. Le projet sera axé sur l'aide directe.

Au nom	Signature	Date	Nom/Titre
du Gouvernement:	_____	_____	_____
de l'Agent d'exécution:	_____	_____	_____

Taux de change officiel des Nations Unies à la date de la signature du descriptif de projet:
1,00 dollar des Etats-Unis d'Amérique =

1. Historique et exposé des faits

- 1.1 Le projet RAB/86/028 TELDEV (UIT/PNUD): "Coordination du développement des télécommunications dans les PMA de la région arabe et en Ethiopie", appuyé par l'Egypte et l'Arabie saoudite, prévoyait la mise en place d'une étude sur l'état de l'infrastructure et des services de radiocommunications maritimes dans cinq pays - Djibouti, Ethiopie, Somalie, Soudan et Yémen - tout en notant que l'Egypte et l'Arabie saoudite disposaient déjà d'excellents équipements de radiocommunications maritimes. L'étude met en lumière les principales carences des services de radiocommunications maritimes dans ces pays et contient des propositions en vue de leur amélioration. Les participants à la deuxième réunion annuelle d'examen du projet (Djibouti 18-20 février 1990) ont approuvé un ensemble de recommandations allant dans ce sens et ont demandé la convocation d'une réunion spéciale chargée d'examiner la mise en oeuvre de ces recommandations. Cette réunion n'a pas eu lieu en raison de la crise qu'a connue la région et les activités entreprises dans le cadre du projet TELDEV se sont achevées en mars 1991.
- 1.2 En 1988, la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS de 1974) a été modifiée de façon à introduire le système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) qui sera mis en oeuvre à compter du 1er février 1992 et jusqu'au 1er février 1999. Le SMDSM repose sur des systèmes automatisés: systèmes par satellite et systèmes de Terre. Il mettra l'accent non plus sur les communications de détresse navire-navire mais sur les alertes navire-côtière, ce qui suppose que l'on dispose dans le monde entier d'installations côtières fiables utilisant les dernières technologies des communications par satellite et de Terre. Dans cette optique, il est demandé aux Gouvernements contractants, dans l'un des amendements de la Convention SOLAS de 1974, de s'engager à mettre à disposition, soit individuellement, soit en coopération avec d'autres, des équipements côtiers appropriés (la même recommandation est faite dans le projet TELDEV).
- 1.3 Tous les pays de la région sont des PMA qui ont besoin d'une assistance internationale et notamment du soutien sans faille de l'Egypte et de l'Arabie saoudite, pour mettre en place les installations côtières du SMDSM dans les délais susmentionnés.
- 1.4 Tous ces pays ont besoin de disposer de radiocommunications maritimes efficaces à des fins commerciales ou de détresse et de sécurité pour renforcer les activités commerciales, l'efficacité des opérations de transport maritime et la sécurité de la vie en mer.
- 1.5 Les pays participants, convaincus qu'il est urgent d'améliorer rapidement leurs télécommunications maritimes et de mettre en oeuvre le SMDSM, ont adopté à cette fin la stratégie suivante:
- a) entreprendre conjointement l'amélioration de leurs télécommunications maritimes;
 - b) demander à l'UIT et au PNUD, ainsi qu'aux organisations régionales et internationales concernées, de les aider dans cette entreprise;
 - c) de demander à l'Egypte et à l'Arabie saoudite de participer à ce Projet en tant qu'observateurs afin de bénéficier de leur expérience.

D. OBJECTIFS IMMEDIATS, RESULTATS ET ACTIVITES*

D.1 Objectif immédiat

L'objectif immédiat est l'élaboration d'un plan directeur pour le développement des services de radiocommunications maritimes des pays arabes les moins avancés bordant la mer Rouge et la Corne de l'Afrique. Ce plan directeur comprendra une mise à jour des conclusions figurant dans le projet TELDEV, un plan d'amélioration des radiocommunications maritimes, les coûts/avantages et/ou raisons stratégiques justifiant le plan d'investissement proposé ainsi qu'un plan d'action.

* Note : Toutes les sections du document concernant le Projet de l'UNDP ne sont pas reproduites ci-dessous.

D.1.1 Résultats du projet

Pour chaque pays participant:

- un plan directeur mis à jour pour le développement des services de radiocommunications maritimes comprenant les renseignements techniques et financiers voulus pour rechercher les sources de financement ainsi que pour préparer les appels d'offres (résultat obtenu);
- deux spécialistes dans le domaine de la planification et du développement des radiocommunications maritimes en mesure de superviser/coordonner la mise en oeuvre des activités prévues au titre du plan directeur (formation).

ACTIVITES	RESPONSABLES
D.1.1.1. Adoption par le BDT du guide pour la formulation d'un plan directeur national pour le développement des services de radiocommunications maritimes dans cette sous-région.	UIT/BDT.
D.1.1.2. Nomination par chaque pays appartenant au groupe des PMA d'un coordonnateur national du projet et de son suppléant. Ces personnes seront chargées de l'élaboration du plan directeur. Nomination de représentants de l'Egypte et de l'Arabie saoudite chargés de veiller à la compatibilité des plans directeurs avec les installations existant dans leurs pays et de fournir également leur appui aux coordonnateurs nationaux des PMA.	Il serait préférable que le coordonnateur et son suppléant soient des ingénieurs en transmission, connaissant bien le domaine des radiocommunications maritimes.
D.1.1.3. Création, par chaque administration, d'un Groupe de travail chargé du développement des radiocommunications maritimes présidé par le coordonnateur national et dont feront partie des représentants des autorités responsables des opérations de recherche et de sauvetage, des responsables de l'administration portuaire et les principaux organismes de transport maritime.	Administration.
D.1.1.4. Organisation d'un cours de formation ayant les objectifs suivants: <ul style="list-style-type: none"> - fournir aux coordonnateurs nationaux des renseignements mis à jour sur les radiocommunications maritimes, y compris le SMDSM; - informer les coordonnateurs de l'utilisation du guide de la planification; et - examiner les conclusions et les propositions contenues dans le rapport de la deuxième réunion annuelle d'examen du projet TELDEV RAB/86/028. 	Participation au minimum du coordonnateur national et de son suppléant. Des experts de l'OMI, d'Inmarsat et d'autres organisations seront invités, sans compter les experts de l'UIT. L'Egypte et/ou l'Arabie saoudite seront peut-être priées de fournir les installations d'accueil et de détacher des experts pour ce cours.
D.1.1.5. Préparation par les coordonnateurs nationaux des projets de plan directeur. Conseil et appui fournis à la demande des administrations, selon les difficultés rencontrées au cours de ce travail. Des experts d'Egypte et d'Arabie saoudite seront peut-être priés d'aider.	Administrations et experts de l'UIT.
D.1.1.6. Elaboration et organisation d'un programme d'ateliers afin d'étudier les projets de plan directeur élaborés par les coordonnateurs. Une fois ces ateliers terminés, les plans directeurs devraient être arrêtés définitivement et publiés.	Des experts de l'OMI, d'Inmarsat et d'autres organisations seront invités, sans compter les experts de l'UIT. L'Egypte et/ou l'Arabie saoudite seront peut-être priées de fournir les installations d'accueil et de détacher des experts.

E. APPORTS

E.1 Apports du Gouvernement

E.1.1 Contribution en nature

E.1.1.1 Pays hôte

Nomination du Coordonnateur national et de son suppléant (qui assument aussi respectivement les fonctions de coordonnateur du projet et de suppléant, à plein temps), ainsi que du Groupe de travail: pas de frais imputables au Projet (équivalent à 36.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique).

E.1.1.2 Liberté de circulation garantie au personnel de l'UIT et aux participants des pays membres du Projet devant séjourner dans le pays hôte pour les besoins du Projet:

- Salles, mobilier, installations téléphoniques, gratuité des communications: téléphone, télégraphe, télex et télécopie pour le trafic local, national, régional et international avec l'Agent d'exécution et avec les autres pays membres (équivalent à 24.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique).
- Fourniture des installations nécessaires pour les réunions et accueil au moins une fois par an de la réunion annuelle du Comité directeur (l'équivalent d'une réunion tripartite d'examen d'un projet régional) (équivalent à 12.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique).
- Tout autre appui matériel et administratif pour assurer le bon fonctionnement des activités du Projet (équivalent à 12.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique).

E.1.1.3 Autres pays participants

- Nomination du Coordonnateur national du projet, de son suppléant et du Groupe de travail dans les pays participants (équivalent à 18.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique).
- Détachement de deux stagiaires par pays pour le cours et remboursement de leurs salaires et de l'assurance médicale pendant leur séjour à l'étranger (équivalent à 12.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique).

E.2 Apports de l'Agent d'exécution (UIT)

- Services d'appui normaux, y compris adoption du guide pour le plan directeur.
- 4 mois/homme d'expert maritime de l'UIT pour aider à la mise en oeuvre du Projet (équivalent à 48.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique, sur le budget UIT/BDT).
- Possibilité de partage des coûts dans le budget total du Projet.

E.3 Apports du PNUD

<u>Postes budgétaires:</u>		<u>en dollars des Etats-Unis d'Amérique</u>	
11.99	Personnel international engagé au titre du projet	8 mois/homme	120.000 ¹
13.	Dépenses d'appui administratif		24.000
15.	Voyage		6.000
16.	Divers		12.000
39.	Réunions et formation		50.000 ²
.31	Réunions (deux) durant chacune 3 jours ouvrables		20.000
.32	Formation de groupe	16 semaines/homme	30.000
49.	Equipement (pour le pays hôte)		10.000
59.	Divers (matériels de cours, établissement de rapports, etc.)		12.000
Total			<u>284.000</u>
(en dollars des Etats-Unis d'Amérique)			

¹ Ce coût pourrait être réduit si le personnel international pouvait être détaché dans le cadre du programme de coopération technique entre pays en développement (CTPD).

² Le budget ordinaire de l'UIT pour les PMA pourrait couvrir la totalité ou une partie de ce chiffre.

RESOLUTION AR-RDC/92 N° 13

LE GLOSSAIRE DE TERMES DES TELECOMMUNICATIONS EN ARABE DE L'UIT

La Conférence Régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 Octobre 1992,

considérant

1. que les objectifs actuels du Service linguistique arabe, compte dûment tenu du budget sont les suivants:
 - a) poursuivre l'accomplissement dans son programme de travail des tâches de traduction et de publication prévues par la Résolution N° 59 de la Conférence de plénipotentiaires (Nice, 1989);
 - b) poursuivre la mise en place d'un système informatique et des procédures pour les *travaux de terminologie* en cours (matériel, logiciel, ressources de traduction/révision/dactylographie) conformément au diagramme présenté en appendice;
 - c) actualiser et augmenter progressivement la base de données terminologiques arabes après *révision* des données utilisées pour le glossaire de 1987 (tâche à accomplir sur 4 ans compte tenu du niveau actuel du budget);
 - d) conserver et *tenir à jour* la base de données pour la terminologie arabe;
 - e) établir un nouveau glossaire arabe en 1997;
2. l'importance et l'urgence de la réduction à deux ans de la période de quatre ans prévue pour la publication du nouveau glossaire, nécessitant des ressources complémentaires d'environ 220.000 \$ E.U.;
3. l'importance de la normalisation de la terminologie au moyen de consultations, nécessitant des ressources complémentaires d'environ 300.000 \$ E.U.;
4. que le service arabe est déjà équipé d'ordinateurs Macintosh pour ses travaux de traduction. Les études en cours aboutiront à l'installation d'un système de gestion terminologique à base d'ordinateurs Macintosh, vers la fin de 1992 ou au début de 1993;
5. qu'il faudra également développer des procédures logicielles afin de pouvoir transférer des données entre la base de données terminologiques en anglais/français/espagnol - sur ordinateur central Siemens - et le système Macintosh;
6. que, avec les ressources existantes, le nouveau système ne sera pleinement opérationnel avant le deuxième trimestre de 1993,

décide

1. de ramener la période nécessaire pour actualiser et augmenter progressivement la base de données terminologiques arabes à deux ans environ;
2. d'établir un mécanisme pour la standardisation et approbation de la terminologie,

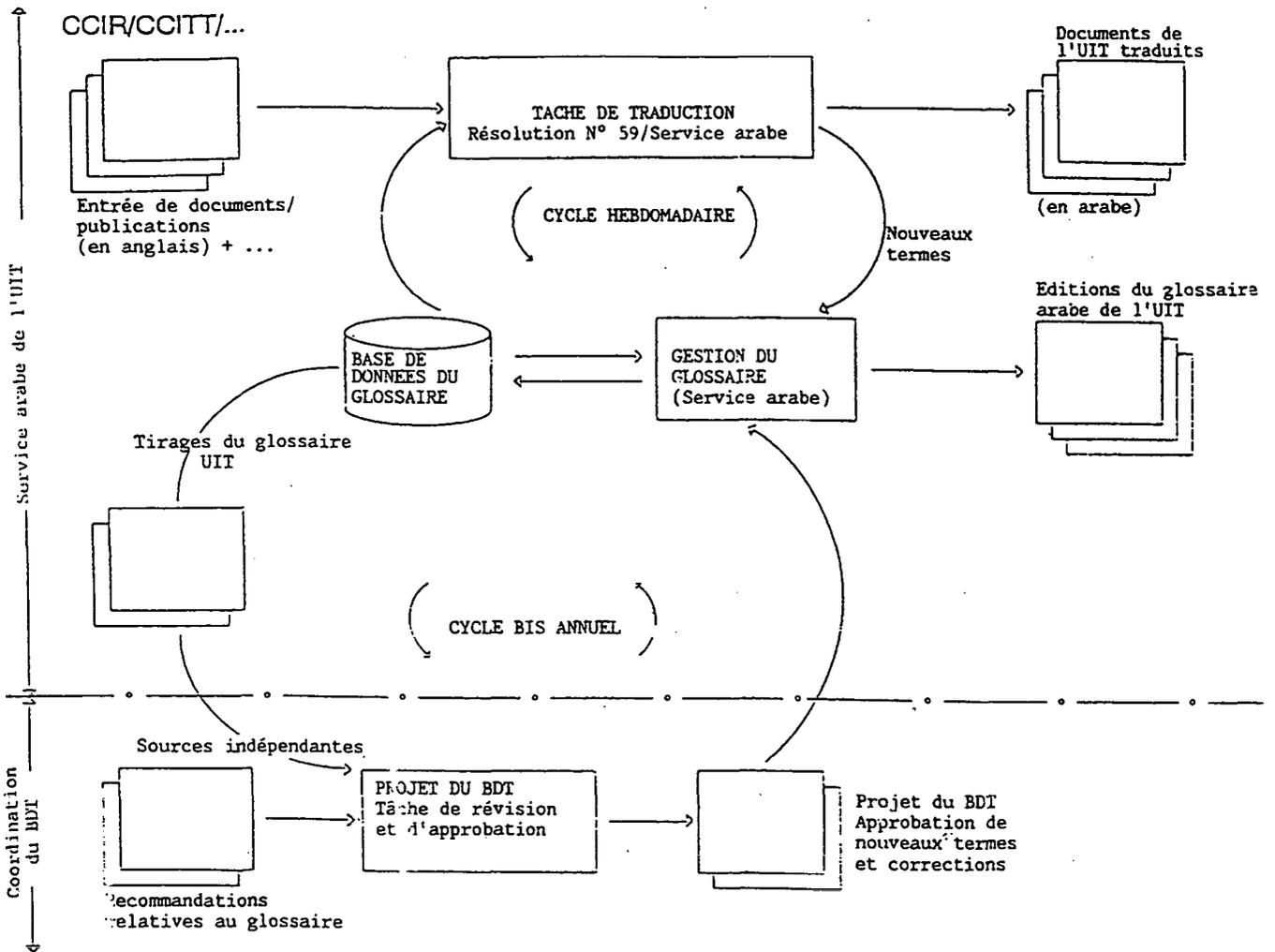
prie

le BDT de l'UIT d'élaborer un projet de développement régional pour la mise en oeuvre de cette résolution, le coût de ce projet étant provisoirement estimé à 520.000 \$ E.U. pour les deux années),

demande

aux administrations membres concernées, à la Ligue des Etats arabes et à toutes les organisations régionales concernées, aux fonds et aux banques de développement (en particulier le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)), au PNUD, à l'UIT, aux organismes et aux fonds de développement gouvernementaux, fabricants, ainsi qu'aux autres parties intéressées, de financer les activités a) et b) susmentionnées.

ORGANIGRAMME DU SYSTEME



RESOLUTION AR-RDC/92 N° 14

APPEL D'AIDE POUR LA SOMALIE ET LE SOUDAN

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25 - 29 octobre 1992,

considérant

1. les recommandations Nos. 29 et 30 de la Commission de Haut Niveau (CHN) appelant le Bureau de développement des télécommunications (BDT) à jouer un rôle catalyseur dans la mobilisation des ressources en faveur du développement des télécommunications;
2. la situation critique en Somalie et au Soudan,

notant

que le réseau de télécommunications a été gravement endommagé et que, dans certains cas, il a été complètement détruit, ce qui nécessite une assistance technique immédiate et des capitaux importants,

lance un appel

à la communauté mondiale - pays membres de la région, autres pays, institutions de financement du développement bilatérales et multilatérales - pour qu'elle apporte un soutien immédiat,

prie

le Président de l'AR-RDC et le Secrétaire général de l'UIT de porter immédiatement la présente Résolution à la connaissance de la communauté mondiale.

RECOMMANDATION AR-RDC/92 N° 1

RADIODIFFUSION ET TELECOMMUNICATIONS

Recommandation relative à l'utilisation optimale du réseau spatial arabe pour l'information, la culture et le développement

La Conférence Régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 Octobre 1992,

considérant

- l'insuffisance d'équipement de certaines stations terriennes qui ne sont pas dotées des moyens permettant de recevoir plusieurs programmes de télévision, qui ne disposent pas de plusieurs faisceaux hertziens reliant la station terrienne aux organismes de télévision ou d'équipements de transmission pour radiodiffusion sonore bien que de telles transmissions soient possibles via ARABSAT;
- le montant élevé des redevances d'utilisation du secteur terrien commercial que doivent payer les organismes de télévision et qui sont perçues par certaines administrations des télécommunications pour la transmission ou la réception de signaux vidéo via ARABSAT, alors que le Réseau spatial arabe et l'ASBU ont déployé des efforts qui ont permis une baisse des redevances afférentes au secteur spatial, grâce à l'affectation d'un canal de satellite aux échanges régionaux exploités par l'ASBU et ceci à des tarifs préférentiels;

et afin d'atteindre les objectifs fondamentaux suivants:

- l'abaissement des redevances afférentes au secteur terrien commercial à un niveau qui permette la transmission du plus grand nombre de programmes de télévision et de programmes radiophoniques via le Réseau spatial arabe et qui optimise son utilisation. Introduction de la souplesse adéquate dans les législations qui régissent l'utilisation des stations terriennes pour la réception et la transmission de programmes de télévision dans les pays arabes afin de favoriser l'utilisation effective des satellites arabes par les organismes de télévision;
- la mise en place d'un système d'échange de nouvelles et de programmes entre les membres de l'ASBU et la suppression de tous les obstacles qui empêcheraient de développer cet échange,

recommande

1. d'adopter les recommandations formulées par le Comité mixte arabe relatives à l'utilisation du Réseau spatial arabe pour l'information, le développement et la culture, et en particulier les recommandations adoptées par la 13ème Assemblée générale du Réseau spatial arabe (Alger, mai 1990) qui stipulent l'exemption pour les organismes de télévision arabes du paiement des redevances afférentes au secteur terrien (taxes commerciales) pour les nouvelles et les programmes transmis sur les canaux de télévision ARABSAT loués par l'ASBU. Les éventuelles redevances afférentes au secteur terrien qui seraient réclamées par une administration des télécommunications devraient revêtir un caractère promotionnel et être aussi basses que possible. Dans ce cas, le tarif de réservation quotidien moyen fixe pourrait servir de référence. L'exemption ou l'abaissement devrait aussi intéresser les circuits son de coordination associés à l'échange;
2. d'autoriser et favoriser l'acquisition, par les organismes de télévision arabes, de petites stations terriennes fixes ou mobiles pouvant être exploitées directement avec les satellites arabes, dans les Etats où ces stations n'existent pas;

3. de réglementer les procédures relatives à l'utilisation des équipements de transmission télévisuelle via ARABSAT par les particuliers et les communautés et fixer les règles et les règlements à cet effet, en particulier dans les pays arabes qui ne disposent pas d'une législation en la matière. Des efforts devraient être déployés pour favoriser la fabrication d'équipements de réception dans les pays arabes afin d'obtenir des gains économiques;
4. de prendre les mesures immédiates nécessaires pour équiper les stations arabes exploitées avec ARABSAT de moyens permettant la réception et la transmission simultanée de plusieurs programmes de télévision, et de coopérer avec les organismes de télévision pour disposer de plus d'une liaison terrestre reliant les stations terrestres aux organismes de télévision.

INTRODUCTION

Le monde moderne connaît actuellement une "révolution" dans les domaines des télécommunications et de la communication télévisuelle. D'après les experts les plus éminents le monde doit devenir un "petit village", c'est peut-être déjà une réalité.

Le téléspectateur ne se contente plus d'observer les événements mondiaux peu après qu'ils se soient produits, il veut y assister en direct. Cette évolution n'a pu être induite que par la "révolution" des communications. Aujourd'hui, l'espace fourmille de satellites relevant de divers systèmes si bien qu'INTELSAT ne jouit plus du monopole dont elle a longtemps bénéficié. Peu à peu, sont apparus de nouveaux systèmes internationaux et régionaux de télécommunications et une concurrence féconde s'est instaurée. Ces systèmes ont permis de simplifier les procédures et d'assouplir les règles strictes qui régissaient les transmissions télévisuelles, tout en conduisant à une baisse des coûts. Il existe maintenant des stations terriennes transportables et autonomes qui peuvent accompagner les radiodiffuseurs dans leurs déplacements exactement comme s'ils faisaient partie de leurs bagages personnels. Ces stations peuvent être rapidement et facilement déployées sur les lieux de reportage et transmettre des images sur des canaux réservés vers les organismes de télévision.

Parfaitement conscientes de leur responsabilité, les administrations des télécommunications ont progressivement commencé à prendre en compte ces nouveaux développements et à collaborer avec des organismes de télévision. Elles ont ainsi simplifié la réglementation qui freinait l'utilisation effective des satellites. Entre télédiffuseurs et télécommunicants la relation fournisseur-client a laissé la place à un réel partenariat. Les organismes de télévision ont pu ainsi acquérir des stations d'émission ou de réception et des équipements qui, auparavant, relevaient du monopole exclusif des administrations de télécommunication.

Ce partenariat s'est aussi étendu aux administrations internationales et régionales de télécommunication pour ce qui est du choix, de la mise à disposition et de la réservation de canaux satellite spécialement affectés. Il a permis la fixation et l'abaissement des tarifs dans l'intérêt des radiodiffuseurs.

Dans le cadre de cette relation, la Conférence de radiodiffusion interunions a mis en place un Groupe interunions d'exploitation des satellites (ISOG) chargé d'étudier les sujets relatifs à l'exploitation des satellites. Suite à ses études, le Groupe ISOG a entamé des négociations avec INTELSAT et les signataires pour rechercher des solutions appropriées.

Dans les pays arabes, les stations terriennes exploitées dans le cadre de systèmes de télécommunications internationales par satellite, ont été mises en place à la fin des années 60 et au début des années 70. Cependant, l'intérêt des autorités responsables de ces stations portait essentiellement sur le service télex et le service téléphonique. Ces stations convenaient parfaitement aux transmissions télévisuelles, mais leur utilisation était strictement limitée aux télécommunications pour diverses raisons et notamment le manque d'expérience, les coûts élevés et la non-existence d'équipements spécialisés ou les mauvaises performances des équipements disponibles. Dans certains cas, il n'existait même pas de faisceau hertzien reliant les stations aux organismes de télévision et certaines de ces stations ne disposaient même pas d'équipement télex qui, à l'époque, constituait la base des télécommunications.

Malgré ce contexte défavorable, les organismes de télévision arabes conscients de l'importance de ces nouveaux développements, dès 1972-73, envisageaient, au sein de l'Union de radiodiffusion des États arabes (ASBU), la mise en place future d'un système d'échange de nouvelles et de programmes et la couverture des événements mondiaux en réception par des systèmes à satellites. Cependant, la principale réalisation du monde arabe fut la mise en place du Réseau spatial arabe.

LE RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS SPATIALES ARABE

I. Mise en place du Réseau spatial arabe

En 1967, les ministres arabes de l'information préconisaient le lancement d'un satellite arabe pour assurer l'échange de programmes entre les organismes de radiodiffusion sonore et télévisuelle arabes. Les ministres des télécommunications arabes pour leur part, parfaitement

conscients des développements dans le monde, décidaient de doter le monde arabe d'un Réseau spatial arabe et prenaient les dispositions nécessaires qui devaient aboutir à la création de l'Organisation arabe pour les liaisons spatiales (ARABSAT).

II. L'Union de radiodiffusion des états arabes (ASBU) et le Réseau spatial arabe

L'Union de radiodiffusion des Etats arabes a réagi positivement aux nouveaux développements et pris les décisions suivantes:

1. Toutes les opérations de transmission et de réception entre organismes de télévision arabes concernant des événements ayant lieu dans le monde arabe doivent être effectuées par l'intermédiaire du Réseau spatial arabe.
2. Toutes les transmissions d'événements mondiaux importants doivent s'effectuer par l'intermédiaire du Réseau spatial arabe.
3. Mise en place d'un système d'échange des nouvelles et de programmes par l'intermédiaire d'Arabsat qui devient opérationnel le 1er octobre 1985.
4. Mise en place d'un Centre d'échange des nouvelles et des programmes à Alger qui devient opérationnel le 11 mars 1987.
5. Instauration d'une coopération avec l'Union arabe des télécommunications afin d'obtenir des tarifs préférentiels pour les programmes coordonnés et échangés par l'intermédiaire d'Arabsat.
6. Location d'un canal de télévision permanent sur le satellite Arabsat réservé à une utilisation régionale. Tous les échanges de nouvelles et de programmes entre les organisations membres ainsi que tous les échanges de nouvelles mondiales importantes s'effectueront sur ce canal.
7. Les organisations membres sont invitées à louer des canaux sur le satellite Arabsat pour la radiodiffusion sonore et télévisuelle nationale.

III. Contraintes freinant l'utilisation du Réseau spatial arabe par l'ASBU

Les contraintes qui empêchent l'ASBU de bénéficier pleinement des possibilités offertes par Arabsat en matière d'information, de culture et de développement peuvent être résumées comme suit:

1. Retard dans l'achèvement de stations terriennes reliées à Arabsat en particulier au cours des trois premières années (1985-1987) du service par satellite. En outre, certaines stations terriennes n'étaient pas équipées pour la réception simultanée de plusieurs programmes de télévision alors que de nombreux autres canaux de télévision étaient disponibles sur le satellite. Il est absolument nécessaire et même vital de doter les stations terriennes d'équipements leur permettant de recevoir plusieurs programmes de télévision et de mettre en place plusieurs faisceaux hertziens reliant les stations terriennes aux organismes de télévision. En effet, bien souvent, il peut assurer deux transmissions télévisuelles simultanées sur Arabsat. Au cours de la dernière coupe mondiale de football - Italie 90 - plusieurs matchs ont été transmis simultanément dans le cadre de l'offre de nouvelles périodique normale (l'offre quotidienne arabe et l'offre Eurovision - EVN-1).

En outre, certaines stations terriennes ne sont plus livrées avec l'équipement nécessaire pour réception et la transmission des programmes radiophoniques, bien que le satellite arabe soit en mesure de le faire.

2. Prix élevé des services par satellite

Les tarifs de base des liaisons montantes et descendantes sont calculés en prenant en considération les éléments suivants:

- a) **Le secteur spatial:** utilisation du satellite ARABSAT (ou INTELSAT) lui-même au tarif de 8 \$ EU/minute (INTELSAT a récemment abaissé son tarif à 6,50 \$ EU/minute).
- b) **Le secteur terrien:** redevance payée aux administrations des télécommunications (propriétaires des stations terriennes); elle diffère d'un pays à un autre, mais elle est souvent très élevée (comprise entre 30-40 \$ EU/minute). Certains organismes de télévision se sont vu imposer le paiement de 1.000 \$ pour les 10 premières minutes. Etant donné que la part du secteur spatial dans une telle somme n'est que de 80 \$, la part réservée à l'administration des télécommunications atteint 920 \$, somme beaucoup trop élevée que rien ne saurait justifier, et particulièrement lorsqu'il s'agit d'une seule liaison.

L'ASBU a déployé des efforts considérables en coopération avec l'ATU afin d'obtenir des tarifs préférentiels pour la transmission de nouvelles et de programmes télévisuels via ARABSAT. L'ATU a, de son côté, appelé les administrations arabes des télécommunications à s'engager à appliquer des tarifs préférentiels. Cependant, tous ces efforts n'ont pas permis de ramener les tarifs de transmission via ARABSAT en dessous du seuil acceptable pour les organismes de télévision arabes qui sont des entités publiques sans ressources commerciales et qui dépendent pour la plupart totalement de l'état. L'ASBU devrait donc rechercher une autre solution pour aboutir à une baisse des tarifs. L'ASBU a loué un canal de télévision permanent sur le satellite Arab pour un million de dollars. On espérait que cette mesure favoriserait les échanges, particulièrement en ce sens où elle permettrait de régler la situation en ce qui concerne l'utilisation du secteur spatial. Cependant, cette tentative est restée incomplète car les autres mesures ne furent pas prises afin d'assurer l'utilisation optimale du satellite Arab. Il fallait pour cela exempter les programmes de télévision échangés via ARABSAT des taxes du secteur terrien ou les ramener à un niveau minimal. Ce point a été examiné à la 13ème Assemblée générale de l'Organisation de télécommunication spatiale arabe (Alger, mai 1990) qui a adopté les Résolutions suivantes:

- Afin de répondre à la demande formulée par le Comité mixte arabe pour l'utilisation du Réseau spatial arabe pour l'information, la culture et le développement, les administrations de télécommunication responsables du secteur terrestre du réseau spatial arabe (la station terrienne et la liaison entre le studio et la station) sont invitées à exempter les organismes de radiodiffusion des pays qui utilisent les satellites arabes des redevances afférentes au secteur terrien ou à appliquer des tarifs préférentiels minimum. L'exemption ou la réduction des redevances devrait également s'appliquer aux circuits son de coordination utilisés pour faciliter l'échange des programmes. Le Comité espère que toutes les administrations de télécommunication accorderont à cette demande la considération qui lui est due en tant que moyen de favoriser l'utilisation des services offerts par le réseau spatial arabe.
- A cet égard et juste après avoir signé le contrat de location pour le canal de télévision 23 sur ARABSAT, l'ASBU a invité tous les organismes de télévision arabes à signer un accord conductible tous les ans avec les administrations de télécommunication dans leurs pays respectifs qui couvrirait le secteur terrestre du trafic sur le canal loué. L'ASBU a également demandé à tous les ministres arabes des postes et télécommunications d'autoriser aux administrations de conclure de tels accords. Il est évident que la location du canal a résolu les problèmes du secteur spatial. Le problème du secteur terrien pour l'échange de programmes et de nouvelles sur le canal loué reste l'obstacle majeur qui empêche l'utilisation d'ARABSAT dans le sens souhaité par toutes les parties. Il est même impossible pour certains pays arabes (Djibouti, Mauritanie, etc.) de recevoir et de bénéficier de la diffusion et de l'échange, de nouvelles et de programmes sur ce canal, malgré le fait que le coût du secteur spatial pour un tel échange est couvert par la location du canal.

3. Un grand nombre d'organismes de télévision arabes ne sont pas encore connectés au Centre d'échange de nouvelles et de programmes télévisuels de l'ASBU d'Alger où une matrice audio 30x30 à 4 fils a été mise en place. L'ASBU a également conclu un accord avec l'administration des télécommunications d'Algérie aux termes duquel 18 circuits radiophoniques bidirectionnels sont loués sur ARABSAT. L'ASBU finance totalement le coût des secteurs spatial et terrien pour la liaison montante et celui du secteur terrien pour la liaison descendante. Le coût du secteur terrien pour la liaison descendante reste à la charge des bénéficiaires eux-mêmes. Néanmoins, certaines administrations de télécommunication de certains pays arabes ont facturé aux organismes de télévision des taxes énormes pour l'utilisation du secteur terrien de la liaison descendante, ce qui a amené ces organismes à renoncer à la mise en place des liaisons son nécessaires bien qu'un circuit son ait été disponible dans les stations terriennes de leur pays. Il est inutile de préciser que les circuits son sont essentiels pour les opérations de coordination et permettent à chaque organisme de télévision de converser et de se coordonner avec les autres organismes via le Centre. Ce Centre doit permettre d'intensifier l'échange de nouvelles et de programmes ainsi que la réalisation de programmes radiophoniques périodiques et la tenue de téléconférences techniques.

L'ASBU a toujours accordé une grande importance à l'utilisation du Réseau spatial arabe pour l'information, la culture et le développement. A cet égard, l'ASBU a exposé les problèmes et énuméré les contraintes qui font obstacle à l'utilisation optimale du Réseau lors de réunions au cours desquelles elle a invité les participants à rechercher des solutions. Il s'agit des manifestations suivantes:

- Réunion du Comité mixte arabe sur l'utilisation du Réseau spatial pour l'information, la culture et le développement (Tunis, 24-25 juillet 1991).
- Réunion du Comité des experts arabes en information et en communication sur l'utilisation optimale du Réseau spatial arabe (Le Caire, 11-13 mai 1992).
- Comité permanent de l'information arabe (Le Caire, 16-18 février 1992).
- Conseil des ministres arabes de l'information (Le Caire, 19-20 septembre 1992).

Les participants ont adopté les directives et les recommandations qui doivent permettre à une utilisation optimale du Réseau spatial arabe pour l'information, la culture et le développement.

RECOMMANDATION AR-RDC/92 N° 2

HARMONISATION ET NORMALISATION DES RESEAUX

La Conférence régionale de développement des télécommunications pour les Etats arabes,
Le Caire, 25-29 octobre 1992,

considérant

1. L'état actuel du développement des infrastructures ainsi que les techniques et services disponibles;
2. que des normes compatibles contribuent à améliorer l'efficacité des réseaux de communication publics;
3. que les normes ont un effet direct sur le développement commercial et économique aux niveaux national, régional et mondial;
4. qu'apparaissent de nouvelles techniques qui pourraient permettre de remédier aux problèmes d'infrastructure mais que, sans normes communes, les réseaux publics de communication ne pourront pas être interconnectés,

ayant eu connaissance

des Recommandations de la Commission de Haut Niveau (C.H.N.) visant à établir un Secteur de la normalisation doté de responsabilités fonctionnelles appropriées,

préoccupé

de ce que les marchés mondiaux seront lourdement handicapés par des normes de communication incompatibles,

recommande

1. que les Administrations de la Région devraient continuer à envisager l'application de normes mondialement reconnues permettant un maximum d'interconnexion et d'interfonctionnement des réseaux publics;
2. que les Administrations de la Région devraient essayer de sensibiliser les organismes régionaux et internationaux à la nécessité de normes mondiales pour faire en sorte que les nouveaux progrès techniques soient utilisés efficacement,

demande

1. à l'UIT d'encourager l'harmonisation des normes nationales et régionales pour rendre les réseaux publics compatibles au niveau mondial;
2. aux Administrations de la Région d'appuyer la Recommandation de la C.H.N. selon laquelle l'UIT devrait jouer un "rôle catalyseur dominant en stimulant et en encourageant la coopération entre les organismes toujours plus nombreux, qui s'occupent de télécommunication".

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

Annexe VIII

**LISTE DES DOCUMENTS
SOUMIS A LA CONFERENCE**

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

**CONFERENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS
POUR LES ETATS ARABES (AR-RDC/92)
Le Caire, 25-29 octobre 1992**

LISTE DES DOCUMENTS SOUMIS A LA CONFERENCE

<u>No.</u>	<u>Titre</u>	<u>Origine*</u>
01-F	Objectifs, organisation et programme de travail	UIT
02-F	Ordre du jour annoté (projet)	UIT
03-F	Développement et gestion des ressources humaines (DRH/GRH)	UIT/BDT
04-F	La gestion du spectre des fréquences radioélectriques et l'informatique	UIT/IFRB
05-F	Développement des télécommunications rurales en Tunisie	Tunisie
06-F	Contribution des Etats-Unis d'Amérique	Département d'Etat E.U.A.
07-F	Possibilités de coopération régionale dans le domaine du développement et de la gestion des ressources humaines	Maroc
08-F	Rapport de synthèse sur le Séminaire de Tunis (18-22 mai 1992) : Colloque sur la restructuration du secteur des télécommunications dans le monde	Tunisie
09-F	Extrait du projet de l'Acte final de l'Uruguay Round (décembre 1991)	GATT
10-F	Possibilités de participation du secteur privé au développement des services de télécommunications dans le monde arabe	UIT/BDT
11-F	Etat récapitulatif de la coopération technique de l'UIT dans la Région des pays arabes	UIT
12-F	Approche systématique d'une normalisation efficace des télécommunications à l'échelon national, régional et international	CCITT
13-F	Pays arabes: Situation actuelle et scénarios de développement	UIT
14-F	[non attribué]	
15-F	Suède Telecom axe sa politique sur le marché	Swedtel Academy, Suède
16-F	Programmes d'INTELSAT dans les domaines de l'assistance et du développement	INTELSAT
17-F	Etude de cas: Structures réglementaires et administratives en Finlande	TELECON, Finlande
18-F	Activités des Groupes autonomes spécialisés (GAS 7, 9 et 12)	CCITT
19-F	Formation professionnelle dans le domaine de la radiodiffusion sonore et télévisuelle	ASBU

* Voir la liste des abréviations - Annexe IX

20-F	[non attribué]	
21 & Rev.1-F	Rapport de synthèse : Assistance requise pour la remise en état et/ou pour la reconstruction et le développement des réseaux et services de télécommunication du Liban	UIT
22-F/A	Contribution de ARABSAT	ARABSAT
23-F	Restructuration des télécommunications dans les pays en développement et en particulier dans les Etats arabes	UIT
24-F	Rapport sur l'activité du GAS 7	CCITT
25-F/A	Allocution de M. Abdulrahim Suleiman Ahmad, représentant de l'ASBU	ASBU
26-F	Allocution de M. Hikmat Abbas sur les activités du FADES dans le domaine des télécommunications	FADES
27-F	Allocution de M. Taoufik Ben Amara, représentant du PNUD	PNUD
28-F	Allocution de M. Gamel Eddine Soleiman, représentant de la Ligue des Etats arabes	Ligue des Etats arabes
29-F	Allocution de M. Mohammad A. Mustafa : la Banque mondiale et le développement du secteur des télécommunications	Banque mondiale

Annexe IX

LISTE DES ABREVIATIONS

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

LIST OF ABBREVIATIONS / LISTE DES ABRÉVIATIONS / قائمة المختصرات

E - AFESD	Arab Fund For Economic and Social Development
F - FADES	Fonds arabe pour le développement économique et social
A -	الصندوق العربي للإنماء الاقتصادي والاجتماعي
E - AMU	Arab Maghrebian Union
F - UMA	Union du Maghreb arabe
A -	اتحاد المغرب العربي
E - ALECSO	Arab League Educational, Cultural and Scientific Organization
F - ALECSO*	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science
A -	المنظمة العربية للتربية والثقافة والعلوم
E - ARABSAT	Arab Satellite Communications Organization
F - ARABSAT*	Organisation arabe des communications par satellite
A -	المؤسسة العربية للاتصالات الفضائية
E - ARENTO	Arab Republic of Egypt National Telecommunications Organization
F - ARENTO*	Organisation nationale des télécommunications de la République arabe d'Egypte
A -	الهيئة القومية للاتصالات بجمهورية مصر العربية
E - ASBU	Arab States Broadcasting Union
F - ASBU*	Union de radiodiffusion des Etats arabes
A -	اتحاد إذاعات الدول العربية
E - ATU	Arab Telecommunications Union
F - UAT	Union arabe des télécommunications
A -	الاتحاد العربي للمواصلات السلكية واللاسلكية
E - BDT	Telecommunications Development Bureau (of the ITU)
F - BDT*	Bureau de développement des télécommunications (de l'UIT)
A -	مكتب تنمية الاتصالات (في الاتحاد الدولي للاتصالات)
E - CCIR	International Radio Consultative Committee
F - CCIR*	Comité consultatif international des radiocommunications
A -	اللجنة الاستشارية الدولية للراديو

* Same acronym in English and French / Même sigle en anglais et français / الاسم المختصر نفسه بالإنكليزية والفرنسية

E - CCITT	International Telegraph and Telephone Consultative Committee
F - CCITT*	Comité consultatif international télégraphique et téléphonique
A -	اللجنة الاستشارية الدولية للبرق والهاتف
E - EC	European Communities
F - CE	Communautés européennes
A -	الاتحادات الأوروبية
E - ECA	Economic Commission for Africa
F - CEA	Commission économique pour l'Afrique
A -	اللجنة الاقتصادية لإفريقية
E - ESCWA	Economic and Social Commission for Western Asia
F - CESA0	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
A -	اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغرب آسيا
E - FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
F - FAO*	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
A -	منظمة الأمم المتحدة للأغذية والزراعة
E - GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
F - GATT*	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
A -	الاتفاق العام بشأن التعريفات الجمركية والتجارة (غات)
E - GCC	Arab Gulf States Cooperation Council
F - CCG	Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe
A -	مجلس التعاون لدول الخليج العربية
E - IFRB	International Frequency Registration Board
F - IFRB*	Comité international d'enregistrement des fréquences
A -	اللجنة الدولية لتسجيل الترددات
E - IMO	International Maritime Organization
F - OMI	Organisation maritime internationale
A -	المنظمة البحرية الدولية

* Same acronym in English and French / Môme sigle en anglais et français / الاسم المختصر نفسه بالإنكليزية والفرنسية

E - INTELSAT	International Telecommunications Satellite Organization
F - INTELSAT*	Organisation internationale des télécommunications par satellites
A -	المنظمة الدولية للاتصالات الساتلية
E - ISDB	Islamic Development Bank
F - BISD	Banque islamique de développement
A -	بنك التنمية الإسلامي
E - OIC	Organization of the Islamic Conference
F - OCI	Organisation de la Conférence islamique
A -	منظمة المؤتمر الإسلامي
E - SFD	Social Fund for Development
F - FSD	Fonds social pour le développement
A -	الصندوق الاجتماعي للتنمية
E - UNDP	United Nations Development Programme
F - PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
A -	برنامج الأمم المتحدة الإنمائي
E - UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
F - UNESCO*	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
A -	منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة
E - UNIDO	United Nations Industrial Development Organization
F - ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
A -	منظمة الأمم المتحدة للتنمية الصناعية
E - URTNA	Union of National Radio and Television Organizations of Africa
F - URTNA*	Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique
A -	اتحاد منظمات الإذاعة والتلفزيون الوطنية في إفريقيا

* Same acronym in English and French / Même sigle en anglais et français / الاسم المختصر نفسه بالإنكليزية والفرنسية



**Rapport final de la Conférence régionale de développement des
télécommunications pour les Etats arabes (AR-RDC)**

(Le Caire, 1992)

Les sections suivantes du rapport final de l'AR-RDC ont été traduites en arabe :

- **Résumé p.1**
- **Discours d'ouverture p.5**
- **Discours de clôture p.7**
- **Déclaration du Caire p.9**
- **Résolutions p.11**
- **Recommandations p. 71**

التقرير الختامي

(إعلان القاهرة والقرارات والتوصيات)

المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات

في الدول العربية

القاهرة من 25 إلى 29 أكتوبر 1992



الاتحاد الدولي للاتصالات

المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية

(القاهرة من 25 إلى 29 أكتوبر 1992)

المحتويات العربية

من

التقرير الختامي

المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية

(القاهرة من 25 إلى 29 أكتوبر 1992)

التقرير الختامي

المحتويات العربية

الصفحة

1	.....	الموجز
5	.....	كلمة الافتتاح
7	.....	كلمة الاختتام
9	.....	إعلان القاهرة
11	.....	القرارات
71	.....	التوصيات

المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية

(القاهرة من 25 إلى 29 أكتوبر 1992)

التقرير الختامي

الموجز

انعقد في القاهرة من 25 إلى 29 أكتوبر 1992 المؤتمر الإقليمي الأول لتنمية الاتصالات في الدول العربية (AR-RDC) الذي دعا إليه الاتحاد الدولي للاتصالات. وحضر المؤتمر حوالي 150 شخصاً، من بينهم ممثلون رفيعو المستوى للحكومات والمنظمات الدولية والإقليمية وكذلك لمؤسسات التمويل الدولية والقطاع الخاص.

وترأس المؤتمر السيد محمود محمد السوري، رئيس مجلس الإدارة في الهيئة القومية للاتصالات في جمهورية مصر العربية (ARENTO). وأنشأ المؤتمر ثلاث لجان لتتعامل مع الأوجه المختلفة لتنمية الاتصالات، فنظرت في عدد من مقترحات العمل الرامية إلى النهوض بتنمية الاتصالات وتناسقها في المنطقة. وتبنى المؤتمر 14 قراراً وتوصيتين تدعو الحكومات المعنية والاتحاد الدولي للاتصالات وغيره من المنظمات الدولية والإقليمية المعنية إلى اتخاذ خطوات مناسبة.

قرر المؤتمر، فيما قرر، إنشاء آلية إقليمية لتنسيق التعاون على تنمية الاتصالات في المنطقة، ولا سيما تنسيق تنفيذ القرارات المعتمدة ومراقبة هذا التنفيذ، على أن تتكون لجنة التنسيق هذه من ممثلين رفيعي المستوى من وزارات الاتصالات وإدارات الاتصالات وشركات التشغيل وكذلك من المنظمات الدولية والإقليمية والإقليمية الفرعية، مثل جامعة الدول العربية/اللجنة العربية الدائمة للاتصالات و AFESD¹ و AMU و ARABSAT و ASBU و ECA و ESCWA و GCC و ISDB و OIC ومكتب تنمية الاتصالات في الاتحاد الدولي للاتصالات، وأن يكفل مكتب تنمية الاتصالات في الاتحاد الدولي للاتصالات، وخاصة مكتبه الإقليمي في القاهرة، تأمين الأمانة العامة التنفيذية للجنة التنسيق هذه وتقديم كل مساندة لها.

وإدراك المؤتمر AR-RDC للدور الحاسم الذي تلعبه الاتصالات كمحرك للنمو الاقتصادي الوطني والتكامل الإقليمي، وبأن سياسات الاتصالات يجب أن توضع في سياق الاستراتيجيات العامة، جعله يقرر إنشاء فريق عمل إقليمي يعنى بسياسات الاتصالات واستراتيجياتها، ويطلب من فريق العمل هذا أن يساعد الدول العربية على تبني سياسات تشجع التنمية المتناسقة لأنظمة اتصالاتها، وتعزز عملية التكامل الإقليمي. وفي القرارات دعوة إلى الإدارات لكي تفصل كيانات تشغيل الاتصالات عن هيئات الحكومة التي تضع السياسات والتنظيمات، ولكي تنشئ وظيفة تنظيم تؤمن الشفافية في صنع القرار والمنافسة الشريفة، ولكي تشجع كيانات التشغيل على وضع تسعيرات أكثر اتساقاً مع التكاليف الفعلية، مما يوسع حركة الاستثمار ويزيد في اجتذابه، محلياً كان أم أجنبياً. كما ينبغي لفريق العمل هذا أن يجد المخارج اللازمة لاستراتيجيات التمويل.

¹ انظر قائمة المختصرات

وقد نظر المؤتمر أيضاً في الحاجة إلى مؤشرات محسنة عن تنمية الاتصالات لتساند في صنع القرار، ولتكون أدوات قيمة في تحليل الواقع الاجتماعي والاقتصادي لتنمية الاتصالات. فقرر الاستمرار في تطوير قاعدة المعطيات الإقليمية التي تضم المؤشرات عن الاتصالات من خلال المشروع MODARABTEL² التابع للاتحاد الدولي للاتصالات وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي، بالتنسيق مع اللجنة العربية الدائمة للاتصالات التابعة لجامعة الدول العربية. وقرر أيضاً أن يستمر هذا العمل، بعد انتهاء المشروع MODARABTEL ، عن طريق فريق عمل يعنى بمؤشرات تنمية الاتصالات في الدول العربية يدعمه مكتب تنمية الاتصالات (BDT) .

ونظر المؤتمر أيضاً في آفاق التعاون على البحث والتنمية وكذلك في ميدان التعليم العلمي العالي والتصنيع المحلي ، فطلب من مكتب تنمية الاتصالات (BDT) أن يباشر دراسة جدوى شاملة في هذا المجال .

ونظر في أهمية التسيير الإداري الوطني للترددات، فقرر أن ينفذ مكتب تنمية الاتصالات التابع للاتحاد الدولي للاتصالات بالتعاون مع الدول العربية خطة عمل ترمي إلى تحسين التسيير الإداري الوطني للترددات في الدول العربية .

كما طالب قرار آخر مكتب تنمية الاتصالات/ الاتحاد الدولي للاتصالات بوضع مشروع إقليمي لتنمية الاتصالات في المناطق الريفية وبين طبقات الدخل المنخفض في المنطقة .

ودعا المؤتمر إلى الاستمرار في المشروع MODARABTEL لثلاثة أعوام أخرى، بما يحويه من شبكات تعاونية حالياً للاتصالات المعطياتية والخدمات الجديدة والبحث التطبيقي وأنظمة الإعلام عن إدارة التدريب وقاعدة المعطيات عن إحصائيات الاتصالات. وقرر أن ينشئ شبكة تعاونية جديدة تتعامل مع مطاريف ثنائية اللغة. وقد أثبتت هذه الشبكات أنها وسائل فعالة في التعاون الإقليمي لتنمية الشبكات والخدمات الجديدة تنمية متناسقة في المنطقة، وسوف تسهل هذه الشبكات أيضاً تنفيذ القرارات الأخرى التي اعتمدها المؤتمر .

وتمت مطالبة الاتحاد الدولي للاتصالات بزيادة الأموال المتيسرة للبلدان الأقل نمواً في ميزانيته العادية، وأيد المؤتمر اقتراحين بمشروعين للبلدان الأقل نمواً في المنطقة، أحدهما يرمي إلى التعاون في التدريب، والآخر يرمي إلى تنمية الاتصالات البحرية في البلدان المشاطئة للبحر الأحمر أو الواقعة في القرن الإفريقي . ونظراً إلى الصلات التاريخية بين الدول الأوروبية والعربية المشاطئة للبحر الأبيض المتوسط وإلى الأولوية المعطاة للإسراع في إدخال تبادل المعطيات الإلكتروني (EDI) من حيث أنه « دافع » للتجارة والأعمال، فقد أيد المؤتمر أيضاً اقتراحاً بمشروع يرمي إلى تحسين مرافق الاتصالات في موانئ البحر الأبيض المتوسط .

ونظر المؤتمر بصفة خاصة في الحالة الحرجة وفي الاحتياجات التي تتطلبها تنمية الاتصالات في لبنان والصومال والسودان، فأصدر نداءات إلى المجتمع الدولي لمساعدة هذه البلدان .

² MODARABTEL = المشروع الإقليمي لتنمية الاتصالات العربية العصرية

وتم الاعتراف بالحاجة إلى تكييف التنظيم والإدارة مع البيئة المتغيرة، وخاصة مع الحاجات الماسة إلى تدريب إداري وتقني متخصص أكثر فأكثر، نظراً إلى سرعة التطور في التقنية (التكنولوجيا) وإلى حاجة منظمات الاتصالات إلى تحسين فعاليتها وإنتاجيتها في بيئة تتعاطم المنافسة فيها. فقرر المؤتمر في هذا السياق أن تقام شبكة تعاونية لتنمية التنظيم وجميع جوانب التسيير الإداري للموارد البشرية وتنميتها. كما بين المهمات الأولوية لهذه الشبكة التعاونية .

وفي سبيل تعزيز التعاون بين الدول العربية، قرر المؤتمر الإسراع في أعمال التحيين والتوسع في قاعدة المعطيات لمصطلحات الاتصالات العربية التابعة للاتحاد الدولي للاتصالات .

وأوصى المؤتمر كذلك بأن تُستعمل « الشبكة الفضائية العربية لأغراض الإعلام والثقافة والتنمية » أفضل استعمال، وأن تطبق المعايير المعترف بها عالمياً، حتى تستطيع الشبكات العمومية أن تتصل ببعضها وأن تعمل فيما بينها بسهولة ويسر. وطولبت الإدارات في هذا السياق بأن تؤيد توصية اللجنة عالية المستوى (HLC) « بأن يلعب الاتحاد الدولي للاتصالات دوراً أكبر وأقوى في الوساطة على حفز التعاون وتنسيقه بين العدد المتعاطم من الهيئات المهتمة بالاتصالات » .

وقد لاحظ المؤتمر أن تكاليف تنفيذ القرارات قُدِّر مجموعها بحوالي 13,3 من ملايين الدولارات الأمريكية لفترة السنوات الخمس القادمة، يتوقع أن يساهم فيها مكتب تنمية الاتصالات بحوالي 5,5 من ملايين الدولارات الأمريكية (عيناً أو نقداً) من ميزانيته العادية. وهكذا يتضح أن مستوى التنفيذ يتوقف على المدى الذي يمكن أن تتيسر فيه ملايين الدولارات الأمريكية الباقية (7,8 من الملايين) من غيره من شركاء التنمية ومصادر التمويل .

وأخيراً، وليس آخراً، تبني المؤتمر إعلان القاهرة الذي يعكس اتفاقاً واسعاً على الأهداف طويلة الأجل التي يجب متابعتها حتى يضمن لمواطني الدول العربية الوصول إلى الخدمات الاتصالية الأساسية .

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

الكلمة الافتتاحية التي ألقاها الدكتور بيكا تارياني
الأمين العام للاتحاد الدولي للاتصالات (ITU) / مدير مكتب تنمية الاتصالات (BDT)

أصحاب المعالي ،
سيداتى وسادتى ،
أصدقائى الأعزاء ،

يسعدنى أن أعرب عن جزيل امتناني لسلطات حكومة جمهورية مصر العربية التي قامت مشكورة باستضافة المؤتمر الإقليمي الأول لتنمية الاتصالات في الدول العربية الذي يبدأ هذا اليوم في مركز المؤتمرات الرائع هذا، على مقربة من آثار حضارة عظمى أثرت بعمق في تاريخ البشرية بأسرها .

لقد تلقت مدينة القاهرة مؤخرًا ضربة قاسية من قوى الطبيعة، فأدرك المجتمع الدولي فوراً هذه المأساة والمعاناة التي تحملها الكثير من الأفراد والأسر. فتم حشد التضامن الوطني والدولي معاً مما أتاح إنقاذ عدد من الأرواح. أعتقد أنه لا يوجد بيننا من يرتابه الشك بشأن الدور الحيوي الذي لعبته الاتصالات على مر هذه الأيام الحرجة .

إن هذا يُضفي على مؤتمرننا مزيداً من الأهمية، إذ إنه بكل بساطة يذكرنا بجانب هام من جوانب الاتصالات باعتبارها أداة فعالة لا غنى عنها من أدوات الإغاثة والإنقاذ في حالات الكوارث. وينبغي لهذا الجانب أن يبقى في البال أثناء مداوراتكم في الأيام القادمة، ومع جميع الملامح الهامة الأخرى للاتصالات التي تُعتبر عاملاً أساسياً من عوامل التنمية البشرية .

إن المؤتمر الذي يبدأ اليوم هو المؤتمر الرابع في الجدول الزمني لسلسلة مؤتمرات إقليمية تعنى بمواضيع جوهرية تتعلق بتطوير الشبكات والخدمات. وقد أثبتت التجارب السابقة أن التطلعات والمشاكل والحاجات لا تختلف كثيراً من منطقة إلى أخرى، وربما يعود ذلك إلى الطبيعة العالمية للاتصالات. وفي جميع الأحوال، عند بناء « القرية العالمية » سيكون على كل واحد من الشركاء أن يبذل نفس الجهود التي يبذلها كل شريك آخر لأن المشاكل المواجهة تتشابه في جميع أنحاء العالم .

غير أن الهوية الثقافية والاجتماعية لكل منطقة والنمط الاقتصادي السائد فيها لابد أن يؤخذ بعين الاعتبار. وبالتالي، فإن هذا المؤتمر يقدم فرصة فريدة من أجل وضع خطة عمل مفصلة خصيصاً للدول العربية . في الحقيقة، إن وحدة العمل التي قامت بالإعداد لهذا الاجتماع، قد وضعت عدداً من المقترحات الملموسة التي تتناول موضوعات ذات أهمية خاصة لهذه المنطقة. ها هي المقترحات بين أيديكم، وأتوقع أنها ستثير مناقشات مثمرة تسمح للمؤتمر أن يتبنى عدداً من المقررات عميقة الأثر .

لا ريب أن تنفيذ هذه المقررات سيشكل مسؤولية رئيسية للدول العربية، بيد أن التعاون بين الأقاليم والتعاون الدولي والتنسيق الفعال سيكون لها أيضاً دورٌ فعالٌ من أجل التوصل إلى أعمال ناجحة صالحة. فتحقيق أهداف ذات مغزى يتطلب علاقة شراكة ثلاثية الأطراف تتكون من :

- بلدان المنطقة ،
- والمجتمع الدولي، بما فيه القطاع الخاص ومؤسسات التنمية والتمويل ،
- والاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات، بالتعاون مع المنظمات الإقليمية .

كان كل ذلك حاضراً في البال عند محاولة تقدير كمية الموارد الأولية والجهود التي يتعين على كل من الأطراف تقديمها لتنفيذاً للقرارات التي قد يود المؤتمر أن يتبناها، استناداً إلى مقترحات وحدة العمل. لماذا ؟ لأن الأهداف الواقعية والمناهج العملية هي شرط أساسي لكل نجاح .

حريّ بنا، ونحن في أرض الفراغة ننظر إلى المعابد الرائعة التي استطاع أسلافنا بناءها دون أي من التقانات الحديثة، أن نعتقد أنه لا توجد أي حدود لطموحات الإنسان وقدراته. لقد تغير المجتمع جذرياً منذ ذلك الوقت، فأصبحت مصطلحات مثل المصلحة الاجتماعية ومتوسط مستوى المعيشة وعوائد الاستثمار هي أساس الإنجازات البشرية في عصرنا الحالي .

يتعين على القادة اليوم أن ينظروا إلى النواحي الاقتصادية لكل مشروع أو مبادرة وإلى فعاليتها ووقته الاجتماعي. وكان ذلك حاضراً في البال عند تصميم بنية هذا المؤتمر وطرائق عمله، حتى يمكن استعمال الوقت القصير المتاح استعمالاً أمثل ويمكن التوصل إلى نتائج حافزة على العمل .

لقد قصدنا إبقاء الجلسات العمومية والخطابات الطويلة في أدنى حد ممكن، وأثرنا عمل اللجان الذي يتركز في مقترحات وحدة العمل، فقد أثبتت المؤتمرات السابقة فعالية هذا النهج .

أصحاب المعالي ،
سيداتى وسادتى ،

اسمحوا لي، قبل أن تبدأوا مداولاتكم، أن أوجه نداءً أناشد فيه المؤتمر أن يولي اهتماماً خاصاً للحالات الحرجة في بعض بلدان المنطقة، وخاصة في الصومال والسودان وكذلك في لبنان، التي أصبحت شبكاتها في حال يرثى لها نتيجة لعوامل عديدة . وندائي هذا أوجهه إلى المجتمع الدولي وإلى التضامن العربي على حد سواء .

سيكون المؤتمر قد خطا بنا خطوة كبيرة إلى الأمام وحقق نجاحاً باهراً إذا استطاع على الأقل خفض التباين الشاسع الموجود بين البلدان العربية من حيث بناها التحتية وتوفيرها للخدمات .

أتمنى لكم كل نجاح في عملكم .

وشكراً .

الكلمة الاختتامية التي ألقاها السيد جان جيبيك الأمين العام المساعد للاتحاد الدولي للاتصالات

السلام عليكم

أصحاب المعالي ،
المندوبون الموقرون ،
أصدقائي الأعزاء ،

يشير اعتماد إعلان القاهرة بوضوح إلى أننا على وشك اختتام أعمال المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية، وهو المؤتمر الذي تحققت له، في رأيي، نتائج باهرة في زمن وجيز للغاية. ومما يبعث على الارتياح أنكم توصلتم إلى اتفاق في الرأي حول عدد من القضايا التي تعني المنطقة على الرغم من التباين العظيم الموجود بين بلدان هذه المنطقة. ومما سهل عليكم عملكم روح التعاون التي سادت خلال المؤتمر، فضلاً بالطبع عما تميز به من الترتيبات الممتازة التي وضعها جميع من يعينهم الأمر .

وكما تتذكرون، فإن نداء السيد بيكا تارياني الأمين العام للاتحاد الدولي للاتصالات الذي تضمنته كلمة الافتتاح لإيلاء عناية خاصة للحالة الحرجة التي تسود بعض بلدان المنطقة قد انعكس انعكاساً واضحاً على ما أسفر عنه المؤتمر من قرارات. ويعد هذا دليلاً مشجعاً على التضامن الدولي والعربي كما يقيم الدليل أيضاً على رغبة الحكومات والمنظمات الإقليمية المعنية في الاتفاق على ما ينبغي عمله والإسهام فيه بالنسبة إلى مجال تنمية الاتصالات في المنطقة كلها. ويسعدني بوجه خاص أن أسجل أن المؤتمر قد عقد العزم على إيجاد آلية للتعاون والتنسيق بشأن أنشطة تنمية الاتصالات في المنطقة. وكلفت لجنة التنسيق هذه بمهمة بالغة الأهمية هي متابعة وتنفيذ القرارات التي اعتمدها المؤتمر .

وينبغي أن يكون ماثلاً في الأذهان أن هذا المؤتمر ليس نهاية المطاف، وإنما هو نهاية البداية على درب عملية طويلة. ولا شك أن الجهود التي بذلت في إعداد هذا المؤتمر وتنظيمه، فضلاً عن جهودكم خلال كل هذه الأيام الحافلة بالنشاط البالغ، ستذهب سدى كلها ما لم توضع القرارات المعتمدة موضع التنفيذ .

والواقع أن تلك القرارات تتسم نوعاً ما بالطابع الإجرائي وهي موجهة نحو العمل ومن ثم يحدوني الأمل في أنها سوف تؤدي إلى النتائج المرجوة، ولقد صدق هذا المؤتمر على مجموعة من الأهداف للمجتمع الدولي نص عليها إعلان القاهرة ستشكل التوجيهات الإرشادية لعملنا المقبل. ويحق لنا جميعاً أن نفتخر بإعلان القاهرة. سوف يكون هذا الإعلان رائدنا وأثمن ماسة في تاج جميع القرارات الصادرة عن مؤتمرنا. ويمكنكم الحفاظ على هذه الماسة بالعمل الدؤوب بروح إعلان القاهرة من أجل تنفيذ قرارات المؤتمر .

وكما يتضح من هذه القرارات، لا بد للموارد المطلوبة أن تأتي من حكوماتكم ومنظماتكم، كما ومن شركاء التنمية الآخرين. ومهما أكدنا فلن نؤكد بما فيه الكفاية على أن تنفيذ هذه القرارات هو مسؤولية جماعية ومشاركة. وتأكدوا أن الاتحاد الدولي للاتصالات مستعد لتحمل مسؤولياته في حدود الموارد المتاحة له. والمكتب الإقليمي الذي أنشئ مؤخراً في القاهرة هو تحت تصرفكم ومستعد لتقديم الدعم والتنسيق المطلوبين لتنفيذ هذه القرارات. ويبقى أن المسؤولية الأخيرة عن تنفيذ هذه القرارات تقع بالطبع عليكم، وما دور مكتب تنمية الاتصالات في الاتحاد الدولي للاتصالات في جوهره إلا وسيط حافز يكفل التنسيق على الصعيدين الإقليمي والدولي. وإلى جانب ذلك فإن تحقيق الأهداف الطموحة الواردة في إعلان القاهرة يتطلب أيضاً المشاركة النشطة والمساهمات من وكالات التمويل ومن غيرها من شركاء التنمية، بما في ذلك القطاع الخاص وكلها تستفيد من تحسين الاتصالات .

ومؤتمر التنمية الإقليمي القادم الذي تكتمل به دورة هذه المؤتمرات سيكون مكروساً لبلدان أسيا والمحيط الهادئ، وبعده سنجتمع جميعاً في مؤتمر التنمية العالمي حيث ستتاح الفرصة لمزامنة الأنشطة المتولدة عن المؤتمرات الإقليمية السابقة ودراسة التقدم المحرز في كل منطقة. وهذا يتيح لكم ما يزيد قليلاً عن عام واحد للتدليل على أن هذا المؤتمر قد ساهم مساهمة هامة في تنمية الاتصالات في الدول العربية.

سيداتني وساداتني ،

إن التسهيلات الممتازة التي قدمتها الحكومة المصرية المضيئة وخاصة الهيئة القومية للاتصالات في جمهورية مصر العربية قد ساهمت كثيراً في نجاح المؤتمر وأود أن أنتهز هذه الفرصة لأشكر معالي السيد سليمان متولي سليمان وزير النقل والمواصلات لدعمه الممتاز والسيد محمود الصوري لرئاسته الرائعة. إن الكفاءة التي تم بها تنظيم الخدمات وتوفيرها في هذا المركز تدل جميعاً إلى أي درجة عالية يمكن أن يصل حسن الامتثال عند وجود الإرادة، وفي هذا ما يدعوننا إلى التفاؤل إزاء مستقبل هذه المنطقة.

ونعلم جميعاً أن الفضل الكبير في هذا كله يرجع إلى الجهود التي بذلها جميع العاملين خلف الستار. ونحن ممتنون لكل واحد منهم، بمن فيهم بالطبع المترجمون الفوريون الذين يسروا الاتصال بيننا.

لقد استمتعنا جميعاً بما لقيناه من كرم الضيافة، وإن ننسى تلك الأمسية التي قضيناها على النيل، والصروح التذكارية الساحرة في مصر القديمة. والحقيقة أن مضيفينا لم يوفرنا جهداً لكي يجعلونا نتمتع بإقامة طيبة لا تُنسى. ونحن نُعرب عن شكرنا وتقديرنا للشعب المصري.

أصحاب المعالي ،

سيداتني وساداتني ،

إنني أتطلع إلى أن أراكم مرة أخرى في مؤتمر المنديبين المفوضين الإضافي القادم الذي سيعقد كما تعلمون في جنيف من 7 إلى 22 ديسمبر هذا العام.

وأتمنى لكم سفراً طيباً وعودة سالمة إلى بلادكم.

والسلام عليكم .

المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992

إعلان القاهرة

إن الدول المشاركة في المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (AR-RDC) المنعقد في القاهرة (مصر) بدعوة من الاتحاد الدولي للاتصالات من 25 إلى 29 أكتوبر 1992 .

إذ تضع في اعتبارها

- هدف توفير خدمة عالمية للجنس البشري بأن يصل إلى الخدمة الهاتفية في بدايات الأعوام الألف القادمة ،
- انخفاض معدل التوغل النسبي في المنطقة البالغ 3,5 من الخطوط الهاتفية الرئيسية لكل مئة نسمة، وكذلك ضخامة الاستثمارات اللازمة للوصول بالمعدل إلى حوالي 10 خطوط على الأقل ،
- الفروقات الشاسعة بين بلدان المنطقة من حيث الخدمات الاتصالية المشغلة حالياً، والمقدرة المالية اللازمة لتأمين تنمية الاتصالات ،
- افتقاد الخدمات الاتصالية الوافية في المناطق الريفية وبين طبقات الدخل المنخفض من السكان، في عدد من بلدان المنطقة ،
- التوجه العالمي نحو التحرير الاقتصادية التي تفضي بطبيعة الحال إلى المنافسة والاستثمار الخاص في قطاع الاتصالات ،
- الحاجة الملحة إلى التوسع في البنية التحتية، وإصلاح القطاع، وتجديد التنظيم والتسيير الإداري لكيانات الاتصالات، العمومية منها والخاصة ،
- المعلومات التي جمعت عن تنمية الاتصالات في المنطقة خصيصاً للمؤتمر AR-RDC وعرضت عليه، والتي تلخصها وثيقتان هما وثيقة « مؤشرات الاتصالات في الدول العربية » ووثيقة « الحالة الراهنة وسيناريوهات المستقبل للتنمية في البلدان العربية » ،
- الدور الحيوي الذي تلعبه الاتصالات في حالات الطوارئ وفي عمليات الإسعاف والإنقاذ ،

وتذكّر

1. بتقرير اللجنة المستقلة عن تنمية الاتصالات في العالم أجمع (جنيف 1984) ،
2. بمقررات مؤتمر المنديبين المفوضين (نيس 1989) ،

تعلن

أن الاتصالات هي شرط مسبق وأداة جوهريان للتنمية الاقتصادية والاجتماعية، وللتقدم التقني الذي يدفع إلى المنافسة، ويخلق الوظائف المنتجة، ويساهم في التكامل الاقتصادي والثقافي ويؤدي إلى التفاهم بين الشعوب، وإلى تحسين مستوى المعيشة على نطاق شامل ،

وتقرر

الأهداف التالية التي ينبغي للدول العربية والمنظمات الإقليمية المعنية أن تحققها :

1. العمل من أجل إعطاء سكان الدول العربية فرصة الوصول إلى الخدمات الاتصالية الأساسية ، وخاصة سكان البلدان الأقل نمواً ،
2. تسريع التوسع في شبكات الاتصالات حتى يصل متوسط الكثافة إلى 10 خطوط هاتفية رئيسية لكل مئة نسمة، مع بداية القرن الواحد والعشرين، الأمر الذي يقتضي استثماراً يبلغ بين 40 و 50 من مليارات الدولارات الأمريكية ،
3. تأمين وصول الهاتف إلى كل الجماعات الريفية ومناطق الدخل المنخفض في المدن، عن طريق برامج خاصة تستفيد من الفرص التي تتيحها التقانات الجديدة ،
4. تحديث الإطار القانوني والتنظيمي والاقتصادي، حتى يمكن الاستفادة من المنافسة الشريفة المؤاتية لاستدراج الاستثمارات العمومية والخاصة إلى تنمية الاتصالات ،
5. تسريع التكامل والانسجام والنمو في الخدمات الاتصالية داخل المنطقة ومع المناطق المجاورة ،
6. تقوية أنظمة الإذاعة الصوتية والتلفزيونية بإدخال التقنيات الجديدة، وتوسيع تغطيتها، حتى تجنى أكبر الفائدة من هذه الوسائل الإعلامية في توزيع المعلومات ونشر التربية والثقافة ،
7. ضرورة تنسيق استخدام الطيف الترددي وفقاً للأنظمة المعتمدة في الاتحاد الدولي للاتصالات، بتقوية الخدمات الوطنية لإدارة الترددات في الدول العربية ،
8. تطوير الموارد البشرية والبنى المؤسسية، حتى تتأمن التنمية الدائمة للبنى التحتية للاتصالات، ويتوفر للخدمات تشغيل فعال وجودة وافية .

القرارات

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

القرار رقم 1 الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

آلية إقليمية لتنسيق تنفيذ القرارات
التي يتبناها المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية ومراقبتها

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يلاحظ

1. إنشاء مجلس وزراء الاتصالات العرب وإنشاء اللجنة العربية الدائمة للاتصالات (APTC) عام 1992 مع تفويضيهما.
2. القرار ATDC/90/RES1 (سياسة الاتصالات في إفريقية واستراتيجيتها) الصادر عن مؤتمر تنمية الاتصالات الإفريقي (هراري 1990)، الذي قرر، فيما قرر، " . . . إنشاء لجنة دراسات دائمة إفريقية تعنى بسياسة الإعلام والاتصالات (AITPSG)، ضمن إطار مكتب تنمية الاتصالات (BDT)" ،
3. القرار EU-RDC/91 N° 1 (سياسات تنمية الاتصالات واستراتيجياتها وآليات التعاون فيها) الصادر عن مؤتمر تنمية الاتصالات الإقليمي الأوروبي (براغ 1991) ،
4. الحاجة إلى تنسيق تنمية الاتصالات بين الدول العربية ذاتها، وبين الدول العربية والمناطق المجاورة ،
5. الحاجة أيضاً إلى إقامة آلية متابعة ومراقبة لتقدم المؤتمر AR-RDC فيما بين مؤتمرين للتنمية، مع دعوة ممثلي الدول العربية والمنظمات الإقليمية والدولية المعنية وغيرهم من شركاء التنمية، إلى الاشتراك في هذه المهمة اشتراكاً كاملاً ،
6. التعاون التقليدي الممتاز بين الاتحاد الدولي للاتصالات وغيره من المنظمات المعنية في العالم العربي، وما تم الاضطلاع به من أعمال ناجحة مشتركة عديدة في الماضي ،
7. أهداف الاتحاد ودور الوسيط الحافز المنتظر أن يلعبه الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU) ومكتب تنمية الاتصالات (BDT) كما ورد في قرار نيس رقم 14 (تطور البيئة الاتصالية) ،

يقرر

1. أن ينشئ لجنة تنسيق (وتُدعى فيما بعد " لجنة التنسيق AR-RDC " أو "AR-RDC CC") تعنى بالتعاون والتنسيق لتنمية الاتصالات في المنطقة، ولتنفيذ ومتابعة القرارات المتصلة بذلك والمعتمدة أثناء مؤتمرات التنمية ،

2. أن تتكون لجنة التنسيق AR-RDC من ممثلين رفيعي المستوى من الوزارات المسؤولة عن الاتصالات في الدول العربية، ومن إدارات الاتصالات وشركات تشغيلها، ومن المنظمات المعنية الدولية والإقليمية والإقليمية الفرعية، مثل جامعة الدول العربية / اللجنة الدائمة للاتصالات و GCC و AMU و ASBU و ARABSAT و AFESD و ISDB و OIC و ESCWA و ECA¹ والاتحاد الدولي للاتصالات / مكتب تنمية الاتصالات (ITU/BDT) ،

ويقرر كذلك

1. أن تكون ولاية لجنة التنسيق AR-RDC CC ما يلي :

- (أ) تنسيق التعاون الدولي لتنمية الاتصالات على الأصعدة: الأقليمي والإقليمي والإقليمي الفرعي، ومراقبة حالة التقدم في برامج التنمية التي تقرها المؤتمرات ،
- (ب) تشجيع تبادل المعلومات والمشاورات الدائمة بين بلدان المنطقة من ناحية، والمنظمات الدولية والإقليمية والوطنية المعنية وغيرها من شركاء التنمية الآخرين من ناحية أخرى ،
- (ج) المساهمة في التنسيق الإقليمي لتنمية الاتصالات، وفي عملية التكامل الإقليمي داخل الدول العربية .
- (د) مساعدة الاتحاد الدولي للاتصالات في إعداد مؤتمرات التنمية الإقليمية القادمة لتنمية الاتصالات في الدول العربية ، وخاصة في إعداد تقرير تلخيصي عما تم من تقدم في تنفيذ القرارات التي اعتمدها المؤتمرات السابقة، وإعداد مقترحات عمل للمستقبل على الصعيدين الإقليمي والإقليمي الفرعي ،

2. أن يكون تنظيم العمل وطرائقه على النحو التالي :

- (أ) ينبغي للجنة التنسيق AR-RDC CC أن تجتمع دورياً، مرة واحدة في السنة مثلاً، ومع ذلك يجوز لها أن تدعو إلى اجتماعات استثنائية إذا تبادت حاجة لذلك . وسيطلب من المنظمات المشاركة أن تستضيف هذه الاجتماعات، كل واحدة بدورها، وأن توفر كل التسهيلات اللازمة ،
- (ب) يوفر الاتحاد الدولي للاتصالات/مكتب تنمية الاتصالات بما في ذلك مكتبه الإقليمي في القاهرة عند اللزوم ، أعمال الأمانة التنفيذية والمساعدة اللازمة لاجتماعات لجنة التنسيق الدورية، ومراقبة قرارات المؤتمر ومتابعتها أيضاً ،
- (ج) ويمكن أن يكفل مكتب تنمية الاتصالات تنسيق أنشطة لجنة التنسيق مع أنشطة مؤتمرات التنمية المشابهة في المناطق الأخرى، حتى يجتنب العمل المضاعف، وتستعمل الموارد المتوفرة أفضل استعمال .

1 (GCC) مجلس التعاون لدول الخليج العربية و (AMU) اتحاد المغرب العربي و (ASBU) اتحاد إذاعات الدول العربية و (ARABSAT) المؤسسة العربية للاتصالات الفضائية و (AFESD) الصندوق العربي للإنماء الاقتصادي والاجتماعي و (ISDB) بنك التنمية الإسلامي و (OIC) منظمة المؤتمر الإسلامي و (ESCWA) اللجنة الاقتصادية والاجتماعية لغرب آسيا و (ECA) اللجنة الاقتصادية لإفريقية .

التذييل

تُعطى الأمثلة التالية لتوضيح نوع البرامج التي يتعين على لجنة التنسيق مراقبتها أثناء دورة السنوات الخمس القادمة :

- (أ) نماذج وإرشادات للسياسات الإقليمية والوطنية والبنى المؤسسية تستند إلى دراسات الحالة للمنعكسات الاجتماعية والاقتصادية الناتجة عن العديد من الخيارات، وتحليل مقارن للقوانين واللوائح وعقود الخدمة واتفاقاتها، مع الأخذ بالحسبان الواجب المفاوضات في جولة أورغواي لمنظمة GATT المتعلقة بالخدمات الاتصالية. وتكتمل الإرشادات بوضع ثبت مصادر مشروح عن سياسات الاتصالات كمساعدة للباحثين والسلطات المعنية (انظر القرار رقم 2 الصادر عن المؤتمر AR-RDC) ،
- (ب) قاعدة معطيات إقليمية تضم مؤشرات عن الاتصالات، وتعطي معلومات عن مشاريع التنمية الجارية والمخطط لها، وعن بنية القطاع، وعن القوانين واللوائح ذات الصلة، إلخ. (انظر القرار رقم 3 الصادر عن المؤتمر AR-RDC مثلاً) ،
- (ج) مقترحات بشأن العمل والسياسات الإقليمية تتعلق بإدخال خدمات اتصالية جديدة وبيادارة الترددات (انظر القرارين رقم 7 ورقم 10 الصادرين عن المؤتمر AR-RDC على التوالي) ،
- (د) مقترحات بشأن التعاون الإقليمي في مجال إدارة الموارد البشرية وتنميتها (HRM/HRD) (انظر القرارات ذات الأرقام 10 و 11 و 12 الصادرة عن المؤتمر AR-RDC) ،
- (هـ) قاعدة معطيات عن مشاريع الأبحاث الجارية تحدد الأشخاص المعنيين وتورد أيضاً المقترحات بشأن التعاون الإقليمي في مجال البحث التطبيقي والإنتاج المحلي، وتضم طرائق نقل التكنولوجيا ووسائله (انظر القرار رقم 6 الصادر عن المؤتمر AR-RDC مثلاً) ،
- (و) مقترحات بشأن التعاون الإقليمي في أنشطة أخرى ذات علاقة بتنمية الاتصالات .

إضافة

آلية إقليمية لتنسيق تنفيذ القرارات التي يتبناها المؤتمر AR-RDC ومراقبتها

تقدير التكاليف ومصادر التمويل المحتملة

تشمل تكاليف تنفيذ هذا المقترح ما يلي :

ألف المنظمات المشاركة (ماعدًا الاتحاد الدولي للاتصالات - انظر أدناه)

1. ألف تكاليف الاشتراك في اجتماعات لجنة التنسيق AR-RDC (مرتين في السنة وسطيًا)

تتوقف التكاليف على عدد المشاركين وعلى مكان الاجتماعات، وإنما يمكن تقديرها وسطيًا لتصل إلى 2 000 دولار أمريكي لتفقات السفر وبدل الإعاشة اليومي (DSA) لكل مشارك وكل اجتماع، وتتحمل هذه التكاليف مبدئيًا كل منظمة مشاركة. ولكي تتأمن مشاركة ممثل واحد على الأقل من كل بلد في المنطقة، لا بد من السعي لإيجاد أموال خارجية لتمول نفقات السفر والبدل DSA لمشارك واحد من كل دولة عربية، ماعدًا البلدان السبعة التي يزيد الناتج المحلي الإجمالي للفرد فيها على 3 000 دولار أمريكي. ولا تدخل في هذه الحسبة تكاليف الاجتماعات وغيرها من أنشطة المشاركين المتعلقة بأعمال المؤتمر AR-RDC المؤداة بين الاجتماعات (الأجور، الخ)، والتي يمكن اعتبارها مساهمات عينية، نظرًا إلى أنها تختلف من بلد إلى بلد. ومع ذلك فمن المسلم به أن يخصص 4 رجل/شهر من الموظفين المهنيين و 4 رجل/شهر من موظفي السكرتارية في كل سنة ولكل منظمة مشاركة للقيام بالأعمال المتصلة بلجنة التنسيق AR-RDC .

2. ألف تكاليف الاتصالات وترجمة الوثائق ونسخها وإرسالها بالبريد

إن لجنة التنسيق ستؤدي معظم أعمالها بين الاجتماعات، وستستعمل الوافر من التبادلات عن طريق الاتصالات و/ أو البريد. وتقدر تكاليف الاتصالات والبريد السنوية بمبلغ 3 000 دولار أمريكي لكل منظمة مشاركة. وكذلك قد تحمل بعض تكاليف الترجمة والنسخ للمنظمات المشاركة، لأن اللجنة قد يكون عليها أن تعمل بثلاث لغات (الإنكليزية والفرنسية والعربية). وتقدر تكاليف الترجمة والنسخ سنويًا بمبلغ 1 000 دولار أمريكي لكل منظمة مشاركة.

باء تكاليف استضافة الاجتماع (تتحملها المنظمات المشاركة بالتناوب) :

- المياني والدعم اللوجستي (الدعم السوقي) أثناء الاجتماع
- تكاليف الترجمة الفورية (إن طلبت) (بفرض توظيف الترجمة محليًا)
5 000 دولار أمريكي لكل اجتماع

جيم التكاليف التي يتحملها الاتحاد الدولي للاتصالات

الإعداد للاجتماعات ومتابعتها

يدخل في عداد ذلك التكاليف المتصلة بإعداد وثائق وتقارير الاجتماعات وترجمتها ونسخها وتوزيعها، وكذلك تحضير مشاريع المقترحات بالتشاور مع أعضاء لجنة التنسيق AR-RDC ومع غيرهم من شركاء التنمية، من خلال المهمات، والاتصالات والبريد. إن تكاليف كل ذلك تقدر كما يلي :

- الحاجة إلى القوى العاملة : من المهنيين - 12 رجل/شهر
- أعمال السكرتارية - 6 رجل/شهر
- تكاليف الاتصالات والبريد
- ترجمة الوثائق ونسخها
144 000 دولار أمريكي
30 000 دولار أمريكي
3 000 دولار أمريكي
10 000 دولار أمريكي

دال المصادر الأخرى (وهي قد تشمل المخصصات في ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات لأغراض خاصة) تكاليف اشتراك 12 مشاركاً من البلدان التي يقل الناتج المحلي الإجمالي للفرد فيها عن 3000 دولار أمريكي

التكاليف السنوية : $2 \times 2000 \times 12$ (لاجتماعين في السنة) 48 000 دولار أمريكي

ولم تؤخذ في تقدير هذه الحسبة التكاليف المتعلقة بتنفيذ المشاريع التي تترجها لجنة التنسيق AR-RDC .

وفيما يلي موجز بالتكاليف السنوية للجنة التنسيق AR-RDC .

تقدير التكاليف السنوية لعمل لجنة التنسيق AR-RDC ومساندتها
(على أساس اجتماعين سنوياً مدة كل منهما ثلاثة أيام)
(بالدولارات الأمريكية)
مصادر التمويل

المصادر الأخرى ¹	مكتب تنمية الاتصالات (الميزانية العادية)	المنظمة المضيفة (بالتناوب)	البلدان/ المنظمات المشاركة	البند
$2 \times 2000 = 48\ 000$			وسطي التكاليف لكل مشارك ² السفر : $2 \times 2000 = 4\ 000$	مشاركة أعضاء اللجنة في الاجتماعات (السفر، DSA)
		الامكنة والدعم اللوجستي		امكنة الاجتماع والدعم المحلي
		$(2 \times 5\ 000)$		الترجمة الفورية ³
			مهنين : 4 رجل/ شهر للسكرتارية : 4 رجل/ شهر	موظفون وطنيون يعملون في منظماتهم
	موظفون مهنين : $3 + 9 = 12$ رجل/ شهر 144 000 دعم سكرتارية : 6 رجل/ شهر = 30 000			موظفو مكتب تنمية الاتصالات، بما في ذلك تكاليف المهمات والمشاركة في الاجتماعات
	10 000		1 000	ترجمة الوثائق والتقارير ونسخها
	5 000		3 000	تكاليف الاتصالات والبريد
48 000	189 000			المجموع

¹ قد تشمل « المصادر الأخرى » في بعض الحالات وإلى حد ما المخصصات في ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات لأغراض خاصة .

² هذا تقدير متوسط التكاليف لكل مشارك . ستتوقف التكاليف الحقيقية على المسافة بين موقع منظمة المشارك ومكان الاجتماع . ومن المسلم به أن الضرورة تقضي بالحصول على أموال من مصادر أخرى لتأمين اشتراك مشارك واحد على الأقل من كل بلدان المنطقة (ماعدا البلدان التي يزيد الناتج المحلي الإجمالي للفرد فيها على 3 000 دولار أمريكي التي يفترض فيها أن تتحمل بنفسها نفقات مشاركتها) .

³ التكاليف المقدرة للترجمة الفورية (إن طلبت) على أساس توظيف الترجمة محلياً .

⁴ 3 رجل/ شهر من موظفي المقر + 9 رجل/ شهر من موظفي المكتب الإقليمي .

القرار رقم 2 الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

إعادة بنية قطاع الاتصالات في منطقة الدول العربية

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يلاحظ

1. توصية اللجنة المستقلة لتنمية الاتصالات في العالم (1984) التي يترتب بموجبها على الحكومات أن تضع سياسات وطنية، وأن تحدد أهدافاً محددة لتنمية الاتصالات ،
2. التوصيات التي وجهها الفريق الاستشاري حول السياسات الاتصالية عام 1989 إلى أعضاء الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU) بشأن السياسة العامة ،
3. مقرر مؤتمر المنوبين المفوضين الثالث عشر للاتحاد الدولي للاتصالات (نيس، 1989) الذي ينص على حق كل بلد في اختيار السياسة الاتصالية التي تستجيب أفضل لاستجابة لحاجات شعبه، وعلى مسؤوليته في تحديد هذه السياسة ،
4. القرار ATDC/90/RES1 (سياسة الاتصالات في إفريقية واستراتيجيتها) الصادر عن مؤتمر تنمية الاتصالات الإفريقي (هراري 1990) الذي قرّر فيما قرّر «... إنشاء لجنة دراسات دائمة إفريقية تعنى بسياسة الإعلام والاتصالات (AITPSG) ضمن إطار مكتب تنمية الاتصالات (BDT) ...» ،
5. القرار EU-RDC/91 N° 1 (سياسات تنمية الاتصالات واستراتيجياتها وآليات التعاون فيها) الصادر عن مؤتمر تنمية الاتصالات الإقليمي الأورديي (براغ 1991) الذي طلب، فيما طلب، « من المكتب BDT إنشاء فريق عمل يعنى بنماذج تنمية الاتصالات ...» في المنطقة المعنية ،
6. القرار AM-RDC/92 N°1 (الآلية الإقليمية في السياسة الاتصالية) الصادر عن مؤتمر تنمية الاتصالات الإقليمي الأمريكي (أكابولكو 1992) الذي قرّر «... إنشاء فريق عمل حول السياسات الاتصالية يؤمن تنسيقه مكتب تنمية الاتصالات (BDT)، ويعمل بالتعاون مع كيانات الاتصالات الحكومية والإقليمية والإقليمية الفرعية ...» ،
7. أهداف الاتحاد ودور الوسيط الحافز المنتظر أن يلعبه الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU) ومكتب تنمية الاتصالات (BDT) كما ورد في قرار نيس رقم 14 (تطور البيئة الاتصالية) ،

ويضع في اعتباره

1. الدور الحاسم الذي تلعبه الاتصالات كمحرك للنمو الاقتصادي الوطني والتكامل الإقليمي ،
2. أن السياسات الاتصالية يجب أن توضع في سياق استراتيجية شاملة ترمي إلى النهوض بالنمو الاقتصادي ،
3. أوجه التقدم التقني الهائلة وما تقود إليه من عدم التلازم بين البنية الحالية لقطاع الاتصالات والتقنيات الجديدة التي يجري إدخالها ،

4. التزايد السريع في الطلب على الخدمات الجديدة (ذات القيمة المضافة) من أوساط رجال الأعمال ،
5. ضرورة تأمين المردودية للعمليات في الاتصالات، واستكشاف كل موارد الاستثمار الممكنة، بما فيها التمويل الذاتي والاستثمارات من كلا القطاعين الخاص والعام لتحديث الشبكات والخدمات وتوسيعها ،
6. ضرورة أخذ احتياجات المستعملين ومتطلباتهم بالحسبان الواجب من حيث جودة الخدمة والتسعير الخ ،
7. ضرورة تشجيع وجود الشركات الخاصة في ميدان الخدمات الاتصالية وأسواق المعدات ،
8. ضرورة فتح باب الدخول، أي السماح لموردين متعددين بالعمل في أسواق الخدمات والمعدات حيث يمكن عملياً، وعدم وضع حدود على عدد الداخلين إذا أمكن، بغية الاستفادة من ثمار المنافسة ،
9. ضرورة السماح للقوى السوقية والتكنولوجية بالعمل حيث يمكن عملياً لتحقيق أهداف المصلحة العامة للبلد ،
10. ضرورة وضع سياسات تنظيمية شفافة تهدف إلى :
 - تأمين نفاذ منصف لكل الشركاء/ المشغلين إلى سوق الخدمات ،
 - تقادي الفوضى المحتمل وقوعها (كازدحام الطيف الخ، مثلاً) ،
 - توفير الوقاية من إساءة استعمال السلطة السوقية التي قد يكون مورّد و الخدمات الاتصالية مسؤولين عنها ،
 - تكيف مستوى التنظيم الحكومي مع كل قطاع من قطاعات السوق ،
 - تطبيق المبادئ الاقتصادية المعترف بها، فيما يخص تسعير الخدمات العامة المقدمة، اعتماداً على كلفتها ،
 - تشجيع موردي الاتصالات التي تملكها الحكومة أو تسيطر عليها على حرية أعمال المشتروات وشفافيتها ،
11. ينبغي أن تحقق التنظيمات ما يلي :
 - (أ) أن يفصل تماماً بين وظائف الاتصالات والأنشطة الحكومية الأخرى (مثل إدارة البريد)، وأن يفصل تماماً بين وظائف تنظيم الاتصالات ووظائف تشغيلها ،
 - (ب) أن ينشأ كيان إداري تنظيمي في إطار البنية الحكومية لكل دولة يسمح لصناع القرار في ميدان التنظيم بالابتعاد ما أمكن عن الانحرافات السياسية الاعتباطية ،
 - (ج) أن توضع قواعد ضبط وموازنة لبنية الكيان الإداري وتشغيله وتمويله حتى يُضمن الاتساق بين اتخاذ القرارات والمسؤولية وفقاً للأهداف والغايات المحددة ،
 - (د) أن توضع إجراءات تنظيمية فعالة تشجع في الوقت نفسه على الانفتاح والإنصاف ،
12. أن إعادة البنية القطاعية لا يمكن أن تتم إلا بوجود وتطبيق إزادات سياسية واضحة المعالم، مما يستدعي إدراكاً تاماً للدور الذي تلعبه الاتصالات في ميادين التنمية الاجتماعية والاقتصادية والثقافية على الأصعدة الوطني والإقليمي والعالمي ،
13. أن البلدان المتقاربة في جذورها الثقافية على الصعيد الإقليمي قد يكون من الأحسن لها أن تضمّ جهودها لوضع سياسات واستراتيجيات مشتركة ووضع نماذج تنمية قابلة للتطبيق بنجاح، بعد إجراء كل التغييرات الضرورية بنجاح في بلدان مختلفة وضمن إطار السيادة الوطنية وقواعد الشرعية ،
14. أن تبني سياسات وبنى مؤسسية منسقة على الصعيد الإقليمي من شأنه أن يقود إلى فهم متبادل أفضل وإلى تعاون إقليمي أعظم يفضي، مع الوقت وبالتأزر، إلى طرق لحل المشاكل المشتركة ،

ويحث

بلدان المنطقة على إنشاء لجنة تنسيق وطنية عالية المستوى إذا لم يكن لديها مثل هذه اللجنة بالفعل ، لتقوم بالدراسات وتقديم الاقتراحات إلى الحكومة حول سياسات الاتصالات والإعلام الوطنية المناسبة التي تتناول تنظيم قطاع الاتصالات وتشغيله ،

يوصي

أن تضم لجنة التنسيق الوطنية ممثلين رفيعي المستوى عن القطاعات التالية :

-	الاتصالات
-	الإعلام
-	المالية
-	التخطيط
-	الزراعة
-	التجارة/ الصناعة

وممثلين عن المستعملين

ويقرر

1. إنشاء فريق عمل إقليمي معني بالسياسات والاستراتيجيات الاتصالية بالتنسيق من مكتب تطوير الاتصالات (BDT) مع ممثلين عن لجان التنسيق الوطنية المشار إليها في الفقرة "ويحث" أعلاه وبالتعاون مع الكيانات الاتصالية الحكومية والإقليمية والإقليمية الفرعية . ويفوض هذا الفريق بأن :
 - أ) يساعد الدول العربية على تبني سياسات تصلح لتكون إرشادات توجيهية لتنمية أنظمتها الاتصالية تنمية متناسقة ضمن الإطار العام لاستراتيجياتها الوطنية في التنمية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية ،
 - ب) يساهم في التنسيق الإقليمي للسياسات الاتصالية بغية دعم عملية التكامل الإقليمي للدول العربية ،
2. أن تكون المهمات والوظائف التي يؤديها فريق العمل المعني بالسياسات والاستراتيجيات الاتصالية هي التالية :
 - أ) وضع النماذج والإرشادات التوجيهية الخاصة بالسياسات الوطنية والبنى المؤسسية، واقتراح الطرائق والكيانات اللازمة للتوصل إلى تنظيمات وإصلاحات في القطاع تكون منسقة على الصعيد الإقليمي، وكذلك إجراء دراسات الحالة التي ترمي إلى تقييم المنعكسات الاجتماعية والاقتصادية الناجمة عن الإصلاحات البنوية ،
 - ب) تجميع القوانين والتنظيمات وعقود الخدمة واتفاقاتها وإجراء تحليل مقارن لها بالاستعانة بالأمثلة الموجودة، وإعداد ثبوت مصادر مشروع ومحين للسياسات الاتصالية ليستخدمه الباحثون والسلطات المختصة ،
 - ج) تشجيع تبادل المعلومات والمشاروات المستمرة بين بلدان المنطقة بشأن المسائل الدولية المتعلقة بالاتصالات مثل جولة أوروغواي لمفاوضات "الغات" (GATT) ،
 - د) إجراء أبحاث وتنسيقها، عن التوجهات التقنية في الاتصالات، وعن النتائج الاستراتيجية الناجمة عن الثورة في تقنية المعلوماتية، ووقمها على التطور الاقتصادي والاجتماعي والتعليمي والثقافي وعلى التكامل الإقليمي ،
3. أن يؤمن مكتب تنمية الاتصالات (BDT) بالتنسيق مع أفرقة العمل الأخرى المماثلة التي أنشأتها مؤتمرات التنمية في مناطق أخرى، لتفادي العمل المضاعف وضمان استخدام الموارد المتوفرة أمثل استخدام .

4. أن تشمل أساليب عمل الفريق ما يلي :
- (أ) تساعد الفريق، فيما تساعده، أفرقة من الخبراء مخصصة في المسائل التالية :
- الأمور التنظيمية
 - جودة التشغيل/ الخدمات
 - العلاقات الدولية/ الاتفاقات/ التسعيرات/ تقاسم الواردات، الخ ،
 - استراتيجيات التمويل وإعادة البنية ،
- (ب) يمكن لفريق العمل أن يعمل بالمراسلة ويجتمع مرة واحدة على الأقل كل عام، ويعرض النتائج التي يتوصل إليها على لجنة التنسيق AR-RDC ،
- (ج) ينبغي ان يجتمع فريق العمل في وقت يسبق انعقاد مجلس الوزراء، حتى يضمن وصول الاقتراحات الموحدة والمنسقة إقليمياً حول التجديد البنوي إلى أنسب المستويات السياسية التي تصنع القرارات من خلال لجنة التنسيق AR-RDC ،
- (د) أن توكل رئاسة فريق العمل على أساس سنوي وبالتناوب ، ويستضيف بلد الرئيس اجتماع فريق العمل في سنة رئاسته وفقاً للإجراءات العادية في الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU).

إضافة

إعادة بنية قطاع الاتصالات في منطقة الدول العربية

تقدير التكاليف ومصادر التمويل المحتملة

وضعت التقديرات الواردة أدناه على فرض أن فريق العمل يجتمع مرتين سنوياً، وهي لا تشمل الكلفة المتعلقة بلجان التنسيق الوطنية (بتقدير وسطي قدره 4 رجل/شهر من الموظفين المهنيين و 4 رجل/شهر من موظفي السكرتارية لكل سنة ولكل بلد مشارك من أجل الأعمال المتعلقة مباشرة بلجنة التنسيق AR-RDC).

تقدير التكلفة السنوية لتشغيل فريق العمل ومساندته (على أساس اجتماعين سنوياً مدة كل منهما ثلاثة أيام) (بالدولارات الأمريكية)

مصادر التمويل

المصادر الأخرى ¹	مكتب تنمية الاتصالات (الميزانية العادية)	البلد المضيف (بالتناوب)	البلدان/المنظمات المشاركة	البند
$2 \times 2000 = 4000$			وسطي التكاليف لكل مشارك ² السفر: $2 \times 2000 = 4000$	مشاركة أعضاء فريق العمل في الاجتماعات (السفر، DSA)
		الأمم المتحدة والدعم اللوجستي		أمم المتحدة الاجتماع والدعم المحلي
			(2×5000)	الترجمة الفورية ³
			مهنين: 4 رجل/شهر لسكرتارية: 4 رجل/شهر	موظفون وطنيون يعملون في منظماتهم
	موظفون مهنيون: $3+3=6$ رجل/شهر = 72 000 دعم سكرتارية: 4 رجل/شهر = 20 000			موظف مكتب تنمية الاتصالات، بما في ذلك تكاليف المهمات والمشاركة في الاجتماعات
	10 000		1 000	ترجمة الوثائق والتقارير ونسخها
	5 000		3 000	تكاليف الاتصالات والبريد
$3 \times 15000 = 45000$ ⁵				الاستشاريون
93 000	107 000			المجموع

¹ قد تشمل « المصادر الأخرى » في بعض الحالات وإلى حد ما المخصصات في ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات لأغراض خاصة .

² هذا تقدير متوسط التكاليف لكل مشارك . ستتوقف التكاليف الحقيقية على المسافة بين موقع منظمة المشارك ومكان الاجتماع . ومن المسلم به أن الضرورة تقضي بالحصول على أموال من مصادر أخرى لتأمين اشتراك واحد على الأقل من كل بلدان المنطقة (ماعداد البلدان التي يزيد الناتج المحلي الإجمالي للفرد فيها على 3 000 دولار أمريكي التي يفترض فيها أن تتحمل بنفسها نفقات مشاركتها) .

³ التكاليف المقدرة للترجمة الفورية (إن طلبت) على أساس توظيف الترجمة محلياً .

⁴ 3 رجل/شهر من موظفي المقر + 3 رجل/شهر من موظفي المكتب الإقليمي .

⁵ يمكن تأمين ذلك نقداً أو عينياً .

القرار رقم 3 الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

قاعدة معطيات اتصالاتية للدول العربية

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. الحاجة إلى قاعدة معطيات اتصالاتية للبلدان العربية تكون بمثابة مستودع لمعلومات الاتصالات، تضم الأهداف والسياسات وخطط التنمية والمشاريع والمؤشرات، كما تضم تشكيلات مراكز التبديل والوصلات والحركة الدولية وأنظمة الإرسال والموارد البشرية ومعطيات التدريب. وأن هذه المعلومات مفيدة لمجموعة متنوعة من المستعملين مثل المحللين والمخططين وصانعي السياسات والباحثين وغيرهم، وأن قاعدة المعطيات هذه ينبغي أن توفر فيما توفره :
 - سرعة استعادة المعلومات المتعلقة بالمنطقة كلها ،
 - تنسيق شبكات الاتصالات (مما يسمح للإدارات مثلاً بتحليل واختيار نقاط العبور لحركتها الإقليمية) ،
 - مقارنات تسمح للإدارات أن تنتفع بخبرة غيرها ،
 - معلومات حول أنشطة التعاون مثل التدريب أو الشراء المشترك للأجهزة ،
 - التسيير التقني والإداري للشبكات ،
 - مرجع للدراسات والتخطيط ،
2. أن المبادلات المطلوبة بين جميع البلدان للحصول على المعطيات، ولتلبية حاجات الترجمة وتدقيق المعلومات وتناسقها سيُقام بها على أفضل وجه إذا تولاهما كيان بتفويض إقليمي ،
3. على الرغم من أن قاعدة المعطيات الإقليمية مفيدة للتعاون والتحليل الإقليميين، إلا أنها لا توفر التفاصيل اللازمة لإدارة جميع المعطيات المطلوبة على المستوى الوطني (مثلاً ، إدارة المعلومات الخاصة بمراكز التبديل على مستوى المقاطعة أو المدينة أو القرية، ومعلومات مفصلة عن الإرسال على المستوى الوطني، إلخ). إن قاعدة معطيات اتصالاتية وطنية لإدارة معطيات كل بلد ستكون مفيدة كثيراً للإدارات المشاركة ، وستسمح لها بتقديم المعلومات ببسر إلى قاعدة المعطيات الإقليمية ،

ويذكر

1. بأن سبق وبُذلت الجهود لإنشاء قاعدة معطيات اتصالاتية عربية. ففي الفترة الممتدة بين 1974 و 1987، قام المشروع الإقليمي MEDARABTEL التابع للبرنامج UNDP/ITU بجمع الإحصاءات الاتصالية لصالح الإحدى والعشرين دولة عربية التي كانت أعضاء في ذلك المشروع حينئذ. وفي نهاية المشروع، تم نقل المعطيات إلى الاتحاد العربي للمواصلات السلكية واللاسلكية (ATU) . وعندما حل هذا الاتحاد، توقفت قاعدة المعطيات هذه عن الوجود ،
2. بأن اللجنة الدائمة للاتصالات قررت في عام 1992 أن المنطقة في حاجة إلى قاعدة معطيات عن المعلومات الاتصالية من أجل تعزيز التعاون والتحليل. وقد وافق الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU) على تضمين ذلك في إطار شبكة جديدة ضمن المشروع الجاري MODARABTEL (RAB/89/001) التابع للبرنامج UNDP/ITU . وتم تعيين سورية « بلد قيادة » لهذه الشبكة ،

3. بأنه في اجتماع الخبراء الأول بشأن قاعدة المعطيات هذه (دمشق، مايو 1992) الذي شارك فيه ممثلون عن الأردن وتونس وسورية ومصر ومنظمة MODARABTEL ومكتب تنمية الاتصالات (BDT) ، تم إعداد استبيان (استقصاء عن قطاع الاتصالات في البلدان العربية) أرسل إلى جميع الدول العربية ،
4. بأن المكتب BDT وضع تصميماً لنموذج نظام أولي مبنياً على الاستبيان المذكور وتم إدخال معطيات تعود إلى عشرة بلدان ،
5. بأن هناك حاجة إلى التحسينات التالية من أجل تحسين وظائفية النظام :
 - إضافة اللغتين العربية والفرنسية ،
 - وضع وحدة تسمح باستكمال المعلومات الاتصالية بمعلومات جغرافية ،
 - إنشاء سطح بيئي أسهل استعمالاً من أجل حاجات الاستفهام واستعادة المعلومات ،
 - تحقيق التكامل مع تطبيقات أخرى مثل أوراق الحساب الإلكتروني ومعالجة النصوص والإحصائيات ،
 - إضافة عنصر وطني إلى قاعدة المعطيات ،
 - تحرير الوثائق اللازمة وترتيب التدريب اللاحق ،
6. بأن الشبكة المعنية في المشروع MODARABTEL ستخذ الترتيبات اللازمة لتطبيق الخصائص المطلوبة وتعزيز النظام وتوسيعه بحيث يشمل عنصر اتصالات وطنياً في قاعدة المعطيات، كما أنها ستقوم بإعداد الوثائق وترتيب التدريب الأولي . وستكتمل هذه الأنشطة في التاريخ المحدد لانتهاج المشروع MODARABTEL ،

يقرر

1. أن يتابع مشروع MODARABTEL تطوير قاعدة المعطيات الإقليمية وأن يتم تنفيذها بالتنسيق مع اللجنة الدائمة للاتصالات في جامعة الدول العربية، ومع وحدة أنظمة المعلومات والمكتب الإقليمي للدول العربية في القاهرة التابعين للمكتب BDT ،
2. أن تواصل أنشطة فريق خبراء MODARABTEL من أجل شبكة قاعدة المعطيات - بمجرد استكمال المشروع - بمعرفة فريق عمل معني بمؤشرات تنمية الاتصالات للدول العربية وبمساعدة العاملين في المكتب BDT وغيرهم من الاختصاصيين كلما اقتضى الأمر :
 - (أ) تنسيق التطوير اللاحق لقواعد المعطيات الوطنية، بما في ذلك تأمين المعلومات الإدارية المطلوبة على المستوى الوطني وتأمين المؤشرات والمعلومات الأخرى المطلوبة على المستويين الإقليمي والدولي، وتدريب الموظفين الوطنيين على استعمال قاعدة المعطيات المذكورة ،
 - (ب) المراقبة المستمرة لأنشطة قاعدة المعطيات على المستويين الإقليمي والوطني ،
 - (ج) تفحص اختيار المؤشرات وغيرها من المعلومات ،
 - (د) إعطاء التوجيهات الإدارية بشأن المسائل المتصلة بالمؤشرات والإحصاءات، والتنسيق مع المبادرات الإقليمية الأخرى في هذا الميدان (مثل تبادل المعلومات الاتصالية لأوروبا الوسطى والشرقية، وفريق عمل المكتب BDT المعني بمؤشرات تنمية الاتصالات في منطقة الأميركتين) ، مما يؤمن الاستمرارية والتلاؤم مع قواعد المعطيات والمؤشرات المستعملة في المناطق الأخرى ،

ويطلب

من المكتب BDT تسخير الموارد لصيانة وتعزيز قواعد المعطيات الإقليمية والوطنية للدول العربية بمجرد أن ينتهي المشروع . MODARABTEL

إضافة

قاعدة معطيات اتصالية للدول العربية

تقدير التكاليف ومصادر التمويل المحتملة

بنيت التقديرات الواردة أدناه على فرض أن كل بلد سيكون مجهزاً بالعتاد (HW) والبرامجيات (SW) اللازمة لتنفيذ قاعدة معطيات وطنية . غير أن العتاد والبرامجيات يحتاج كلاهما إلى صيانة، كما أن التطبيقات سوف تتطور وتحسن باستمرار، مما قد يتطلب ترخيصاً باستعمال برامجيات جديدة .

تقدير التكلفة السنوية لتشغيل فريق العمل ومساندته
(على أساس اجتماعين سنوياً مدة كل منهما ثلاثة أيام)
(بالدولارات الأمريكية)
مصادر التمويل

البند	المنظمات المشاركة	المنظمة المضيفة (بالتناوب)	مكتب تنمية الاتصالات (الميزانية العادية)	المصادر الأخرى ¹
تحيين وصيانة العتاد والبرامجيات	3 000 لكل منظمة		3 000 (يضاف إليها تطوير البرامجيات - انظر « موظف المكتب BDT أدناه »)	
مشاركة أعضاء فريق العمل في الاجتماعات	وسطي التكاليف لكل مشارك ² : 4 000 = 2000×2 (سفر + DSA)			² 48 000 = 2 000×12×2
أمكنة الاجتماع والدعم		الأمكنة والدعم اللوجستي		
الترجمة الفورية ³		(5 000×2)		
موظفون وطنيون يعملون في منظماتهم	مهندسون : 4 رجل/شهر للسكرتارية : 4 رجل/شهر			
موظف المكتب BDT لتطوير قاعدة المعطيات والمشورة (بما في ذلك تكاليف المهمات)			موظفون مهندسون : 3 + 3 = 6 رجل/شهر = 72 000 دعم سكرتارية : 4 رجل/شهر = 20 000	
ترجمة الوثائق والتقارير ونسخها	1 000		10 000	
تكاليف الاتصالات والبريد	3 000		5 000	
الاستشاريون				⁵ 45 000 = 3 رجل/شهر
المجموع			110 000	93 000

¹ قد تشمل « المصادر الأخرى » في بعض الحالات وإلى حد ما المخصصات في ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات لأغراض خاصة .
² هذا تقدير متوسط التكاليف لكل مشارك . ستترقب التكاليف الحقيقية على المسافة بين موقع منظمة المشارك ومكان الاجتماع . ومن المسلم به أن الضرورة تقضي بالحصول على أموال من مصادر أخرى لتأمين اشتراك مشارك واحد على الأقل من كل بلدان المنطقة (ماعداد البلدان التي يزيد الناتج المحلي الإجمالي للفرد فيها على 3 000 دولار أمريكي التي يفترض فيها أن تتحمل بنفسها نفقات مشاركتها) .
³ التكاليف المقررة للترجمة الفورية (إن طلبت) على أساس توظيف الترجمة محلياً .
⁴ 3 رجل/شهر من موظفي المقر + 3 رجل/شهر من موظفي المكتب الإقليمي .
⁵ يمكن تأمين ذلك نقداً أو عينياً .

القرار رقم 4 الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

استراتيجيات التمويل واعتبارات تتعلق بالاستثمارات في تنمية الاتصالات

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. الدور الحاسم الذي تلعبه الاتصالات كمحرك للنمو الاقتصادي والتعاون الإقليمي ،
2. أن السياسات الاتصالية يجب أن توضع في سياق استراتيجية شاملة للنهوض بالنمو الاقتصادي ،
3. الصلة الهامة بين الحصول على تمويل لتنمية البنى التحتية وبين العمليات التنظيمية والمؤسسية ،
4. أهمية استكشاف كل الإمكانيات التي من شأنها اجتذاب الاستثمارات، بما فيها من تقنيات التمويل الجديدة من كلا القطاعين العام والخاص ،
5. الاعتراف بالمزايا الوفرة الناجمة عن الترخيص بالتشغيل لأكثر من كيان واحد، مهما كانت بنية مؤرد الخدمة الأساسي ،

ويعترف

1. بأن البنية التحتية للاتصالات تختلف مراحل تطورها من دولة إلى أخرى في المنطقة ،
2. بأن كل إدارة ستتبنى استراتيجيات تنمية تناسب ظروفها الوطنية ،

يدعو الإدارات

إلى دراسة العناصر التالية باعتبارها وسائل تشجيع تمويل الاتصالات واستثمارها في المنطقة :

ألف بنية القطاعات

1. ألف إن القيام، وفقاً للخطط الوطنية، بفصل وظيفة تشغيل الاتصالات عن مسؤوليات الحكومة في التنظيم واتخاذ القرارات يمكن أن يخلق مناخاً مواتياً للاستثمار .

باء هيئة التنظيم

1. باء ينبغي لوظيفة الدولة في التنظيم أن تضمن شفافية صنع القرارات، حتى تكسب ثقة المشغلين والمستثمرين والمشاركين، وتشجع بالتالي الاستثمار في هذا القطاع .

- جيم الإطار التنظيمي**
1. جيم إن وجود إطار تنظيمي ملائم للظروف الوطنية في كل بلد ليسمح بالمنافسة الشريفة ويتيح الاعتماد على القوى السوقية يمكن أن يجتذب الاستثمارات الوطنية والأجنبية ومعها مصادر كفاءات جديدة .
 2. جيم ينبغي أن تسترشد إعادة بنية قطاع الاتصالات بأهداف تعزيز الفعالية والتشغيل البيئي وزيادة إمكانية الوصول إلى الخدمة وتحسين جودة الخدمة .
 3. جيم إن اعتماد البنية السوقية الملائمة لتوفير الخدمات ذات القيمة المضافة، والتجهيزات الطرفية والخدمات الأخرى التي تعتمد على تقنيات جديدة يمكن أن تحسّن مناخ الاستثمار .
 4. جيم إن إعادة استثمار واردات الاتصالات في البنية التحتية يوفر حافزاً لتحديث الشبكات، ويحسنّ المناخ للمستثمرين .

- دال سياسات التسعير**
1. دال ينبغي أن تشجّع كيانات التشغيل على تحديد الأسعار تحديداً فعلاً يدعو إلى اجتذاب الاستثمارات إلى قطاع الاتصالات .
 2. دال إن الإصلاحات المتعلقة بالأسعار، وخصوصاً تبني تسعيرات أوثق انساقاً مع التكاليف الحقيقية، يمكن أن تقود إلى زيادة في الحركة وإلى إيجاد مصادر إضافية للإيرادات ، كما يمكنها أن تعد الصناعة لتدخل التزاحم في بيئة المنافسة على الصعيد الوطني والدولي .
 3. دال ينبغي أن تعطى الأولوية إلى إعادة اتساق التسعيرات المحلية مع التسعيرات الدولية، وإلى تصحيح التوازن المختل بين التسعيرات المحلية والتسعيرات للمسافات البعيدة .
 4. دال ينبغي ضبط آليات تقديم الدعم المالي، كلما دعت الحاجة، إلى المشتركين ذوي الدخل المنخفض وإلى المناطق التي تكون تكاليف البدالات فيها مرتفعة بغية خفض مستوى الدعم الإجمالي اللازم وتعزيز الفعالية .
 5. دال ينبغي أن توضع رسوم التوزيع للخدمات الدولية على أساس التكاليف وأن تراعي توجهات التكاليف ذات الصلة . وعلى كل إدارة أن تطبق هذه المبادئ على كل العلاقات دون تمييز، أي إتاحة رسم واحد لكل المشغلين بنفس الشروط .
 6. دال ينبغي للإدارات أن تسعى إلى التوصل بأسرع ما يمكن إلى رسوم توزيع موجهة نحو التكاليف، علماً بأن البلدان الأقل نمواً والتي تحتاج إلى تخفيض رسومها تخفيضاً محسوساً قد تضطر إلى تنفيذ ذلك خلال فترة تمتد من عام إلى خمسة أعوام .

هاء إجراءات أخرى لاجتذاب الاستثمارات والتمويل

1. هاء إن تحريرية السياسات في موضوع الاستثمارات الأجنبية، كرفع القيود عن الملكية الأجنبية وإزالة القيود عن تقاسم الأرباح وإلغاء مراقبة القطع الأجنبي، هي عناصر رئيسية تعزز تطوير البنية التحتية للاتصالات .

واو مصادر واستراتيجيات جديدة للتمويل

1. واو ينبغي لكيانات التشغيل التي تبحث عن مورد للتمويل أن تأخذ بالحسبان، إضافةً إلى المجموعة الواسعة من مصادر التمويل الثنائية والمتعددة الأطراف مثل الوكالات المانحة في البلدان المتقدمة والبنك الدولي للإنشاء والتعمير (IBRD) وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي (UNDP) وغيرها من المؤسسات، مصادر تمويل واستراتيجيات جديدة مثل المشاريع المشتركة ومصادر القطاع الخاص .

يقرر

أن يعهد إلى الفريق العامل المعني بسياسات الاتصالات واستراتيجياتها الذي أنشئ بموجب القرار 2 بمهمة إضافية لينظر في العناصر المعروضة أعلاه ويدرس استراتيجيات التمويل واعتبارات الاستثمار والتعاون الدولي الخاصة بتبني الاتصالات .

القرار رقم 5
الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

نداء لمساعدة لبنان

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

وقد يلاحظ

1. القرار رقم 74 الصادر عن مؤتمر المنديبين المفوضين للاتحاد الدولي للاتصالات (نيروبي 1982) والمعنون « مساعدة لبنان » ،
2. الاستنتاجات الواردة في التقرير المشترك الصادر عن وكالات الأمم المتحدة حول « تقديم المساعدة الاقتصادية الخاصة إلى لبنان وإغاثته في حالات الكوارث » الذي ساهم فيه الاتحاد الدولي للاتصالات والذي جعل الجمعية العامة للأمم المتحدة في دورتها السادسة والأربعين (نوفمبر 1991) تنتظر في التقرير الذي قدمه الأمين العام بعنوان « المساعدة على إعادة بناء لبنان وتنميته » ،
3. لبنان، اجتماع تنسيق المساعدة، تقرير الرئيس عن المداورات (باريس في 12 ديسمبر 1991) ،
4. جمهورية لبنان : إعادة البناء - لمحات عن المشاريع في مجال الاتصالات، أعدتها حكومة لبنان (CDR) (بيروت 1991) ،
5. البرنامج التطوعي الخاص التابع للاتحاد الدولي للاتصالات : مساعدة لبنان - إصلاح شبكة الاتصالات (19 مارس 1992) ،
6. بعثة الاتحاد الدولي للاتصالات إلى لبنان (من 29 مارس إلى 12 أبريل 1992) ، الراديو والإذاعة الصوتية ،
7. إصلاح شبكة الاتصالات اللبنانية، بعثة الاتحاد الدولي للاتصالات (من 3 إلى 16 ديسمبر 1991) ،
8. تقرير البنك الدولي المعنون « التطورات الاقتصادية الحديثة وخطة الإصلاح العاجل في بعض القطاعات المنتقاة ذات الأولوية في لبنان » ،
9. وثيقة المؤتمر AR-RDC ذات الرقم (Rev.1) 21 - تقرير تجميعي : المساعدة المطلوبة لإعادة تعميم شبكات الاتصالات وخدماتها في لبنان و/ أو إعادة بنائها وتطويرها ،
10. التوصيتان رقم 29 ورقم 30 الصادرتان عن اللجنة عالية المستوى (HLC) للاتحاد الدولي للاتصالات التي تدعو فيهما مكتب تنمية الاتصالات (BDT) إلى أن يلعب دور الوسيط الحافز في حشد الموارد من أجل تنمية الاتصالات ،

ويذكر

أن لبنان يجابه مهمة رئيسية هي إعادة البناء من أجل تعويض الخسائر الفادحة التي تكبدها على مر ستة عشر عاماً من الصراع الأهلي الذي مزق الخدمات العمومية الأساسية ودمر المنشآت وسبب ألاماً إنسانية هائلة وغرم الاقتصاد خسائر فادحة ،

ويضع في اعتباره

أن الشعب اللبناني يثق في قدرته على إعادة بناء بلده، ولكن لا بد من استثمار خارجي أولي يُطلق عملية إعادة البناء .

ويأخذ بالحسبان

قرار الأمم المتحدة الأخير (45/225 ، 1990) الذي يطلب من الأمين العام لهذه المنظمة أن يواصل جهوده ويكثفها لحشد كل مساعدة يمكن تقديمها إلى لبنان في سعيه إلى إعادة بناء اقتصاده وفي سعي حكومته إلى الحصول على المساعدة الدولية والدعم المالي اللازم لتنفيذ المشاريع العاجلة للإصلاح وإعادة البناء .

ويضع في اعتباره

أن شبكة الاتصالات قد تُلغَتْ تُلغاً كبيراً، بل وقد دُمرت بالكامل في بعض الحالات، مما يتطلب مساعدة تقنية فورية (1,5 من ملايين الدولارات الأمريكية) واستثماراً رأسمالياً كبيراً (174,56 من ملايين الدولارات الأمريكية) لإعادة تأهيل الشبكة ومبلغ 850 مليون دولار أمريكي لإعادة الشبكة إلى اشتغالها الكامل ، وفقاً لبرنامج سيتم تنفيذه في فترة خمس سنوات .

يوجه نداء

من أجل الحصول على الدعم الفوري من المجتمع الدولي - البلدان الأعضاء في المنطقة وغيرها من البلدان ومؤسسات تمويل التنمية، ثنائية الأطراف منها والمتعددة .

ويكلّف

الأمين العام للاتحاد الدولي للاتصالات ورئيس المؤتمر الإقليمي أن يحملا هذا القرار فوراً إلى علم المجتمع الدولي .

القرار رقم 6 الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

أفاق التعاون في مجال البحث والتنمية والمجالات المرتبطة به
من التعليم العالي العلمي والتقني وتصنيع معدات الاتصالات محلياً

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. أن معظم البلدان العربية (ماعدا بعض البلدان التي تواجه صعوبات جمة ناجمة عن نتائج الحرب، وبعض البلدان الأقل نمواً) قد شرعت في برامج تنمية ضخمة تطال البنية التحتية للاتصالاتها ،
2. أن آفاق المستقبل لتطوير الشبكات والاستثمار في المنطقة تبدو جيدة جداً ،
3. أن التقانة (التكنولوجيا) المتقدمة جداً التي يتزايد استخدامها في العالم أكثر فاعلية وقد وسعت مدى الاتصالات العصرية وزادت في تعقيدها ،
4. إذا نظرنا إلى تطور الخدمات في المنطقة العربية نجد أن المهاتفة ما تزال هي الخدمة السائدة فيها . ومع ذلك فقد أدخلت في بعض البلدان العربية، إضافة إلى الخدمات الأساسية التي هي الهاتف والتلكس والبرق وإرسال المعطيات (وأغلبها عبر الشبكة الهاتفية وشبكة المعطيات بتبديل الرزم في بعض البلدان)، خدمات أخرى مثل المهاتفة الخلوية المتنقلة والطبصلة (والاستدعاء على مقياس أصغر) ،
5. يبقى الكثير مما يمكن عمله حيال خدمات جديدة أخرى، بما في ذلك إدخال الشبكة ISDN وفيما بعد الشبكة ISDN-B عريضة النطاق على أساس تجريبي وعلى مراحل، لصالح زبائن الأعمال في بعض البلدان العربية ،
6. لكي تسيطر البلدان العربية على التقانة المتقدمة، وتنمي تطوير الخدمات، وبالتالي تروم هوة المعرفة، وتخلق فرص عمل جديدة، فإنها تحتاج إلى الإسراع في حشد الموارد المطلوبة لبناء أو تقوية ما عندها من كفاءات ومهارات بشرية، وإمكانات بحث وتنمية (R&D)، وتعليم عالٍ علمي وتقني، وتصنيع محلي لمعدات الاتصالات (LMTE) ،
7. توصيات اللجنة المستقلة لتنمية الاتصالات في العالم أجمع فيما يعني البحث والتنمية (R&D)، وتصنيع معدات الاتصالات محلياً (LMTE) (الفصل السابع من تقرير الحلقة المفقودة، ديسمبر 1984)، وكذلك توصيات لجنة الجنوب بشأن العلم والتكنولوجيا (موجز تقرير لجنة الجنوب ولحة شاملة عنه، جنيف 1990) ،
8. توصية مؤتمر تنمية الاتصالات الإفريقي (هراري 1990) ذات الرقم 1 ATDC-90/REC عن « تنمية الصناعات التي تهتم بصنع معدات الاتصالات في إفريقية » ،

وقد أخذ علماً

بالعمل الذي تؤديه المنظمات الدولية والإقليمية في هذا الشأن، ولا سيما مشروع MODARABTEL ،

يقرر

الطلب من الاتحاد الدولي للاتصالات / من مكتب تنمية الاتصالات أن يشرع في دراسة جدوى شاملة، بمشاركة فعالة من أفرقة عربية متعددة الاختصاصات تضم رجال علم وهندسة واقتصاد، ويتعاون وثيق مع المنظمات الدولية والإقليمية المعنية ومع المؤسسات الوطنية، على أن تكلف الأفرقة بالمهام التالية :

- (أ) تحدد ميادين البحث والتعليم العالي العلمي والتقني والتصنيع التي يتطلب تنفيذها تعاوناً كاملاً من الدول العربية ، إذا توخينا الحصول على الفعالية واقتصاديات الإنتاج الكبير . ويضم التذييلان 1 و 2 قائمة مؤقتة بميادين البحث والتنمية والتعليم العالي والتصنيع التي يمكنها أن تستفيد من التعاون الإقليمي والإقليمي الفرعي ،
- (ب) تعدّ مقترحات لاتفاقات إقليمية وإقليمية فرعية عن التعاون في هذه المجالات ،
- (ج) تقيم وتحلل الحالة الراهنة للبحث، والتعليم العالي العلمي والتقني، والتصنيع المحلي، في قطاع الاتصالات ،
- (د) تقيم وتحلل النتائج والإنجازات التي حققتها مراكز التدريب الاتصالي ومؤسساته الحالية، وتصوغ توصيات ترمي إلى تحسينها ،
- (هـ) تضع استناداً إلى ما تقوم به من تقييم وتحليل سابقين مقترحاً خطة عمل على المستويات الوطني والإقليمي الفرعي والإقليمي، في ميادين البحث والتنمية والتعليم العالي العلمي والتقني والتصنيع ،
- (و) تحدد الشروط المسبقة لإنشاء و/ أو تقوية مراكز البحث والتنمية الوطنية والإقليمية الفرعية والإقليمية ،
- (ز) تعد برامج ومشاريع إقليمية وإقليمية فرعية للبحث والتنمية، يمكن أن تجري دراستها ويتم إقرارها من الأطراف المعنية و/ أو من لجنة التنسيق AR-RDC ،

ويناشد

اليونيدو واليونيسكو وغيرهما من شركاء التنمية دعم الاتحاد الدولي للاتصالات في هذه المساعي ،

ويقرر

القيام بالأنشطة التالية :

- (أ) تجميع المعلومات عن البحوث والتنمية الجارية ،
- (ب) تحديد الميادين المحتملة للبحث والتنمية والتعاون مع التعليم العالي ،
- (ج) نقل آخر ما تم التوصل إليه من حصيلة فنية وعملية من خلال استخدام الاختصاصيين والباحثين الموجودين في المنطقة (TCDC) ،
- (د) جلب الخبرات من البلدان المصنعة للمساعدة على إجراء دراسات الجدوى ،
- (هـ) تنظيم دورات من أن لآخر في معاهد وجامعات البحوث والتنمية ،

ويطلب

من الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات :

- (أ) توفير دعم لتنسيق الشبكة وتأمين نقل خبرات مماثلة من مناطق أخرى عن طريق المشاركة في الاجتماعات، وتسهيل اتفاقات الربط بالشبكة، والتوأمة مع مؤسسات البلدان المصنعة ،
- (ب) إدارة توظيف الاستشاريين الخارجيين، أُنئ دعت الحاجة ،
- (ج) المساعدة على القيام بدراسات الجدوى، وعلى إعداد مقترحات للتعاون في البحث والتنمية، وعلى حشد الموارد اللازمة لمشاريع تعاونية محددة وحيوية ،

التذييل 1

الميادين المحتملة للتعاون العربي في مجال التعليم العالي والبحث

1. المكونات والأجهزة والدارات الإلكترونية
 - المكونات والأجهزة الإلكترونية
 - تصميم الأنظمة الإلكترونية بمساعدة الحاسوب
 - الأنظمة التماثلية والرقمية
 - معمارية دارات التكامل الواسع النطاق جداً (VLSI) وتصميمها وتقانتها (تكنولوجيتها).
2. الاتصالات
 - مكونات الاتصالات وأجهزتها
 - الاتصالات التماثلية والرقمية
 - أنظمة التبديل
 - أنظمة الإرسال
 - الاتصالات الساتلية
 - الأجهزة البصرية - الكهربائية والاتصالات البصرية
 - أجهزة الموجات الصغرية وأنظمتها
 - نظرية المعلومات وتصحيح الأخطاء .
3. معالجة الإشارات
 - النمذجة والمعماريات لمعالجة الإشارات والصوتيات وتعرُّف الأشكال ومعالجة الكلام
4. معالجة الصور
 - تقنيات الترددات الفيديوية التماثلية والرقمية
 - المعالجة البصرية للمعلومات
 - المعالجة الرقمية وتركيب الصور
 - التلفزيون عالي الوضوح .
5. الشبكات والخدمات
 - معمارية الشبكة والشبكات المحلية
 - تقنيات الحوسبة البعيدة، شبكات إرسال المعطيات، السلامة وشبكات إرسال المعطيات، التبديل الرزومي، المعطيات الاتصالية وشبكات الحواسيب، الشبكة الرقمية متكاملة الخدمات (ISDN)، شبكات الأعمال، البدالات الخاصة الأوتوماتية ذات الفروع (PABX) والشبكة ISDN، خدمات التليمايك، حفظ الملفات الإلكتروني (المحفوظات الإلكترونية)، المعالجة الإلكترونية للرسائل، هندسة الشبكات وتخطيطها .
6. الحوسبة
 - المكونات الحاسوبية : المنطق بالكلبات والبرامج الصغرية، المُعالجات الصغرية ذات 8 - 16 بتة و 32 بتة، بطاقات الذاكرة، التطبيقات
 - الحوسبة واللغات
 - الذكاء الاصطناعي، أنظمة الخبراء وقواعد المعطيات
 - البرامجيات الصغرية والوقت الفعلي
 - برامجيات الأنظمة الرئيسية (الموجهة نحو أنظمة التبديل) .
7. اقتصاديات الاتصالات وتسييرها الإداري .

التذييل 2

الميادين المحتملة للتعاون العربي في مجال التصنيع

1. الأجهزة الهاتفية والمطاريق
2. الأجهزة والمعدات والأنوات للشبكات المحلية
3. البدالات الخاصة الأوتوماتية الرقمية ذات الفروع (PABX)
4. المرکزات والبدالات الرقمية ذات السعة الصغيرة والمتوسطة
5. أنظمة المرحلات الراديوية الرقمية ذات السعة الصغيرة والمتوسطة
6. أجهزة الصيانة والإشراف على الحركة وجودة الخدمة
7. المكونات والأجهزة والدارات الإلكترونية
- تصميم دارات التكامل الواسع النطاق جداً (VLSI) بمساعدة الحاسوب
- المكونات والأجهزة البصرية - الكهربائية
8. تطوير البرامجيات
9. الأنوات والبرامجيات من أجل : تخطيط شبكات الاتصالات والخدمات الاتصالية وهندستها وتشغيلها وتسييرها الإداري، وتوقعات الطلب والحركة، والتخطيط بمساعدة الحاسوب، واستكشاف السوق، وقواعد المعطيات لأنظمة المشتركين، والتسيير الإداري المحوسب للشبكات وسلامتها .

إضافة

أفاق التعاون في مجال البحث والتنمية والمجالات المرتبطة به من التعليم العالي والتقني وتصنيع معدات الاتصالات محلياً

تقدير التكاليف ومصادر التمويل المحتملة

لا تتضمن التقديرات الواردة أدناه أجور وتكاليف الموظفين الوطنيين (باعتبار أنه لن يطلب منهم أداء أي شيء إضافة إلى عملهم النظامي)، ولكنها تتضمن تمويل مهماتهم إلى الاجتماعات أو للاطلاع على الأحداث الكبرى في الدول الأخرى أو إلى التعاون التقني بين الدول النامية (TCDC) (10 خبراء وطنيين كل عام) .

تقدير التكلفة السنوية لعمل شبكة البحث والتنمية ومساندتها (على أساس اجتماعين سنوياً مدة كل منهما ثلاثة أيام) (بالدولارات الأمريكية) مصادر التمويل

البند	البلدان/ المنظمات المشاركة	البلد المضيف (بالتناوب)	مكتب تنمية الاتصالات (الميزانية العادية)	المصادر الأخرى ¹
مشاركة أعضاء الشبكة في الاجتماعات	وسطي التكاليف لكل مشارك ² $4\,000 = 2\,000 \times 2$ (السفر + DSA)			$2\,48\,000 = 2\,000 \times 12 \times 2$
أمكنة الاجتماع والدعم المحلي		الأمكنة والدعم اللوجستي		
الترجمة الفورية ³		$(5\,000 \times 2 \times 2)$		
مهمات موظفي البحث والتنمية إلى البلدان المصنّعة أو إلى TCDC				$4\,40\,000 = 4\,000 \times 10$ (السفر + DSA)
موظفو مكتب تنمية الاتصالات، لتطوير قاعدة المعطيات والمشورة (تشمل تكاليف المهمات)			موظفون مهنيون : $2 = 1 + 1$ رجل/شهر = 24 000 دعم سكرتارية : 1 رجل/شهر = 5 000	
ترجمة الوثائق والتقارير وتسخيرها	1 000		5 000	
تكاليف الاتصالات والبريد	1 000		2 000	
الاستشاريون				3 رجل/شهر = $45\,000$ ⁶
المجموع			36 000	133 000

¹ قد تشمل « المصادر الأخرى » في بعض الحالات وإلى حد ما المخصصات في ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات لأغراض خاصة .
² هذا تقدير متوسط التكاليف لكل مشارك . ستوقف التكاليف الحقيقية على المسافة بين موقع منظمة المشارك ومكان الاجتماع . ومن المسلم به أن الضرورة تقضي بالحصول على أموال من مصادر أخرى لتأمين اشتراك مشارك واحد على الأقل من كل بلدان المنطقة (ماعدا البلدان التي يزيد الناتج المحلي الإجمالي للفرد فيها على 3 000 دولار أمريكي التي يفترض فيها أن تتحمل بنفسها نفقات مشاركتها) .
³ التكاليف المقدرة للترجمة الفورية (إن طلبت) على أساس توظيف الترجمة محلياً .
⁴ على أساس 10 موظفين من البحث والتنمية يقومون بمهمة واحدة كل عام مدتها الوسطية شهر واحد .
⁵ 1 رجل/شهر من موظفي المقر + 1 رجل/شهر من موظفي المكتب الإقليمي .
⁶ يمكن تأمين ذلك نقدًا أو عيناً .

القرار رقم 7
الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

تحسين التسيير الإداري الوطني للترددات في الدول العربية

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. أن طيف الترددات الراديوية، المورد الطبيعي المحدود، يكتسي الآن أهمية استراتيجية لدى العالم عامة، وكل أمة خاصة ،
2. أن مسائل التنسيق والتنظيم الدوليين قد شكلت دائماً جزءاً من التسيير الإداري لطيف الراديوي برعاية الاتحاد الدولي للاتصالات، وأن من المعترف به بعد اليوم أن تسييراً إدارياً فعالاً للطيف على الصعيد الوطني قد أصبح شرطاً أساسياً مسبقاً لا بد منه لوضع البنى التحتية الوطنية الراسخة للاتصالات الراديوية ،
3. أن الإدارات أخذت تعي أكثر فأكثر أهمية التسيير الإداري للترددات، ولاسيما حوسبة هذه العملية ،
4. أن مكتب تنمية الاتصالات (BDT) قد شرع، عبر فريق عمل مكون من هيئات الاتحاد الدولي للاتصالات، في إنشاء نظام وطني مُحوسَب للتسيير الإداري للترددات، يناسب البلدان النامية ،

يقرر

1. أن يقوم مكتب تنمية الاتصالات (BDT) بالتعاون مع الدول العربية بتنفيذ خطة العمل المرفقة التي ترمي إلى تحسين التسيير الإداري الوطني للترددات في الدول العربية ،

وينبغي أن تكفل خطة العمل هذه ما يلي :

- (أ) وضع نماذج وحدات للتسيير الإداري للترددات، ينبغي لها أن تمكن الدول العربية من الوفاء بالتزاماتها المترتبة عليها بموجب لوائح الراديو، وأن تعالج كل الجوانب المتعلقة بالتسيير الإداري الوطني للترددات كما يصفه كتيب اللجنتين IFRB/CCIR (1988) ،
- (ب) إدخال التطبيقات المُحوسَبة إلى ميدان التسيير الإداري للترددات ،
- (ج) وضع أو تعديل البرامجيات المناسبة (أنظمة لإدارة قواعد المعطيات يمكن استعمالها على حواسيب شخصية) للتسيير الإداري الوطني للترددات، مراعيًا الاحتياجات الخاصة في المنطقة ،
- (د) وضع وتنفيذ برنامج تدريبي عن كيفية تشغيل مثل هذا النظام المُحوسَب للتسيير الإداري للترددات ،

ويطلب من

1. البلدان التي لديها خبرة متقدمة في هذا المجال أن تتعاون بوضع مرافقها تحت التصرف (كمراكز التدريب الاتصاليات الموجودة مثلاً) ،
2. كل إدارة في الدول العربية أن تقدم معلومات حول وضعها الحالي في مجال التسيير الإداري للترددات ،
3. كل إدارة في الدول العربية أن تعين خبيراً توكل إليه مهمة الدعم والإشراف على تنفيذ البرنامج الإقليمي ،
4. مكتب تنمية الاتصالات (BDT) أن يعدّ تقريراً سنوياً عما أحرز من تقدم وإنجاز في إطار البرنامج الإقليمي، ليقدمه إلى الإدارات المعنية وإلى لجنة التنسيق AR-RDC .

التذييل

خطة عمل

1. تنظيم اجتماع للاختصاصيين في التسيير الإداري للترددات في الدول العربية
يتم عقد هذا الاجتماع في شهر أبريل أو مايو 1993 ، لمدة خمسة أيام، لتحقيق الهدفين التاليين :
 - 1.1 إتاحة الفرصة للمشاركين فيه لفهم مقررات المؤتمر AR-RDC فهماً أفضل، من خلال ندوة تستغرق يومين تعقدها اللجنة IFRB التي ستتناول الجوانب الدولية (حقوق الأعضاء وواجباتهم) والوطنية لإدارة طيف الترددات.
 - 2.1 البدء بتطبيق بعض الأحكام المنبثقة من هذا القرار خلال الأيام الثلاثة الأخيرة للاجتماع، ألا وهي :
 - تحديد أهداف التسيير الإداري الوطني للترددات في البلدان العربية ،
 - تحليل البنى القائمة ،
 - وضع النماذج الممكنة لوحدات وطنية للتسيير الإداري للترددات مع مراعاة البنى الوطنية لهيئات الاتصالات القائمة في البلدان العربية. ومن شأن الكتيب الصادر عن اللجنتين IFRB و CCIR عام 1988 أن يسهل هذا العمل كثيراً،
 - تحليل تقرير قد يُطلب من فريق العمل المكون من هيئات الاتحاد الدولي للاتصالات (BDT/IFRB/CCIR) حول تطوير نظام مُحَوَّسٍ للتسيير الإداري الوطني للترددات. وسيتيح هذا التحليل للاجتماع المساهمة في أعمال هذا الفريق وذلك من خلال تقديم طلبات محددة.
2. إنشاء فريق خبراء
يشكل الاجتماع المزمع عقده خلال ربيع عام 1993 فريق خبراء يقوم بعمله بالمراسلة أساساً وبمساندة الاتحاد الدولي للاتصالات (BDT/IFRB/CCIR) ويتولى العمل في المجالات التالية :
 - مسح التطبيقات المحوسبة (برامجيات) التي طورتها بلدان أخرى،
 - احتمال تكييف هذه البرامجيات مع الاحتياجات المحددة للبلدان العربية،
 - تحديد إمكانيات التدريب ومسحها،
 - وضع برنامج تدريبي،
 - متابعة تطبيق القرار بالتعاون مع المكتب BDT واللجنة IFRB .
3. التدابير التي ينبغي اتخاذها
 - 1.3 يكلف المكتب BDT بتنظيم الاجتماع المزمع عقده خلال ربيع عام 1993 .
الموعد الأقصى : آخر يناير 1993 .
 - 2.3 تكلف اللجنة IFRB بإعداد برنامج هذا الاجتماع .
الموعد الأقصى : منتصف يناير 1993 .
 - 3.3 تكرمت مصر وعرضت أن تكون مضيقة الاجتماع .
الموعد الأقصى : منتصف ديسمبر 1992 .
 - 4.3 فريق العمل المكون من هيئات الاتحاد الدولي للاتصالات (CCIR/IFRB/BDT) مدعو أن يقدم تقريراً مرحلياً عن تقدم أعماله إلى الاجتماع المذكور أعلاه قبل منتصف شهر مارس 1993 .
 - 5.3 ترسل دعوات حضور الاجتماع إلى الإدارات قبل منتصف فبراير 1993 .

إضافة

تحسين التسيير الإداري الوطني للترددات في الدول العربية

تقدير التكاليف ومصادر التمويل المحتملة

تقدير التكاليف السنوية لتشغيل ومساندة الشبكة التي ستشارك في إقامة وحدات التسيير الإداري للترددات لدى كل إدارة معنية، وفي تطوير وتكييف البرامجيات للتسيير الوطني للترددات (على أساس اجتماعين سنوياً مدة كل منهما ثلاثة أيام بما في ذلك تدريب المستعملين النهائيين). ومن المفترض أن تُنظم لاحقاً دورة دراسية تدريبية وحيدة اللغة إقليمية (أو دورتان إقليميتان فرعيتان) كل سنة (انظر القرار رقم 11 الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92 لتقديرات التكاليف المفصلة).

(بالدولارات الأمريكية)

مصادر التمويل

البند	البلدان/ المنظمات المشاركة	البلد المضيف (بالتناوب)	مكتب تنمية الاتصالات (الميزانية العادية)	المصادر الأخرى ¹
مشاركة أعضاء فريق العمل في الاجتماعات (السفر + DSA)	وسطي التكاليف لكل مشارك ² 4 000 = 2000×2			² 48 000 = 2 000×12×2
أمكنة الاجتماع والدعم المحلي		الأمكنة والدعم اللوجستي		
الترجمة الفورية ³		(5 000×2)		
موظفون وطنيون يعملون في منظماتهم	مهنيون: 4 رجل/شهر للسكرتارية: 4 رجل/شهر			
موظفو مكتب تنمية الاتصالات، تشمل تكاليف المهمات والمشاركة في الاجتماعات			موظفون مهنيون: 3+3 = 6 رجل/شهر 72 000 دعم سكرتارية: 4 رجل/شهر = 20 000	
ترجمة الوثائق والتقارير ونسخها	1 000		10 000	
تكاليف الاتصالات والبريد	3 000		5 000	
الاستشاريون				⁵ 45 000 = 3 رجل/شهر
دروس التدريب			56 500	67 200 (24 منحة)
المجموع			163 500	160 200

¹ قد تشمل « المصادر الأخرى » في بعض الحالات وإلى حد ما المخصصات في ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات لأغراض خاصة .

² هذا تقدير متوسط التكاليف لكل مشارك . ستتوقف التكاليف الحقيقية على المسافة بين موقع منظمة المشارك ومكان الاجتماع . ومن المسلم به أن الضرورة تقضي بالحصول على أموال من مصادر أخرى لتأمين اشتراك مشارك واحد على الأقل من كل بلدان المنطقة (ماعدا البلدان التي يزيد الناتج المحلي الإجمالي للفرد فيها على 3 000 دولار أمريكي التي يفترض فيها أن تتحمل بنفسها نفقات مشاركتها) .

³ التكاليف المقدرة للترجمة الفورية (إن طلبت) على أساس توظيف الترجمة محلياً .

⁴ 3 رجل/شهر من موظفي المقر + 3 رجل/شهر من موظفي المكتب الإقليمي .

⁵ يمكن تأمين ذلك نقداً أو عينياً .

القرار رقم 8
الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

مشروع اتصالات إقليمي لصالح المناطق الريفية والسكان ذوي الدخل المنخفض

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. أن عدداً كبيراً من الناس ليس عندهم أي نفاذ إلى الخدمات الهاتفية الأساسية في المناطق الريفية ومناطق الدخل المنخفض في الدول العربية ،
2. أن التقنيات الإعلامية والاتصالية بما فيها الراديو والتلفزيون والحاسب الصغرى، هي وسائل قوية لنشر المعرفة والتدريب عن بُعد، وكذلك لوصول الجماعات الريفية بمراكز أبحاث الزراعة وتربية الماشية، وبالجامعات، وبمراكز التموين والتسويق، وبالمكاتب الحكومية والمستشفيات الرئيسية، وهي تؤدي بالتالي إلى رفع الإنتاجية وتحسين الأوضاع المعيشية للجماعات السكانية الريفية الكبيرة ،
3. أن إدخال التقنيات الإعلامية والاتصالية في المناطق الريفية ومناطق الدخل المنخفض في المدن يؤدي إلى :
 - (أ) زيادة الحصول على المعلومات اللازمة لتسويق وتوزيع المنتجات والسلع الزراعية التي تنتجها المناطق الريفية ومناطق الدخل المنخفض في المدن ،
 - (ب) تمكين مشاريع الأعمال الصغيرة في الريف والمدن من الحصول على معلومات بشأن القروض الخاصة والتعاون التقني من ناحية ، وتمكين شركاء التنمية من تقدير حاجات الاستثمار والمساعدة في هذه المناطق تقديراً أفضل من ناحية أخرى، مما يسهم بالتالي في توجيه الاعتمادات صوب هذه المشاريع الصغيرة في الريف والمدن ،
 - (ج) تحسين الفعالية في برامج التعاون التقني الموجهة إلى التنمية الريفية في أنشطة فروع أخرى غير الاتصالات ،
 - (د) استعمال وسائل المواصلات والطاقة وغيرها من البنى التحتية بفعالية أكبر، إلى جانب الترشيد في اختيار مواقع مشاريع الأعمال، مما يسهم عامةً في تحسين تنافسية هذه المشاريع وفي خفض مستوى التلوث ،
4. أن مفهوم مراكز الخدمة البُعدية الجماعية يمكنه أن يوفر حلولاً اقتصادية من أجل إمداد الجماعات الريفية ومناطق المدن المحرومة بتقنيات إعلامية واتصالية جديدة، مثل الحواسيب الصغرى والفاكس والمعطيات الاتصالية وتجهيزات « العمل عن بُعد » ، إلخ، وكذلك إمدادها بما يلزم من تدريب ودعم أولي لاستعمال هذه التجهيزات ،
5. أن الاستراتيجية العالمية لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي (UNDP) المعنونة « تنمية الموارد البشرية » ، تعتبر الاتصالات حاجةً شخصية حيوية يُعتبر أي نقص فيها عاملاً من عوامل القصور الاقتصادي والاجتماعي ،
6. أن هناك فرصة سانحة أمام إدارات الهاتف لكي تزيد من دخولها، بأن تُدخل خدمات جديدة في المناطق الريفية ومناطق الدخل المنخفض، على أساس التسعير حسب التكلفة، مما يحفز الاستثمار في هذه الخدمات ،

7. أنه على الرغم من توفر الخبرة الواسعة والأبحاث الجارية في مجال تقنيات الاتصالات الريفية وبنى شبكتها ومسائل تنظيمها، إلا أن الكثير من المعلومات اللازمة لا يتوفر بالشكل اللازم لتنمية الاتصالات الريفية في المنطقة .
8. أن هناك خطراً يكمن في إهمال تنمية الاتصالات الريفية إثر إعادة بئنة قطاع الاتصالات، إلا إذا اتخذت تدابير من شأنها الحفاظ على مبدأ عالمية الخدمات ،
9. أن المؤتمر الإقليمي الأمريكي لتنمية الاتصالات (أكابولكو 1992) قد اعتمد القرار AM-RDC/92 المتعلق ببرنامج الاتصالات الإقليمي التابع للمكتب BDT لصالح المناطق الريفية وطبقات الدخل المنخفض .

يقرر

1. أن يطلب من المكتب BDT التعاون مع الكيانات الاتصالية الحكومية والإقليمية والإقليمية الفرعية للقيام خلال عام واحد بوضع مشروع إقليمي لتنمية الاتصالات لصالح المناطق الريفية وطبقات الدخل المنخفض في الدول العربية¹ . وينبغي لهذا المشروع أن :
 - (أ) يعرف نماذج من شبكات وتنظيمات الخدمات الاتصالية للمناطق الريفية وطبقات الدخل المنخفض، يمكن تكييفها في بلدان المنطقة وتطبيقها لتلبية حاجات الاتصالات الأساسية لدى الأفراد والجماعات ،
 - (ب) ينظم ويوزع المعلومات الموجودة عن تقنيات الاتصالات الريفية وبنى شبكتها وتنظيماتها، لتعزيز الجهود التي تبذل في المنطقة من أجل تنمية الاتصالات في المناطق الريفية والمناطق غير المخدومة ،
 - (ج) يقدر التقنيات التي تناسب إدخال الخدمات الاتصالية في المناطق الريفية، بما في ذلك المواصفات التقنية وتكاليف الأجهزة الأساسية وخصائص الأنظمة الهاتفية الخلوية حتى تستعمل في المناطق الريفية استعمالاً ثابتاً، وما يصاحبه من استعمال طيف الترددات ومصادر الطاقة غير التقليدية مثل الخلايا الشمسية ،
 - (د) ينسق الدراسات الاقتصادية عن تكاليف برامج الاتصالات الريفية وأثارها، ويقترح مخططات دعم واضحة لصالح طبقات الدخل المنخفض ومناطق التكاليف المرتفعة، بغرض تحسين الحصول على الخدمات الاتصالية في هذه المناطق وتشجيع تشغيل الشبكات تشغيلاً فعالاً،
 - (هـ) يعزز إدخال مراكز الخدمة البعدية الجماعية أو البنى المماثلة على سبيل التجربة في المنطقة، سواء في المناطق الريفية أو مناطق الدخل المنخفض في المدن، ويقدر استعمال هذه المراكز أو البنى ووقوعها الاجتماعي والاقتصادي والثقافي ،
 - (و) يحلل ويدرس المبادرات والأنماط المختلفة في تمويل تنمية الاتصالات الريفية التي سبق أن نجحت في البلدان و/أو المناطق المتقدمة، وإمكانية تكييفها في إطار الدول العربية حتى يسهل لها الحصول على الاعتمادات التفضيلية من أجل تحديث الشبكات ،
 - (ز) ينسق برنامج تدريب عن الاتصالات الريفية بغية تعريف أشكال الاستقلال المالي، مع تشديد خاص على الجوانب التقنية والتجارية، ووضع كتيب عن الاتصالات الريفية مبني على الوثائق والكتيبات الموجودة التي أعدها الاتحاد الدولي للاتصالات للمناطق الأخرى، حتى يستعمل في الحلقات الدراسية .
2. أن يدعو البلدان ذات الخبرة الواسعة في هذا المجال إلى التعاون في تدريب الموارد البشرية على هذا النمط من الخدمات ،
3. أن يدعو كل إدارة من إدارات الدول العربية إلى تسمية خبير يدعم تنفيذ هذا البرنامج الإقليمي ويشرف عليه،

1 إن برنامج (برامج) تنمية الاتصالات الريفية أو مشروعها (مشاريعها) - الأهداف الواضحة التحديد، والإسهامات اللازمة وخطة العمل إلخ - يشكل (تشكل) جزءاً من وثيقة البرنامج/المشروع التي ينبغي إعدادها. ولا يمكن في المرحلة الحاضرة إلا تقدير الموارد اللازمة لتصميم البرنامج/المشروع بحوالي 3 رجل/شهر (BDT) .

4. أن يطلب أيضاً من الاتحاد الدولي للاتصالات أن يضم البلدان العربية لتشملها سلسلة الأبحاث ودراسات الحالة التي قد يقوم بها عن الوقع الاجتماعي والاقتصادي والثقافي لبرامج الاتصالات الريفية الوطنية، استجابةً منه للقرارات التي اعتمدها مؤتمرات التنمية السابقة بشأن مناطق أخرى .
5. أن يطلب من المكتب BDT أن يعد تقريراً سنوياً عن التقدم والإنجازات في مشروع (مشاريع) تنمية الاتصالات الريفية، يضمه نتائج البحث في وقعه (وقعه) الاجتماعي والاقتصادي والثقافي. ويعرض هذا التقرير على لجنة التنسيق AR-RDC .

ويناخذ

إدارات الاتصالات الوطنية وغيرها من المنظمات مثل UNDP والبنك الدولي و AFESD و ISDB وجامعة الدول العربية/ اللجنة الدائمة للاتصالات و ASBU و¹URTNA و ARABSAT و INTELSAT وأيئة منظمة فضائية ذات علاقة ومجلس التعاون لدول الخليج العربية (GCC) و AMU و ESCWA و ECA و²ALECSO و UNESCO و FAO ، أن تدعم البرنامج الإقليمي وأن تشارك فيه في إطار أنشطتها الخاصة كمنظمات متخصصة .

القرار رقم 9
الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

المشروع الأقاليمي للحكومات العربية والأوروبية
المشاطنة للبحر الأبيض المتوسط "INMARTEL"

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. ما للخدمات الاتصالية الحديثة من أهمية في كل ميناء من موانئ البحر الأبيض المتوسط، لتسهيل اشتغال الميناء بصورة جيدة وفعالة ،
2. ما لتبادل الرسائل السريع والفعال من أهمية بين موانئ البحر الأبيض المتوسط لتسريع عمليتي الشحن والتفريغ، وبالتالي جعلهما أوفر اقتصادياً ،
3. الروابط التاريخية المتينة بين الدول العربية وأوروبا في مجالات عدة، بما فيها الاتصالات، وما أدت إليه من منفعة متبادلة، والحاجة إلى توسيع التعاون ليشمل ميادين جديدة تتعلق بتحسين الاتصالات المينائية البحرية في البحر الأبيض المتوسط ،
4. ما توليه السلطات الأوروبية من أولوية عالية للإسراع في إدخال تبادل المعطيات الإلكترونية (EDI) في القارة الأوروبية، نظراً إلى ما لهذا التبادل من أثر « دفعي » على الأعمال والتجارة، والنتائج التي حققها في هذا الميدان مشروع MEDITEL للمجموعة الاقتصادية الأوروبية (EEC) والمنظمات المعنية الأخرى ،
5. إمكانية توسيع مشروع MEDITEL ليشمل موانئ الدول العربية على البحر الأبيض المتوسط ،

يقرر

1. أن يقرّ المشروع الأقاليمي الوارد في التذييل ،
2. أن يطلب من الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات (ITU/BDT) أن يلتمس الدعم من الحكومات الأوروبية المشاطنة للبحر الأبيض المتوسط، وكذلك من المجموعة الاقتصادية الأوروبية (EEC) ،
3. أن يطلب الدعم المالي من الجهات المعنية لضمان تنفيذ هذا المشروع الأقاليمي .

التذييل

المشروع الأقاليمي للحكومات العربية والأوروبية المشاطنة للبحر الأبيض المتوسط "INMARTEL"

رقم المشروع واسمه :	INT(RBAS) 90/000/A/01/20 تحسين الاتصالات المينائية البحرية ("INMARTEL")
المدة :	سنتان
قطاع لجنة الإدارة والتنسيق/ برنامج الأمم المتحدة الإنمائي والقطاع الفرعي :	النقل والمواصلات (06) الاتصالات (0660)
التمويل من برنامج الأمم المتحدة الإنمائي وتقاسم التكاليف	برنامج الأمم المتحدة الإنمائي رقم التخطيط الإرشادي جهات أخرى (تعين)
القطاع الحكومي والقطاع الفرعي :	إدارة الاتصالات وسلطات الموانئ البحرية
الوكالة الحكومية المنفذة :	وزارة النقل و/ أو المواصلات
مساهمة طرف ثالث في تقاسم التكاليف (بما فيها تكاليف دعم الوكالة)	الأمم المتحدة/ الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU)
الوكالة المنفذة :	مجموع مساهمة برنامج الأمم المتحدة الإنمائي وتقاسم التكاليف
التاريخ المقدر لبدء المشروع :	يناير 1993
إسهامات الحكومة :	(العينية) (النقدية)

وصف موجز : هذا المشروع مصمم لمساعدة السلطات في الدول العربية المشاطنة للبحر الأبيض المتوسط على الارتقاء بمستوى الاتصالات المينائية البحرية فيما بين موانئها ومع موانئ البحر الأبيض المتوسط الأوروبية . ويركز المشروع على الدعم المباشر .

بالتبابة عن :	التوقيع	التاريخ	الاسم/ الوظيفة
الحكومة :	_____	_____	_____
الوكالة المنفذة :	_____	_____	_____
الطرف الثالث :	_____	_____	_____

السياق

يعنى هذا المشروع بتحسين الاتصالات المينائية البحرية بين الموانئ البحرية العربية والأوروبية المشاطئة للبحر الأبيض المتوسط، وذلك بإدخال خدمات اتصالاتية عصرية وبتدعيم هذا الترابط ،

إن المساعدة التي قدّمت في الماضي أو تقدّم في الحاضر إلى قطاع الاتصالات في البلدان المعنية، على الصعيدين الوطني والإقليمي، لا تأخذ في الحسبان الحاجة إلى شبكة اتصالات خاصة لخدمة الموانئ البحرية ،

تبرير المشروع

إن حجم التبادل التجاري بين العالم العربي والبلدان الأوروبية يتزايد باستمرار، ومن المرجح أن يستمر هذا التزايد جاعلاً من إدخال الاتصالات العصرية عاملاً جوهرياً لتسهيل مثل هذا التبادل ،

ويتوقع بانتهاء هذا المشروع أن تتوفر خطة عمل لربط الموانئ العربية الواقعة على البحر الأبيض المتوسط فيما بينها ومع الموانئ الأوروبية المشاطئة للبحر الأبيض المتوسط، وأن تفيد هذه الخطة كأداة لإدخال خدمات الاتصالات العصرية إلى هذه الموانئ، وخصوصاً تبادل المعطيات الإلكتروني (EDI) .

وأما الاستراتيجية الواجب تطبيقها، فتتجلى في زيارات يقوم بها الخبراء/ الاستشاريون إلى البلدان المعنية، وفي تقييمات للأوضاع والمتطلبات الحالية، وفي إعداد دراسة جدوى تتحول فيما بعد إلى خطة عمل فعلية يتم إعدادها ومناقشتها مع البلدان المعنية قبل الموافقة عليها وإنهائها وتنفيذها المحتمل ،

اعتبارات خاصة

إن نتائج المشروع وتنفيذ الخطة سوف :

- تكون ذات وقع إيجابي كبير على الجوانب المتعلقة بالبيئة والسلامة في البحر الأبيض المتوسط ،
- تدعم الوصلات العربية الأوروبية ،
- تقود إلى استثمار محتمل .

الهدف

تحسين الخدمات الاتصالية بين الموانئ البحرية العربية والأوروبية المشاطئة للبحر الأبيض المتوسط .

النتيجة

خطة عمل يتفق عليها تهدف إلى تحسين الخدمات الاتصالية بين الموانئ العربية والأوروبية، بما فيها إدخال خدمات اتصالية جديدة وخصوصاً تبادل المعطيات الإلكتروني (EDI) .

رجل/شهر

الأنشطة

1. تنظيم اجتماع تحضيرى بين السلطات المختصة للاتفاق على تفصيلات خطة العمل والأنشطة 2
2. تجميع المعلومات وتقدير المتطلبات 6
3. إعداد مشروع دراسة جدوى 4
4. تنظيم اجتماع لمناقشة الاستنتاجات ودراسة الجدوى المقترحة وللاتفاق على الإجراءات اللاحقة 2
5. إعداد خطة عمل تتضمن تقديرات التكاليف النهائية 6
6. تنظيم اجتماع ختامي للاتفاق على خطة العمل المقترحة 4

<u>بالدولارات الأميركية</u>		<u>الميزانية المقدرة</u>
	الاستشاريون	السطر 11
480,000	40 رجل/ شهر (باستعمال استمارة التكلفة لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي)	
30,000	التكاليف الإدارية	السطر 13
70,000	تكاليف السفر	السطر 15
30,000	تكاليف أخرى	السطر 16
180,000	تغطية نفقات ثلاثة اجتماعات (تحضيرية ومتوسط وختامي لإقرار خطة العمل)، وتغطية نفقات جولة تفقدية للمنشآت الاتصالية المصرية في ميناءين أوروبيين	السطر 30
100,000	نفقات متفرقة (تغطي أيضاً تكاليف طباعة جميع الوثائق ونسخها بلغات العمل الثلاث العربية والفرنسية والإنكليزية)	السطر 51
890,000	المجموع (بدون تكاليف دعم الاتحاد الدولي للاتصالات)	

القرار رقم 10
الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

المشروع الإقليمي لتنمية الاتصالات العربية العصرية،
المرحلة الثانية من مشروع MODARABTEL

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. أهمية توفر خدمات وشبكات اتصالاتية متماسكة من أجل التنمية الاقتصادية في العالم العربي ،
2. الحاجة إلى قاعدة المعطيات الإحصائية لتنمية الاتصالات والحاجة إلى الاتصالات المعطياتية والخدمات الجديدة لتعزيز تنمية قطاع الأعمال ،
3. الفوائد التي يمكن جنيها من تبادل المعطيات الإلكتروني (EDI) كواحدة من الخدمات الجديدة في خدمة التجارة والأعمال ،
4. أهمية تقييس المطاريث ثنائية اللغة (العربية/ اللاتينية) لضمان الشفافية الكاملة والتشغيل البيئي للمستخدمين ،
5. الأهمية البالغة التي يرتديها بالنسبة إلى العالم العربي إدخال الاتصالات المعطياتية والخدمات الجديدة إدخالاً متناسقاً على الصعيدين الوطني والإقليمي وبالتوافق مع المعايير الدولية، حتى يتأمن تعامل الشبكات فيما بينها، وشراء المعدات من العالم أجمع، والاتساق مع نمو الشبكات والخدمات في المنطقة نفسها والمناطق المجاورة وفي العالم أجمع ،
6. الحاجة إلى تنسيق وانسجام الجهود العربية الرامية إلى تنمية البنى التحتية للاتصالات، وإدخال الاتصالات المعطياتية والخدمات الجديدة الخاصة لتفادي تداخل المبادرات وتضاعفها، وتأمين أمثل استعمال للموارد المالية والمادية والبشرية المتيسرة، بما يضمن أفضل تلبية لحاجات المستعملين على الصعيدين الوطني والإقليمي ،
7. الحاجة إلى تحقيق اقتصاديات الإنتاج الكبير، وإلى زيادة حجم الحركة الإقليمية والدولية ،

ويعترف

1. بالإرادة الراضة في تعزيز التكامل الإقليمي كهدف سياسي واقتصادي واجتماعي لجميع الدول العربية، وخصوصاً في قطاع الاتصالات، كشرط مسبق للتنمية الإقليمية في قطاعات أخرى، وبغية تحقيق اقتصاديات الإنتاج الكبير ،
2. بالإرادة الراضة في تعزيز تكامل الإقليم بالمهارة والخبرة المكتسبة على الصعيد الوطني، في كل ما يخص إدخال الاتصالات وتطوير خدمات الاتصالات، لفائدة الدول الأقل نمواً في المنطقة وبالتالي لفائدة الجماعة كلها ،

ويذكر

1. بوجود المشروع UNDP/ITU/MODARABTEL، ولا سيما شبكات التعاون التالية :
 - شبكة الاتصالات المعطياتية
 - شبكة الخدمات الجديدة
 - شبكة الأبحاث التطبيقية
 - شبكة نظام المعلومات الإدارية (MIS) في التدريب
 - قاعدة المعطيات الإحصائية عن الاتصالات
2. بالتقدم الذي أحرز في كل من هذه الشبكات، وب نجاح طريقة العمل المستعملة في كل شبكة لتحقيق أهداف المشروع ،
3. بأن الطور الحالي للمشروع سينتهي في 30 يونيو 1994 ،

يقرر

1. أن يناشد البلدان القيادية والبلدان الأخرى الأعضاء في المشروع MODARABTEL الأطراف في الشبكات، أن تبذل قصارى جهدها في الفترة المتبقية من الطور الحالي للمشروع لبلوغ الأهداف المرجوة ،
2. أن تُنشأ شبكة تعاون جديدة لتقييس المطاريث ثنائية اللغة، بالتعاون مع كل الجهات المعنية، وخصوصاً مع رابطة مصنعي الحواسيب الأوروبية (ECMA) ،
3. أن يدعو، نظراً إلى النجاحات المحققة، إلى الاستمرار في هذه الآلية، أثناء المرحلة الثانية من المشروع MODARABTEL لفترة ثلاث سنوات ومع أربع شبكات تعاون واستخدام نفس الأسلوب المستعمل في المراحل السابقة، مع تقدير التكاليف بحوالي 1,2 من ملايين الدولارات الأمريكية (نون إسهامات الاتحاد الدولي للاتصالات) ،
4. أن يعهد إلى لجنة التنسيق AR-RDC بمهمة تحديد العناصر الأساسية لهذه المرحلة الجديدة من المشروع (أي أهدافها ونتائجها وأنشطتها وميزانياتها وخطة عملها)، وتحديد الشبكات التي ينبغي الاحتفاظ بها أو إضافتها، على ألا يزيد عددها على أربع شبكات .
5. أن يناشد جميع الإدارات الأعضاء المعنية، وجامعة الدول العربية، والمنظمات الإقليمية والدولية المعنية، وصناديق التنمية ومصارفها، ولا سيما الصندوق العربي للإنماء الاقتصادي والاجتماعي (AFESD) وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي (UNDP) والاتحاد الدولي للاتصالات (ITU) ، ووكالات التنمية الحكومية وصناديقها، والأطراف الأخرى المهتمة، إلى أن تشارك في المرحلة الثانية الجديدة من المشروع MODARABTEL ، وإلى دعمها مالياً، أخذة بالحسبان أن تكلفة كل شبكة هي بواقع تقريبي يعادل 100,000 دولار أمريكي في العام الواحد، وأن بلدي القيادة والمساعد في القيادة ينبغي لهما أن يوزعا الأنشطة على فترة ثلاث سنوات لكي يتم الحصول على نتائج مرضية في كل شبكة. وهكذا، فالإسهامات اللازمة لهذه المرحلة الجديدة يصل مبلغها إلى 1,200,000 دولار أمريكي .

القرار رقم 11 الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

التعاون الإقليمي لتحسين التسيير الإداري في شركات الاتصالات
بما في ذلك التسيير الإداري للموارد البشرية وتنميتها (HRM/HRD)

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يلاحظ

1. الحاجة إلى تكييف تنظيم شركات الاتصالات وتسييرها الإداري مع بيئة الاتصالات المتغيرة ،
2. الحاجة الماسة إلى تدريب متخصص أكثر فاعلية سواء كان تقنياً أو إدارياً بسبب سرعة تغير التكنولوجيا (التقانة)، وحاجة منظمات الاتصالات إلى رفع كفاءتها وإنتاجيتها كي يتسنى بذلك العمل في بيئة تتزايد فيها المنافسة. يتضح ذلك في العديد من مقترحات العمل المعروضة على المؤتمر AR-RDC ،
3. الحاجة إلى دورات تدريبية في الاتصالات والتسيير الإداري مع وسائل تعليمية باللغة العربية، بما فيها تحيين معجم مصطلحات الاتصالات بما يتلاءم مع حاجات التدريب الفعلية ،
4. الفرص الجديدة التي يتيحها التدريب القائم على التكنولوجيا (التقانة) (TBT) لتحقيق تدريب ينطوي على مردودية عالية جداً ، ويضم الوسائل التعليمية الجديدة والتعلم عن بعد، ويقوم على تقنية الحوسبة وعلى الاتصالات ،
5. الحاجة إلى تعاون دولي لتطوير تدريب عالي الجودة ونشره، خاصة إلى دورات التدريب القائم على التكنولوجيا (TBT) والتعلم عن بعد، بغية الحصول على مثل ذلك التدريب عالي المردودية ،
6. افتقار العديد من منظمات الاتصالات في الدول العربية إلى المعايير في مجال الإدارة والتنمية HRM/HRD لوضع أوصاف الوظائف والمهام، وبرامج التدريب، وأنظمة التسيير الإداري المحوسبة (MTS) المعدة لمراكز التدريب، بما فيها معلومات تخص برامج التدريب وتوفير المدربين والموارد الأخرى الخ، مما يجعل التعاون الإقليمي عسيراً في هذا المجال ،
7. افتقار العديد من منظمات الاتصالات في الدول العربية إلى توقعات دقيقة لحاجاتها من القوى العاملة والتدريب، وإلى تخطيط امتثاني واقٍ، ويرجع ذلك إلى :
 - أن العديد من منظمات الاتصالات في الدول العربية لم تنشئ وظيفة إدارة الموارد البشرية وتنميتها (HRM/HRD) مندمجة تماماً في تخطيطها الإداري ،
 - الافتقار إلى الأوصاف الوظيفية الوافية ،
 - الافتقار إلى أهداف لتحسين الجودة والإنتاجية، من شأنها أن تفيد في توقع الاحتياجات من القوى العاملة ،
 - الافتقار إلى معلومات التسيير الإداري المتعلقة بأداء الموارد البشرية (الإنتاجية وجودة العمل، الخ) وبحاجات هذه الموارد إلى التدريب، إلخ ،

ويعترف

بالإنجازات الإيجابية التالية :

1. التقدم الذي أحرزه المشروع MODARABTEL في استنباط النظام MIS المُحوسب لإدارة التدريب، والمبني على دراسة المرافق والموارد القائمة ،
2. إنشاء اللجنة الفرعية الدائمة للتدريب في الدول العربية مؤخراً ،
3. نشر الاتحاد الدولي للاتصالات معجمه الأول في مصطلحات الاتصالات باللغة العربية (15 000 كلمة) ،
4. التعاون مع INTELSAT وغيرها من المنظمات الثنائية والمتعددة الأطراف في مجال تنمية الموارد البشرية ،

ويضع في اعتباره

1. أن قاعدة المعطيات الوطنية المشار إليها في القرار رقم 3 الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92 معدة لتأمين نظام التسيير الإداري المُحوسب (MIS) اللازم لتخطيط أنشطة المنظمة كلها وتشغيلها ومراقبتها، بما فيها إدارة الموارد البشرية وإدارة الوسائل وإدارة المالية ومراقبتها ،
2. أن هذه العملية في التكيف المستمر مع تغير المتطلبات سيتولد عنها متطلبات تدريب إضافية ،
3. أن استعمال ماوضع الاتحاد الدولي للاتصالات من مؤشرات عن الإنتاجية المعيارية (والتي ينبغي أن يكون استخراجها ممكناً من النظام MIS المشار إليه سابقاً) ومن تصنيف المهام يسمح بتجميع المعلومات المتعلقة باحتياجات التدريب، وتحديد الاحتياجات والأولويات المشتركة على الصعيد الإقليمي . ومن شأن هذا الاستعمال أيضاً أن يسمح للمنظمات المعنية بتحديد أهداف أكثر واقعية لتحسين الجودة والإنتاجية عن طريق المقارنة بين البلدان المتطورة والبلدان النامية، سواء داخل المنطقة العربية أو خارجها ،
4. الحاجة إلى التعاون في مجال تنمية الموارد البشرية، بما فيها التدريب، وخاصة إمكانات تلبية حاجات التدريب المشتركة الملحة تلبية عاجلة ذات مردودية جيدة بفضل إقامة تعاون إقليمي ،

يقرر

1. أن يتم على نحو مشترك تطوير نماذج التسيير الإداري وتوجيهاته الإرشادية وأدواته - بما في ذلك أنظمة التسيير الإداري المُحوسب (MIS) - والتدريب على استخدام هذه التوجيهات الإرشادية والأدوات المكيفة مع احتياجات الدول العربية والقيود التي تواجهها ،
2. أن تطبق النماذج والتوجيهات الإرشادية لتطوير التنظيم في المنظمات التي يعينها الأمر ،
3. أن تضع كل منظمة توقعاتها بالنسبة لاحتياجاتها طويلة الأمد من القوى العاملة والتدريب وذلك باستخدام برامجيات تخطيط القوى العاملة التي طورها الاتحاد الدولي للاتصالات ،

4. تشجيع تعزيز المراكز القائمة في أنحاء المنطقة وإنشاء مراكز جديدة - كلما دعت الحاجة - للتربية والتدريب والبحث في مجال تنمية الموارد البشرية للاتصالات بما يخدم هيئات التنظيم ومنظمات الاتصالات وكذلك تشجيع التعاون بينها لتحقيق الاستخدام الأمثل لمواردها على الصعيد الإقليمي. كما يوصي بأن تنكب هذه المراكز خصوصاً على المهمات التالية :
- تدريب الموارد البشرية باستخدام تكنولوجيات جديدة ،
 - إنتاج وسائل التدريب المقررة الواقية والمؤلفات التخصصية واستخدامها ،
 - تحديد أوصاف الوظائف وآليات انتقاء العاملين الواجب تدريبهم ،
 - تدريب المدربين ،
 - تدريب المديرين ،
 - تدريب واضعي المناهج الدراسية ،
 - وضع قواعد المعطيات للسماح بتبادل المعلومات المتعلقة بتوافر موارد التدريب في المنطقة ،
 - التعاون مع الجامعات والمؤسسات الأكاديمية الأخرى في المنطقة ووضع الخطط لتحسين الدراسات المقدمة في مناهجها الدراسية للوفاء بحاجات هيئات التنظيم ومنظمات الاتصالات ،
 - البحث عن أساليب تنمية الموارد البشرية
5. الموافقة على استمرار شبكة MODARABTEL الحالية في مراكز التدريب بالنظام MIS .
6. إنشاء شبكة معنية بجميع جوانب تطوير التنظيم والتسيير الإداري للموارد البشرية وتنميتها بمشاركة الاختصاصيين من منظمات الاتصالات ومؤسسات التدريب الإداري والمؤسسات الأكاديمية ومراكز البحوث وكذلك من القطاع الخاص، التي يمكنها المساهمة بتوفير الدراسة العليا المطلوبة لموظفي منظمات الاتصالات .
7. أن تكون أولويات الشبكة المقترحة في السنوات القليلة القادمة هي ما يلي :
- (أ) متابعة تطوير نظام MIS لإدارة مراكز التدريب، يستند إلى معايير الاتحاد الدولي للاتصالات المكيفة مع الاحتياجات الخاصة للدول العربية، حتى تستطيع كل الإدارات المعنية أن تستعمله ،
- (ب) الاستمرار في تجميع وتحسين المعلومات حول مؤسسات التدريب والموارد المتوفرة (كالمعلمين وبرامج التدريب ومرافقه الخ) على الصعيدين الإقليمي والأقاليمي، لأن تمكين كل منظمة معنية من الوصول إلى هذه المعلومات يتيح تحسين التعاون الإقليمي في مجال التدريب، واستخدام الموارد المتوفرة أمثل استخدام ،
- (ج) تنظيم دورات وحلقات للتدريب الإقليمي تعالج احتياجات التدريب المشتركة العاجلة المعروفة (كإدارة الأعمال وإدارة الشؤون المالية وإدارة المشاريع وتصنيف الوظائف ووصفها، إلخ)، كما تتناول التدريب المطلوب لتنفيذ برامج أخرى يقرها المؤتمر AR-RDC (كإعادة بيئة القطاع واستراتيجيات الاستثمار المالي والخدمات الجديدة والتسيير الإداري للترددات، إلخ)، وذلك بالاستفادة من المؤسسات والخبرة المتوفرة في المنطقة، والاستفادة عند اللزوم من مؤهلات الاختصاصيين الذين يقدمهم الاتحاد الدولي للاتصالات وغيره من شركاء التنمية الدوليين والوطنيين ،
- (د) مسح احتياجات التدريب العاجلة الأخرى في المنظمات المعنية، لتحديد الحاجات المشتركة ووضع الترتيبات لإجراء التدريب المطلوب على الصعيد الإقليمي من خلال الدورات الإقليمية التي توضع وتنفذ في المرافق الموجودة، بما فيها المؤسسات الخارجية، وكذلك من خلال تنظيم الحلقات الدراسية والورشات على أساس دوري على النحو الوارد في البند ج) أعلاه ،
- (هـ) التعاون على تطوير برامج وحدات تدريبية موحدة (بما في ذلك الوسائل التعليمية) تفي بالاحتياجات المشتركة في الدول العربية، وإقامة قاعدة معطيات إقليمية تشمل المعلومات المتعلقة بها. وينبغي أن تتلاءم قاعدة المعطيات هذه مع القواعد الأخرى التي يحتفظ بها الاتحاد الدولي للاتصالات محينة لتيسير تقاسم موارد التدريب على الصعيد الدولي ،
- (و) استكشاف سبل تحسين التسيير الإداري للموارد البشرية وتنميتها وتلبية هذه الاحتياجات التدريبية الجديدة على الصعيد الإقليمي (حسب الاقتضاء) وإعداد مقترحات مشاريع تعرضها لجنة التنسيق AR-RDC على وكالات التمويل وشركاء التنمية المهتمين بالأمر،

وإذ يلاحظ

أن المهمات المذكورة آنفاً يمكن أن تضطلع بها شبكة تتألف من الاختصاصيين في التسيير الإداري وفي إدارة الموارد البشرية وتمييزها بمشاركة ودعم نشيطين من أعلى الهيئات الإدارية ،

يناشد

مؤسسات التمويل والتنمية الدولية والإقليمية وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي والمنظمات الإقليمية المعنية والحكومات والقطاع الخاص أن تقدم الموارد النقدية والعينية لدعم أنشطة هذه الشبكة المقترحة، الجاري منها والمخطط له ،

ويطلب إلى

الاتحاد الدولي للاتصالات وغيره من شركاء التنمية مساعدة البلدان العربية لتحقيق أهدافها في هذا الميدان.

إضافة

التعاون الإقليمي لتحسين التسيير الإداري في شركات الاتصالات وخاصة التسيير الإداري للموارد البشرية وتنميتها (HRM/HRD)

إن التقديرات الواردة في الجدول أدناه لعمل شبكة التطوير التنظيمي والإدارة HRM/HRD ومساندتهما ، ولا سيما في تنفيذ الوظائف الموصوفة في الفقرة « يقرر » تحت الأرقام 1 و 3 و 7 و 1 (أ و ب و د و و) ، مبنية على أن كل بلد سيتم تجهيزه بالعتاد والبرامجيات اللازمة . غير أن العتاد والبرامجيات تحتاج إلى صيانة، كما أن التطبيقات ستوضع وتحسن باستمرار مما قد يستدعي ترخيصاً ببرامجيات جديدة .

تقدير التكاليف السنوية لعمل شبكة التطوير التنظيمي والإدارة HRM/HRD ومساندتهما (على أساس اجتماعين سنوياً مدة كل منهما ثلاثة أيام) (بالدولارات الأمريكية)

مصادر التمويل

البلد	البلدان/ المنظمات المشاركة	البلد المضيف (بالتناوب)	مكتب تنمية الاتصالات (الميزانية العادية)	المصادر الأخرى ¹
تعيين وصيانة العتاد والبرامجيات	3 000 لكل منظمة		3 000 (يضاف إليها تطوير البرامجيات - انظر « موظفو المكتب BDT ، أدناه)	
مشاركة أعضاء فريق العمل في الاجتماعات	وسطى التكاليف لكل مشارك ² 4 000 = 2000×2 (السفر + DSA)			² 48 000 = 2 000×12×2
أمكنة الاجتماع والدعم المحلي	الأمكنة والدعم اللوجستي			
الترجمة الفورية ³		(5 000×2)		
موظفون وطنيون يعملون في منظماتهم	مهنيون : 4 رجل/شهر للسكرتارية : 4 رجل/شهر			
موظفو مكتب تنمية الاتصالات، تطوير قاعدة المعطيات والمشاركة (بما في ذلك تكاليف المهمات)			موظفون مهنيون : 6 = 4+3 رجل/شهر = 72 000 دعم سكرتارية : 4 رجل/شهر = 20 000	
ترجمة الوثائق والتقارير ونسخها	1 000		10 000	
تكاليف الاتصالات والبريد	3 000		5 000	
الاستشاريون				⁵ 45 000 = 3 رجل/شهر
المجموع			110 000	93 000

¹ قد تشمل « المصادر الأخرى » في بعض الحالات وإلى حد ما المخصصات في ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات لأغراض خاصة .
² هذا تقدير متوسط التكاليف لكل مشارك . ستتوقف التكاليف الحقيقية على المسافة بين موقع منظمة المشارك ومكان الاجتماع . ومن المسلم به أن الضرورة تقضي بالحصول على أموال من مصادر أخرى لتأمين اشتراك مشارك واحد على الأقل من كل بلدان المنطقة (ماعداد البلدان التي يزيد الناتج المحلي الإجمالي للفرد فيها على 3 000 دولار أمريكي التي يفترض فيها أن تتحمل بنفسها نفقات مشاركتها) .
³ التكاليف المقدرة للترجمة الفورية (إن طلبت) على أساس توظيف الترجمة محلياً .
⁴ 3 رجل/شهر من موظفي المقر + 3 رجل/شهر من موظفي المكتب الإقليمي .
⁵ يمكن تأمين ذلك نقداً أو عيناً .

ومن البديهي أن تكاليف إعداد الحلقات والورشات والدورات الدراسية وإقامتها (الفقرة 7 ج) من « يقرر » ستتوقف على مددها، وعلى الحاجة إلى التجهيزات والاختصاصيين/ المديرين، وعلى توفر برامج التدريب ووسائله التي سبق وضعها الخ. ويسلم بالفرضيات التالية كأساس لتقدير التكاليف تقديراً أولياً :

- مدة وسطية قدرها أسبوعان لحلقة أو ورشة أو دورة دراسية تدريبية ،
- اختصاصيان أو مدربين اثنين، يمضيان شهراً في الإعداد (والمتابعة) وأسبوعين في تسهيل أنشطة الحلقة/ الورشة (= 2 × 1,5 رجل/ شهر) . ويمكن أن يكون أحدهما من موظفي الاتحاد الدولي للاتصالات ،
- تجري الحلقات أو الورشات التدريبية بلغة واحدة فقط (نظراً إلى أن التدريب متعدد اللغات أقل فعالية، وإلى أن الترجمة الفورية باهظة التكاليف)
- إن التجهيزات اللازمة متوفرة لدى المؤسسة التي تستضيف الحدث .

تقدير التكاليف لحلقة أو ورشة أو دورة دراسية تدريبية واحدة تجري بلغة واحدة⁶
المدة : أسبوعان مع مشاركين اثنين من كل بلد
(بالدولارات الأمريكية)

البند	البلدان/ المنظمات المشاركة	البلد المضيف (بالتناوب)	مكتب تنمية الاتصالات (الميزانية العادية)	المصادر الأخرى ⁷
السفر + DSA (15 يوماً)	2 800 لكل مشارك ⁸			$24 \times 2\ 800 = 67\ 200$ ²
أمكنة الاجتماع والدعم المحلي		الأمكنة والدعم اللوجستي		
موظفو مكتب تنمية الاتصالات، بما في ذلك تكاليف المهمات والاشتراك في التدريس ³			موظفون مهنيون : 1,5 رجل/ شهر = 18 000 دعم السكرتارية : 1 رجل/ شهر = 5 000	
الترجمة والنسخ			10 000	
تكاليف الاتصالات والبريد			1 000	
الاستشاريون			1,5 رجل/ شهر = 22 500 ⁹	
المجموع			56 500	67 200

نظراً إلى موارد الاتحاد الدولي للاتصالات المحدودة، واعتباراً للحاجة إلى الدورات الدراسية التدريبية التي قد تستدعيها المقترحات التي ينظر فيها المؤتمر AR-RDC، واعتباراً كذلك للحاجة إلى توفير أنشطة التدريب التي تقتضيها القرارات المعتمدة في مؤتمرات التنمية الإقليمية السابقة وللحاجة، قد يحتمل أن يجد الاتحاد الدولي للاتصالات نفسه في وضع يضطره إلى تنظيم دورة دراسية تدريبية واحدة فقط كل عام للدول العربية ضمن إطار هذا المقترح (إضافة إلى الدروس المقترحة لعلاقتها بمقترحات أخرى)، فوق عدد الدورات التي تدعو الحاجة الملحة إليها (انظر الفقرة 7 ج) من « يقرر ». وإذا تطلب الأمر إجراء أكثر من حلقة/ ورشة/ دورة دراسية واحدة في العام، فإن أغلب الإسهام بالاختصاصيين يجب توفيره من « المصادر الأخرى »، وبالتالي تخفيض التزام الاتحاد الدولي للاتصالات . ويمكن للشبكة HRM/HRD أن تعد مقترحات لمثل هذه الدورات الدراسية بشكل مشاريع منفصلة، وأن تطلب من الاتحاد الدولي للاتصالات أن يساعد على حشد تمويل إضافي أو مساعدة عينية يحتاجهما تنفيذ هذه المشاريع .

⁶ قد يستدعي هذا أن تقام الحلقة أو الورشة أو الدورة الدراسية نفسها مرتين (إنكليزية/ فرنسية و/ أو عربية) . والدورات الدراسية وحيدة اللغة أكثر فعالية من الدورات التي تعطى مع ترجمة فورية، فوق ما تضيفه هذه الترجمة الفورية من تكاليف باهظة (حوالي 150 000 دولار أمريكي لأسبوعين) .

⁷ قد تشمل « المصادر الأخرى » في بعض الحالات وإلى حد ما المخصصات في ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات لأغراض خاصة .

⁸ هذا تقدير متوسط التكاليف لكل مشارك . ستتوقف التكاليف الحقيقية على المسافة بين موقع منظمة المشارك ومكان الاجتماع . والأموال المقدرة التي تحتاجها المنح من « المصادر الأخرى » مبنية على أساس منحتين اثنتين لكل بلد يقل الناتج المحلي الإجمالي للفرد فيه عن 3 000 دولار أمريكي (معدا البلد المضيف) .

⁹ قد يحتاج الأمر إلى البحث عن هذه الأموال من « المصادر الأخرى » وهذا متوقف على ما يتيسر من أموال الاتحاد الدولي للاتصالات لمهمات الاستشارة القصيرة .

ويمكن للشبكة HRM/HRD أن تنسق وضع برامج ودروس نمطية للتدريب بصورة مشتركة، وأن تؤمن صيانة تحيينية لقاعدة معطيات إقليمية تصب فيها معلومات عن فرص الدروس والتدريب السانحة (انظر الفقرة 7 هـ) من « يقرر » (انظر تقدير التكاليف المعطى أعلاه). ويمكن أن يتكلف الاتحاد الدولي للاتصالات بصيانة قاعدة المعطيات الإقليمية. ونظراً إلى أن وضع البرامج والدروس التدريبية هو نشاط مستمر تقوم به كل إدارة، فلن يحتاج التعاون في هذا المجال إلى تكاليف إضافية (بل على العكس سيؤدي إلى وفر فيها). ومع ذلك، عندما تدعو الحاجة في هذا الشأن إلى خيارات وكفاءات غير متوفرة في المنطقة، فقد يتطلب الأمر تمويلًا خارجيًا (كالمساهمات العينية مثلاً). ويمكن للشبكة HRM/HRD أن تعد المقترحات وأن تقدر التكاليف لمثل هذه المشاريع عندما يتم تحديد الحاجة إليها (الفقرة 7 و) من « يقرر ».

ويقدر مجموع التكاليف السنوية لتنفيذ الأنشطة المقترحة على النحو التالي، باستبعاد تكاليف مثل تلك المشاريع الخاصة وتكاليف مشروع وضع النماذج والتعليمات الإرشادية والأدوات لتطوير التنظيم والتسيير الإداري (التي لم تصمم بعد):

البند	البلدان/ المنظمات المشاركة	البلد المضيف (بالتناوب)	مكتب تنمية الاتصالات (الميزانية العادية)	المصادر الأخرى ⁷
عمل الشبكة HRM/HRD وصيانتها	7 000 (تحيين وصيانة العتاد والبرامجيات وتكاليف الترجمة والاتصالات) + 4 رجل/شهر من المهنيين + تكاليف المشاركة للبلدان التي يزيد الناتج الإجمالي المحلي للفرد فيها عن 3 000 دولار أمريكي	أمكنة الاجتماع والدعم اللوجستي (بفرض النظر عن الترجمة الفورية)	110 000 6 رجل/شهر من المهنيين 4 رجل/شهر للسكرتارية + تحيين وصيانة العتاد والبرامجيات + تكاليف الترجمة والنسخ والاتصالات	93 000 للسفر + DSA لأعضاء الشبكة + 3 رجل/شهر من الاستشاريين
دورات دراسية تدريبية	تكاليف المشاركة للبلدان التي يزيد الناتج الإجمالي المحلي للفرد فيها عن 3 000 دولار أمريكي	أمكنة الاجتماع والدعم اللوجستي	56 500 1,5 رجل/شهر من المهنيين 1 رجل/شهر من موظفي السكرتارية في ITU 1,5 رجل/شهر من الاستشاريين + نفقات الترجمة والنسخ والاتصالات	67 200 للنسخ
المجموع			166 500	160 200

القرار رقم 12
الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

برنامج مساعدة خاصة إلى البلدان الأقل نمواً (LDC)
في منطقة الدول العربية

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. سياسة الاتحاد الدولي للاتصالات الشاملة لمساعدة البلدان الأقل نمواً، وخصوصاً القرار رقم 26 الصادر عن مؤتمر المنديبين المفوضين في نيس (1989) ، الذي :

« كلف الأمين العام

1. أن يستمر في فحص حالة الخدمات الاتصالية في البلدان التي تدعوها الأمم المتحدة بالبلدان الأقل نمواً، والتي تتطلب تنمية وسائل اتصالاتها تدابير خصوصية ،

2. أن يقدم إلى مجلس الإدارة تقريراً يعرض فيه استنتاجاته ،

3. أن يقترح تدابير ملموسة يهدف تطبيقها إلى إدخال تحسينات حقيقية ومساعدة فعالة إلى البلدان المقصودة، مستعيناً بالبرنامج التطوعي الخاص في التعاون التقني، وبموارد الاتحاد الخاصة، وبمصادر أخرى ،

4. أن يقدم تقريراً سنوياً إلى مجلس الإدارة بهذا الخصوص « ،

2. قرار منظومة الأمم المتحدة الداعي إلى تقديم المزيد من المساعدة إلى البلدان الأقل نمواً، طبقاً لبرنامج العمل الخاص بهذه الدول الذي أقره مؤتمر الأمم المتحدة في باريس (1990) ،

3. توصية اللجنة العالية المستوى (HLC) رقم 21 التي أوصت مكتب تنمية الاتصالات (BDT) أن يعير اهتماماً خاصاً إلى متطلبات البلدان الأقل نمواً ،

ويلاحظ

1. أن الاتحاد قد خصص من أمواله الخاصة مبلغ 2,2 من ملايين الفرنكات السويسرية عام 1992 ومبلغ 2,3 من ملايين الفرنكات السويسرية عام 1993 للبلدان الأقل نمواً، وأن هذا المبلغ على الرغم من أنه ليس كبيراً إلا أنه سيلعب دور الوسيط الحافز، وأن البلدان الأقل نمواً ينتظر أن تستفيد أيضاً من مخصصات البرنامج التطوعي الخاص في التعاون التقني ومن مصادر أخرى، وأن حوالي 60 إلى 70% من الأموال المخصصة للبلدان الأقل نمواً قد اقترحت استعمالها للأنشطة المشتركة بين عدد من البلدان الأقل نمواً، والاحتفاظ بالباقي احتياطاً للطلبات الخاصة والاستجابة لحاجات الأنشطة غير المتوقعة بما فيها التدخلات الطارئة ،

2. أن العالم يُعدّ حالياً¹ 48 بلداً في عداد البلدان الأقل نمواً، يقع 29 منها في إفريقية (جنوب الصحراء)، و 13 في آسيا والمحيط الهادئ، وخمسة في المنطقة العربية²، وواحد في الأمريكتين .
3. أن الوضع الراهن للاتصالات في كل بلد عربي من البلدان الأقل نمواً هو وضع فريد، ولا يوجد إلا أساس بسيط لإجراء مقارنة عامة، غير أنه لا بد من الاعتراف بأن الظروف في جيبوتي واليمن أفضل بشكل ملموس منها في البلدان الثلاثة الأخرى، وأن الشبكة في الصومال قد دُمّرت بكاملها عملياً، وإلى حد بعيد بسبب الصراع الأهلي الأخير الدائر هناك . وأن الشبكة في جنوب السودان قد مَحَقَّها الصراع الأهلي هي الأخرى، في حين أن الخدمات في شماله هي خدمات متواضعة يقتصر أغلبها على المدن والمناطق الحضرية . أما في موريتانيا فإن توغل الخدمة بطيء جداً وتكاد الشبكات الريفية تكون غير موجودة عملياً . وبناء على ذلك، يجب توجيه الجهود نحو موريتانيا والصومال والسودان .
4. أن مجلس الإدارة في دورته السابعة والأربعين التي عقدت في يونيو/ يوليو عام 1992 قد تبنت منهج برنامج مشترك يخص تقديم الاتحاد الدولي للاتصالات المساعدة إلى البلدان الأقل نمواً، وأن البرنامج المذكور ركّز على أربعة ميادين (التسيير الإداري والصيانة والتخطيط والتدريب)، وأن البلدان العربية الأقل نمواً هي المستفيدة من جميع أنشطة البرنامج، وأن جزءاً من الأموال المخصصة لدعم مراكز التدريب الإقليمية سيستخدم أثناء فترة البرمجة 1992 - 1994 لتستفيد منه بشكل خاص أنشطة التدريب المشترك في البلدان الأقل نمواً في المنطقة العربية .

يقرر

1. أن يطلب إلى الاتحاد الدولي للاتصالات زيادة الأموال المتوفرة في ميزانيته العادية للبلدان الأقل نمواً بغية تعزيز وقعها .
2. أن يدعو الدول الأعضاء إلى تقديم المساعدة إلى البلدان الأقل نمواً لتُطوّر شبكاتها الاتصالية ،
3. أن يدعو مكتب تنمية الاتصالات (BDT) إلى التعاون مع الدول العربية لتفحص حالة الاتصالات في البلدان العربية الأقل نمواً بغية تبني استراتيجيات موضوعية لتقود إلى تحسين حقيقي في الخدمات الاتصالية ،
4. أن يقرّ المشروعين الإقليميين المشار إليهما أدناه والذين طلبتهما أربعة بلدان من البلدان العربية الأقل نمواً (جيبوتي والصومال والسودان واليمن)، والذين يلتبس تمويلهما من برنامج الأمم المتحدة الإنمائي و/ أو من مصادر أخرى :
- (أ) مشروع التدريب على الاتصالات العصرية (TRAINTEL) الذي يستضيف مركز التدريب في صنعاء مقره وأنشطته (انظر التذييل 1) ،
- (ب) المشروع الإقليمي لتنمية الخدمات الاتصالية البحرية في البلدان العربية الأقل نمواً المشاطئة منها للبحر الأحمر، أو الواقعة في القرن الإفريقي (DEVMARTEL) الذي تستضيف جيبوتي مقره وأنشطته (انظر التذييل 2) ،
5. أن تُدرّس جدوى انضمام موريتانيا إلى المشروعين المذكورين أعلاه .

ويناشد

- إدارات الأعضاء المعنيين ،
- جامعة الدول العربية وجميع المنظمات الإقليمية المعنية ،
- صناديق التنمية ومصارفها، ولاسيما الصندوق العربي للتنمية الاقتصادية والاجتماعية (AFESD) ،
- برنامج الأمم المتحدة الإنمائي (UNDP) والاتحاد الدولي للاتصالات (ITU) ووكالات التنمية وصناديقها الحكومية وغيرها من الشركاء المهتمين ،

أن تشارك في المشروعين المذكورين أعلاه وأن تدعمهما مالياً .

¹ يشمل هذا العدد ناميبيا التي تعدّ بلداً من البلدان الأقل نمواً طبقاً لقرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 45/198 .

² يشمل هذا العدد أربعة بلدان عربية في إفريقية (جيبوتي وموريتانيا والصومال والسودان) وبلداً عربياً واحداً في آسيا (اليمن) .

التذييل 1

مشروع إقليمي للتدريب على الاتصالات العصرية في البلدان العربية الأقل نمواً¹

وثيقة مشروع

رقم المشروع واسمه :	RAB/92/001/A/01/20
التدريب على الاتصالات العصرية (TRAINTEL)	
المدة :	36 شهراً
موقع المشروع :	صنعا، الجمهورية اليمنية
قطاع لجنة الإدارة والتنسيق/ برنامج الأمم المتحدة الإنمائي: والقطاع الفرعي :	النقل والمواصلات (06) الاتصالات (0660)
القطاع الحكومي : والقطاع الفرعي :	المواصلات الاتصالات
الوكالة الحكومية المنفذة :	إدارات الاتصالات في البلدان المشاركة (جيبوتي والصومال والسودان واليمن)
الوكالة المنفذة :	الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU)
التاريخ المقدر لبدء المشروع :	1 يناير 1993
إسهامات الحكومة (بالدولار الأمريكي) : العينية) : النقدية) :	مساهمة برنامج الأمم المتحدة الإنمائي وتقاسم التكاليف حصص الحكومة أو طرف ثالث في التكاليف 593,000 : — :
المجموع	852,000 دولار أمريكي

وصف موجز : المساعدة على تلبية حاجات التدريب في أمور الاتصالات العصرية وإنشاء آلية تعاون بين مراكز التدريب الاتصالي في البلدان المشاركة . وهذا المشروع هو أول مشروع تدريب .

بالنيابة من	التوقيع	التاريخ	الاسم/ الوظيفة
الحكومة :	_____	_____	_____
الوكالة المنفذة :	_____	_____	_____
برنامج الأمم المتحدة الإنمائي :	_____	_____	_____

سعر الصرف الرسمي للأمم المتحدة في تاريخ التوقيع على وثيقة المشروع : 1 دولار أمريكي =

¹ ينظر في هذا المقترح برنامج الأمم المتحدة الإنمائي (UNDP) .

الهدف الفوري (الأهداف الفورية) والنتائج والأنشطة*

دال

الهدف الفوري

دال.1

إقامة دورات دراسية تدريبية في أمور الاتصالات العصرية وفقاً للحاجات المشتركة بين الإدارات المشاركة .

النتائج

دال.1.1

دال.1.1.1 120 موظفاً من الإدارات المشاركة، مدربين في اختصاصات مختلفة من الاتصالات .

دال.1.1.1.1 12 مدرباً وطنياً يمنيّاً، يدرّهم خبراء دوليون أثناء إعداد الدورات الدراسية و/ أو إقامتها .

الأنشطة

إن كل خبير دولي (استشاري) سيدرب مدرباً وطنياً يمنيّاً، ويجعله يشارك في إعداد الدورة الحالية وفي إقامتها .

دال.1.1.1 سيعطي خبراء دوليون مجموعة دروس عن هندسة الحركة في الاتحاد الدولي للاتصالات (المدة : أربعة أسابيع) 3 رجل/ شهر

دال.1.1.1 سيعطي خبراء دوليون مجموعة دروس عن قياس الحركة في الاتحاد الدولي للاتصالات (المدة : أربعة أسابيع) 3 رجل/ شهر

دال.1.1.1 سيعطي خبراء دوليون مجموعة دروس أساسية عن التسيير الإداري للترددات (المدة : ثمانية أسابيع) 3 رجل/ شهر

دال.1.1.1 سيعطي خبراء دوليون مجموعة دروس عن التسيير الإداري للترددات (بمساعدة الحاسوب) (المدة : ثمانية أسابيع) 5 رجل/ شهر

دال.1.1.1 سيعطي خبراء دوليون مجموعة دروس عن نظامي التشوير 5 و 7 (R2) (المدة : أربعة أسابيع) 4 رجل/ شهر

دال.1.1.1 سيعطي خبراء دوليون مجموعة دروس عن التطبيقات الإدارية للحواسيب في إدارة شؤون الموظفين والمحاسبة والمستودعات وخدمة الاستعلام والدليل وإدارة المشاريع (المدة : ثمانية أسابيع) 6 رجل/ شهر

دال.1.1.1 سيعطي خبراء دوليون مجموعة دروس أساسية عن تخطيط الشبكات (بمساعدة الحاسوب) مع التركيز على الشبكات الرقمية (المدة : أربعة أسابيع) 3 رجل/ شهر

دال.1.1.1 سيعطي خبراء دوليون مجموعة دروس عن استعمال الألياف البصرية في الاتصالات (المدة : ثمانية أسابيع) 6 رجل/ شهر

دال.1.1.1 سيعطي خبراء دوليون مجموعة دروس عن تخطيط الاتصالات الريفية (المدة : ثمانية أسابيع) 6 رجل/ شهر

دال.1.1.1 سيعطي مختصون من الاتحاد الدولي للاتصالات أربع مجموعات دروس

إضافية لا تكلف المشروع من حيث الخبراء وستعطي مجموعات الدروس الأربع كما يلي :

- مجموعة عن إدارة التدريب
- مجموعة عن تدريب المدربين
- مجموعة عن برمجة الدروس (فترتان تمتد كل منهما أسبوعين وتفصل بينهما ثلاثة أشهر) .

* لم تدرج هنا جميع أقسام وثيقة المشروع التابعة للبرنامج UNDP .

الإسهامات	هاء
<u>الإسهامات الحكومية</u>	1. هاء
الإسهام العيني	1.1. هاء
اليمن (البلد المضيف)	1.1.1. هاء
- تسمية منسق للمشروع (PC) يعمل بوقت كامل، دون تكلفة على المشروع (ما يكافئ: 36 000 دولار أمريكي).	
- تأمين حرية الوصول إلى البلد وتسهيل التنقل فيه ومغادرته بلا عقبات، للموظفين والرسميين من البلدان الأخرى الأعضاء في المشروع، عند زيارتهم البلد المضيف لأغراض تتعلق بأنشطة المشروع.	
- توفير الغرف والأثاث والمرافق اللازمة للاتصالات، وتأمين المجانية في الخدمات الهاتفية والبرقية والتكسية والطبعية للحركة المحلية والوطنية والإقليمية والدولية مع الوكالة المنفذة ومع البلدان الأخرى الأعضاء في المشروع (ما يكافئ: 36 000 دولار أمريكي).	
- توفير التسهيلات لعقد الاجتماعات، واستضافة اجتماعات اللجنة التوجيهية السنوية مرة واحدة في السنة على الأقل، (وهي اجتماعات تكافئ اجتماعات المراجعة الثلاثية في مشروع إقليمي) (ما يكافئ: 18 000 دولار أمريكي).	
- توفير تسهيلات التدريب المناسبة والموظفين الوطنيين الأكفاء للمساعدة على تنفيذ الأنشطة المتعلقة بالدروس التدريبية (ما يكافئ: 21 000 دولار أمريكي).	
- تأمين المأكل والسكن لمتدربين اثنين من كل بلد مشارك ولكل دورة دراسية (ما يكافئ: 292 000 دولار أمريكي، استناداً إلى تعويض 75% من بدل الإعاشة اليومي (DSA) في صنعاء).	
- ندب أربعة متدربين وطنيين على الأقل للمشاركة في كل دورة دراسية (ما يكافئ: 46 000 دولار أمريكي).	
- توفير كل دعم مادي وإداري آخر يفيد في حسن تشغيل أنشطة المشروع (ما يكافئ: 18 000 دولار أمريكي).	
البلدان المشاركة الأخرى	2.1.1. هاء
- تعيين نظير وطني (نظراء وطنيين) للمشروع في البلدان المشاركة (ما يكافئ: 18 000 دولار أمريكي).	
- ندب متدربين اثنين من كل بلد ولكل دورة دراسية وتحمل تكاليف راتبهما وتأمينيهما الصحيين أثناء مشاركتهما (ما يكافئ: 24 000 دولار أمريكي).	
<u>إسهامات الوكالة المنفذة (الاتحاد الدولي للاتصالات)</u>	2. هاء
- الدعم الاعتيادي.	
- 4 رجل/شهر من خبراء الاتحاد لتنفيذ الأنشطة المشار إليها في البند دال.10.1.1 (ما يكافئ: 48 000 دولار أمريكي من ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات)	
- الإسهام الممكن في تقاسم تكاليف ميزانية المشروع الإجمالية	

إسهامات برنامج الأمم المتحدة الإنمائي (UNDP)

هـ.3

بالدولار الأمريكي	سطر الميزانية
¹ 504,000	الموظفون الدوليون في المشروع (الحاضرون) 42 رجل/شهر 11.99
36,000	تكاليف الدعم الإداري 13.
6,000	السفر 15.
30,000	تكاليف أخرى 16.
² 166,000	الاجتماعات والتدريب 39.
30,000	الاجتماعات (3) 31.
	تدريب الأفرقة (102 رجل/شهر، استناداً إلى تكلفة بطاقات العودة بالطائرة وإلى تكلفة 30 دولاراً أميركياً في اليوم لكل متدرب في صنعاء) 32.
136,000	
20,000	المعدات 49.
	نفقات متفرقة، بما فيها ترجمة بعض المواد التدريبية والتقارير، الخ. 59.
90,000	
<u>852,000</u>	المجموع

¹ يمكن خفض هذا المبلغ إذا أمكن توفير الموظفين الدوليين عبر برنامج التعاون التقني بين الدول النامية (TCDC).

² إن الميزانية العادية للاتحاد الدولي للاتصالات المخصصة للبلدان الأقل نمواً يمكن أن تغطي كل هذا المبلغ أو جزءاً منه.

التذييل 2

برنامج الأمم المتحدة الإنمائي

مشروع إقليمي لتطوير الخدمات الاتصالية البحرية في البلدان العربية الأقل نمواً
المشاطئة منها للبحر الأحمر أو الواقعة في القرن الإفريقي

وثيقة مشروع

رقم المشروع واسمه : RAB/92/002/A/01/20
تطوير الاتصالات البحرية في البحر الأحمر والقرن الإفريقي (DEVMARTEL)
المدة : 24 شهراً
موقع المشروع : جيبوتي
قطاع لجنة الإدارة والتنسيق /
برنامج الأمم المتحدة الإنمائي :
والقطاع الفرعي : النقل والمواصلات (06)
الاتصالات (0660)
القطاع الحكومي : المواصلات
والقطاع الفرعي : الاتصالات
الوكالة الحكومية المنفذة :

<u>التمويل من برنامج الأمم المتحدة الإنمائي</u> <u>وتقاسم التكاليف</u>	
رقم التخطيط الإرشادي	-
جهات أخرى	-
حصة الحكومة أو طرف ثالث	-
في التكاليف	-
مساهمة برنامج الأمم المتحدة	-
وتقاسم التكاليف	-
المجموع	284,000 دولار أمريكي

إدارات الاتصالات وسلطات
الموانئ في البلدان المشاركة
(جيبوتي والصومال والسودان
واليمن) مع مساندة ودعم من
مصر والمملكة العربية السعودية

الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU)

الوكالة المنفذة :
التاريخ المقدر لبدء المشروع : 1 يناير 1993
إسهامات الحكومة (بالدولار الأمريكي) :
(العينية) : 174,000
(النقدية) : —

وصف موجز : هذا المشروع مصمم لمساعد السلطات المعنية في تلك البلدان العربية الأقل نمواً المشاطئة منها للبحر الأحمر أو الواقعة في القرن الإفريقي على الارتقاء باتصالاتها البحرية المينائية . وسيركز المشروع على الدعم المباشر .

بالنيابة عن	التوقيع	التاريخ	الاسم / الوظيفة
الحكومة :	_____	_____	_____
الوكالة المنفذة :	_____	_____	_____

سعر الصرف الرسمي للأمم المتحدة في تاريخ التوقيع على وثيقة المشروع : 1 دولار أمريكي =

1. لحة تاريخية وتبرير
- 1.1 إن المشروع الإقليمي RAB/86/028 TELDEV المشترك بين برنامج الأمم المتحدة الإنمائي والاتحاد الدولي للاتصالات والمعنون « تنسيق الاتصالات في البلدان الأقل نمواً من المنطقة العربية وفي إثيوبيا » الذي ساندته كل من مصر والمملكة العربية السعودية قد أنجز دراسة عن حالة البنية التحتية والخدمات في الاتصالات الراديوية البحرية، في خمسة بلدان هي إثيوبيا وجيبوتي والسودان والصومال واليمن، ويبين الحالة الممتازة لمرافق الاتصالات الراديوية البحرية المتوفرة في مصر والمملكة العربية السعودية. وسلطت الدراسة الأضواء على ما يشوب خدمات الاتصال الراديوي البحري من عجز رئيسي في هذه البلدان، فتضمنت مقترحات لتحسينها. وفي اجتماع المراجعة السنوي الثاني للمشروع (جيبوتي من 18 إلى 20 فبراير 1990)، تمت الموافقة على مجموعة من التوصيات تنحو هذا المنحى، مع المطالبة بالدعوة إلى عقد اجتماع خاص لدراسة تنفيذ هذه التوصيات. ولكن هذا الاجتماع لم ينعقد بعدما نشبت أزمة المنطقة، واختتم المشروع TELDEV أنشطته في مارس 1991.
- 2.1 وفي عام 1988 عدلت اتفاقية 1974 الدولية عن سلامة الحياة البشرية في البحر (اتفاقية SOLAS)، لكي يدخل النظام العالمي للاستغاثة والسلامة في البحر (GMDSS)، الذي سيتم تنفيذه بين 1 فبراير 1992 و 1 فبراير 1999. والنظام GMDSS مبني على أنظمة أوتوماتية أرضية وساتلية. وهذا النظام الجديد سوف يركز على نقل اتصالات الاستغاثة من إنذارات سفينة - سفينة إلى إنذارات سفينة - شاطئ، وهذا يعني أن الأمر سيحتاج في العالم أجمع إلى مرافق شاطئية موثوق بها، تستخدم آخر ما توصلت إليه تكنولوجيا الاتصال الأرضي والساتلي. وفي هذا المنظور طلب في أحد التعديلات التي أدخلت على اتفاقية 1974 SOLAS إلى الحكومات المتعاقدة أن تباشر بتوفير مرافق شاطئية مناسبة، سواء بشكل إفرادي أو بالتعاون مع غيرها. وكان هذا مما أوصى به أيضاً مشروع TELDEV.
- 3.1 جميع البلدان هي من البلدان الأقل نمواً التي تحتاج إلى مساعدة دولية، بما فيها الدعم الناجز من مصر والمملكة العربية السعودية، لكي تستطيع إنشاء ما يتطلبه النظام GMDSS من مرافق شاطئية، وتنفيذها ضمن البرنامج الزمني المذكور آنفاً.
- 4.1 تحتاج جميع هذه البلدان إلى اتصالات راديوية بحرية فعالة، سواء لأغراض تجارية أو لأغراض الاستغاثة والسلامة، لكي تبرز الأنشطة التجارية، وتدعم عمليات النقل البحري وسلامة الحياة البشرية في البحر.
- 5.1 كانت البلدان المشاركة على قناعة بأن الإسراع في تحسين اتصالاتها البحرية وإدخال النظام GMDSS لديها هما حاجتان ملحتان، فاعتمدت الاستراتيجية التالية لتلبية هاتين الحاجتين:
- (أ) أن تباشر معالجة أمور التنفيذ بصورة مشتركة،
- (ب) أن تدعو الاتحاد الدولي للاتصالات وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي، وكذلك المنظمات الإقليمية والنوعية المعنية، لتساعدها على سلوك هذا الخط،
- (ج) أن تدعو مصر والمملكة العربية السعودية إلى المشاركة في هذا المشروع بصفة مراقبين، حتى تستفيد من خبرتهما.

دال الهدف الفوري (الأهداف الفورية) والنتائج والأنشطة*

1.دال الهدف الفوري

الهدف الفوري هو إنجاز خطط رئيسية لتنمية خدمات الاتصال الراديوي البحرية في البلدان العربية الأقل نمواً المشاطنة منها للبحر الأحمر أو الواقعة في القرن الإفريقي. وينبغي أن تحتوي كل خطة رئيسية على تحيين للاستخلاصات الواردة في المشروع TELDEV، وعلى خطة لتحسين الاتصالات الراديوية البحرية، مع نسب الكلفة إلى الفائدة و/ أو الدواعي الاستراتيجية التي تبرر خطة الاستثمار المقترحة، وعلى خطة للعمل أيضاً.

دال.1.1 النتائج

أن يكون لكل بلد مشارك:

- خطة رئيسية مهيأة لتنمية خدمات الاتصال الراديوي البحرية، تتضمن المعلومات المالية والتقنية اللازمة للبحث عن مصادر التمويل وتحضير استدرج العروض (النتيجة حاصلة)،

* لم تدرج هنا جميع أقسام وثيقة المشروع التابعة للبرنامج UNDP.

- اختصاصيان اثنان في تخطيط وتنمية الاتصالات الراديوية البحرية، يكونان قادرين على الإشراف/ والتنسيق تنفيذ الأنشطة التي تدعو إليها الخطة الرئيسية (متدربان).

المسؤولون	الأنشطة
الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات	دال 1.1.1 تبني مكتب تنمية الاتصالات مرشداً عن صياغة خطة رئيسية وطنية لتنمية خدمات الاتصال الراديوي البحرية في هذا الإقليم الفرعي .
يفضل أن يكون المنسق ونائبه مهندسي إرسال، لهما خبرة في الاتصالات الراديوية البحرية .	دال 2.1.1 تسمية كل بلد من البلدان الأقل نمواً متنسقاً وطنياً للمشروع مع نائبه، يكلفان بإنجاز الخطة الرئيسية . وتسمية ممثلين عن مصر والمملكة العربية السعودية لتأمين ملاءمة الخطط الرئيسية للمنشآت القائمة في بلديهما، وتقديم الدعم للمنسقين الوطنيين، من البلدان الأقل نمواً .
الإدارة .	دال 3.1.1 إنشاء كل إدارة فريق عمل يُعنى بتنمية الاتصالات الراديوية البحرية، يرأسه المنسق الوطني ويضم مشاركين من سلطات البحث والإنقاذ (SAR)، ومن إدارات الموانئ وهيئات النقل البحري الرئيسية .
مشاركة المنسق الوطني ونائبه على الأقل . سيُدعى خبراء من المنظمة البحرية الدولية (IMO) ومن إنمارسات وغيرها، إضافة إلى خبراء الاتحاد الدولي للاتصالات . وقد يطلب من مصر و/ أو المملكة العربية السعودية أن توفر منشآت الاستضافة، وأن تتدبأ خبراء لمثل هذه الوروات .	دال 4.1.1 تنظيم دورات دراسية تدريبية تهدف إلى التالي : - تزويد المنسقين الوطنيين بمعلومات حديثة عن الاتصالات الراديوية البحرية، بما فيها النظام GMDSS - تعريف المنسقين بكيفية استعمال مرشد التخطيط - مناقشة الاستخلاصات والمقترحات التي يحتويها تقرير اجتماع المراجعة السنوي الثاني للمشروع RAB/86/028 TELDEV
الإدارات مع خبراء من الاتحاد الدولي للاتصالات .	دال 5.1.1 تحضير المنسقين الوطنيين مشاريع الخطط الرئيسية . تقديم المشورة والمساعدة اللتين قد يحتاجهما المشروع، بطلب من الإدارة، حسب الصعوبات التي تبرز أثناء هذا العمل . قد يطلب من مصر والمملكة العربية السعودية توفير خبراء للمساعدة .
سيُدعى خبراء من المنظمة البحرية الدولية (IMO) ومن إنمارسات وغيرها، إضافة إلى خبراء الاتحاد الدولي للاتصالات . وقد يطلب من مصر و/ أو المملكة العربية السعودية أن توفر منشآت الاستضافة وأن تتدبأ خبراء .	دال 6.1.1 تحضير ورشات عمل وتنظيم جدول زمني لها، تناقش فيها مشاريع الخطط الرئيسية التي يضعها المنسقون . وبعد انتهاء هذه الورشات يجب أن تكون الخطط الرئيسية قد أقرت نهائياً، وأن تكون جاهزة للنشر .

هـ الإسهامات

هـ.1 الإسهامات الحكومية

هـ.1.1 الإسهام العيني

هـ.1.1.1 البلد المضيف :

تسمية المنسق الوطني ونائبه (يقومان بنفس الوقت وبدوام كامل بأعمال منسق المشروع ونائبه)، وتسمية فريق العمل دون تكاليف للمشروع (ما يكفي 36 000 دولار أمريكي) ،

هـ.1.1.1 تأمين حرية الوصول إلى البلد وتسهيل التنقل فيه ومغادرته بلا عقبات، لموظفي الاتحاد الدولي للاتصالات والمشاركين من البلدان الأعضاء في المشروع، عند زيارتهم البلد المضيف لأغراض تتعلق بأنشطة المشروع :

- توفير الغرف والأثاث ومرافق الاتصالات المنشأة، وتأمين المجانية في الخدمات الهاتفية والبرقية والتكسية والطبصية للحركة المحلية والوطنية والإقليمية والدولية مع الوكالة المنفذة ومع البلدان الأخرى الأعضاء في المشروع (ما يكافئ: 24 000 دولار أمريكي).
- توفير التسهيلات لعقد الاجتماعات، واستضافة اجتماع اللجنة التوجيهية السنوي مرة واحدة في السنة على الأقل، (وهو اجتماع يكافئ اجتماع المراجعة الثلاثية في مشروع إقليمي) (ما يكافئ: 120 000 دولار أمريكي).
- توفير كل دعم مادي وإداري آخر يفيد في حسن تشغيل أنشطة المشروع (ما يكافئ: 12 000 دولار أمريكي).

هـ.1.1.3 البلدان المشاركة الأخرى :

- تعيين منسق وطني للمشروع ونائبه، وتعيين فريق العمل في البلدان المشاركة (ما يكافئ: 18 000 دولار أمريكي).
- ندب متدربين اثنين من كل بلد لكل دورة دراسية، وتحمّل تكاليف راتبهما وتأمينيهما الصحيين أثناء مشاركتهما (ما يكافئ: 12 000 دولار أمريكي).

هـ.2. إسهامات الوكالة المنفذة (الاتحاد الدولي للاتصالات)

- الدعم الاعتيادي، بما فيه تبني مرشد الخطة الرئيسية ،
- 4 رجل/شهر من خبراء الاتحاد البحريين للمساعدة على تنفيذ المشروع (ما يكافئ: 48 000 دولار أمريكي من ميزانية الاتحاد الدولي للاتصالات/ مكتب تنمية الاتصالات)
- الإسهام الممكن في تقاسم تكاليف ميزانية المشروع الإجمالية

هـ.3. إسهام برنامج الأمم المتحدة الإنمائي (UNDP)

بالميزانية	بالدولار الأمريكي	الموظفون الدوليون في المشروع	سطر الميزانية
11.99	120,000 ¹	8 رجل/شهر	
13.	24,000		تكاليف الدعم الإداري
15.	6,000		السفر
16.	12,000		تكاليف أخرى
39.	50,000 ²		الاجتماعات والتدريب
.31	20,000		الاجتماعان مدة كل منهما ثلاثة أيام عمل
.32	30,000	16 رجل/أسبوع	تدريب الفريق
49.	100,000		المعدات (للبلد المضيف)
59.			متفرقة (بعض المواد التدريسية ووضع التقارير، الخ،)
	12,000		
	284,000	المجموع	

¹ يمكن خفض هذا المبلغ إذا أمكن توفير الموظفين الدوليين عبر برنامج التعاون التقني بين الدول النامية (TCDC).

² إن الميزانية العادية للاتحاد الدولي للاتصالات المخصصة للبلدان الأقل نمواً يمكن أن تغطي كل هذا المبلغ أو جزءاً منه .

القرار رقم 13
الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

معجم مصطلحات الاتصالات
الصادر عن الاتحاد الدولي للاتصالات باللغة العربية

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. أن الأهداف التي وضعها قسم اللغة العربية لنفسه، أخذاً أمور الميزانية بالحسبان الواجب، هي :
 - (أ) الاستمرار في تنفيذ مهمات الترجمة والنشر المبينة في برنامج عمله (قرار نيس رقم 59) ،
 - (ب) الاستمرار في إقامة نظام حاسوبي، ووضع الإجراءات لعمل نائب في المصطلحات (العتاد والبرامجيات والترجمة/المراجعة/ الطباعة) حسب المخطط الوارد في الملحق ،
 - (ج) التحيين التدريجي لقاعدة معطيات المصطلحات والتوسع فيها، مع مراجعة المعطيات التي يحتويها معجم 1987، على أن يكتمل هذا العمل خلال أربع سنوات استناداً إلى مستوى الميزانية الحالي ،
 - (د) الحفاظ على قاعدة معطيات المصطلحات العربية والثابرة على تحيينها ،
 - (هـ) إنتاج معجم عربي جديد في عام 1997 ،
2. الأهمية والاستعجال اللذين يرتديهما اختصار الوقت اللازم لإصدار المعجم الجديد من أربع سنوات إلى سنتين، الأمر الذي يتطلب مصادر ميزانية استثنائية تقارب 220 000 دولار أمريكي ،
3. الأهمية التي يكتسبها أيضاً اكتمال المصطلحات بتقييسها عن طريق الاستشارات ، الأمر الذي يتطلب مصادر ميزانية استثنائية تبلغ حوالي 300 000 دولار أمريكي ،
4. أن قسم اللغة العربية مجهز حالياً بحواسيب ماكنتوش لأعمال الترجمة، وهناك دراسات جارية سوف تؤدي إلى إقامة نظام لإدارة المصطلحات مبني على نظام ماكنتوش في أواخر عام 1992 أو أوائل عام 1993 .
5. أن الأمر سيحتاج أيضاً إلى تطوير برامجيات تسمح بنقل المعطيات بين قاعدة معطيات المصطلحات الإنكليزية/ الفرنسية/ الإسبانية الموجودة في الحاسوب الرئيسي سيمنس وبين نظام ماكنتوش،
6. وأنه ليس من المنتظر بالموارد الحالية أن يصبح النظام الجديد شغلاً تماماً قبل الربع الثاني من عام 1993 .

يقرر

1. اختصار الفترة اللازمة لتحيين قاعدة معطيات المصطلحات العربية والتوسع فيها إلى حوالي عامين ،
2. إقامة آلية لتقييس المصطلحات وإقرارها ،

ويناشد

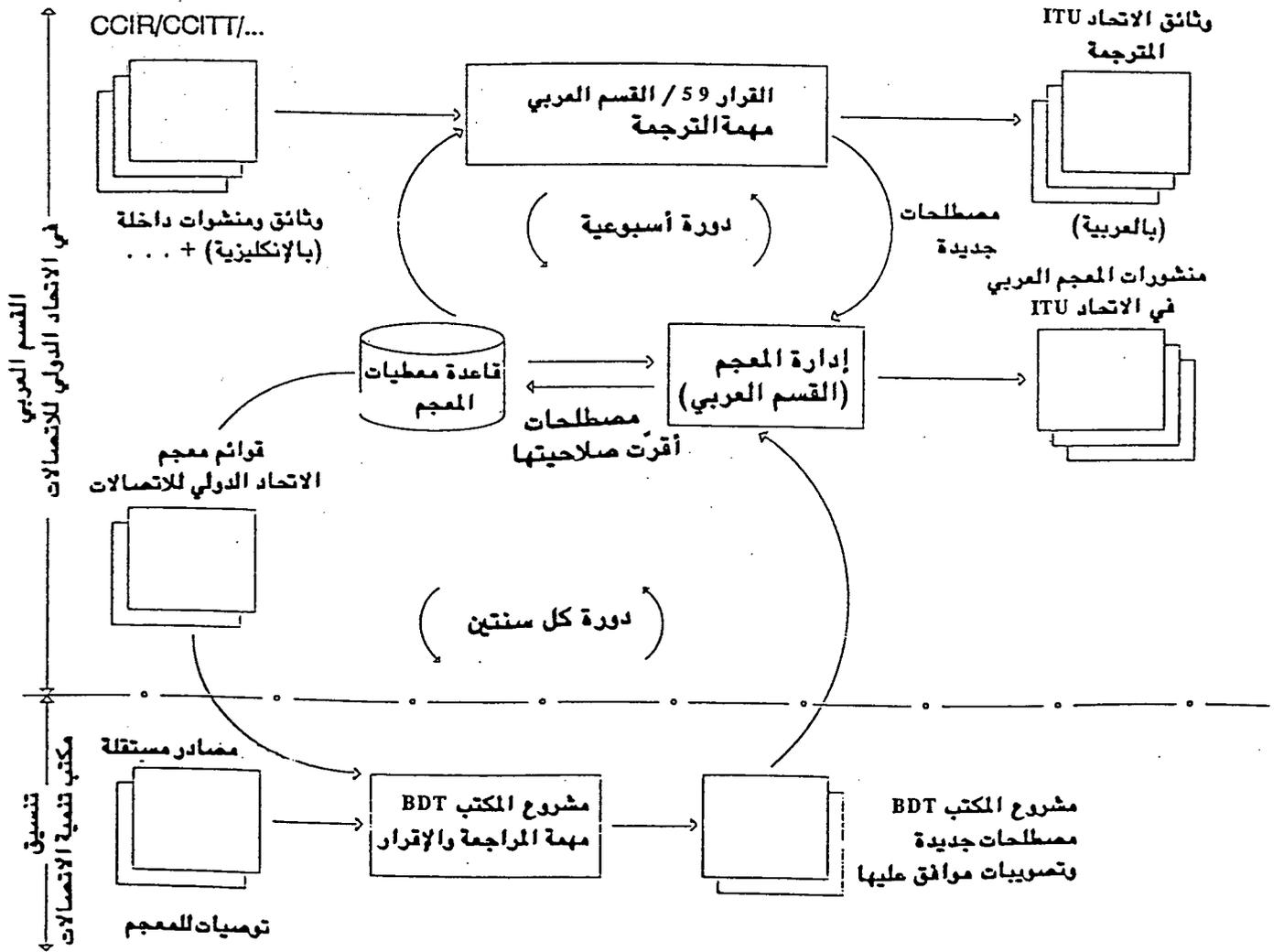
الإدارات الأعضاء المعنية في الاتحاد الدولي للاتصالات، وجامعة الدول العربية، وجميع المنظمات الإقليمية المعنية، وصناديق التنمية ومصارفها (وخاصة الصندوق العربي للإنماء الاقتصادي والاجتماعي(AFESD))، وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي (UNDP)، والاتحاد الدولي للاتصالات، والوكالات والصناديق الإنمائية الحكومية، والصنّاع، وغيرها من الأطراف المهتمة، إلى تمويل النشاطين المذكورين في الفقرتين 1.1 (أ) و(ب) أعلاه .

ويطلب إلى

مكتب تنمية الاتصالات في الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU/BDT) أن يعد مشروع تنمية إقليمي لتنفيذ هذا القرار. وتقدر كلفة هذا المشروع مؤقتاً بمبلغ 520 000 دولار أمريكي موزع على عامين .

الملحق

المخطط الانسيابي للنظام



القرار رقم 14
الصادر عن المؤتمر AR-RDC/92

نداء لمساعدة الصومال والسودان

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. التوصيتين الصادرتين عن اللجنة عالية المستوى (رقم 29 ورقم 30) التي تدعو فيهما مكتب تنمية الاتصالات إلى العمل كوسيط حافظ لحشد الموارد من أجل تنمية الاتصالات ،
2. الحالة الحرجة السائدة في الصومال والسودان ،

ويلاحظ

أن شبكة الاتصالات في كل منهما قد تلفت تلفاً كبيراً، بل وقد دمرت بالكامل في بعض الحالات، مما يتطلب مساعدة تقنية فورية واستثماراً رأسمالياً كبيراً ،

يناشد

المجتمع الدولي والبلدان الأعضاء في المنطقة وغيرها من البلدان وكذا المؤسسات المالية الثنائية والمتعددة الأطراف تقديم دعم فوري،

ويطلب

من رئيس المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية ومن الأمين العام للاتحاد الدولي للاتصالات أن يحملا فوراً هذا القرار إلى علم المجتمع الدولي .

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

التوصيتان

PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK

PAGE LAISSEE EN BLANC INTENTIONNELLEMENT

التوصية رقم 1 الصادرة عن المؤتمر AR-RDC/92

بين الإعلام والاتصالات

الاستخدام الأمثل للشبكة الفضائية العربية في الأغراض الإعلامية والتنمية والثقافية

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

- النقص الحاصل في تجهيز بعض المحطات الأرضية بمعدات لاستقبال برنامجين تلفزيونيين أو أكثر، وفي توفير أكثر من وصلة موجات صغرى بين المحطة الأرضية ومركز التلفزيون، كما أن بعض المحطات الأرضية لم تزود بالتجهيزات الضرورية للإرسال الإذاعي الصوتي رغم توفر هذه الإمكانيات على الساتل العربي نفسه ،
 - ارتفاع أجور استخدام القطاع الأرضي التجاري التي تطالب بها بعض إدارات الاتصالات هيئات التلفزيون عند إرسال أو استقبال الإشارة التلفزيونية بواسطة الساتل العربي وذلك رغم الجهود التي بذلتها المؤسسة العربية للاتصالات الفضائية واتحاد إذاعات الدول العربية والتي أدت إلى تخفيض كلفة القطاع الفضائي، وذلك بتخصيص قناة ساتلية للتبادلات الإقليمية التي ينظمها اتحاد إذاعات الدول العربية مقابل مبلغ تشجيعي ،
- وسعيًا إلى تحقيق الأهداف الأساسية التالية :

- تخفيض تعرفة القطاع الأرضي التجاري بما يتيح انسياب أكبر حجم ممكن من البرامج الإذاعية والتلفزيونية عبر الشبكة الفضائية العربية على نحو يحقق الاستفادة القصوى منها، وإدخال مرونة كافية على التشريعات المطبقة في الدول العربية والتي تحكم استخدام المحطات الأرضية للاستقبال والإرسال التلفزيونيين مما يجعلها تساعد على الزيادة في قدرة كل هيئة تلفزيونية على التعامل بفاعلية كبيرة مع السواتل العربية .
- تطوير نظام تبادل الأخبار والبرامج بين الهيئات الأعضاء في اتحاد إذاعات الدول العربية وتذليل كل العراقيل التي يمكن أن تحول دون تزايد حجم هذه التبادلات .

يوصي بما يلي :

1. تبني توصية اللجنة العربية المشتركة لاستخدام الشبكة الفضائية العربية للإعلام والتنمية والثقافة والتي اعتمدها الجمعية العمومية للمؤسسة العربية للاتصالات الفضائية في دورتها الثالثة عشرة (الجزائر - مايو 1990) والخاصة بإعفاء هيئات التلفزيون العربية من دفع أجور القطاع الأرضي (التكاليف التجارية) بالنسبة إلى الأخبار والبرامج التي تمر عبر القنوات التلفزيونية التي يستأجرها اتحاد إذاعات الدول العربية على الساتل العربي . وإذا رغبت أية إدارة للاتصالات في تقاضي أجور القطاع الأرضي، تكون هذه الأجور تشجيعية ومنخفضة إلى أدنى حد، ويمكن أن يسترشد في هذه الحالة بتعرفة الحجز اليومي الثابت السابقة للاتحاد العربي للمواصلات السلكية واللاسلكية . ويمكن أن تبرم إدارة الاتصالات مع الهيئات التلفزيونية عقداً سنوياً تغطي بموجبه كل الحركة المشار إليها آنفاً بمبلغ إجمالي تشجيعي يتفق عليه بين الجهتين، ويشمل هذا الإعفاء أو التخفيض الدارات التسميكية الصوتية المساندة للتبادل والمرتبطة به ،

2. الترخيص لهيئات التلفزيون العربية في امتلاك محطات أرضية صغيرة ثابتة أو متنقلة تتعامل مباشرة مع السوائل العربية، وتسهيل حصول هيئات التلفزيون على هذه المحطات ،
3. تنظيم عمليات استخدام الأفراد والتجمعات السكنية لأجهزة استقبال الإرسال التلفزيوني عبر الشبكة الفضائية العربية ووضع النظم والضوابط الخاصة بذلك، خاصة في الدول العربية التي لم تصدر فيها مثل هذه التشريعات والاهتمام بتصنيع أجهزة الاستقبال على نطاق عربي بما يحقق مكاسب اقتصادية بعيدة الأثر ،
4. اتخاذ الإجراءات اللازمة والفورية لتجهيز المحطات الأرضية العربية العاملة مع عرب سات بمعدات لاستقبال وإرسال برنامجين تليفزيونيين أو أكثر في وقت واحد، والعمل مع هيئات التلفزيونين على توفير أكثر من وصلة موجات صغيرة بين المحطة والهيئة .

التذييل

مقدمة

يعيش عالمنا المعاصر ثورة حقيقية في مجال الاتصال والمواصلات، حتى أن تنبؤ أحد كبار الأخصائيين في شؤون الإعلام قبل عدة أعوام بأن العالم سوف يتحول في يوم من الأيام إلى « قرية صغيرة »، يوشك أن يتحقق، إن لم يكن قد تحقق بالفعل .

فقد بات مشاهدو التلفزيون لا يكتفون بمتابعة ما يجري من أحداث في هذا العالم بعد وقت قصير من وقوعها، بل أصبحوا يريدون رؤية هذه الأحداث أثناء وقوعها . وما كان لمثل هذا التطور في أذواق المشاهدين أن يتحقق لولا تلك الثورة الهائلة التي عرفتها وسائل الاتصالات . فقد أصبحت السواتل تملأ الفضاء حول كوكبنا الأرضي ولم تعد حكراً على نظام بعينه، ولقد ظلت انتلستات وحدها في الساحة سنوات طويلة ثم أخذت أنظمة الاتصالات الدولية منها والإقليمية تظهر تبعاً، مما أوجد نوعاً من التناقس الذي أدى إلى حدوث تطورات مثيرة . وبدأت هذه النظم في تبسيط الإجراءات والقواعد الصارمة التي تحكم النقل التلفزيوني غيرها تبسيطاً تدريجياً، وفي تخفيض تكاليف هذا النقل لتصبح زهيدة جداً بالنسبة إلى ما كان عليه الوضع عند ظهورها . بل وأصبحنا نشاهد محطات أرضية صغيرة كاملة التجهيز يحملها الإعلاميون معهم، وينتقلون بها من مطار إلى مطار، ومن موقع إلى موقع، وكأنها جزء من أمتعتهم الشخصية، ثم يقومون بتركيبها في مواقع الأحداث في وقت وجيز وينقلون الصور تبعاً إلى هيئاتهم التلفزيونية بعد أن يكونوا قد حجزوا القنوات التلفزيونية اللازمة على السواتل . وشيئاً فشيئاً أخذت إدارات الاتصالات تتعامل مع هذه التطورات الجديدة بوعي وإدراك عميقين للمسؤولية، متجاوبة مع هيئات التلفزيون لتيسير الإجراءات التي كانت تحد من الاستغلال النشط للسواتل . وبالتدرج أيضاً أخذت العلاقة بين أهل الإعلام المرئي وبين أهل الاتصالات تتحول إلى علاقة مشاركة أكثر منها إلى علاقة بائع وزبون . وتجلى ذلك خاصة في السماح لمؤسسات التلفزيون بأن تمتلك محطات إرسال واستقبال وتجهيزات كانت في ما مضى حكراً على هيئات الاتصالات وحدها .

كما تجلى ذلك أيضاً في التشاور المستمر بين التلفزيونيين وهيئات الاتصالات الدولية والإقليمية حول كل المسائل التي تتصل بتطوير السواتل وإنشائها، وتحسين آلية الحجز على هذه السواتل وتحديد التعرفة وتخفيضها على النحو الذي يستجيب لمقتضيات المهنة التلفزيونية .

في هذا الإطار أنشئت مجموعة دولية تعنى بشؤون التشغيل الساتلي (ISOG) INTER-UNION SATELLITE OPERATIONS ، وتولت هذه المجموعة المنبثقة عن مؤتمر الاتحادات الإذاعية الدولية دراسة كل المشكلات التي تدرج في هذا السياق والتفاوض مع الجهات المشرفة على انتلستات قصد إيجاد الحلول الملائمة .

أما في الوطن العربي فقد شرع في إنشاء المحطات الأرضية العربية المتعاملة مع نظم الاتصالات الدولية في أواخر الستينيات وبداية السبعينيات، غير أن اهتمام القائمين على هذه المحطات كان منصباً بالدرجة الأولى على الاتصالات الهاتفية والتلكسية . وعلى الرغم من توفر الخدمة التلفزيونية في هذه المحطات فإن استخدامها في هذا المجال ظل محدوداً للغاية وذلك لعدة اعتبارات كان في مقدمتها نقص الخبرة وارتفاع التكاليف وضعف التجهيزات الفنية أو غيابها . ففي بعض الحالات لم تكن هنالك وصلات أرضية تربط المحطات الأرضية مع هيئات التلفزيون، بل إن بعض هذه المحطات لم يكن يتوفر له حتى جهاز التلكس الذي كان العمود الفقري للاتصالات آنذاك .

وعلى الرغم من كل هذه الظروف فقد أدركت هيئات التلفزيون العربية هذا التطور الهام وشرعت منذ عامي 1972 و 1973 ومن خلال اتحاد إذاعات الدول العربية في وضع الخطط لإنجاز تبادلات الأخبار والبرامج عبر السواتل واستقبال الأخبار والأحداث العالمية عبرها . وغير أن الإنجاز الأهم والأكبر بالنسبة إلى عالمنا العربي تمثل في إقامة الشبكة الفضائية العربية .

الشبكة العربية للاتصالات الفضائية

أولاً إنشاء الشبكة

كان وزراء الإعلام قد أوصوا في عام 1967 بضرورة إطلاق الساتل العربي واستغلاله في التبادلات بين هيئات الإذاعة والتلفزيون العربية . ولقد كان وزراء الاتصالات العرب على وعي تام بالتطورات الهامة التي يشهدها عالمنا عندما قرروا بأن تكون للعالم العربي شبكته الفضائية الخاصة به، واتخذوا الإجراءات التنفيذية اللازمة لذلك بما فيها إنشاء المؤسسة العربية للاتصالات الفضائية في 1976 .

ثانياً الشبكة واتحاد إذاعات الدول العربية

لقد تعامل اتحاد إذاعات الدول العربية مع هذا التطور الجديد بإيجابية ويتمثل ذلك فيما يلي :

1. كل عمليات الإرسال والاستقبال بين هيئات التلفزيون العربية تتم عبر الشبكة الفضائية العربية، وذلك بالنسبة إلى الأحداث التي تجري في المنطقة العربية .
2. حرص الاتحاد ولا يزال على نقل أبرز الأحداث الدولية عبر الشبكة الفضائية العربية .
3. أنشأ الاتحاد نظاماً لتبادل الأخبار والبرامج عبر الساتل العربي، شرع في تنفيذه منذ الفاتح من أكتوبر عام 1985 .
4. أقام الاتحاد لهذه الغاية مركزاً لتبادل الأخبار والبرامج في الجزائر انطلق العمل به في الحادي عشر من مارس عام 1987 .
5. سعى الاتحاد للحصول على تعرفه تفضيلية بالنسبة إلى البرامج التي يقوم بتنسيق تبادلها على الساتل العربي، وذلك بالتعاون مع الاتحاد العربي للمواصلات السلكية واللاسلكية .
6. استأجر الاتحاد قناة تلفزيونية على الساتل العربي للاستخدام الإقليمي، وأصبح يمرر جل التبادلات بين هيئاته الأعضاء على هذه القناة إضافة إلى تمرير أهم تبادلات الأخبار الدولية عليها .
7. ظل الاتحاد لسنوات عدة يشجع هيئاته الأعضاء على استئجار قنوات ساتلية على الساتل العربي لاستخدامها في الاتصالات الإذاعية والتلفزيونية القطرية المحلية .

ثالثاً معوقات استخدام الشبكة من جانب اتحاد إذاعات الدول العربية

يمكن تلخيص المعوقات التي اعترضت اتحاد إذاعات الدول العربية في الاستخدام الأمثل لإمكانات الشبكة الفضائية العربية في الأغراض الإعلامية والثقافية والتنمية على النحو التالي :

1. تأخر استكمال المحطات الأرضية المتصلة بخدمة عربسات، وخاصة خلال السنوات الثلاث الأولى (1985 - 1987) من خدمة الساتل . كما أن بعض المحطات الأرضية لم تجهز بمعدات تمكنها من استقبال أكثر من برنامج تلفزيوني واحد في نفس الوقت رغم توفر العديد من القنوات التلفزيونية على الساتل .
- إن تجهيز المحطات الأرضية بمعدات لاستقبال برنامجين تلفزيونيين أو أكثر وتوفير أكثر من وصلة موجات صغرية بين المحطات الأرضية ومركز التلفزيون أمر ضروري وحيوي لأنه في حالات عديدة يكون هناك بث في آن واحد لبرنامجين تلفزيونيين على عربسات، مثلاً كانت مباريات عديدة تبث خلال منافسات كأس العالم الأخيرة - إيطاليا 1990 - في نفس الوقت الذي تبث فيه حقائق إخبارية تلفزيونية ثابتة ودورية (الحقبة العربية اليومية وحقبة اليوروفزيون EVN-1).
- وإضافة إلى ما سبق فإن محطات أرضية عديدة لم تزود بالتجهيزات الضرورية للإرسال والاستقبال الإذاعيين الصوتيين رغم توفر هذه الإمكانية على الساتل العربي ذاته .
2. التعريفات الباهظة لأجور استخدام خدمات السواتل :

يتم حساب التعرفة الأساسية لأجور استخدام الوصلات الصاعدة والهابطة في ضوء المكونات التالية :

- (أ) القطاع الفضائي : حصة عربسات (أو انتلسات) التي تتقاضاها مقابل استخدام الساتل نفسه وتبلغ 8 دولارات للدقيقة الواحدة (قامت انتلسات مؤخراً بتخفيض التعرفة وجعلها 6,5 من الدولارات للدقيقة الواحدة) .

ب) القطاع الأرضي : حصة إدارات الاتصالات (الإدارات المالكة للمحطات الأرضية) وهي تختلف من بلد إلى آخر لكنها في الغالب باهظة وتتراوح بين 30 و 40 دولاراً للدقيقة الواحدة. وقد كانت بعض هيئات التلفزيون العربية مطالبة في كثير من الأوقات بدفع مبلغ يصل أحياناً إلى ألف دولار للعشر دقائق الأولى، وبما أن حصة القطاع الفضائي من هذا المبلغ هي ثمانون دولاراً فقط، يعني أن حصة الإدارة تصل إلى تسعمائة وعشرين دولاراً وهو مبلغ ليس مبرراً في كل المقاييس، مع الأخذ بالاعتبار أننا نتحدث عن وصلة واحدة فقط .

وقد بذل الاتحاد مجهودات كبيرة بالتعاون مع الاتحاد العربي للمواصلات للحصول على تعرفات تفضيلية لبث الأخبار والبرامج التلفزيونية عبر الساتل العربي من خلال اتحاد إذاعات النول العربية. وقد دعا الاتحاد العربي للمواصلات السلوكية واللاسلكية إدارات الاتصالات العربية إلى الالتزام بتطبيق هذه التعريفات.. إلا أن هذه الجهود لم تخفض تعرفات النقل عن طريق عريسات بحيث تكون هذه التعريفات متناسبة مع إمكانيات هيئات التلفزيون العربية، علماً بأن هذه الهيئات حكومية لا تتعاطى نشاطاً تجارياً، وتعتمد اعتماداً يكاد يكون أساسياً على دعم الدولة . وهذا ما دفع الاتحاد إلى البحث عن حل آخر جديد يمكن من تحقيق الغاية المذكورة آنفاً . فقام الاتحاد باستئجار قناة تلفزيونية على الساتل العربي 24/24 ساعة يومياً بمبلغ مليون دولار، وكنا نأمل أن تساهم هذه الخطوة الجديدة في دفع عجلة التبادل خاصة وقد أمكن بموجبه تسوية وضع استعمال القطاع الفضائي، إلا أن هذا الإنجاز يبقى منقوصاً ما لم يتم تحقيق الخطوة الكاملة للإفادة القصوى من الساتل العربي وهي أن يتم إعفاء البرامج التلفزيونية التي يجري تبادلها عبر الساتل العربي، من رسوم القطاع الأرضي أو تخفيض هذه الرسوم إلى أدنى حد ممكن . وقد تم عرض هذا الموضوع في اجتماع الجمعية العمومية للمؤسسة العربية للاتصالات الفضائية في دورتها الثالثة للمؤسسة العربية للاتصالات الفضائية في دورتها الثالثة عشرة (الجزائر - مايو 1990) وقد أصدرت الجمعية العمومية في هذا الشأن نص القرار التالي :

- الاستجابة لطلب اللجنة العربية المشتركة لاستخدام الشبكة الفضائية العربية للإعلام والثقافة والتنمية، بمناشدة إدارات الاتصالات في الدول الأعضاء المسؤولة عن القطاع الأرضي (المحطة الأرضية والوصلة الأرضية من الاستوديو إلى المحطة) من منظومة الشبكة الفضائية العربية، أن تمنح إدارات أو هيئات التلفزيون في بلدها إعفاء من أجور هذا القطاع أو جعله أجراً تشجيعياً منخفضاً إلى أدنى حد ممكن . وذلك في حالة استخدام تلك الإدارات أو الهيئات للسواتل العربية في بث برامجها التلفزيونية على أن يشمل الإعفاء أو التخفيض الدارات الصوتية التنسيقية المساندة للتبادل والمرتبطة به . وتأمل هذه الجمعية من جميع إدارات الاتصالات أخذ هذا المطلب مأخذ الاهتمام كسبيل من سبل تنشيط استخدامات الشبكة الفضائية العربية .

- وفي هذا الشأن قام الاتحاد فور توقيع العقد الخاص باستئجار القناة التلفزيونية (23) على الساتل العربي بالطلب من كل هيئة تلفزيونية في كل بلد عربي أن تقوم مع إدارة الاتصالات بإبرام اتفاق سنوي تغطي بموجبه كلفة القطاع الأرضي الخاصة بالحركة التي سوف تمر عبر القناة المستأجرة، كما قام الاتحاد بمخاطبة أصحاب المعالي وزراء البريد والمواصلات في البلدان العربية للتركرم بالإذن للإدارات المختصة بدراسة إمكانية إبرام مثل هذا الاتفاق. مما سبق يتبين أن استئجار القناة قد حل مشكلة القطاع الفضائي، إلا أن مشكلة القطاع الأرضي للتبادلات عبر القناة لا تزال عقبة أساسية أمام استغلال الساتل العربي على النحو الذي يريجه الجميع وجعل بعض البلدان العربية (جيبوتي وموريتانيا . . .) لا تستطيع أن تستقبل وتستفيد من بعض البرامج والأخبار المتبادلة عبر هذه القناة، على الرغم من أن كلفة القطاع الفضائي تمت تغطيتها لهذه التبادلات (استئجار القناة) .

3. عدم اتصال عدد هام من هيئات التلفزيون بمركز التبادل الإخباري والتلفزيوني التابع للاتحاد بالجزائر حيث قام الاتحاد بتركيب المنظومة الصوتية (4-WIRE AUDIO MATRIX) بطاقة 30X30 في مركز التبادل وتوصل مع الاتصالات الجزائرية إلى عقد اتفاق تم بموجبه استئجار ثماني عشرة دارة صوتية باتجاهين على الساتل العربي وغطى الاتحاد كلفة القطاع الفضائي والأرضي الصاعد وكلفة القطاع الفضائي الهابط، وبقيت كلفة القطاع الأرضي الهابط، التي تتحملها الهيئات المستفيدة. لكن بالرغم من ذلك فقد طالبت إدارات الاتصالات في عدد من البلدان العربية هيئات التلفزيون بتعرفة باهظة لكلفة القطاع الأرضي الهابط، مما أجبر هذه الهيئات على عدم الارتباط الصوتي الضروري، رغم توفر هذه الدارة في المحطة الأرضية للبلد المعني . ومن المعلوم أن الدارات الصوتية هذه أساسية لعمليات التنسيق وسوف تتبع لأي هيئة التحدث والتنسيق مع جميع الهيئات الأخرى عبر المركز وسوف يساعد ذلك على تكثيف تبادلات الأخبار والبرامج وعقد المؤتمرات الصوتية البرمجية والتقنية البورية .

هذا وقد اهتم اتحاد إذاعات الدول العربية اهتماماً كبيراً بموضوع استخدام الشبكة الفضائية العربية لأغراض الإعلام والثقافة والتنمية وقد قام بعرض المشاكل والمعوقات التي تحول دون الاستخدام الأمثل لهذه الشبكة واقترح الحلول المناسبة على الاجتماعات التالية :

- اجتماعات اللجنة العربية المشتركة لاستخدام الشبكة الفضائية العربية للإعلام والثقافة والتنمية (تونس، 1991/7/25-24).
 - لجنة خبراء الإعلام والاتصالات العرب حول الاستخدام الأمثل للشبكة الفضائية العربية (القاهرة، 1992/5/13-11).
 - اللجنة الدائمة للإعلام العربي (القاهرة، 1992/8/18-16).
 - مجلس وزراء الإعلام العرب (القاهرة 19-20/9/1992).
- وقد تبنت هذه الاجتماعات التوجيهات والتوصيات التي سوف تساهم مساهمة فعالة نحو الاستخدام الأمثل للشبكة الفضائية العربية للإعلام والتنمية والثقافة .

التوصية رقم 2
الصادرة عن المؤتمر AR-RDC/92

تناسق الشبكات وتقييسها

إن المؤتمر الإقليمي لتنمية الاتصالات في الدول العربية (القاهرة، 25 - 29 أكتوبر 1992) (AR-RDC/92) ،

إذ يضع في اعتباره

1. الحالة الراهنة لتنمية البنية التحتية، وكذلك التقنيات والخدمات المتوفرة ،
2. أن المعايير المتناسقة تساهم في تحسين فعالية شبكات الاتصال العمومية ،
3. أن للمعايير أثراً مباشراً على التنمية التجارية والاقتصادية على الأوسع : الوطني والإقليمي والعالمي ،
4. أن تقنيات جديدة أخذت في الظهور من شأنها أن تعالج مشاكل البنية التحتية، غير أن توصيل شبكات الاتصال العمومية بعضها ببعض لن يتحقق بدون معايير مشتركة ،

وقد أخذ علماً

بتوصيات اللجنة عالية المستوى (H.L.C.) المتعلقة بإنشاء قطاع تقييس له المسؤوليات الوظيفية المناسبة ،

وإذ يشعر بالقلق

لأن الأسواق العالمية ستعاق بشدة من جراء المعايير غير المتلائمة في الاتصالات ،

يوصي

1. الإدارات في المنطقة بمواصلة النظر في تطبيق المعايير المعترف بها عالمياً، حتى يسهل إلى أكبر حد ممكن توصيل شبكات الاتصال العمومية بعضها ببعض وكذلك تشغيلها البيئي ،
2. الإدارات في المنطقة بالسعي لجعل الهيئات الإقليمية والدولية تعي الحاجة إلى معايير عالمية تؤمن استعمال التقدم التقني الجديد استعمالاً فعالاً ،

ويطلب

1. من الاتحاد الدولي للاتصالات تشجيع تناسق المعايير الوطنية والإقليمية حتى تصبح الشبكات العمومية متلائمة على المستوى العالمي.
2. ومن الإدارات في المنطقة دعم توصية اللجنة عالية المستوى بأن يلعب الاتحاد الدولي للاتصالات « دوراً أكثر قوة ومساعدة في حفز التعاون وتنسيقه بين الهيئات المهتمة بالاتصالات والتي يتزايد عددها باستمرار » .

